23me Année | No 18 | 15 Septembre 1916

OCT 18 1916
UNIV. OF MICH.
LIBRARY

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Douglas W. Johnson. .	*Lettre d'un Américain à un Allemand.*	225
Mrs Belloc-Lowndes . .	*Bonne vieille Anna* (3e partie)	256
Louis Barthou.	*L'Élection de Lamartine à l'Académie française.*	303
Un Officier anglais. . .	*Au Front de France.* — IV.	324
Georges Lachapelle. . .	*Les Emprunts de la Défense nationale.*	342
Jules Duhem.	*La Question d'Alsace-Lorraine.* — III.	365
Général Fonville. . . .	*L'Unité d'Action sur l'Unité de Front*	401
Jules Destrée.	*Sidney Sonnino*	424

Copyright 1916, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1916

LIVRES NOUVEAUX

A L'ARRIÈRE,

par **Frédéric Masson.**

Dans ce livre M. Frédéric Masson a recueilli les articles qu'il a publiés dans les deux précédentes années pour exposer les projets d'assistance qui lui paraissaient les plus urgents ou les mieux appropriés aux nécessités de l'heure. On sait que, dans la plupart des cas, les efforts de l'éminent académicien ont abouti à d'heureuses réalisations. Il reprend aujourd'hui, en publiant ces études, la route parcourue avec succès, et ainsi en revoyant les étapes il marque un des aspects de la bienfaisance parisienne pendant la guerre. L'ouvrage constitue un recueil précieux au point de vue documentaire; c'est un excellent historique du bien.

LE LAURIER SANGLANT,

par **Jacques Normand.**

Ces poèmes se rattachent à deux guerres, celle de 1870 et celle de maintenant. Engagé volontaire, M. Jacques Normand a pris une part active à la première ; pendant la seconde, il dévoue aux blessés son temps et ses soins. Il n'est pas inutile de signaler ces faits à propos de son nouveau volume, où il a réuni à des extraits de ses anciennes *Tablettes d'un Mobile* des poèmes récents qui témoignent de la même foi patriotique et de la même inspiration toujours sincère en sa générosité. L'homme et le poète se complètent et tous deux sont d'excellente souche française. *Le Laurier sanglant* est vendu au bénéfice d'une œuvre de guerre.

CHANTS DE GUERRE DE LA SERBIE,

traduits par **Léo d'Orfer.**

Le ministre de Serbie, M. Vesnitch, qui présente ce volume dans une très belle préface, nous explique le rôle historique et national de la poésie populaire en Serbie. Les poèmes des rhapsodes serbes sont, en même temps que des morceaux épiques et lyriques d'une rare beauté, de véritables archives ; ils constituent la seule histoire d'un pays où l'invasion ottomane a brutalement arrêté la vie intellectuelle et supprimé pour cinq siècles toute espèce d'études. Précieux, vénérables et même uniques en tant que documents de l'existence nationale, ils ont un autre mérite : leur sauvage énergie, qui s'allie parfois à une sensibilité exquise, en fait des modèles de poésie chevaleresque et primitive. Il faut signaler ce livre non seulement aux folkloristes, mais à tous les lettrés.

LA PHILOSOPHIE DE BERGSON,

par **Harald Höffding.**

Pour tous ceux qui s'intéressent à la vie des idées, un ouvrage nouveau de M. Harald Höffding et une critique profonde et impartiale de la doctrine bergsonienne sont des événements d'importance. Dans ces conférences faites à la veille de la guerre à l'Université de Copenhague, le grand philosophe danois analyse avec toute sa solidité et toute sa lucidité de raisonnement, cette « lutte de la vie et de la science » qui constitue, selon lui, la philosophie de M. Bergson, expression « artistique » d'un courant de pensée contemporaine. Il faut se louer de voir un des doyens de la philosophie rendre ainsi hommage à un de nos penseurs, dont pourtant il ne partage guère les tendances, et de retrouver dans cette critique, comme dans la réponse que M. Bergson y a faite, la courtoisie de discussion dont, depuis deux ans, d'autres « intellectuels » nous ont fait perdre l'habitude.

CHACUN SON DEVOIR,

par **Charles-Henry Hirsch.**

L'auteur nous montre l'éveil d'une conscience à l'idée de patrie et à la notion du devoir social. Un réformé cherche quel est son devoir tandis que la nation en armes refoule l'invasion et prépare la victoire. Le devoir que se choisit le héros de M. Ch.-Henry Hirsch durera toute son existence et exige de lui, pour premier gage, l'abandon d'un grand amour. Les remarquables dons d'écrivain qui distinguent l'auteur trouvent ici l'occasion de se manifester d'une façon tout particulièrement heureuse. De ce livre se dégage une émotion sincère et profonde.

LA RETRAITE DE SERBIE,

par **Louis-L. Thomson.**

Dans la collection des *Mémoires et Récits de Guerre*, M. Thomson, médecin-major, apporte le récit fidèle et scrupuleux de la retraite d'octobre-décembre 1915 — la *Béjania* — qu'il fit lui-même avec la mission française. « Sans aucune préoccupation de l'effet littéraire », comme il le dit lui-même, il cherche seulement à fixer par un document authentique cette effroyable catastrophe, d'où la Serbie n'a pu sortir que par une résurrection presque miraculeuse. Et son livre, selon le mot de M. Denis, « sert admirablement l'Alliance », en nous faisant mieux connaître l'héroïsme serbe.

LETTRE

D'UN AMÉRICAIN A UN ALLEMAND

Cette lettre, écrite par M. Douglas W. Johnson, professeur à Columbia University, à New-York, est la réponse à une lettre, plaidant la cause de l'Allemagne, qu'il a reçue d'un professeur allemand d'Université. Avec sa rigueur, son émotion et son éloquence, elle donne un témoignage précieux de l'opinion que se font de la guerre certains milieux éclairés d'Amérique.

J'ai bien reçu vos deux lettres avec les coupures de journaux qu'elles contenaient, ainsi que votre carte postale. Je puis vous assurer que le retard de ma réponse ne doit pas être interprété comme une impolitesse. J'ai été heureux de recevoir les coupures de journaux, car j'ai toujours grand souci de lire ce que des hommes éminents d'Allemagne considèrent comme l'exposé convaincant de leur opinion en un sujet brûlant. J'ai lu avec beaucoup de soin vos lettres, particulièrement la longue du 9 juillet. J'apprécie votre ardent effort pour me persuader de la justice de votre cause et je sais évaluer le temps et la peine que vous avez dépensés pour me présenter, en des termes si soignés, le point de vue allemand sur des matières qui sont de la plus profonde importance pour nos deux gouvernements.

Si j'ai tardé à vous répondre, c'est que je doutais en moi-même qu'une lettre de moi pût être utile en quelque chose.

Je ne puis pas partager votre opinion sur la responsabilité de l'Allemagne dans cette guerre, ni sur ses méthodes de faire la guerre ; il ne me semblait pas que vous pussiez tirer profit de l'exposé que je vous ferais de mes propres idées sur ce sujet vital. Vos lettres témoignent que vous les avez écrites sous l'influence d'une intense émotion, émotion que je puis à la fois comprendre et respecter, mais qui doit vous empêcher d'accorder un accueil impartial à des vues qui contredisent les vôtres. Alors que votre pays se voit entouré d'adversaires puissants, alors que vos fils ont envahi, comme un déluge, des terres étrangères pour accomplir héroïquement les ordres de votre gouvernement, alors que la patrie que vous chérissez se trouve isolée moralement, condamnée par le monde entier des neutres pour les crimes barbares qu'elle a commis contre la civilisation, on ne peut attendre de vous que vous écriviez avec l'exactitude et la prudence scientifiques qui devraient être, en des circonstances ordinaires, votre idéal.

C'est pour cette raison que je ne vous garde pas rancune de ce qui, dans vos lettres, devrait autrement soulever d'énergiques protestations. Vous affirmez, par exemple, que mes compatriotes et moi-même, nous nous inspirons entièrement, pour juger la conduite des Allemands, d'une presse corrompue et vénale, distillant son poison au service d'un seul parti politique ; je suis convaincu que cette affirmation n'a pas voulu être aussi injurieuse qu'elle le paraît. Sans aucun doute, votre émotion vous entraîne à proférer des accusations que votre sens de la justice et votre courtoisie condamneraient en d'autres circonstances. En des temps plus calmes, j'en ai aussi la conviction, vous ne conserveriez pas cette opinion sommaire que « la presse quotidienne est devenue l'un des fléaux les plus affreux de l'humanité, un ulcère au sein de la société, dont le rôle est d'opposer les unes aux autres les races, les nations, les religions et les classes, en vue de servir des intérêts particuliers tels que la richesse, l'influence politique, la position sociale ». Je concède que quelques-uns de nos journaux sont un déshonneur pour la noble profession de journaliste ; je crois que quelques-uns sacrifient l'honneur au lucre, ou bien servent en esclaves des intérêts particuliers. Mais les annales du journalisme américain s'honorent de nombreux noms qui com-

mandent le respect, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, par leur longue réputation de probité et de courage et par les services distingués qu'ils ont rendus à la cause de l'humanité. A l'un de ces hommes, l'Université Columbia vient même de donner l'un des titres honorifiques les plus élevés qu'elle puisse conférer aux hommes d'idéal et d'honneur. Le journal qu'il publie et qui compte parmi les plus répandus, je le lis ; il est lu par des milliers d'Américains qui demandent à connaître la vérité. Si bas que soit tombé le niveau moral de quelques journaux, on ne saurait étendre, aux journaux lus par la majorité des Américains intelligents, le reproche que vous faites à toute la presse d'être simplement une affaire fondée et gérée pour l'enrichissement de ses propriétaires et pour la défense de certains intérêts spéciaux, « indifférente au bien ou au mal qu'elle peut faire à son pays, indifférente à la vérité et à la justice ». Je ne connais pas assez de journaux allemands pour apprécier leur idéal ; mais en dépit du peu de liberté laissé à la presse dans votre pays, je ne puis guère imaginer que sa condition soit assez lamentable pour justifier votre jugement sommaire de tous les journaux.

Si vous aviez sérieusement considéré combien sont différentes en Allemagne et en Amérique les relations de la presse et du gouvernement, vous ne seriez pas tombé dans l'erreur de croire qu'une forte proportion des journaux des États-Unis, et aussi d'autres pays, « payés ou inspirés par le gouvernement, connaissant toutes les ressources du mensonge et de la diffamation, auraient travaillé à répandre la haine et le mépris de l'Allemagne ». A la différence de la vôtre, notre presse est libre de toute influence gouvernementale. Toute tentative de notre gouvernement pour dicter la politique d'un journal serait énergiquement repoussée comme un affront et condamnée à un échec certain. Les Américains n'acceptent pas cette doctrine allemande que la presse « doit être contrôlée dans la mesure où cela est nécessaire pour le bien de la communauté » ; ils pensent qu'une liberté complète de la parole est essentielle à la vraie liberté. Il n'y a pas de censure pour la presse américaine ; vous avez une censure qui, tout le monde le sait, a merveilleusement réussi à laisser le peuple allemand dans l'ignorance de faits importants. Aucun journal américain ne

peut être supprimé pour ce qu'il imprime ; vous savez fort bien que, plus d'une fois, des journaux allemands ont été suspendus parce que, aux yeux du gouvernement, ce qu'ils disaient n'était pas dans l'intérêt du pays. Je joins à ma lettre un message reçu par sans-fil sous contrôle allemand : c'est la preuve, une seule entre mille, qu'on supprime vos journaux. Il ne sert à rien de dire que censure et suppression sont nécessaires au bien de la patrie et que les journaux en question méritaient d'être supprimés. Un fait essentiel demeure : c'est que vos journaux ne sont pas libres de publier ce qui leur semble bon ; les nôtres le sont. Chez vous, chaque numéro de journal doit être soumis à la police, de telle sorte que vos gouvernants peuvent contrôler ce que vous écrivez et ce que vous lisez ; chez nous, pas un journal n'est soumis au moindre fonctionnaire. Vous ne pouvez pas lire ce que votre gouvernement croit qu'il est sage de vous laisser ignorer ; nous pouvons lire n'importe quoi, que cela plaise ou non au gouvernement. Les Américains croient qu'il n'existe pas vraiment de liberté de la presse ni d'opinion publique affranchie, quand une sanction peut toujours menacer la presse d'un pays. Partout où la police, représentant le gouvernement, contrôle la presse, il n'y a pas de vraie liberté. On peut dire tout ce qu'on voudra contre la presse américaine ; mais il faut reconnaître qu'elle est libre de tout contrôle gouvernemental. Il n'est donc pas nécessaire de rechercher si le gouvernement américain a employé ou inspiré la presse pour attaquer l'Allemagne, puisque, même s'il eût désiré agir ainsi, il n'aurait pas osé.

Beaucoup d'autres passages de vos lettres ne peuvent s'expliquer que par la violente émotion qui vous dominait en écrivant ; vous auriez probablement le désir de les modifier si vous écriviez en des circonstances plus propices. D'ailleurs, je ne désire pas insister sur cette phase de votre correspondance. Je n'ai pas le moindre doute sur votre sincérité et je crois que vous êtes vous-même convaincu de la vérité de tout ce que vous avez écrit. En écrivant cette lettre, je veux vous témoigner que j'accepte loyalement le vœu que vous exprimez : amener deux nations qui ont été longtemps en termes amicaux à mieux se comprendre l'une l'autre, et, afin

de voir aboutir cet effort, dissiper, au moins en ce qui nous concerne tous deux, le grave malentendu que nous constatons.

Comme vous le savez, à l'exception d'un certain nombre d'Allemands d'origine, le peuple américain est pratiquement unanime à condamner l'Allemagne pour avoir provoqué la guerre et pour la conduire d'une manière barbare. De votre côté, vous-même et la foule de vos compatriotes, vous croyez que cette opinion défavorable résulte du fait que par des moyens malhonnêtes on a caché la vérité au public américain. Vous vous consolez en pensant que, lorsque toute la vérité sera connue, nous réviserons notre opinion ; nous constaterons alors, dites-vous, que l'Allemagne a agi selon le droit et qu'elle n'est pas responsable des crimes dont on la charge. Mais, comme vous êtes un homme de science et que vous aimez la recherche de la vérité quelle que soit la conclusion où elle vous mène, vous ne sauriez vous laisser tromper par cette pensée et cette espérance si elles reposent sur des prémisses fausses. Si donc vous désirez réellement connaître les conditions dans lesquelles s'est formée l'opinion de l'Amérique sur la conduite de l'Allemagne, je veux tenter de vous les décrire avec le même calme, avec la même attention scrupuleuse poussée jusqu'à la minutie que j'essaie, de toute ma volonté, d'apporter dans mes investigations scientifiques. Pour discuter ce sujet d'une importance vitale, je voudrais d'abord essayer de vous dépeindre l'opinion que les Américains avaient, avant la guerre, de l'Allemagne et des Allemands ; car c'est là le fond sur lequel se sont formé les opinions plus récentes. Ensuite je voudrais expliquer quelles sources d'information ont eues les Américains depuis le début de la guerre et comment cette information a produit une opinion défavorable à l'Allemagne : ce sera l'exposé des observations d'un homme qui a beaucoup lu et qui a examiné avec une vive curiosité les tendances de la pensée de son pays. Si cette analyse réussit à vous convaincre que l'opinion américaine n'est ni le reflet des mensonges anglais, ni l'émanation d'une presse vénale vendue à l'Angleterre, mais qu'elle se fonde sur des arguments beaucoup plus solides, ma lettre n'aura pas été écrite en vain. Si vous n'êtes pas convaincu, si vous préférez vous en tenir à

cette pensée consolante que, si l'Amérique connaissait la vérité, elle applaudirait aux actes de l'Allemagne, j'aurai au moins la satisfaction de me dire que j'ai tenté, en toute bonne foi, de vous rendre la courtoisie que vous m'avez faite en m'écrivant des lettres si pleines, et que je vous aurai exposé avec une égale ampleur la vérité telle que je la vois.

I

D'abord permettez-moi de vous peindre le fond de l'opinion publique à l'égard de l'Allemagne et des Allemands, telle que je l'ai observée avant la guerre. Comme le jugement d'un homme peut être affecté, en bien ou en mal, par ses propres expériences, il est équitable que je vous résume l'expérience personnelle que je possède des personnes nées en Allemagne ou de parents allemands. Parmi mes plus anciens souvenirs, je me rappelle une jeune fille allemande que je vis, tout enfant, dans notre maison ; c'est elle qui m'apprit à m'exprimer en allemand ; elle sut se faire aimer de moi comme un membre de ma propre famille. Au collège, l'un de mes deux professeurs favoris et l'un de mes meilleurs camarades étaient nés de parents allemands. Ces deux hommes sont encore pour moi des amis précieux ; tous deux, ils croient en la justice de la cause allemande. J'ai passé presque trois étés en Allemagne ; j'ai beaucoup d'amis allemands, en Amérique et en Europe. Les deux Européens, versés dans la même science que moi, pour lesquels j'ai la plus grande affection personnelle, sont des professeurs allemands de Berlin et de Leipzig. J'ai plus d'amis personnels dans l'armée allemande que dans les armées alliées. Ma sœur a épousé un professeur de descendance germanique et de sympathies germaniques. Certainement, si mes relations personnelles me donnent des préventions, elles doivent me prévenir en faveur des hommes et des choses d'Allemagne.

Autant que j'en puis juger, l'opinion américaine était, avant la guerre, en général très favorable à l'Allemagne et

aux Allemands. Certainement l'Amérique admirait les progrès remarquables faits par l'Allemagne en un court espace de quarante années. Nous devons beaucoup à vos universités, nous avons beaucoup profité de vos progrès économiques, nous avons admiré cette union de la recherche scientifique et de l'esprit pratique qui a valu à vos compatriotes tant de succès sur tant de domaines. La plupart des Allemands qui ont émigré en Amérique ont fait de bons citoyens ; nous les avons accueillis avec plaisir parce qu'ils comptent parmi les meilleurs des étrangers qui accourent vers nos rivages. La musique allemande et les musiciens allemands ne trouvent nulle part un accueil plus cordial qu'ici : personne ne leur marchande son admiration. Nous n'avons pas oublié les services héroïques de beaucoup d'Allemands qui donnèrent leur vie pour la défense de notre drapeau afin d'assurer les destinées de l'Union. L'amour des Allemands pour la famille, leurs sentiments d'honneur ont touché le cœur américain profondément. Beaucoup de mes connaissances admettent qu'elles n'entretiennent pas de relations aussi intimes, aussi affectueuses avec d'autres étrangers qu'avec leurs amis allemands.

Ces sentiments d'admiration et d'amitié ne nous ont pas aveuglés sur certains défauts du caractère allemand, pas plus que votre amitié pour nous ne vous a fermé les yeux sur nos défauts. Les mauvaises manières des Allemands sont proverbiales, non seulement parmi les Américains, mais encore dans le monde entier ; certains écrivains allemands, admettant que les Allemands, dans leur ensemble, sont des gens mal élevés, ont même voulu voir dans ce fait la cause qui soulève l'antagonisme du monde entier contre la conduite de l'Allemagne pendant la guerre. Je ne crois pas, du moins en ce qui concerne le sentiment américain, qu'il y ait beaucoup de vérité dans cette explication. Il est vrai que nous ne pouvons pas supporter le manque de respect dont témoigne la moitié des Allemands vis-à-vis des femmes ; que la situation de la femme en Allemagne nous paraît une anomalie dans une nation qui prétend être un type supérieur de civilisation ; que l'attitude présomptueuse des « intellectuels » allemands nous amuse ou nous dégoûte. Il est vrai que l'insolence de vos jeunes offi-

ciers qui nous coudoient sur les trottoirs de vos cités nous rend bien impatients de rencontrer ces individus en dehors des frontières allemandes, quelque part où un gouvernement militariste, jaloux de leur « honneur », ne serait plus là pour les protéger contre la râclée qu'ils méritent. Il est vrai aussi que, dans les congrès, les excursions et les banquets internationaux qui réunissent des hommes et des femmes de tous les pays, les Allemands ont conquis une peu enviable réputation pour leurs mauvaises manières, se poussant eux-mêmes aux meilleures places, s'entassant dans les trains avant les femmes, ignorants des égards dus aux hommes et aux femmes dont ils sont les compagnons ou les voisins. Nous reconnaissons franchement ces traits peu enviables de votre caractère national. Mais je doute que leur antipathie pour les manières allemandes ait influencé beaucoup d'Américains dans le jugement qu'ils portent sur la moralité allemande au cours de la guerre ; toutefois quelques-uns considèrent ce manque de bonnes manières comme le signe caractéristique d'une civilisation inférieure. Somme toute, nous étions portés à l'indulgence pour la grossièreté germanique, parce que nous la regardions, en partie comme l'effet du rapide développement matériel d'une nation jeune, en partie probablement comme le résultat d'un excès de tempérament agressif, développé par l'éducation militaire.

L'impartialité oblige aussi à dire que notre admiration pour les conquêtes allemandes dans le domaine de l'art, de la littérature et de la science ne nous a jamais conduits à reconnaître la supériorité que beaucoup d'Allemands revendiquent, au profit de leur pays, sur ce même domaine. Les Allemands ont tellement insisté, avec plus de patriotisme souvent que de bon goût, pour répéter et proclamer ces prétentions à l'étranger, qu'une partie du public a pu les croire. Mais la partie la plus intelligente et la plus réfléchie du peuple, habituée à critiquer ces prétentions par la comparaison exacte des produits des civilisations non teutoniques, a été incapable de trouver un fondement sérieux à cette prétendue supériorité. Les Américains intelligents et loyaux reconnaissent, sans hésiter, ce que le monde doit à l'art, à la littérature et à la science de l'Allemagne ; mais ils croient que, si l'on excepte peut-être

la musique, ces branches de l'activité humaine doivent bien davantage à l'Angleterre, à la France et aux autres nations. Dans le domaine de l'invention, nous apprécions pleinement l'habileté et les ressources que les Allemands ont déployées pour adapter des découvertes nouvelles à leurs propres besoins; mais nous ne pouvons nier que la plupart des découvertes qui ont joué un rôle vital dans le développement de la civilisation moderne ont été faites non en Allemagne, mais en d'autres pays.

En ce qui concerne l'administration municipale et les formes variées de la législation sociale, nous avons depuis longtemps rendu hommage aux grands progrès de votre pays. Mais si nous considérons, matière beaucoup plus importante, les relations de l'individu et du pouvoir central, nous avons toujours pensé, et nous croyons encore que l'Allemagne est affreusement réactionnaire. Pendant un demi-siècle, sous le régime d'un système d'éducation contrôlé par un gouvernement bureaucratique, vos professeurs ont enseigné une théorie de gouvernement que nous condamnons comme une erreur. Vos histoires, vos livres de philosophie, toute votre littérature glorifient « l'État ». Vous avez accepté cette dangereuse doctrine que l'individu existe pour servir l'État, oubliant que l'État n'est pas cet être mystique, divin que vous décrivez, mais bien un gouvernement dirigé par des êtres humains semblables à vous-mêmes, par des hommes dont la plupart ont probablement du bon sens, mais dont quelques-uns sont incompétents et d'autres franchement mauvais, comme c'est le cas pour tout gouvernement humain. Nous croyons que la seule excuse de l'existence de l'État est de servir l'individu, de créer un milieu qui assure la plus grande liberté et le plus haut développement à l'individu. Il ne nous a jamais paru honorable pour l'intelligence allemande de se contenter d'une théorie de gouvernement que la plupart des autres nations civilisées ont rejetée. Confondre, comme vous le faites, l'organisation avec la liberté nous a toujours semblé une erreur tragique, et jamais aussi tragique que maintenant ; car une petite coterie d'êtres humains, sujets aux mêmes erreurs et aux mêmes fautes que d'autres êtres humains, peut vous précipiter dans une guerre terrible avant que vous ne sachiez ce qui est arrivé ;

elle peut mettre en œuvre une censure rigoureuse afin de cacher les nouvelles qu'elle ne veut pas que vous connaissiez ; elle peut publier un *Livre Bleu* qui prétend exposer les causes de la guerre, mais qui omet des documents essentiels ; et alors la nation dont elle trompe la confiance consent à verser des flots de son sang dans la folle illusion qu'elle a été forcée à la guerre et qu'elle combat pour une noble cause. Combien pitoyable est la triste explication d'une intelligente femme allemande qui écrit dans une lettre récente adressée en Amérique : « Nous ne voyons, nous, les choses que comme le gouvernement juge que nous devons les voir. On nous a dit que cette guerre était purement défensive, qu'elle nous était imposée. Je commence à croire que cela peut ne pas être vrai, mais je garde l'espoir d'une issue favorable. »

Certainement, dans ce que vous m'avez écrit, vous êtes profondément sincère et honnête ; mais votre lettre fourmille de faits erronés, parce que vos informations émanent d'une presse censurée qui vous a trompé pour des raisons militaires et politiques. Comment une nation peut-elle connaître la vérité, penser clairement et agir droit, lorsque quelques hommes, appelés « l'État », peuvent vous entraîner aux aventures les plus graves de votre histoire sans vous avoir informés ou consultés et peuvent vous laisser dans l'ignorance de documents et d'agissements d'une importance capitale, afin de s'assurer votre entière approbation pour leurs dangereuses entreprises? Telle est l'idée qui a toujours conduit l'Amérique à dénoncer comme une erreur la vieille théorie du « droit divin des rois », depuis longtemps imposée au peuple allemand sous la forme plus subtile et, partant, plus dangereuse du « droit divin de l'État ». Notre conviction qu'un gouvernement comme le vôtre est réactionnaire et incompatible avec la vraie liberté, qu'il ravale et pervertit l'intelligence de ses sujets, se trouve encore amplement confirmée par l'observation prolongée de ce qui se passe chez vous, et particulièrement par ce fait incontestable que des millions de vos meilleurs fils, y compris des hommes remarquables par l'intelligence et la fortune, ont abandonné l'Allemagne pour venir chercher la vraie liberté d'intelligence et d'action en Amérique, refusant leur fidélité à la patrie pour devenir

citoyens ici. Quelques-uns d'entre eux aiment encore les scènes de leur enfance, mais bien peu consentiraient à retourner vivre sous un gouvernement comme celui de l'Allemagne.

Je résume ce que je viens de dire. Avant la guerre, les Américains admiraient les remarquables progrès réalisés par l'Allemagne, au cours des dernières années, dans le domaine économique et commercial ; ils tenaient en haute estime vos universités ; ils aimaient votre musique ; ils avaient des sentiments cordiaux pour les millions de Germains qui étaient venus vivre parmi nous et partager les avantages de nos institutions libres. Nous regrettions le règne des mauvaises manières parmi les Allemands, mais nous excusions ce travers ; nous n'hésitions pas à reconnaître que quelques Allemands sont des gentlemen délicats d'une culture parfaite, la plupart d'entre eux ayant des traits de caractère que nous admirions.

Nous reconnaissions l'immense valeur de la contribution fournie par l'Allemagne à l'art, à la littérature et à la science, mais nous ne considérions pas cette contribution comme égale à celle d'autres nations. Jamais nous n'avons regardé la culture allemande comme supérieure, mais plutôt comme inférieure à celle de certains autres pays ; les bruyantes prétentions des Allemands à cette supériorité nous apparaissaient comme un trait d'égoïsme et comme un point faible du caractère allemand. Pour la forme de votre gouvernement, pour la philosophie de l'histoire enseignée dans vos universités, nous n'avons jamais eu ni admiration, ni respect ; toutes deux nous semblaient indignes d'un peuple intelligent et civilisé et propres à amener sûrement un désastre. Vos préparatifs militaires, évidents pour tous les voyageurs qui traversaient votre pays, nous avaient inspiré depuis longtemps de la défiance pour votre gouvernement et nous faisaient considérer votre pays comme une menace pour la paix du monde. En un mot, nous admirions et nous aimions votre nation, quoique nous ne la considérions pas comme parfaite, ni même comme supérieure à une autre ; mais nous désapprouvions votre gouvernement réactionnaire et militariste, et nous nous défiions de lui.

II

Telle était notre attitude lorsque la guerre éclata sur le monde. Depuis ce moment quels moyens le peuple américain a-t-il eus de se faire une opinion intelligente de ce qui était faux et de ce qui était vrai? Quelles sources d'information se sont ouvertes à nous, quels moyens d'atteindre les faits? Avons-nous été noyés sous le flot des mensonges anglais, comme plusieurs de vos professeurs me l'ont écrit? Avons-nous mis toute notre confiance en des journaux corrompus et partiaux, comme vous laissez entendre que c'est notre habitude? Avons-nous été dépendants d'une presse achetée par l'or anglais, comme l'affirme continuellement la presse allemande?

En premier lieu, nous avons appuyé en partie notre conviction sur notre connaissance préalable du gouvernement allemand et du peuple allemand. Les centaines d'Américains qui ont étudié dans vos universités, les milliers qui ont visité votre pays, les millions qui vivent ici en contact intime avec des Allemands, tous se font une assez bonne idée de l'état d'esprit allemand, de l'idéal moral de la nation allemande, des vertus et des défauts des Allemands. Naturellement les Américains ont utilisé cette source d'information pour conclure à la véracité ou à la fausseté des accusations lancées contre l'Allemagne. Je me suis entretenu avec plusieurs de nos professeurs américains au moment même où ils débarquaient à New-York, tout frais encore d'un été passé en Allemagne, mais brusquement interrompu par l'explosion de la guerre ; ils arrivaient directement de votre pays, aussi complètement informés du point de vue allemand relativement à la déclaration de guerre que pouvait l'être n'importe lequel de vos compatriotes. Beaucoup d'Américains qui ont passé des mois et même des années sur le sol allemand et qui connaissent intimement le pays et les gens, nous ont parfaitement bien renseignés sur les aspirations allemandes et sur les méthodes de la pensée allemande.

Il est vrai que, depuis le commencement de la guerre, beaucoup de nos nouvelles nous sont arrivées par les câbles que contrôlent les Alliés ; mais les Américains ont beaucoup trop de bon sens pour accepter de tels renseignements comme définitifs. Des nouvelles de source tendancieuse sont toujours accueillies avec réserve ; on ne les admet en toute confiance que lorsqu'elles sont confirmées par des sources indépendantes. Bien mieux, les Américains n'ont jamais manqué d'informations allemandes de première main. Des radiotélégrammes, envoyés directement de Berlin à plusieurs stations américaines, nous ont donné de précieux moyens pour contrôler les renseignements des câbles. Les journaux allemands nous parviennent régulièrement ; on les cite continuellement et longuement. L'Allemagne nous a envoyé des agents spéciaux pour nous donner, sur chaque événement, sa propre manière de voir. Les discours et les écrits de ces agents ont été publiés, à plusieurs reprises et tout au long, dans la plupart des journaux de notre pays, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Les correspondants américains en Allemagne et dans la zone des armées nous ont dit, autant que votre censure l'a permis, ce qu'ils ont vu de l'Allemagne et de l'armée allemande. Beaucoup d'Américains, revenus d'Allemagne durant la guerre, ont publié leurs observations et leurs impressions. Plusieurs d'entre eux ont vu votre armée à l'œuvre et souffert de son inhumanité ; ils ont été soumis, par les fonctionnaires civils de votre gouvernement, à des outrages et à des indignités. D'autres, reçus à table et honorés comme des hôtes notables, ont eu d'extraordinaires facilités pour voir ce que vos autorités voulaient qu'ils vissent. Tous ont rapporté des témoignages de première main sur la conduite de la nation allemande en guerre. Vos professeurs d'universités et d'autres de vos éminents compatriotes nous ont écrit des lettres publiques et privées sans nombre, présentant les arguments de l'Allemagne sous toutes les formes imaginables. Votre ambassadeur et d'autres fonctionnaires de votre gouvernement se sont toujours empressés d'offrir au public américain une information de première main. Des milliers de vos réservistes, retenus par l'insécurité des mers, restent dans le pays pour y parler et y écrire au profit de leur patrie.

Ajoutez encore que la cause de l'Allemagne a trouvé de vigoureux champions dans les nombreux Allemands et Germano-Américains qui habitent depuis longtemps l'Amérique. Münsterberg et d'autres ont publié de nombreux articles et livres en faveur de l'Allemagne. Tout ce qu'on peut imaginer comme justification de l'Allemagne a été propagé et exalté à l'étranger par la presse germano-américaine ; avec cet amour du « fair-play » que le monde entier nous reconnaît, les journaux mêmes qui croient l'Allemagne responsable de la guerre et de ses pires horreurs ont imprimé des volumes de documents pro-germains, afin que la vérité tout entière pût être connue par une libre et complète discussion des deux points de vue. J'ai lu de nombreux articles pro-germains dans le *Times*, le *Sun*, l'*Outlook* et dans d'autres journaux et revues hostiles à la politique allemande, articles de Münsterberg, de Kuno Franke, de von Bernstorff, de Dernburg et d'autres champions dévoués de l'Allemagne. Les colonnes de nos journaux sont libéralement ouvertes à tous les défenseurs autorisés de la cause allemande, quelle que soit la ligne politique de ces journaux. Jamais personne n'a pu plus complètement, plus librement se défendre que les amis de l'Allemagne : ils ont pu imprimer pour le public américain toutes les justifications possibles des actes de l'Allemagne. Seule la plus grossière ignorance de ce qui se passe chez nous pourrait amener un homme de foi à affirmer que la vérité au sujet de l'Allemagne a été dissimulée aux yeux des Américains. Votre lettre ne contenait aucun fait, aucun argument qui n'eût été déjà imprimé et réimprimé dans les journaux, d'un bout à l'autre de l'Amérique, par des champions variés de la cause allemande. Les documents officiels publiés par l'Allemagne pour défendre son attitude au début de la guerre, les atrocités qu'elle reproche à ses ennemis, les preuves présumées de la fausseté des atrocités dont ils l'accusent, tout a été publié en entier, à profusion, quoique vous paraissiez l'ignorer.

Mais il y a plus. En outre de la publicité légitime faite en faveur de l'Allemagne, on a vu s'abattre sur le public américain la plus stupéfiante propagande dont le monde ait jamais été le témoin. Des millions de dollars ont été dépensés par des agents allemands dans une campagne colossale destinée à

façonner l'opinion publique. L'Amérique a été littéralement submergée par une avalanche de feuilles, de brochures, de livres, d'articles, d'annonces, le tout subventionné par ces propagandistes. De l'argent a été gaspillé sous toutes les formes imaginables pour en appeler au sentiment américain contre les Alliés et en faveur des Allemands. On a partout sollicité, pour cette propagande, des contributions en argent : l'un de nos collègues de Columbia University figure parmi les porteurs de nom allemand qui ont refusé, dans des lettres rendues publiques, de soutenir cette campagne d'argent, montée par des agents allemands. Des grèves ont été organisées dans nos usines, des journaux payés, des orateurs ouvriers employés pour fomenter des troubles, le tout avec de l'argent d'origine allemande. L'ambassadeur Dumba a été forcé de quitter le pays parce que des lettres secrètes de lui, qu'on avait saisies, ont révélé des complots pour organiser des grèves dans nos usines de munitions, pour acheter des orateurs chargés d'exciter le mécontentement des ouvriers et pour payer les journaux qui soutiendraient la propagande allemande. Pour toutes ces démarches, le gouvernement autrichien fournissait les fonds nécessaires. Des espions allemands, maintenant emprisonnés, ont avoué qu'ils avaient été envoyés ici par de hautes autorités d'Allemagne et pourvus de grandes sommes d'argent pour incendier les usines américaines et provoquer secrètement des complots contre notre neutralité. Des fonctionnaires allemands, résidant chez nous, ont reconnu qu'ils consacraient des millions de dollars en d'illégales manœuvres entreprises en violation de nos lois avec l'insolent mépris de toute courtoisie diplomatique internationale. Nos tribunaux viennent de juger et de condamner à dix-huit mois de travaux forcés trois hauts fonctionnaires allemands de la Compagnie Hamburg-Amerika, pour avoir prémédité, en violation de nos lois, d'aider des navires de guerre allemands ; ces fonctionnaires ont avoué avoir dépensé près de deux millions de dollars d'or allemand dans cette besogne illégale. Nos agents de police estiment que les autorités allemandes ont dépensé vingt-sept millions de dollars, en Amérique seulement, pour nous tourner contre les Alliés, pour exciter des troubles contre nous dans les milieux ouvriers et pour fomenter au

Mexique une révolution qui nous embarrasserait. Notre gouvernement a demandé que les attachés militaire et naval d'Allemagne fussent rappelés à cause de leurs insolentes violations de notre neutralité : leur propagande s'ingéniait, par l'emploi d'immenses sommes d'or allemand, à nous tourner contre l'Angleterre et en faveur de l'Allemagne.

Pour une brochure, une feuille ou un article que j'ai reçus d'organisations anglaises, françaises, russes et italiennes, des organisations allemandes m'en ont fait tenir plusieurs douzaines. Je ne reçois guère plus d'une circulaire par mois des pays alliés ; pas une semaine ne se passe sans que j'en aie plusi urs provenant de source allemande. L'Amérique a été inondée par la littérature de la propagande allemande ; il en est toujours venu très peu des autres pays. Des pages pleines de réclame, payées par des agents allemands, ont paru à plusieurs reprises dans des journaux américains, vantant le mérite de la cause allemande ; je n'en ai jamais vu une en faveur des Alliés. Dans toute la ville de New-York, avant que je ne partisse en vacances, on pouvait voir, sur les panneaux de publicité, de gigantesques affiches, posées par une société progermaine, pressant le peuple de demander au président Wilson d'arrêter l'exportation des armes vers les pays ennemis de l'Allemagne ; je n'ai jamais vu aucune affiche d'aucune sorte posée par les amis des Alliés. Et, de fait, l'Amérique a été si littéralement inondée par la propagande allemande, par les réclames allemandes, par les sollicitations d'argent destiné à la propagande proallemande, que le pays tout entier en a eu la nausée et qu'il a exigé du gouvernement l'expulsion de quelques-uns de vos agents, ceux dont la propagande parmi nous était le plus choquante. C'est l'or allemand et non l'or anglais qu'on a prodigué pour influencer l'opinion américaine. Notre gouvernement a dû organiser toute une police spéciale pour découvrir et faire échouer de nombreux complots où l'or allemand et autrichien avait été dépensé sans compter afin d'agir sur l'opinion et sur la conduite de l'Amérique ; des autres pays neutres, il nous arrive en abondance des preuves que la même propagande stupéfiante, en vue d'orienter les opinions et les actes en faveur de l'Allemagne, a été menée partout avec une audace et une prodigalité qui ont étonné le monde.

En face de faits semblables, les clameurs allemandes contre « l'or anglais » ont paru sans sincérité et tout simplement ridicules.

En dernier lieu, l'opinion américaine s'est fondée, beaucoup plus que sur d'autres bases, sur les communications officielles de l'Allemagne directement adressées à notre Gouvernement, sur certains actes reconnus par l'Allemagne, sur la nature des justifications et des excuses alléguées par le gouvernement allemand pour atténuer ces actes. Vous ne devez pas oublier que toutes les longues notes, adressées par votre gouvernement aux Américains, ont été publiées *in extenso* dans tous les journaux américains. Vos clameurs contre l'or anglais, contre les câblogrammes altérés par les Anglais, contre les journaux corrompus n'ont plus aucune raison d'être en présence de la correspondance diplomatique parvenue directement ici à votre ambassadeur. Cette correspondance officielle, authentique, nous a donné la notion exacte de l'idéal de moralité et d'humanité qui règle la conduite actuelle du gouvernement allemand. Notre opinion sur l'Allemagne a été profondément influencée par ces documents officiels.

L'Allemagne a commis certains actes que votre gouvernement a reconnus lui-même. Une nation, comme un homme, se juge d'après ses actes. Les excuses une fois faites et les explications données, les actes restent. Les Américains ont lu les excuses et les explications entièrement et à plusieurs reprises ; ces excuses et ces explications étant présentes à leur esprit, ils se sont fait une opinion sur la puissance qui porte la responsabilité des actes. Ni l'or anglais, ni les dépêches sophistiquées n'ont rien à faire dans cette opinion. Ce sont les faits eux-mêmes qui, par leur puissance souveraine, ont formé l'opinion américaine sur l'Allemagne.

L'Allemagne défend les actes nombreux qui l'ont couverte du mépris et de l'opprobre du monde civilisé tout entier. Comme vous le savez, l'un des meilleurs critères de la morale d'un homme, c'est la nature de défense qu'il choisit pour ses actes. Les Américains ont lu avec soin toutes les défenses apportées par votre chancelier, par votre ministre des Affaires Étrangères, par votre sous-secrétaire des Affaires Étrangères, par les porte-parole officiels que vous avez envoyés ici et

par votre ambassadeur ; avec les notes envoyées officiellement et directement à notre gouvernement par le vôtre, nous nous sommes fait une opinion de l'idéal moral du gouvernement qui donne et approuve de telles justifications.

Vous êtes obligés, je crois, d'admettre en toute sincérité, en toute franchise, que le public américain a pu disposer de nombreuses sources d'information pour se former une opinion au sujet de l'Allemagne. Avec une presse libre, avec une diplomatie au grand jour, avec une nombreuse population allemande absolument libre de toute censure et de toute gêne, avec un gouvernement qui n'a pas besoin de supprimer des faits pour des raisons militaires ou politiques, nous sommes, beaucoup mieux que le peuple allemand lui-même, en situation de connaître toute la vérité sur l'Allemagne.

III

Je viens de donner un aperçu des nombreuses sources d'information qui ont permis aux Américains de fonder leur opinion, relativement à l'Allemagne et à sa conduite durant la guerre. Je voudrais maintenant exposer ce qu'ils pensent des grands événements qui se sont déroulés. Je ne me propose pas d'expliquer cette opinion, ni de la critiquer, ni de la défendre. Je ne veux pas non plus vous donner mon opinion personnelle sur plusieurs points : elle est de faible conséquence quand il s'agit de l'attitude d'une nation entière. Si vous le désirez, je serai heureux de vous dire, en quelque autre occasion, combien ma propre opinion diffère de l'opinion collective de mon pays et en quoi elle diffère. Pour l'instant, mon but est seulement de vous traduire l'état d'esprit actuel des Américains ou, du moins, de leur grande majorité : car j'en excepte un nombre important de gens nés en Allemagne et un petit nombre de gens nés en Amérique (en général, ceux qui, par leur mariage ou par d'autres relations, ont des liens avec l'Allemagne). En tout cas, plus de 90 p. 100 de notre

population peut être considérée comme représentant l'opinion que je qualifie d'américaine.

En premier lieu, les Américains font généralement une distinction entre le gouvernement allemand et le peuple allemand. Ils comprennent que certains traits de votre gouvernement prussifié n'ont jamais eu la faveur des Bavarois, des Saxons et d'autres éléments de la population allemande. Je ne veux pas dire que les Américains pensent qu'une partie de l'Allemagne manquerait de loyalisme à l'égard de son gouvernement. Au contraire, ils croient que le peuple allemand soutient avec dévotion ce gouvernement et défend ses actes, et que, par conséquent, il est, dans son ensemble, responsable de tous les actes que commet le gouvernement. Mais les Américains reconnaissent la réalité de la direction prussienne dans la politique de votre pays. Ils ne croient pas que le peuple allemand voulait la guerre, mais ils croient que le gouvernement militariste, sous la direction prussienne, a voulu la guerre, l'a préparée pendant des années avec infiniment d'habileté et de maîtrise et qu'il l'a déclarée lorsqu'il a cru que l'occasion était bonne.

Les Américains ne doutent pas que l'insolent ultimatum à la Serbie ait été lancé dans le dessein de provoquer la guerre ; ils croient que l'Autriche n'aurait jamais osé l'envoyer si le gouvernement allemand ne l'avait pas assurée d'avance qu'elle aurait « les mains libres » ; au reste, votre gouvernement l'a reconnu officiellement. Comme l'Autriche a refusé jusqu'à présent de rendre publics les témoignages sur lesquels elle basait ses accusations contre la Serbie, comme elle a établi ces griefs après une procédure secrète où les accusés n'étaient pas représentés, elle a révolté non seulement l'Amérique, mais le monde entier ; elle a convaincu le monde que l'Autriche et l'Allemagne avaient plus de torts que la Serbie.

Les Américains ont scrupuleusement étudié les documents officiels publiés par les différents gouvernements sur l'origine de la guerre : ils ont eu l'avantage de voir ceux de chaque source. Les documents officiels publiés par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Autriche et les autres gouvernements ont été imprimés *in extenso* sous forme de brochures ; toute la nation les a médités avidement. Dans sa passion de con-

naître la vérité, le peuple en a épuisé les éditions les unes après les autres. En Allemagne, il n'y a pas eu pareil empressement à connaître la vérité par l'examen et la critique des sources officielles d'information : des Allemands éminents ont constaté avec regret que beaucoup trop de leurs compatriotes se contentaient d'accepter les affirmations de leur gouvernement comme l'expression de la vérité et n'essayaient pas d'y appliquer leur propre intelligence. Aux yeux des Américains, il est prouvé par les documents officiels et par les aveux mêmes de votre gouvernement au cours de son plaidoyer, que le gouvernement allemand a imposé la guerre afin de satisfaire les ambitions du parti militaire, qui depuis longtemps tenait le pouvoir. Si vous pouviez lire certains documents que votre gouvernement ne vous permet pas de lire maintenant, vous pourriez décider impartialement si les Américains et les autres neutres ont eu tort ou raison en affirmant que l'Allemagne est responsable de la guerre. Tant que vous ne le pourrez pas, vous aurez la conviction que le jugement du monde est une injustice terrible à l'égard de votre pays. Car le gouvernement qui a provoqué la guerre ne va pas permettre à ses sujets de lire des choses qui ébranleraient leur confiance en lui et qui affaibliraient leur force de résistance au cours de la guerre.

Si vraiment l'Allemagne avait exercé une influence modératrice à Vienne et cherché à éviter la guerre, les documents échangés entre Berlin et Vienne en feraient foi, s'ils étaient publiés. L'Allemagne a toute raison de publier ces documents et de prouver sa sincérité, si vraiment elle a essayé d'empêcher la guerre. D'un autre côté, l'Allemagne et l'Autriche ont toute raison de les tenir secrets si elles ont, de concert, prémédité la guerre. Elles les ont tenus secrets ; le public ne connaît pas un mot de cette correspondance essentielle entre les deux capitales. Même votre peuple ignore complètement quelles conversations eurent lieu durant les journées critiques qui ont précédé les déclarations de guerre. Vous ne savez qu'une chose, le monde ne sait qu'une chose, c'est que l'Allemagne a donné la vague assurance « qu'elle exerçait une influence modératrice à Vienne ». Vous ne pouvez guère vous attendre à ce que le monde ajoute foi à pareille généralité, alors qu'on ne montre pas les documents qui devraient témoigner de sa véracité

ou de sa fausseté. Pourquoi ne les montre-t-on pas? Les Américains, tout comme le reste du monde, sont convaincus que votre gouvernement n'ose pas les publier, parce qu'ils prouvent la culpabilité de l'Allemagne d'une manière beaucoup plus décisive que les aveux contenus dans les documents déjà publiés.

Voici quelle est l'opinion presque universelle en Amérique et dans les pays neutres. Les prétextes variés et les moyens évasifs par lesquels Berlin a rejeté tout essai de médiation et d'arbitrage, ainsi que tout autre programme qui tendait à une solution pacifique de la crise, l'aveu fait par Berlin qu'il laissait les mains libres à l'Autriche, l'ignorance où le public est tenu de la correspondance échangée entre Berlin et Vienne, tout se réunit pour convaincre un homme impartial et droit que le gouvernement de Berlin est, dès le principe, responsable de la guerre. En publiant pendant des années une volumineuse littérature de guerre, en apprenant à son peuple à penser et à vivre en contact avec la guerre, en préparant d'énormes réserves de matériel de guerre, alors que notoirement les pays alliés n'étaient pas prêts et se trouvaient incapables de parer les premiers coups d'une attaque brusquée et, à plus forte raison, d'entreprendre une campagne offensive, l'Allemagne a donné cours à cette grave présomption que c'est elle qui a voulu la guerre et non les Alliés. La correspondance officielle des jours qui ont précédé la guerre est pleine de suggestions pour un arbitrage, pour une médiation et pour d'autres démarches en vue de la paix : tout émane des pays alliés. Les Américains ont cherché en vain un seul projet de solution pacifique émanant de l'Allemagne. Au contraire, votre propre version des négociations ne montre qu'un refus persistant, par Berlin, de toute proposition pacifique et une volonté opiniâtre de soutenir Vienne dans son attaque contre la Serbie. Cette attaque, succédant au vol de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche sous la protection de l'Allemagne, ne pouvait pas être approuvée par le monde civilisé ; elle devait amener la guerre.

Lorsque la Serbie, pressée par les Alliés de faire toutes les concessions possibles pour prévenir la guerre, accepta huit sur dix des demandes humiliantes de l'Autriche et consentit à soumettre à l'arbitrage les deux qui impliquaient le sacrifice

de sa souveraineté nationale, il devint évident au monde que les Alliés ne voulaient pas la guerre et qu'ils étaient résignés à de grandes humiliations pour l'empêcher. Aux yeux des Américains, un homme impartial et doué de bon sens ne peut pas honnêtement croire que des nations, désireuses de provoquer l'Allemagne, aient conseillé à leur protégée de faire une humiliante capitulation devant des exigences insolentes et injustes. S'il était vrai que les Alliés eussent voulu imposer la guerre à l'Allemagne, ils auraient conseillé à la Serbie de résister et non de céder. Quand l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, eut déclaré la guerre à la Serbie, quoique celle-ci eût cédé entièrement sur huit points et consenti à un arbitrage sur les deux autres, personne ne douta plus hors d'Allemagne et d'Autriche que l'Allemagne imposait la guerre, afin de compléter les agrandissements territoriaux qu'elle considérait depuis longtemps comme sa destinée naturelle.

La culpabilité de l'Allemagne est reconnue non seulement par l'Amérique et par d'autres pays neutres, mais encore par des centaines de milliers d'Allemands qui, habitant des pays neutres, peuvent connaître plus de vérité qu'il n'est possible d'en savoir dans les pays belligérants. Des Allemands qui étaient en Allemagne quand la guerre éclata, mais qui sont depuis lors venus en Amérique, m'ont dit, à moi personnellement, que, depuis qu'ils connaissent toute la vérité, ils ne doutent plus de la responsabilité de l'Allemagne dans la catastrophe. Des Allemands qui ont quitté l'Amérique pour combattre dans les rangs de leur armée, m'ont avoué, dans des conversations privées, que, à leur connaissance, l'Allemagne avait voulu la guerre et que l'empereur et le parti militaire prussien étaient seuls à blâmer. Je connais des Allemands qui soutiennent généreusement la cause des Alliés, parce qu'ils croient que la défaite du prussianisme est essentielle pour l'Allemagne civilisée. Votre rigoureuse censure elle-même ne nous a pas empêchés de recevoir des lettres d'Allemands qui reconnaissent incertaine l'affirmation allemande selon laquelle les Alliés auraient voulu la guerre. Un grand nombre de penseurs indépendants d'Allemagne ont sagement reconnu cette élémentaire vérité qu'un gouvernement n'avoue jamais qu'il est responsable d'une guerre ; par conséquent, l'affirma-

tion de votre gouvernement qu'il n'aurait pas déclenché la guerre, n'a pas de poids tant que le public allemand ignore la vérité, tant qu'il n'aura pas les moyens de se faire une opinion intelligente comme le doivent des hommes, au lieu d'accepter de pures affirmations et des témoignages partiaux comme le font des enfants. Aujourd'hui vous croyez en l'innocence du militarisme prussien, mais bien peu de gens, dans le reste du monde, doutent de sa culpabilité. Demain, quand la guerre sera finie et que vous pourrez jeter du dehors un coup d'œil sur toute la question, vous aurez chance de vous former un jugement raisonné sur la question de savoir à quelle nation l'histoire doit désormais attribuer la responsabilité de ce crime effroyable contre l'humanité.

La violation de la neutralité belge a profondément ému les Américains, comme le reste du monde civilisé ; elle a tourné contre l'Allemagne la masse du sentiment populaire avec plus de violence que jamais. Quant à l'excuse tardive de votre gouvernement selon laquelle la Belgique était déjà violée par les Alliés, les Américains sont pratiquement unanimes à la considérer comme un maladroit subterfuge, inventé pour détourner de l'Allemagne l'orage terrible d'une réprobation universelle contre le martyre d'un peuple innocent. Rien de ce que pourra jamais dire ou écrire un Allemand n'effacera de la mémoire des hommes ce fait incontestable que votre chancelier a officiellement avoué ce crime de votre pays. « Le mal — je parle franchement, messieurs — le mal que nous avons fait à la Belgique, nous le réparerons quand nous aurons atteint notre but militaire. » En prononçant ces mots, votre chancelier a énoncé étourdiment une vérité qui a fait taire pour toujours les apologistes de votre crime. L'opinion américaine considère comme déshonorant et futile le grief que des soldats français auraient violé le territoire belge et que des aviateurs français l'auraient survolé. Il est de même inutile de tenter une défense de l'Allemagne à l'aide de documents découverts en Belgique, puisque votre chancelier a officiellement avoué la culpabilité de l'Allemagne. Pour les Américains, il n'est pas douteux que, s'appuyant sur les faits connus de la cause et sur l'aveu de votre chancelier, l'histoire rendra l'Allemagne à jamais responsable de son brutal mépris des traités et lui reprochera cet

attentat sanguinaire contre une petite nation innocente, comme l'un des plus terribles crimes qui aient jamais été commis par une nation qui prétend à un rang élevé parmi les pays civilisés.

Quant à l'argument que les « nécessités militaires » justifiaient la destruction de gens innocents, que l'invasion de la Belgique était nécessaire comme une mesure « défensive », les Américains le considèrent comme une preuve flagrante de la barbarie foncière du gouvernement allemand. Un homme qui frapperait une jeune fille innocente afin d'atteindre un autre homme, serait condamné comme la pire des brutes. Un gouvernement qui massacre brutalement un peuple innocent et pacifique afin d'atteindre un gouvernement ennemi, est considéré par tous les Américains comme le pire des barbares. Aucun gouvernement vraiment civilisé ne serait assez brutalement égoïste pour se protéger lui-même en infligeant les horreurs d'une guerre monstrueuse à un peuple inoffensif et sans défense.

Vous déplacez la question des atrocités en me demandant si les Américains croient que les Allemands, tels que je les connais, seraient capables de si abominables forfaits. Il est facile de vous répondre. Les Américains imaginent bien que beaucoup d'Allemands préféreraient mourir plutôt que de commettre une cruauté. Mais ils savent, comme le reste du monde, que votre gouvernement militariste, sous le prétexte de nécessités militaires, peut commettre les crimes les plus brutaux et les plus barbares. L'histoire montre qu'un gouvernement militariste étouffe les instincts les plus délicats de la nation qui le soutient. Beaucoup d'Allemands ont lutté pour renverser la clique militariste en Allemagne : plusieurs d'entre eux sont les âmes les plus nobles et les plus charmantes qu'il m'ait été donné de connaître. Mais d'autres ont exalté l'idée de la guerre et le militarisme. Tandis que je séjournais dans la maison d'un officier allemand, j'ai été le témoin d'actes brutaux et cruels qui, j'en suis convaincu, seraient impossibles dans un autre pays civilisé, parmi des gens de même éducation et de même intelligence. Malheureusement, les Américains ne voient pas le moyen de douter des tendances barbares de l'armée allemande. Au cours de l'affaire de Saverne, plusieurs de vos meilleurs citoyens se sont révoltés contre la brutalité militaire ; mais la

punition des officiers coupables fut annulée par votre gouvernement militariste. Dans la guerre actuelle, ce même gouvernement a avoué et justifié d'incroyables atrocités sous le prétexte de « nécessités militaires ». Les Américains ne croient pas aux mensonges colportés par les commères ; mais quand votre livre d'instructions, rédigé à l'usage des officiers, répudie expressément toutes les sauvegardes admises en temps de guerre par les peuples civilisés, en invoquant des « exceptions » aux lois de la guerre, les Américains n'hésitent pas à conclure que votre gouvernement est plus barbare que celui de toute autre nation qui se croit civilisée : car les autres pays ne reconnaissent pas aux armées le droit de faire de telles exceptions. En essayant de se défendre contre l'orage de la désapprobation universelle, votre gouvernement a avoué et justifié le meurtre d'otages innocents comme une « nécessité militaire » : aucun autre pays civilisé ne fait cela, et les Américains considèrent que le gouvernement allemand est brutal et barbare en permettant ces actes profondément inhumains. Des soldats américains ont été tués à la Vera-Cruz par des francs-tireurs ; mais notre gouvernement aurait pendu tout officier américain qui, par représailles, aurait ordonné le meurtre d'otages innocents. Votre gouvernement justifie et excuse de tels actes : les Américains ont donc été obligés de conclure que votre gouvernement est moins civilisé que les gouvernements de l'Amérique, de la France et de l'Angleterre qui interdisent une conduite aussi brutale.

Votre gouvernement a fait exécuter une femme d'un noble caractère et il défend cet acte comme parfaitement légal et comme une « nécessité militaire ». Les Américains admettent volontiers que miss Cavell était coupable de tout ce qu'on lui a reproché. Mais, durant notre guerre civile, nous avons arrêté des centaines de femmes qui avaient commis des crimes beaucoup plus graves, avouant qu'elles étaient des espionnes aux gages des rebelles et qu'elles compromettaient la sécurité des armées fédérales. Pas une de ces femmes n'a été exécutée, parce que les Américains d'il y a cinquante ans étaient trop civilisés pour commettre un acte aussi barbare. L'Angleterre a refusé d'exécuter aucune des espionnes allemandes qu'elle a arrêtées pour le même délit. Le monde entier s'est soulevé

d'horreur lorsque le gouvernement allemand, en observant des formes légales, a commis contre la femme et l'humanité un crime qui, pendant des siècles, fera rougir de honte les Allemands toutes les fois que sera prononcé le nom de miss Cavell. Les Anglais rougissent au souvenir de Jeffreys, mais aucun Anglais ne défend jamais cet infernal égorgeur de femmes. Les Américains rougissent au souvenir de Mrs Surrat, mais peu d'entre eux défendent son exécution. Le fait que les Allemands ont osé justifier la mort atroce de miss Cavell conduit beaucoup d'Américains à conclure que l'influence abrutissante du militarisme a rendu la masse du peuple allemand moins humaine que les peuples des autres pays, puisqu'ils justifient ce que les autres peuples condamnent.

Votre gouvernement a fait bombarder sur les côtes des villes ouvertes dont certains Américains savent, pour l'avoir constaté eux-mêmes avant la guerre et pendant le bombardement, qu'elles n'étaient pas défendues. Des mères et des bébés furent mis en lambeaux, mais aucun dommage militaire n'a été fait dans la plupart des cas. Des douzaines de vieillards sans défense, des femmes et des enfants ont été tués pour un soldat atteint. On peut dire la même chose de vos raids de zeppelins. Les Américains croient que ces actes ont été commis pour soulever l'enthousiasme de la populace allemande. Ils croient que ces actes sont un défi aux règles de la guerre entre nations civilisées, qu'ils sont profondément brutaux et barbares et qu'une nation qui approuve et applaudit ces massacres insensés est moins civilisée que les autres nations modernes. Le gouvernement britannique a fermement refusé de céder aux protestations de ceux de ses citoyens qui réclamaient des représailles contre les villes ouvertes de l'Allemagne : les Américains honorent ce respect des lois de la guerre entre nations civilisées et regrettent que, même occasionnellement, la France ait cédé à la provocation en dirigeant des raids de représailles contre Fribourg. Le fait que l'Allemagne ait commencé le meurtre des bébés et des femmes en dépit des lois de la guerre et qu'elle l'ait continué par de fréquents raids de navires, de zeppelins et d'aéroplanes, alors que les Alliés ont attaqué très rarement des villes ouvertes et seulement par représailles contre des attentats barbares de l'Allemagne, a

valu à l'Allemagne la condamnation et aux Alliés les éloges du monde civilisé.

L'attentat de la *Lusitania* a ôté de l'esprit des Américains toute espèce de doute sur la barbarie foncière du gouvernement allemand. Aucun autre gouvernement, se vantant d'être civilisé, n'a jamais révolté le monde entier par un crime aussi dégoûtant contre l'humanité. Il est absolument inconcevable que la nation américaine puisse jamais descendre assez bas dans l'échelle de l'humanité pour ordonner la destruction délibérée d'un navire anglais portant des centaines de femmes et d'enfants allemands innocents; mais si pareille chose se pouvait concevoir, vous ne trouveriez pas dans la marine américaine un officier capable d'obéir à cet ordre inhumain. Les Américains croient que jamais les gouvernements français et anglais ne déshonoreraient leur pays par un acte aussi barbare. Je suis étonné et indigné qu'un homme de votre situation et de votre intelligence puisse trouver dans son cœur des raisons pour défendre un acte qui a pour toujours souillé le nom et l'honneur de votre pays.

J'ai lu avec stupéfaction que vous affirmiez que la *Lusitania* était armée, qu'elle portait des munitions en violation des lois américaines et que nos fonctionnaires l'avaient inspectée superficiellement. Votre gouvernement lui-même a abandonné la fausse accusation que la *Lusitania* portait des canons; il renonce à cette réclamation ridicule; les réservistes allemands qui prétendaient avoir vu le canon ont avoué qu'ils avaient menti; ils font un séjour en prison pour parjure. Vous ne connaissez pas les lois de navigation américaines qui autorisent expressément le transport de certains types de munitions sur des bateaux de voyageurs; et vous ignorez naturellement à quelle inspection le navire a été soumis à New-York, puisque vous étiez en Allemagne à ce moment-là. Vos affirmations proviennent entièrement des documents falsifiés que vous fournissent vos journaux censurés. Vous n'avez eu aucun moyen de déterminer la véracité ou la fausseté de ces documents par une enquête impartiale et digne de foi, et pourtant vous n'avez pas hésité à admettre des faits que votre gouvernement avoue maintenant n'être pas fondés. Le fait que les hommes éclairés d'Allemagne ont pendant toute la guerre

violemment défendu le point de vue allemand par des accusations téméraires et des affirmations furieuses, négligeant la nécessité d'étayer ces accusations et ces affirmations sur des témoignages impartiaux, au lieu d'accepter avec une simplicité enfantine les documents fragiles du gouvernement allemand, ce fait a détruit la confiance des Américains dans l'aptitude des Allemands éclairés à penser et à raisonner avec droiture et honnêteté sur les choses de la guerre.

Les manifestes des professeurs allemands envoyés aux Américains ont beaucoup contribué à éloigner de l'Allemagne les sympathies américaines ; car l'âpreté et la fureur déraisonnable de ces documents, jointe à l'absence complète de preuves pour les nombreuses assertions téméraires qu'ils contenaient, ont beaucoup fait pour convaincre les Américains que le point de vue allemand ne pouvait pas se défendre honnêtement, logiquement, froidement, noblement. Jamais, en aucun temps, on n'a vu pareil débordement d'amertume et de fureur chez les peuples anglais et français. A part quelques exceptions individuelles, l'ensemble des documents français et anglais, relatifs à la guerre, ont été dès le début caractérisés par un sang-froid et un calme qui, dans le cas des Français, ont particulièrement étonné les Américains; car nous nous attendions, de leur part, à de la violence et à de l'excitation. Dans leur ensemble, les documents allemands ont été dès le début caractérisés par une âpreté effrénée et par de violentes menaces contre l'ennemi et les neutres : elles ont aussi surpris les Américains, car nous attendions de vous plus de logique, plus de maîtrise de soi-même que de la part des Français ; au lieu de cela, nous en constatons moins.

Les Américains croient que le peuple allemand est un grand peuple, capable de grandes et bonnes choses. Ils honorent et ils admirent l'Allemagne qui trouve sa meilleure expression dans la littérature, dans la musique et dans la science, domaines où vous vous êtes illustrés. Mais ils ont de la méfiance et de l'horreur pour le gouvernement allemand qui a marqué d'infamie le nom de l'Allemagne. La bravoure héroïque des soldats allemands mourant pour leur patrie, la fermeté héroïque des femmes allemandes qui supportent et qui souffrent tant,

ne réussissent pas à susciter de l'enthousiasme chez nous ou chez les neutres, à cause de la souillure dont le gouvernement militariste de l'Allemagne a terni leurs sacrifices. Vos plus grandes victoires n'ont pas valu d'honneur dans le monde à vos armées, à cause du nuage de déshonneur qui plane sur toutes les œuvres de la machine militaire de l'Allemagne. Il n'y a pas d'enthousiasme, il y a peu d'éloges pour les vainqueurs de Varsovie et de Vilna, car les Américains se souviennent que ce sont des soldats allemands qui ont assassiné d'innocents otages par « nécessité militaire », qui ont presque détruit Louvain par « nécessité militaire », qui ont violé en Belgique toutes les lois de la guerre et de l'humanité par « nécessité militaire », qui ont exécuté une noble institutrice anglaise par « nécessité militaire », qui ont ruiné d'inestimables monuments de la civilisation en France par « nécessité militaire », qui ont lancé du haut du ciel, dans l'obscurité, des bombes sur le sommeil des femmes et des enfants dans des villes ouvertes, qui ont massacré des centaines de non combattants innocents par « nécessité militaire », qui ont donné à des enfants à la mamelle et à leurs mères innocentes, criant d'épouvante et étouffant, l'Océan pour tombeau par « nécessité militaire », qui ont défendu toutes leurs barbaries et tous leurs crimes contre l'humanité par l'argument spécieux et égoïste de la « nécessité militaire ». Votre gouvernement a dépouillé vos soldats de tout honneur aux yeux du monde, en faisant d'eux les instruments d'une politique militaire que le reste du monde condamne unanimement comme brutale et barbare.

Il apparaît aux Américains réfléchis qui connaissent le mieux l'Allemagne et les Allemands, que le premier devoir de professeurs intelligents comme vous est de ne pas tenter la tâche désespérée de convertir le reste du monde à l'approbation des méthodes du gouvernement allemand, mais plutôt d'employer toute votre influence à établir un gouvernement allemand qui puisse avoir quelque respect pour les opinions du reste du monde et qui puisse remettre l'Allemagne à sa place habituelle parmi les nations civilisées. Votre plus grand ennemi ce n'est ni le gouvernement français, ni le gouvernement anglais : ils peuvent vous battre dans la guerre, mais ils ne pourront

jamais vous enlever votre honneur. Votre plus grand ennemi est le gouvernement qui a traîné le beau nom de l'Allemagne dans la boue du déshonneur, en révoltant les instincts moraux de tout le monde civilisé, en commettant des actes qu'aucune autre nation civilisée n'a l'idée qu'on puisse commettre. Votre plus grand ennemi est le gouvernement qui étouffe votre développement individuel en faisant de vous les instruments dociles de l' « État » ; qui écrase votre pensée libre sous le poids d'une presse muselée, surveillée par la police ; qui rend vos savants ridicules aux yeux du monde en les exerçant à le soutenir en aveugles et à la légère et à accepter bonnement les bandeaux qu'il lui plaît de mettre sur vos yeux pour des raisons militaires et politiques ; qui vous précipite dans une guerre désastreuse sans vous avoir éclairés ni consultés ; qui fait tomber sur vous le mépris du monde entier pour des crimes que vous n'auriez jamais commis vous-mêmes, mais que vous devez défendre « dans l'intérêt de l'État ».

Les Américains croient qu'un gouvernement qui provoque une guerre et qui abuse ses sujets pour obtenir leur appui, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui déchire les traités et qui massacre une innocente nation neutre, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui assassine d'innocents otages pour empêcher que des francs-tireurs ne défendent leurs foyers menacés, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui, systématiquement et à plusieurs reprises, bombarde des villes ouvertes et des villages, tuant des centaines de femmes et d'enfants, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui torpille des navires de voyageurs non armés, noyant par milliers des hommes, des femmes et des enfants sans défense, violant cyniquement les lois et l'humanité, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui de sang-froid fait exécuter une femme comme miss Cavell, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui détruit sans pitié des œuvres d'art et des monuments de la civilisation et qui impose de lourdes contributions de guerre aux villes conquises en violation des lois établies de la guerre, doit être détruit. Aux yeux des Américains, un gouvernement qui aurait commis un seul de ces crimes ne devrait pas exister dans un monde civilisé. Un gouvernement qui les a tous commis doit, aux yeux du peuple américain, être radicalement détruit.

Les Américains ont, durant de longues années, espéré que les Allemands se libéreraient eux-mêmes du cauchemar de ce gouvernement militariste qui écrase leur individualité et qui fait de leur pays un objet de défiance et de peur pour tous ceux qui sont intéressés aux progrès de la civilisation. Mais, si vous ne voulez pas chasser vous-mêmes le monstre qui vous a couverts de déshonneur et de honte devant le monde, le salut du monde et l'avenir de l'Allemagne exigent que le gouvernement actuel de l'Allemagne soit renversé par la force des armes. C'est pour cette raison que les Américains prient ardemment pour la victoire des Alliés. S'il faut faire un effort sincère pour maintenir la neutralité matérielle prescrite par notre président, il n'y a pas de neutralité possible au point de vue moral. Les Américains ne peuvent pas violer la neutralité de leur pays en fournissant une aide militaire aux Alliés; mais ils sont presque unanimes à donner tout leur appui moral aux nations qui entreprennent la tâche nécessaire de détruire le monstre du militarisme prussien. Toute l'assistance qu'ils peuvent donner aux Alliés sans violer la neutralité nationale, ils la donnent, non pas parce qu'ils n'admirent pas le peuple allemand, mais parce que la destruction du gouvernement actuel de l'Allemagne est considérée comme la première étape du retour du peuple allemand à la place d'honneur qu'il occupait jadis dans le monde. Les Américains considéreraient la victoire finale de l'Allemagne comme un désastre irréparable pour la civilisation et ils ne seront satisfaits que lorsque les armées allemandes auront été battues d'une manière décisive. Ils croient que la défaite de l'Allemagne est certaine et que le peuple allemand en souffrira peu, s'il consent à répudier lui-même le gouvernement qui lui impose ses souffrances actuelles et s'il veut se remettre en marche, avec un gouvernement moderne, responsable devant le peuple.

Sincèrement vôtre,

DOUGLAS W. JOHNSON

BONNE VIEILLE ANNA[1]

XIV

Durant cette seconde semaine d'août, Mrs Otway, sans nouvelles du major Guthrie, se remémora tout ce qu'avait été pour elle sa dernière visite. Parfois, pour mieux fixer ses souvenirs, elle ouvrait son secrétaire et regardait l'enveloppe blanche qui portait l'écriture de l'officier. Aucun des journaux qu'elle scrutait si minutieusement chaque matin n'avait parlé d'un Corps expéditionnaire à envoyer sur le continent. Le major Guthrie s'était-il donc trompé?

Une fois déjà, causant avec le Doyen, elle avait failli toucher au sujet défendu, lorsqu'elle lui avait demandé s'il croyait possible une expédition anglaise en France. Le bon ecclésiastique avait aussitôt écarté une telle supposition avec une verdeur inaccoutumée.

— Ce serait par trop absurde, — s'écria-t-il, — d'envoyer là-bas des forces aussi insignifiantes que celles dont nous disposons. Elles gêneraient plus qu'elles ne serviraient.

— Alors pourquoi Lord Kitchener appelle-t-il cent mille volontaires sous les drapeaux?

— Pour la défense du territoire, madame Otway, pour cela seul, — affirma le Doyen. — Le ministre de la Guerre paraît croire à la possibilité d'une invasion allemande en Angleterre.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre 1916.

Je suis sûr, pour ma part, que le kaiser est bien trop attaché à la patrie de sa vénérée mère pour songer un instant à l'attaquer. J'ose même croire que ce monarque est trop intelligent pour ne pas avoir la même opinion que nous sur la question belge. Seulement le pauvre homme a dû céder au parti militariste. Quant à nous, je le répète, que ferait notre poignée d'hommes au milieu de ces millions de soldats déjà engagés dans la lutte?

C'était le dimanche précédent, deux jours après le départ du major Guthrie, que ces paroles rassurantes avaient été prononcées. Le mercredi suivant, Mrs Otway se décida à tenir la promesse, faite au major, d'aller voir sa mère. Elle avait le sentiment qu'il lui avait laissé là un devoir à remplir. Puis elle aurait grand plaisir à entendre parler de lui par quelqu'un qui le touchait de près.

En costume de toile grise, coiffée d'un chapeau à larges bords, elle se mit donc en route pour Dorycote.

L'après-midi avait été chaud. Mrs Guthrie, sa petite sieste terminée, s'était installée sous un grand hêtre, dans le beau jardin dont le charme avait décidé le major à louer cette propriété pour sa mère. La vieille dame, vêtue d'une robe de satin mauve, une écharpe de dentelle encadrant ses cheveux blancs, faisait vraiment bonne figure, avec ses traits si fins et ses yeux restés si jeunes.

Depuis quelques jours, les personnes de l'entourage habituel de madame Guthrie l'avaient un peu négligée, absorbées sans doute par les préoccupations du moment. Et à vrai dire, elle ne se sentit pas de très bonne humeur.

Non que la guerre l'inquiétât beaucoup; issue d'une famille militaire, ayant eu un père, un mari officiers, elle était accoutumée à ces sortes d'aventures. Ces jours-ci, elle se réjouissait tout bas que son fils unique eût abandonné depuis plusieurs années la carrière des armes, après une brillante campagne contre les Boers et une blessure à Spion-Koop. Il n'aurait donc pas à se mêler à cette querelle avec l'Allemagne, que la vieille dame, comme tant d'autres en Angleterre, jugeait une guerre franco-allemande et franco-russe, dans laquelle son pays, à elle, n'aurait que d'insignifiants intérêts.

Et d'abord la Russie? Qui est-ce qui pourrait bien se fier à la Russie? Le czar n'avait-il pas toujours convoité les Indes? Elle ne se rappelait que trop la campagne de Crimée où elle avait perdu son premier fiancé, et jusqu'à nouvel ordre, se refusait à admettre une alliance sérieuse entre l'Angleterre et la Russie.

Pourtant la veille, un voisin de campagne était justement venu lui parler de la Russie, et lui avait annoncé, en très grand secret, que le czar envoyait une énorme armée dans les Flandres en l'expédiant d'Arkangel — une ville dont madame Guthrie avait vaguement entendu parler — par l'Écosse et l'Angleterre. Il affirmait qu'un de ses neveux, à Édimbourg, avait causé avec un officier russe, appartenant à l'état-major de cette armée.

Mrs Guthrie était enchantée de savoir que la saison de Londres s'était terminée avant l'explosion de la guerre. Son journal favori, le *Morning Post*, consacrait maintenant des colonnes à des nouvelles militaires qui ne l'intéressaient point. Elle était seulement vexée d'apprendre que la semaine nautique de Cowes avait été décommandée. Pourquoi n'avoir pas donné les régates habituelles, sans les yachts allemands, bien entendu? Vraiment le roi avait l'air de prendre tout cela trop au sérieux. La reine Victoria ou le roi Édouard auraient su se garder d'une telle exagération !

Comme elle tournait la tête pour admirer sa belle pelouse, admirablement tondue, et la rangée d'arbres majestueux qui la limitaient au bas de la pente doucement vallonnée, elle se prit à regretter ses voisins absents et à souhaiter que le Doyen ou même cette sémillante veuve, Mrs Otway, vînt partager son thé de cinq heures.

Cette Mrs Otway, cette amie de son fils Alick, elle l'avait toujours considérée, bien qu'avec une légère méfiance, comme une personne attrayante. Elle avait souvent dit à son fils, après une rencontre fortuite entre les deux dames :

— Votre madame Otway, pourquoi ne se remarie-t-elle donc pas?

Et elle s'était amusée à voir l'espèce de mauvaise humeur que sa remarque amenait sur la figure de son fils. En vrai

Écossais, le major se montrait à la fois sentimental et timide dans les petites escarmouches de ce genre.

Mrs Guthrie ne se doutait pas des fréquentes visites de son fils à Trellis House ; les eût-elles connues qu'elle s'en serait moquée à part soi, n'étant point de celles qui croient aux attachements platoniques; et cependant, avec sa sagacité de femme du monde, elle ne considérait pas Mrs Otway comme une veuve intrigante. Du reste, cela lui importait peu. Son fils n'avait qu'une fortune personnelle très modeste ; de sa mère il hériterait sans doute de beaux revenus, mais elle ne se considérait nullement comme près de la mort, bien que l'état de son cœur lui donnât quelque souci. Elle eût souhaité le major amoureux de quelque riche jeune fille de leur monde, et s'il se mariait, elle se voyait sans effroi laissée à elle-même et au cercle admiratif des connaissances qu'elle s'était faites à Witanbury et aux environs, maintenant qu'elle était si agréablement installée dans cette habitation confortable.

Mais toute suggestion de ce genre avait été reçue par Alick comme une aimable plaisanterie. Dès qu'elle insistait, son humeur changeait :

— Je n'épouserai jamais une jeune fille, — disait-il parfois. — Je suis trop vieux. Et puis les jeunes filles, vous savez, mère, elles ne me disent rien.

— Mais il ne manque pas de veuves, mon cher Alick, — insistait Mrs Guthrie. — Et une veuve est d'ordinaire plus riche qu'une jeune fille.

— Oh ! l'argent ! — répondait-il. — Vous savez que je ne m'en soucie guère !

— Il vous en faudra, pourtant, si vous vous mariez, Alick.

— C'est exact, — répondit-il tranquillement, — il m'en faudra même pas mal.

Son cœur loyal et affectueux l'empêcha d'ajouter au-dedans de lui : « Tant que vous vivrez, mère. »

Car Alick était avant tout un excellent fils ; aussi Mrs Guthrie n'avait-elle fait aucun obstacle à sa singulière amitié pour Mrs Otway.

Et justement comme sa pensée se portait vers la veuve, elle entendit un bruit de portes ouvertes et fermées et, levant les yeux, vit s'avancer vers elle la propriétaire de Trellis House.

Madame Otway, un peu essoufflée par la longue course et montrant quelque fatigue, n'était pas aussi brillante qu'à son ordinaire. Peut-être la vieille dame n'en fut-elle que plus aimable.

— Que c'est gentil à vous de venir si loin par cette chaleur, — s'écria-t-elle en serrant la main de sa visiteuse. — Je regrette bien que vous me trouviez seule. J'attendais presque mon fils, aujourd'hui. Il a dû aller à Londres, vendredi dernier, un peu subitement. Sans doute quelque ami, au ministère de la Guerre, a voulu le consulter. Vous savez, n'est-ce pas, qu'Alick a passé plusieurs fois des vacances en Allemagne? Je me console de son absence en me disant que sans doute il se rend utile. Mais je serais désolée qu'à son âge il fût appelé à reprendre du service.

— J'imagine qu'un soldat ne se trouve jamais trop vieux pour se battre, — fit Mrs Otway, qui préférait ne dire que des lieux communs, en causant avec cette vieille dame dont elle avait toujours eu un peu peur. Et se rappelant soudain le legs du major, elle ne put s'empêcher de rougir légèrement.

— Vous avez raison, — reprit Mrs Guthrie. — C'est pour cela sans doute qu'Alick était si agité depuis la déclaration de guerre. J'ai fait semblant de ne m'apercevoir de rien. Cela vaut mieux avec les hommes, qui ont en horreur toute sympathie trop démonstrative. Mais vendredi, après avoir reçu un télégramme, il s'est brusquement rasséréné. Il n'a pas voulu m'avouer que cette dépêche venait du ministère. Je n'ai pas été dupe. Il est de la réserve, et sans doute qu'on aura trouvé pour lui quelque occupation de défense nationale. Alick ne cessait de me répéter que les Allemands feraient une tentative d'invasion en Angleterre... comme les Normands d'autrefois. Une drôle d'idée, n'est-ce pas?

— Mais notre flotte est là pour les arrêter, — fit Mrs Otway, toute surprise qu'un homme aussi sensé que le major, son ami, pût avoir des pressentiments pareils.

— Oui, certainement. N'empêche que les Allemands ont une demi-douzaine de plans d'invasion, arrêtés dans les moindres détails et rangés bien en ordre dans leurs cartons. Sans doute qu'ils les étudient en ce moment. Alick me parlait

d'un excellent point de débarquement, à vingt milles à peine d'ici, un point que Napoléon lui-même avait choisi.

L'arrivée du thé procura un intermède agréable. Mrs Guthrie, de sa main un peu tremblante, versa elle-même une tasse de son délicieux souchong et offrit des gâteaux exquis, chefs-d'œuvre de sa cuisinière. Le tout avec une cordialité si gracieuse, que Mrs Otway ne retrouvait plus la grande dame plutôt froide qu'elle avait connue jusqu'à ce jour.

Tout d'un coup, Mrs Guthrie leva ses beaux yeux bleus — les yeux qu'elle avait transmis à son fils — et demanda à sa visiteuse :

— Vous connaissez très bien mon fils, n'est-ce pas, chère madame?

Un peu surprise, Mrs Otway rougit légèrement.

— Oh! le major et moi sommes d'excellents amis, — répondit-elle. — Il m'a donné de précieux conseils pour mes affaires d'argent.

— Cela ne m'étonne pas. Il le fait pour tant de gens ! Vous n'avez pas idée combien de fois on lui a demandé d'être tuteur, gardien, est-ce que je sais ? Mais je m'étais imaginé dernièrement qu'Alick vous considérait de plus en plus comme... comment dirais-je ? comme une sorte de sœur. Et puis il aime bien votre fille; il a toujours eu un faible pour la jeunesse.

— C'est vrai, — dit la veuve en souriant, — le major a toujours été charmant pour ma fille.

Et tout heureuse, elle ajouta :

— Les gens sont presque toujours charmants pour Rose.

Cela parut agacer la vieille dame qui reprit :

— Je ne veux pas faire de questions indiscrètes, mais est-ce qu'Alick ne vous a jamais parlé des Trepnell?

— Des Trepnell ? — fit Mrs Otway cherchant dans sa mémoire. — Je ne crois pas. Attendez pourtant... N'est-ce pas une famille qu'il visite quelquefois et qui habite le comté de Sussex?

— Justement. C'est là qu'il a passé les fêtes de Noël, l'année dernière. Alors, il vous a parlé des Trepnell?

— Non, mais... — Elle hésita car elle se rappela soudain que le major lui avait parlé de cette visite comme ne lui sou-

riant guère et quelque peu imposée par sa mère. — Mais ce nom de Trepnell, il me semble l'avoir déjà vu ou entendu.

— Vous l'avez certainement vu sur des affiches, — fit la vieille dame avec une légère âpreté ; — ce sont les Trepnell du *Cirage Trepnell*. D'ailleurs des gens fort distingués. Je ne serais pas étonnée qu'Alick s'intéressât quelque peu à l'une des deux filles, jeunes personnes charmantes et élevées à l'ancienne mode. Leur mère, la sœur de Lord Dunsmuir, a conservé les bons vieux principes. Les Dunsmuir et les Guthrie ont été liés de tout temps. A Londres ils habitent Grosvenor Square. Quand je parle de Maisie Trepnell comme d'une jeune fille, je n'entends pas qu'elle soit toute jeune. Elle est plus près de trente ans que de vingt. Mais c'est un âge qui conviendrait à mon fils, qui a dépassé quarante-six ans.

— Est-ce la jeune personne qui est venue chez vous en visite il y a quelque temps? — demanda Mrs Otway que ce sujet de conversation étonnait et troublait un peu.

Jamais elle n'avait songé au major Guthrie comme à un personnage mariable. Elle l'avait souvent vu en société de Rose et d'autres jeunes filles : son attitude lui avait toujours paru celle d'un homme indifférent au charme féminin. Et pourtant?

— Oui, Maisie Trepnell a passé chez moi une semaine au printemps dernier. Malheureusement Alick a manqué sa visite. Il avait arrangé une partie de pêche en Écosse, et, à son très grand regret, il n'avait pu se dégager.

— Je comprendrais ce regret, si les choses prenaient la tournure que... — Elle allait dire que « vous désirez », mais elle finit par ces mots : — Qui vous paraît probable.

Les yeux bleus de Mrs Guthrie semblaient scruter l'expression de sa visiteuse quand elle ajouta :

— Vous voyez, je vais avoir soixante et onze ans. Pas un très grand âge pour bien des gens. Mais mon cœur me donne un peu de souci et je serais désolée de laisser mon fils avec la perspective d'une vieillesse solitaire. Il est très réservé et ne se lie pas facilement. Je me demandais si, par hasard, il ne vous avait pas confié ses espérances.

— Non, — fit Mrs Otway. — Nous n'avons jamais

parlé de cela. Nous n'avons pas même effleuré l'idée de son mariage possible.

— Eh bien ! dans ce cas, oubliez ce que je viens de vous dire.

Mais Mrs Otway continua avec cette véhémence qui lui était habituelle :

— Oh ! madame, que je comprends votre anxiété ! Je suis sûre, comme vous, que le major serait infiniment plus heureux marié. N'en est-il pas ainsi de presque tout le monde ?

Il était déjà six heures, elle se leva ; avant de quitter la vieille dame, elle se pencha et l'embrassa affectueusement. Mrs Otway avait de ces mouvements irréfléchis et généreux.

Mrs Guthrie, un peu confuse, ne put s'empêcher d'en être touchée. Aussi dans un élan de cordialité, elle dit à sa visiteuse :

— Revenez bientôt, n'est-ce pas ? et amenez-moi votre Rose.

« Elle l'aime plus qu'elle ne croit », se dit cette femme du monde aux longues années d'expériences diverses, tandis qu'elle admirait des yeux la démarche rapide et légère qui donnait à la veuve une si juvénile apparence.

Quant à Mrs Otway, elle s'en allait le cœur un peu gros. La confidence de la vieille dame l'avait vivement émue, car elle lui avait accordé toute créance. Rien d'étonnant, après tout, à ce que le major Guthrie fût attiré par cette jeune fille, à moitié Écossaise comme lui. Les Trepnell étaient sans doute à Londres ces jours-ci, et le major devait les voir souvent ; peut-être, en rentrant, trouverait-elle sur la table du hall une lettre de lui, annonçant ses fiançailles.

Elle se rappelait maintenant ce qu'elle avait entendu dire de la fabuleuse fortune des Trepnell, les Trepnell du fameux cirage. Mrs Otway ne se figurait pourtant pas le major dans le rôle d'un homme enrichi par sa femme. Sans doute, il n'en resterait pas moins un gentilhomme aux allures simples et tranquilles. Mais cette nouvelle semblait déjà bouleverser leurs amicales relations et rendre impossible l'usage de cette somme laissée par l'officier à la disposition de son amie.

La veuve avait conservé une imagination aussi vive que

primesautière. Il lui sembla soudain que c'était l'argent de miss Trepnell qui était enfermé dans son secrétaire, sous cette enveloppe blanche. Si elle avait su l'adresse du major, peut-être le lui aurait-elle envoyé le jour même. La crainte de voir la lettre chargée revenir à Dorycote, puis être ouverte par Mrs Guthrie, anéantit le fugitif projet.

Quand elle entra chez elle, elle ne vit pas de lettre du major Guthrie sur la table du hall. Elle en fut presque surprise.

XV

On était au 18 août, juste deux semaines après la déclaration de guerre. Comme elle descendait déjeuner, Mrs Otway songea combien longue lui avait paru cette quinzaine — la plus longue peut-être de sa vie entière. Elle, si exubérante d'ordinaire, se sentait singulièrement accablée, et l'expression plus que maussade qu'elle remarqua sur la figure de sa vieille Anna ne fut pas pour la réconforter. Pourtant :

— Bonjour, — dit-elle avec bonté.

La servante répondit :

— Bonjour, gracieuse dame.

Puis elle ajouta sur un ton de reproche :

— Ne m'aviez-vous pas dit que les Anglais ne se battraient pas contre les gens de chez moi? Que tout ça n'était qu'une erreur qui allait s'arranger?

Mrs Otway la regarda toute surprise :

— Oui, je suis convaincue que nos soldats n'iront pas sur le continent, — répondit-elle avec calme. — Monsieur le Doyen assure que nos troupes resteront en Angleterre pour défendre le territoire.

Sa voix se fit plus sèche, car elle croyait, avec bien d'autres, que les Allemands tenteraient d'envahir la Grande-Bretagne et qui sait? peut-être d'y répéter les atrocités belges. Non pas, d'ailleurs, qu'elle admît un seul instant toutes les accusations d'incendies et de meurtres portées contre eux.

Sans grande curiosité, car les nouvelles avaient été bien insi-

gnifiantes ces jours derniers, elle ouvrit le journal qui l'attendait sur la table. Son cœur fit un bond. Là, en travers de la page, en énormes caractères, était imprimé :

L'EXPÉDITION ANGLAISE EN FRANCE
Elle débarque à Boulogne sans accident.

Ainsi le major Guthrie avait raison et le Doyen s'était trompé !

Elle comprenait maintenant l'exclamation indignée d'Anna.

Dans la matinée, lorsque Mrs Otway rencontra le Doyen, ce dernier reconnut son erreur avec une cordiale franchise.

— Oui, dit-il, — je me suis trompé. — Mais je n'aurais pas cru qu'un débarquement sur le continent précédât une victoire navale. D'ailleurs je n'hésite pas à vous dire, à vous, madame, combien je regrette cette expédition.

Trois jours après, Rose et sa mère recevaient chacune de son côté une carte postale timbrée « France » sans autre désignation géographique et sans date. Les quatre premiers mots étaient imprimés — les mêmes sur les deux cartes — et, chose plus étrange encore, les quelques mots à la plume se ressemblaient, sauf cependant que Jervis Blake les avait écrits en anglais et le major Guthrie en français.

Dans la carte postale de Jervis Blake, Rose lut :

« *Je suis parfaitement bien*, et très heureux. Le pays est superbe. Je vous écrirai bientôt une lettre. »

Comme signature : « J. B. »

Le major Guthrie écrivait :

« *Je suis parfaitement bien* » (en anglais). Puis en français : « Tout va bien pour moi. J'espère qu'il en est de même pour vous. Écrirai bientôt. »

Mais lui, Écossais prudent, se souvenant que la carte passerait par bien des mains, n'avait pas signé, même de ses initiales.

Le seul commentaire de Mrs Otway, en apprenant que Rose avait reçu de France une carte de Jervis Blake, avait été un soupir ému et ces mots sympathiques :

— Alors, il est là-bas, lui aussi ! Il est bien jeune pour aller

sur le front, le pauvre enfant ! Nul doute que cela en fera un homme.

Rose faillit se jeter dans les bras de sa mère et lui tout raconter ; mais elle se rappela soudain qu'elle avait défendu à Jervis d'annoncer leur engagement. Elle n'avait donc pas le droit de le devancer. Et puis... et puis, au fond du cœur, elle se disait que, si quelque chose de terrible survenait à Jervis, elle aimerait mieux supporter seule sa douleur. Certes, elle aimait sa mère tendrement, mais serait-elle sûre d'en être comprise dans sa désolation?

Rose n'avait que quatre ans à la mort de son père. Elle ne se le rappelait que bien peu. Que sa mère eût pleuré, aimé, souffert, elle ne se le figurait que très vaguement. En véritable enfant, elle s'imaginait que sa mère n'avait jamais connu l'amour, le vrai, le tout-puissant amour, celui qui la liait maintenant si étroitement à Jervis Blake.

Mrs Otway de son côté, n'avait pas la moindre idée que l'amitié du jeune homme pour sa fille fût en rien différente de celle que le major Guthrie lui témoignait : c'est-à-dire une amitié tranquille faite de bon sens et du désir de rendre service. Elle avait même dit avec un sourire :

— C'est drôle, Rosie, que Jervis et le major Guthrie nous aient écrit le même jour !

Et cependant, ni la mère ni la fille ne s'étaient communiqué leur carte postale. Sans doute parce qu'elle contenait si peu de choses. D'elles deux, la mère eût été peut-être la moins disposée à laisser lire la sienne. Les quelques mots en français, de la main du major, étaient certainement un peu en dehors des habitudes mondaines. Mieux valait décidément que sa petite Rose ne les lût pas. Mais l'arrivée de ces lignes fut comme un baume pour son cœur, attristé de ce long silence de son ami. Au lieu de les déchirer aussitôt comme elle avait coutume de le faire pour les fréquents billets du major, elle glissa la petite carte dans l'enveloppe contenant les banknotes.

Le mardi suivant, par toute la ville, circula le bruit que les Anglais avaient subi une terrible défaite à Mons. Madame Otway, qui n'en savait encore rien mais qui était assoiffée de

nouvelles, s'était décidée, après l'heure du thé, à entrer chez Manfred Hegner, dit Alfred Head, sous prétexte de commandes à lui faire. Comme d'habitude, l'épicier s'avança, toujours obséquieux, mais à peine arrivé près de sa cliente, il s'écria :

— J'ai été désolé d'apprendre, madame, que les Anglais viennent de subir le même sort que les Français à Sedan en 1870.

Comme il la regardait de ses deux yeux ronds en lui annonçant cette terrible chose, Mrs Otway ressentit, pour la première fois, une vague répulsion traverser son être en face de cet ex-Allemand si poli.

— Oh ! il ne faut pas croire à la légère une si affreuse nouvelle, — répondit-elle brusquement. — Et d'abord, qu'est-ce qui vous donne la certitude qu'elle est vraie? Herr Heg... Mr Head?

— Oh ! je la tiens de l'un de mes clients, madame, un homme toujours bien renseigné. Mais comme vous, je veux encore croire que c'est un faux bruit.

A peine Mrs Otway avait-elle quitté les *Grands Magasins*, qu'obéissant à une impulsion irrésistible, elle se mit en route à grands pas dans la direction de Dorycote House, l'habitation des Guthrie. Il lui était venu subitement à l'esprit que si de telles rumeurs circulaient, la vieille dame devait traverser des moments de cruelle anxiété.

Elle fut récompensée de cette pensée charitable. Madame Guthrie l'invita à prendre connaissance de la lettre que son fils avait préparée pour elle, à la date du 18 août, lui apprenant son départ imminent pour la France. Cette lettre était pleine d'affectueuse sollicitude, au point de rendre Mrs Otway un tantinet jalouse. Pourquoi ne lui avait-il pas écrit à elle-même une lettre de ce genre au lieu de cette carte postale? Cependant, en lisant les phrases si calmes, si sensées, si pleines d'une assurance aussi ferme que modeste, elle se tranquillisa. Des hommes de cette trempe — et l'armée anglaise en était pleine — ne se laisseraient certainement pas massacrer ou encercler si facilement.

— Il m'a aussi envoyé une absurde carte postale, — dit la vieille dame, — sans date ni nom de ville, au texte à moitié

imprimé. Il y dit simplement qu'il va bien et qu'il m'écrira bientôt.

Elle s'arrêta un instant, puis ajouta :

— J'ai été d'abord un peu ennuyée de ce qu'Alick reprît du service actif. Mais finalement, je me suis dit qu'il ne se serait jamais consolé de ne pas être au front avec ses anciens camarades.

Et alors, au grand désappointement de sa visiteuse, madame Guthrie changea résolument la conversation, évitant de parler plus longtemps de son fils et de la campagne de France. Et pourtant cette question de guerre revint bientôt dans ses racontars mondains.

— Il paraît, — dit-elle, — que lady Bethune a finalement décommandé son *garden-party* annoncé pour après-demain. Elle dit qu'elle ne comprend pas qu'on songe à s'amuser quand nos fils et nos frères se battent et meurent pour nous. Je ne suis pas du tout de son avis, et je suis sûre, chère madame, que vous pensez comme moi. Les femmes du monde, en Angleterre, doivent continuer à mener leur existence habituelle et à remplir leurs devoir sociaux.

— J'avoue que je ne me suis pas encore fait d'opinion à ce sujet, — répondit Mrs Otway en se levant pour partir.

Comme elle prenait congé, la vieille dame eut vers elle un de ces mouvements affectueux dont elle n'était pas prodigue.

— Revenez me voir bientôt, n'est-ce pas, — dit-elle. — Chose curieuse, vous et mon fils ne vous ressemblez en rien et pourtant quand je vous regarde, je pense aussitôt à lui. Il a dû vous écrire avant de quitter l'Angleterre?

Ses yeux bleus encore si brillants dévisagèrent la maîtresse de Trellis House, debout devant elle.

— Non, — fit la veuve en secouant la tête, — le major Guthrie ne m'a pas écrit avant de quitter l'Angleterre.

— Oh ! il aura été trop occupé, sans doute. C'est un homme qui fait toujours passer son devoir avant son plaisir. Mais quand il le veut, il écrit de charmantes lettres.

— C'est vrai, il écrit de charmantes lettres, — répéta madame Otway distraitement ; et madame Guthrie sourit.

Durant sa promenade de retour chez elle, Mrs Otway médita les derniers propos de Mrs Guthrie, et elle en reconnut

toute la vérité ; oui, oui, le major et elle étaient bons, bons amis. Quel homme, sinon un ami très cher, eût insisté comme lui pour lui faire accepter ce prêt de cent livres? Et quelle affection révélée dans ce legs de mille livres inscrit dans son testament !

Mais cette pensée de legs, de testament lui serra soudain le cœur. Elle n'avait considéré cette libéralité que comme une gracieuse attention de la part d'un ami, d'ailleurs plus âgé qu'elle, mais les événements qui se pressaient depuis quelques heures, donnaient subitement aux intentions du testateur une solennité poignante. Oui, c'était bien le testament d'un homme qui allait risquer sa vie pour son pays.

Les rumeurs sinistres gagnèrent en certitude. L'armée anglaise battue, mais non encerclée, avait commencé, et poursuivait, une retraite difficile, dangereuse, protégée par de continuels combats d'arrière-garde. Enfin une dépêche officielle parut dans tous les journaux :

« *Nos pertes sont très sérieuses. Nous n'en connaissons pas encore le chiffre exact.* »

Depuis ce jour, les traits de Rose prirent une expression de souci intense. A son grand soulagement, nul ne parut s'en apercevoir, chacun portant son fardeau sans s'occuper de celui des autres. Pourtant, malgré ses préoccupations personnelles, Mrs Otway finit par constater que Rose allait chaque jour à la gare chercher les journaux du soir ; mais ce fut la vieille Anna qui fut le soutien, la conseillère de la « petite Rose » à laquelle elle ne se lassait pas de répéter qu'à la guerre on ne mourait pas tant que cela ; que dans sa famille en 1870, de tous ceux qui étaient entrés en France — et ils étaient nombreux — un seul n'était pas revenu.

Ses véritables opinions sur la question, la vieille servante les conservait par devers elle. En vérité elles étaient assez confuses. Elle n'éprouvait naturellement aucun des sentiments de surprise, d'anxiété, de stupéfaction dont les Anglais avaient souffert tous ces temps-ci. Pour elle, la victoire des Allemands était chose parfaitement certaine et naturelle ; ce qui n'aurait pas été naturel, c'eût été que les Anglais battissent les Allemands.

Eh bien ! malgré cette conviction profondément ancrée, elle ne pouvait comprendre l'exaltation haineusement triomphante que manifestait Manfred Hegner — elle ne pouvait s'accoutumer à l'appeler Alfred Head — toutes les fois qu'elle se trouvait tête-à-tête avec lui, le soir, dans sa boutique close — en l'absence de Polly naturellement.

Depuis cette soirée fort agréable qu'elle avait passée aux *Grands Magasins* — dire qu'il n'y avait qu'une quinzaine de cela ! — Anna Bauer avait pris l'habitude de venir souper avec l'épicier et sa femme jusqu'à deux et trois fois par semaine. Son hôte l'avait grandement flattée en la remerciant des renseignements si sûrs qu'elle lui avait déjà donnés.

— Pendant les quelques jours qui suivirent votre visite, Frau Bauer, rien ne sembla confirmer ce que vous m'aviez dit. Mais finalement la nouvelle devint officielle et les préparatifs que j'avais commencés pour m'approvisionner d'équipements militaires donnèrent de bons résultats ; j'ai pu faire aux partants bien des ventes profitables. Aussi me suis-je décidé à ouvrir un comptoir spécial d'articles pour militaires.

Sur ce, il avait insisté pour lui faire accepter une demi-couronne. Elle avait fini par l'empocher, se disant que c'était une sorte de commission sur les ventes qu'elle lui avait indirectement amenées. Aussi se promit-elle, à l'avenir, d'apporter à son ami Hegner toutes les petites nouvelles de cette nature qui pourraient être utiles à son commerce.

Quant à Jervis Blake, elle lui souhaitait sincèrement de revenir bientôt, sain et sauf. C'était bien là le mari idéal pour sa bien-aimée miss Rose, un mari jeune, riche et généreux.

XVI

Rose accourut toute bouleversée à travers le jardin.

— Mère, — cria-t-elle, — il vient d'arriver une chose terrible ! Mrs Guthrie est morte ! Son valet de chambre a téléphoné la nouvelle pendant que j'étais là au doyenné ; il paraît tout désorienté et comme Mrs Haworth ne peut pas quitter

Édith ce matin, elle m'a prié de vous demander si vous ne voudriez pas aller à Dorycote tout de suite. Monsieur le Doyen venait justement de dire qu'il avait visité Mrs Guthrie hier et qu'elle lui avait parlé de vous comme d'une très chère amie.

Rose paraissait extrêmement émue et désolée, plus même qu'on n'aurait pu s'y attendre à l'occasion d'une mort qui ne la touchait pas de près. Mais à son âge, la mort apparaît sous des couleurs si terrifiantes ! Elle se rappelait la vieille dame lui racontant, il y avait à peine quelques jours, les splendeurs d'une fête « vice-royale » à Dublin et la sensation qu'elle y avait produite. Cette après-midi-là, elle avait insisté pour que Rose et sa mère revinssent la voir bientôt, et ajouté avec une bonne grâce d'autrefois :

— Je n'aime rien tant que de voir de jolis visages comme le vôtre, ma mignonne !

Chose étrange, la tragique nouvelle ne surprit pas Mrs Otway. Elle répondit à voix basse :

— J'ai été la voir plusieurs fois depuis la guerre et je me suis beaucoup attachée à elle. Certainement je vais aller à Dorycote. Veux-tu commander une voiture par téléphone, ma chérie? Je préfère y aller seule.

Rose s'attardait. Elle ajouta comme à regret :

— Je crains qu'on ait reçu de mauvaises nouvelles du major Guthrie. Elles seraient arrivées hier soir, avant que Mrs Guthrie se mît au lit. Le valet de chambre a dit qu'elle avait reçu le choc avec beaucoup de calme et de courage, et pourtant, on croit que c'est cette nouvelle qui a causé sa mort.

— Et quelle est-elle, cette nouvelle?

Debout, Mrs Otway avait adressé la question d'une voix incertaine, comme brisée. Elle répéta plus bas :

— Enfin, qu'a-t-on appris, Rose? Est-il mort?

— Non ! Non ! Oh mère ! ne vous frappez pas ainsi. On dit seulement qu'il est porté blessé et... disparu !

Mrs Otway dut se rendre chez le notaire du major, Mr Allen, en raison du décès de la vieille dame, celle-ci n'ayant pas laissé de proche parent pour s'occuper des affaires de la succession.

Mr Allen, se rappelait fort bien les termes du testament que l'officier lui avait dicté avant son départ. Ils l'avaient grandement surpris, car bien que se croyant au courant des moindres affaires de son client, il ne l'avait jamais entendu mentionner cette Mrs Otway et sa fille. Et voici que par ses nouvelles dispositions testamentaires, ces dames devaient bénéficier de considérables libéralités au cas où le major survivrait à sa mère, et, au cas contraire, toucheraient de toute façon une somme de mille livres. D'ordinaire les notaires sont les confidents de leurs clients anciens, comme les médecins ou les confesseurs. En cette circonstance, le major Guthrie n'avait pas donné un mot d'explication. Mais Mr Allen, avec sa vieille expérience, s'était bien douté d'un lien entre le testateur et la légataire, et connaissant les sévères principes de l'officier, il avait soupçonné quelque intention de mariage entre ces deux personnes déjà un peu mûres; c'était l'explication la plus simple de ce petit mystère.

Naturellement, il ne souffla mot des conclusions qu'il s'était permis de tirer en l'occurrence, durant cette après-midi employée à régler avec Mrs Otway les arrangements urgents. Il traita la veuve en proche parente de la défunte, mais son opinion première fut grandement fortifiée quand il ne trouva dans le testament de celle-ci aucune mention de l'amie de son fils. Il était du reste des plus simples : elle laissait son entière fortune à son fils, n'en distrayant que quelques bijoux légués à des amies, qui d'ailleurs, pour la plupart, l'avaient déjà précédée dans l'au-delà.

Durant leur longue entrevue, Mr Allen se demanda souvent si Mrs Otway connaissait les dispositions testamentaires du major en sa faveur. Il l'examina avec attention et ne put s'empêcher de la reconnaître pour une femme fort attrayante mais singulièrement discrète; elle évita de prononcer la première le nom du major. Peut-être était-ce justement cette réserve que l'officier avait appréciée en elle.

— Je suppose, — dit à un moment l'homme de loi, — que nous devons considérer le major Guthrie comme vivant tant que nous n'aurons pas reçu la preuve officielle de sa mort.

A ces mots, une telle expression de douleur et d'angoisse se

peignit sur les traits de Mrs Otway que le notaire ne douta plus. Elle eut pourtant le courage de répondre, en parlant très lentement.

— On m'affirme que le major doit avoir été fait prisonnier et qu'alors...

Elle s'arrêta comme à bout de forces.

— En effet, — répondit Mr Allen pour lui donner le temps de se remettre. — En effet, c'est probable. Les hommes font presque toujours des efforts héroïques pour ramener dans leurs lignes le corps de leurs officiers. Mais j'ai peur que cette guerre ne ressemble à aucune autre. En tous cas, bien que cette semaine ait été terrible, je crois sincèrement que dans ce cas-ci il n'y a pas encore lieu d'abandonner tout espoir. Désirez-vous, madame, que je m'occupe de faire faire des recherches spéciales par le ministère de la Guerre, ou, grâce à vos relations, pensez-vous réussir plus vite?

— Non, — fit-elle d'une voix lasse, — je n'ai aucune relation qui puisse m'aider en cette circonstance. Et je vous serai très, très reconnaissante, monsieur Allen, si vous voulez bien faire les démarches dont vous parlez.

Elle ajouta, et ses yeux se remplirent de larmes :

— Et si vous apprenez quelque chose, vous avez mon adresse, n'est-ce pas? Voudriez-vous être assez bon pour me télégraphier tout de suite... tout de suite...

Comme elle rentrait à Trellis House, après cette journée de poignantes émotions, elle trouva sur le seuil sa petite Rose en larmes, lui annonçant que la pauvre Edith Haworth, la fille du Doyen, venait d'apprendre la mort de son fiancé, tué à la tête de son escadron.

XVII

Durant les jours qui suivirent, apportant l'un après l'autre quelque récit de tragiques événements, Mrs Otway cessa graduellement de s'intéresser aux nouvelles de guerre. Ce qui se passait en Flandre semblait ne plus compter pour elle, dont

l'esprit et le cœur demeuraient absorbés en une seule pensée : le sort de l'ami disparu. A peine si elle jetait, chaque matin, un regard distrait sur les manchettes des journaux, en lisant juste assez pour pouvoir répondre aux remarques de son entourage.

Cependant, de jour en jour, sa servante allemande, sa bonne vieille Anna lui devenait de plus en plus antipathique. Non que Mrs Otway établît aucun rapport entre cette fidèle domestique et tout ce que la guerre représentait pour elle d'émotion patriotique et de secrète angoisse, mais parce que grandissait en son for intérieur la conviction, de plus en plus nette, qu'elles étaient toutes deux en absolu désaccord intime sur tout ce qui concernait la guerre.

Cette maxime brodée en allemand et encadrée dans la cuisine : « *Arbeit macht das Leben süss, und die Welt zum Pardies* » (le travail rend la vie douce et fait de la terre un Paradis) lui parut soudain le comble de la sottise ampoulée. Non vraiment, ce n'est pas le travail qui rend la vie douce ! Autrement comment n'eût-elle pas été heureuse, elle, Mary Otway, qui consacrait maintenant toutes les heures de la journée à des œuvres d'assistance aux soldats, travail digne de récompense entre tous? Il est vrai qu'à ce labeur, elle demandait non le bonheur, mais l'oubli momentané de ses terribles angoisses, et il ne le lui donnait pas !

Il y avait bien d'autres inscriptions allemandes éparpillées par Anna dans les trois pièces qui formaient son domaine personnel : sa cuisine, sa chambre, et l'ancienne *nursery* de Rose ; d'autres plus courtes étaient brodées sur des oreillers, des napperons, des voiles de fauteuils, partout où un coin d'étoffe vacant permettait à l'infatigable brodeuse d'insérer une devise du Vaterland. Aujourd'hui, Mrs Otway se sentait d'humeur à faire de tout cela un feu de joie.

A ces broderies, la bonne vieille Anna avait ajouté des kilomètres de guipure au crochet, d'une régularité et d'une solidité à toute épreuve et garnissant, non seulement le linge personnel des deux dames, mais le linge de toilette et de table. C'était un envahissement à donner le cauchemar. Lorsque Anna Bauer ne tricotait pas, elle avait son crochet aux doigts, et sa boule de fil sur les genoux ; rien d'ailleurs n'égalait son

mépris pour les servantes, et même pour les dames anglaises, qui ne consacraient pas leurs loisirs à des travaux aussi utiles et aussi artistiques.

Peu à peu la vieille bonne eut l'intuition des sentiments de sa maîtresse envers le major Guthrie ; mais loin de sympathiser avec elle, elle lui voua en secret un dédain moqueur et irrité. Pour sa chère Rose, la vieille bonne n'éprouvait que tendre pitié en songeant à ce beau jeune homme parti pour la guerre. Elle avait été contrariée de voir la jeune fille, jusqu'à ces derniers temps, si indifférente aux choses de l'amour et aux pensées de mariage. Aussi le changement subit qu'elle avait surpris chez Rose, et qu'elle avait finement attribué à quelque mystérieuse entente entre Rose et Jervis, l'avait-il grandement réjouie. Rien n'aurait pu lui ôter de l'idée que, le matin du départ de l'aspirant-officier, quelque chose de définitif s'était passé durant la demi-heure d'absence des deux jeunes gens. En rentrant, Rose n'avait-elle pas refusé de déjeuner ? N'était-elle pas montée dans sa chambre pour s'y enfermer ?

Mais autant Anna avait de tendre sympathie pour sa jeune maîtresse, autant elle éprouvait d'impitoyable rancune pour Mrs Otway dont elle avait deviné l'attachement. Oui, elle lui en voulait à cette dame, que son âge aurait dû rendre plus raisonnable, d'avoir accepté si longtemps les attentions compromettantes de l'ancien officier, en le recevant à Trellis House beaucoup trop souvent. Qu'est-ce que cet ex-militaire grisonnant pouvait vouloir à une matrone, mère d'une grande fille?

Anna savait bien qu'on arrangeait souvent des mariages entre personnes d'un âge mûr ; mais ce ne pouvait être que des « affaires de convenance », et, dans ce cas spécial, le second mariage de madame Otway dérangerait la vie paisible et confortable de sa bonne Anna. Qu'un veuf, chargé d'enfants et dans une position modeste, recherche une veuve bien rentée pour servir de seconde mère à sa progéniture, cela se comprend encore ! Mais mêler du sentiment, de l'amour même à une union entre quadragénaires, cela, Anna ne pouvait qu'en rire; et son rire était sans indulgence. N'avait-elle pas constaté que depuis quelques semaines, justement depuis le départ

du major Guthrie, Mrs Otway avait trouvé des cheveux gris dans ses bandeaux blonds? Ah ! elle serait jolie et jeune, la mariée, si jamais le major venait la réclamer !

A de courts intervalles, Rose recevait de Jervis Blake de courtes lettres, toutes censurées, sans date ni adresse. Il n'avait pas pris part à la première avance des Anglais en Flandre, ayant fait partie des réserves massées sur les côtes de France. Puis un long, angoissant silence s'ensuivit, jusqu'au jour où une lettre de Mrs Blake à Mrs Otway annonça que Jervis était enfin au front sur la rivière l'Aisne. Elle ajoutait :

« Vous avez toujours été si bonne pour mon cher fils, que je suis sûre que vous apprendrez avec intérêt qu'il a déjà assisté, sans être blessé, à divers engagements sérieux. Il lui est défendu d'en rien dire, et Jervis a même cessé de nous envoyer des cartes postales. Mais mon mari sait exactement où il est. Nous ne pouvons que prier Dieu de le conserver en sa sainte et digne garde. »

Le jour même où cette lettre parvint à Witanbury, on délivra à Trellis House un télégramme signé « Robert Allen » et ainsi conçu :

« J'apprends de source officielle que le major Guthrie est en vie et prisonnier en Allemagne. Lettre suit. »

La lettre, reçue le lendemain, ne faisait que répéter les termes de la dépêche et indiquait le bureau de la Croix-Rouge à Genève comme source du renseignement. D'ailleurs aucun détail et nulle désignation du lieu d'emprisonnement. Mr Allen ajoutait simplement :

« Je me mets en rapport indirect avec l'ambassade des États-Unis à Berlin pour obtenir des renseignements complémentaires. On m'assure que là seulement on peut nous venir en aide. »

— Madame voit que j'avais raison, — fit Anna en allemand quand la nouvelle fut annoncée. — Je n'ai jamais cru que le major Guthrie fût mort. Madame ne sait peut-être pas que les officiers ne risquent pas grand'chose : ils sont toujours derrière leurs hommes.

Et comme Mrs Otway quittait brusquement la cuisine, la servante se dit tout bas :

— Pourquoi faire tant d'embarras, puisque le major est prisonnier? Il est très bien en Allemagne...

Car, pour Anna Bauer, être en Allemagne, même prisonnier, n'était-ce pas le plus beau des sorts? Ne se rappelait-elle pas comme, en 1870, on avait bien traité les prisonniers français, quelques-uns d'entre eux tout au moins? « La Princesse Royale, la mère de notre kaiser actuel », n'avait-elle pas visité elle-même les camps de prisonniers et distribué un tas de gâteries? Les gens n'avaient-ils pas assez crié à ce propos?

Mais, après tout, la vieille bonne était vraiment contente de savoir le major Guthrie vivant et en sûreté. Cela rendrait sa maîtresse de meilleure humeur et cela lui fournirait, à elle, une nouvelle intéressante à apporter à son ami Hegner, chez qui elle devait souper le soir même.

XVIII

— Je sais, moi, la valeur de ces espèces de lettres, pour mes affaires.

Ainsi s'exprimait « Alfred Head » devant le souper servi, et la jolie Polly l'écoutait la tête baissée et visiblement grognonne. Sur la nappe s'étalaient deux ou trois feuillets assez malpropres, sans doute les lettres en question. Lorsque la vieille Anna entra dans la pièce, la querelle battait son plein.

— Mais ces lettres sont stupides, — criait Polly. — Il y a en de mille fois plus intéressantes dans les journaux du dimanche, et ils sont propres au moins.

Se tournant vers leur visiteuse, elle ajouta :

— Alfred me refuse la moindre pièce d'or et il donne jusqu'à cinq et dix shillings à de vieilles femmes, rien que pour lire ce qu'elles reçoivent du front. Tenez, écoutez : « Ma chère mère, j'espère que cette lettre vous trouvera en aussi bonne santé que moi. Ici je vous réponds que nous en donnons aux

Allemands pour leur argent. » Et puis voilà quatre lignes effacées avec un tampon noir que le diable lui-même n'y verrait que du feu. Je vous demande un peu si c'est raisonnable de jeter son argent pour de la marchandise pareille !

Son mari l'interrompit d'une voix irritée :

— Veux-tu bien laisser ça tranquille, petite sotte ! Est-ce que tu ne me connais pas assez pour savoir que si je donne à mistress Tippins sept shillings et demi pour cette lettre, c'est qu'elle les vaut pour moi, et davantage? Est-ce que tu me prends pour un imbécile, par hasard?

Et se tournant vers Anna, il dit en allemand :

— L'homme qui a écrit ces lettres est un sergent très intelligent, et j'ai trouvé là une foule de détails intéressants. Je vous l'ai déjà dit, Frau Bauer, je suis prêt à payer largement qui me fera lire de bonnes lettres du front. Je préfère naturellement des lettres d'officiers, et surtout celles qui ont été censurées comme celle-ci, c'est-à-dire dont certains passages ont été passés au tampon noir.

Et il ajouta en riant :

— Leurs censeurs militaires, vous savez, ils ne sont pas malins !

Sans savoir pourquoi, la vieille servante se mit à rire aussi. Il demanda :

— Et ce major, dont la mère est morte il y a quelques semaines, est-ce que votre maîtresse n'en a jamais eu de nouvelles?

— Aujourd'hui justement, — répondit Anna tout heureuse de pouvoir donner un renseignement, — nous avons appris qu'il était prisonnier. Où, nous n'en savons rien.

— Tant mieux ! — fit l'épicier durement ; — ce sacré major, je n'ai jamais pu avoir sa clientèle. Mais les jeunes officiers qui venaient voir votre demoiselle, ne lui écrivent-ils donc jamais?

Et regardant Anna fixement, il ajouta :

— J'espérais toujours que vous pourriez m'aider dans mes affaires.

— Je vous ai dit le contenu de toutes les cartes postales reçues à la maison, — fit la vieille domestique un peu embarrassée.

— Ach ! certainement et je vous en ai récompensée. Mais que disaient-elles ces cartes postales? Rien, moins que rien.

Anna garda le silence. Elle savait parfaitement que miss Rose recevait des lettres de Mr Blake, des lettres censurées; elle les avait vues, sa demoiselle lui en avait lu des fragments. Mais elles étaient précieusement enfermées, et d'ailleurs la sentimentale Allemande n'eût jamais consenti à montrer à personne les lettres d'amour de son enfant chérie.

Alfred Head s'était tourné vers sa femme et lui parlait d'un ton plus conciliant :

— Écoute, Polly, tu vas voir pourquoi les lettres que tu méprises me sont si utiles. Celles de la mère Tippins par exemple. Son fils lui envoie tous les quinze jours une liste des divers objets dont il a besoin. Elle me l'apporte en me demandant de lui procurer tout cela pas trop cher. Une partie de la lettre avait été effacée au tampon. Cette encre-là est facile à enlever, — dit-il avec un gors rire, — et ce qui est caché est justement ce qu'il y a de plus utile pour mes affaires.

Voyant que le visage de sa femme restait sombre et contraint, il lui jeta à travers la table une pièce de cinq shillings en criant d'un ton de bonne humeur :

— Attrape ça, fifille. Et si les affaires vont bien, grâce à ces fameuses lettres, je t'en donnerai autant dans un jour ou deux.

Anna le regardait d'un air fasciné. Cet homme lui paraissait bourré de monnaie, surtout d'argent, car l'or s'était raréfié à Witanbury depuis quelques semaines. La vieille domestique avait même toujours quelques billets sur elle pour profiter de la moindre occasion de les changer contre des souverains ou des demi-souverains. Head était prêt à les lui prendre avec une prime et son petit pécule s'augmentait d'autant.

En rentrant à Trellis House, après un frugal souper, elle se dit qu'il était bien dommage, après tout, que le major Guthrie fût prisonnier. Autrement il aurait écrit à Mrs Otway et Alfred Head l'eût bien récompensée pour les renseignements contenus dans ces lettres. Sa maîtresse n'avait-elle pas eu l'habitude, avant la guerre, de jeter au panier, à peine déchirés, les nombreux billets du major?

XIX

En causant avec une de ses amies, Mrs Otway apprit qu'il existait à Londres, 20, Arlington Street, sous la direction d'une certaine mistress Veneker, une agence qui donnait des nouvelles officieuses des prisonniers à leurs parents et à leurs amis. Elle n'hésita pas. Le lendemain, elle prenait le train pour Londres, laissant Rose et la vieille bonne à la maison.

Cette après-midi avait trouvé Anna Bauer en toilette du dimanche, assise à sa table de cuisine, dans une oisiveté dont elle n'était pas coutumière. C'est que cette date — l'anniversaire de la mort de son mari — était célébrée par elle avec une solennité d'autant plus singulière que le défunt ne paraissait pas avoir été particulièrement regrettable. Elle s'accordait donc un congé partiel et l'employait à lire lentement cantique sur cantique dans son livre de prières luthérien. Était-ce la langue maternelle ainsi marmottée, ou le malaise croissant qui la poursuivait depuis la guerre, qui amenait des larmes dans ses yeux en songeant à ce Vaterland si lointain et si cher? Le fait est que l'impossibilité de recevoir des nouvelles de sa nièce Minna l'affectait beaucoup, car son vieux cœur avait presque abandonné sa tendresse pour sa fille Louisa — une Anglaise ! — et l'avait reportée sur la Berlinoise et son aimable mari, le sous-inspecteur de police.

Le long séjour en Angleterre n'avait nullement diminué chez la bonne vieille Anna les préjugés anti-britanniques qu'elle avait apportés des bords de la Sprée. Et depuis la guerre, ces préjugés se transformaient rapidement en haine très caractérisée. En mépris surtout. N'écrivait-elle pas jadis à Minna : « Ces Anglais, ça se lave tout le temps de la tête aux pieds, mais tout le reste chez eux est sale, sale, dégoûtant. »

Et voici qu'en cet après-midi de repos et de recueillement, elle se rappela soudain une excursion délicieuse qu'elle avait faite, un beau jour d'été, trois ans auparavant, avec son neveu et sa nièce. Ils étaient allés jusqu'à Wannsee, sur la riante

Havel, emportant avec eux un vrai lunch, du café, des tartines beurrées, des gâteaux. Puis on avait ingurgité verre sur verre de cette bière exquise dont elle était sevrée dans cette détestable Angleterre. Oh ! oui, quelle délicieuse après-midi !

Rien ne l'agaçait comme la pensée que d'autres Allemands — des naturalisés, cela va sans dire — recevaient encore à Witanbury des nouvelles du Vaterland. Manfred Hegner, dit Alfred Head, lui avait avoué être de ces privilégiés en lui recommandant de n'en rien dire à personne. Anna, très fière maintenant de ses relations de plus en plus intimes avec le propriétaire des *Grands Magasins*, avait promis tout ce qu'il avait voulu, étant fort cachottière par nature et nullement tentée de lui manquer de parole.

Ne trouvait-elle pas d'ailleurs un plaisir extrême dans ces réunions du soir à l'épicerie, quand le maître de céans, tout ragaillardi par les bonnes nouvelles mystérieusement reçues du théâtre de la guerre, lui donnait une foule de détails sur les victoires des Allemands et leurs progrès en pays conquis? Il se moquait agréablement avec elle de ces « volontaires de Kitchener » en uniforme kaki qui faisaient retentir les rues de Witanbury de leurs vociférations et de leur enthousiasme de fraîche date, tandis que leur présence, en si grand nombre, remplissait les poches des boutiquiers ravis.

— Chair à canon, — criait-il, en allemand bien entendu. — Je vous demande à quoi ces ignorantes recrues peuvent être bonnes, sans officiers, sans fusils, sans munitions ! Chair à canon, je vous dis !

Et la vieille Anna hochait la tête en signe de sympathie.

Chose curieuse ! Ce qui avait le plus excité l'inimitié de la servante contre l'Angleterre, c'était que la nation anglaise avait pris fait et cause pour la Belgique, cet affreux pays où les femmes — Anna le croyait dur comme fer — crevaient les yeux aux blessés allemands. Elle nourrissait d'ailleurs une rancune féroce contre les dames belges qui l'avaient fait travailler ferme et à petits gages, durant des années de service, à Ostende et à Bruxelles. Non, certes, aucun traitement ne serait trop dur pour une telle engeance !

Comme elle monologuait ainsi, son livre de prières devant elle, Rose ouvrit la porte de la cuisine :

— Je voulais vous dire, Anna, que j'ai reçu une lettre de Mr Blake ce matin et je serai heureuse que vous la lisiez. Vous verrez comme il parle avec bonté de quelques prisonniers allemands qu'on venait de faire. Je n'ai pas le temps de vous lire ça moi-même, mais vous pourrez parfaitement déchiffrer l'écriture de Mr Blake, car il écrit très gros. Cela commence ici — dit-elle en lui montrant le bas de la première page. — Je ne rentrerai pas avant huit heures, car sir Jacques m'a dit que nos blessés arriveraient sûrement demain matin.

Sa figure s'assombrit, tandis que la vieille bonne lui souriait tendrement.

— J'ai un joli morceau de gigot froid, — dit Anna Bauer, — et avec une bonne salade de pommes de terre cela fera un gentil souper pour ma gracieuse demoiselle.

— Non, pas de viande, — dit Rose, — un légume, n'importe lequel ; un fruit, mais pas de viande.

Une minute après elle était partie et Anna, examinant avec grand intérêt les nombreuses feuilles qu'elle venait de recevoir de sa jeune maîtresse, s'aperçut en effet qu'elle pouvait les lire sans difficulté. Or, voici ce qu'elle lut :

« Un vaste char-à-bancs venait d'arriver, chargé de prisonniers ; nos hommes les entourèrent aussitôt. C'étaient de grands et solides gars, mais ayant l'air déprimés et comme épuisés. Nous apprîmes aussitôt qu'ils n'avaient rien mangé depuis trois jours. J'offris à l'un d'eux une cigarette qu'il saisit avidement. Je n'avais pas d'allumettes, mais le pauvre diable en sortit une de sa poche et m'offrit du feu. Quelle drôle de chose que la vie, Rose ! Tout à l'heure, ces treize Allemands nous tiraient dessus de tout leur cœur, et nous-mêmes nous ne les ménagions pas ; on ne songeait qu'à s'entretuer ! Et maintenant nous voilà faisant assaut de politesses ! Et demain nous recommencerons à descendre leurs camarades ! Ils n'ont pas de méchantes figures, ces Teutons, mais leur attitude est peu militaire. Il y en a même qui ont l'air anglais. C'est ce que je disais à l'un d'eux qui parlait notre langue, en lui montrant un de ses camarades ; il lui répéta ma remarque qui lui fit faire la grimace. Un autre que lui, n'avait pas l'air anglais du tout, avait vécu seize ans à Londres et parlait argot comme un voyou londonien.

Anna continua sa lecture :

« Enfin, j'ai trouvé un logis confortable. C'est une fabrique de pilules appartenant à un vieux type appelé Puteau ; nous savons cela parce que la façade de cette immense baraque, du reste abandonnée, porte en lettres énormes : *Pilules Puteau.* Pendant longtemps on a laissé ce bâtiment inoccupé comme étant trop facile à repérer. Mais nous avons trouvé moyen de nous y introduire par derrière, sans que rien révélât notre arrivée et notre présence. Aussi la maison est maintenant pleine de nos hommes, du haut en bas. J'ai découvert un immense bac en bois doublé de zinc, et nous en avons fait une piscine. Ce qu'elle nous est utile ! »

La portion de la lettre laissée par Rose s'arrêtait là. Sans doute le reste était trop tendre, même pour les yeux d'une fidèle vieille bonne.

Anna considéra pensivement les feuillets étalés devant elle. Rien de ce qu'ils contenaient n'avait le moindre rapport avec le commerce d'équipement de Mr Head et ne pouvait donc lui être utile. D'un autre côté, on n'y lisait aucun détail intime concernant les fiancés, ce que la vieille Anna eût défendu contre toute indiscrétion. Ainsi pas d'inconvénients à faire voir ces fragments de lettres à Mr Head, et cela prouverait sa bonne volonté à lui communiquer les correspondances entre ses maîtresses et les officiers du front.

Elle regarda la pendule de la cuisine qui marquait quatre heures. Une pensée soudaine la décida. Miss Rose avait dit qu'elle ne voulait pas de viande pour son souper ; si elle lui faisait un joli macaroni au fromage, son plat favori. Mais elle n'avait justement pas de fromage.

— Allons chez Mr Head en chercher, et en même temps...

Ainsi la répugnance de Rose Otway pour la viande décida sa vieille bonne à porter la lettre de Jervis Blake à l'épicier.

Ayant coiffé son chapeau de velours vert et endossé une chaude jaquette, Anna se rappela tout à coup, que ce jour-là, les magasins de Witanbury fermaient de bonne heure ; mais convaincue que le complaisant épicier la servirait, même après la clôture officielle, elle s'achemina d'un pas rapide vers la porte de derrière de la boutique.

Ce fut Alfred Head lui-même qui lui ouvrit :

— Ah ! Frau Bauer ! — dit-il en allemand, — mais entrez donc, je vous prie. Enchanté de vous voir !

Malgré la cordialité de l'accueil elle eut le sentiment qu'elle était de trop. Il ajouta :

— Que puis-je faire pour vous?

— Oh ! pas grand'chose, Herr Head. J'ai seulement besoin d'une demi-livre de parmesan et d'une livre de beurre.

— Parfaitement. Je m'en vais vous donner ça.

Et la précédant dans le passage il tourna la lumière électrique dans la boutique principale.

— Je ne vous fais pas entrer dans le salon, — fit-il négligemment, — parce que j'ai justement une visite : quelqu'un qui veut renouveler une hypothèque. Polly est allée voir sa sœur. Vous savez qu'elle va quitter les Haworth. Elle est fatiguée d'entendre miss Édith se lamenter jour et nuit. Ah ! une fiancée allemande prendrait son deuil autrement ! n'est-ce pas, Frau Bauer?

— La pauvre demoiselle, — fit Anna avec sentiment. — Les femmes ne sont pas comme les hommes, Herr Hegner : elles ont le cœur tendre. Celui qu'elle a perdu n'est pas seulement un héros pour elle, c'est surtout un amoureux... Je la plains bien quand je la vois passer si triste, si pâle, tout en deuil...

Ils étaient debout dans le grand magasin vide de clients. Sur le comptoir, Head coupa une généreuse tranche de fromage et l'ayant pesée, il y joignit une livre de beurre déjà enveloppée de papier. Anna, toujours ordonnée, remarqua que le beurre n'avait pas été rangé dans la glacière. Cette Polly ! une fainéante comme ses compatriotes !

Ayant fait un paquet du tout, Head montrait déjà le chemin de la porte, visiblement désireux de se débarrasser de sa visiteuse attardée. Elle allait donc perdre l'occasion de lui montrer la lettre de Mr Blake?

Un peu nerveuse, elle toussa avant de dire :

— Vous me demandiez l'autre soir si nous recevions des lettres des officiers du front, Mr Head. J'ai justement ici la moitié d'une lettre de Mr Jervis Blake que je venais vous montrer. Il n'est pas question d'équipements ou de choses comme ça qui vous intéressent. Mais il y a des détails qui

montrent que ce jeune homme a vraiment bon cœur. Si vous n'avez pas le temps de la lire, naturellement, je...

Alfred Head s'arrêta brusquement.

— Vous ne pourriez pas me la laisser? — demanda-t-il.

Elle secoua la tête.

— Impossible, mademoiselle me l'a donnée à lire et bien que je ne l'attende pas à la maison avant huit heures, elle peut rentrer d'un moment à l'autre. Elle est chez les Robey en train de les aider pour la réception des blessés qui arriveront demain matin. Avec quelle impatience on les attend !

L'homme debout devant elle semblait hésiter. Enfin, il dit rapidement :

— Après tout, montrez-la moi, votre lettre. Je vous dirai tout de suite si elle m'est bonne à quelque chose.

Elle fouilla dans la poche de sa jaquette et en ramena la missive de Jervis Blake.

Il prit les feuillets et les rapprochant de ses gros yeux de myope, il parcourut très vite le compte rendu de l'arrivée et du traitement des prisonniers. Arrivé à la feconde partie de la lettte il ralentit visiblement sa lecture. Puis s'interrompant, il dit :

— Voulez-vous attendre un instant? Je vais aller dire à mon visiteur que je suis occupé ici pendant quelques minutes. Je reviendrai lire la fin de cette lettre, quoique le correspondant de votre demoiselle soit vraiment un garçon stupide...

Tenant toujours la lettre en main, il s'éloigna rapidement.

Anna n'était pas pressée. Cependant, quand l'absence de Hegner se prolongea plus de dix minutes, elle commença à s'énerver et à se demander si elle avait vraiment bien fait de communiquer à l'épicier la lettre reçue par sa chère enfant. Et puis de quel droit appelait-il Mr Jervis Blake, un si parfait gentleman, un garçon stupide, *ein dummer Kerl*? Elle fut soulagée quand elle entendit les pas pressés et énergiques d' « Alfred Head » dans le passage.

— Me voici ! me voici ! — cria-t-il en l'abordant. — Et voici votre lettre. Comme vous le disiez, elle ne contient rien qui m'intéresse. Mais vous avez fait preuve de bonne volonté

en me l'apportant et la prochaine fois vous aurez plus de chance. En attendant, voici toujours un florin pour votre peine, ma bonne Frau Bauer, avec tous mes remerciements. Votre jeune homme, au lieu de sa sotte tartine sur les prisonniers, aurait mieux fait de demander qu'on lui envoie quelque chose de bon, quelque chose de bien épicé, à manger avec leur éternel bœuf de conserve.

Soudainement rassérénée grâce aux deux shillings, la vieille bonne prit congé du boutiquier, se disposant à reprendre le chemin de Trellis House. Juste avant de franchir le seuil du magasin, elle fut surprise de voir s'ouvrir brusquement la porte du salon et d'entendre, de l'intérieur, la voix d'un homme qu'elle ne voyait pas crier en allemand :

— Voyons, voyons, Hegner, dépêchez-vous ! vous savez bien que je n'ai pas de temps à perdre et que j'ai une fameuse trotte devant moi !

Poussée un peu brusquement hors de la maison, Anna Bauer ne se tenait pas de curiosité. Traversant la rue, elle entra dans une petite impasse située juste en face. Là, elle guetta la sortie du mystérieux visiteur.

Elle n'avait pas encore eu le temps de s'impatienter, quand la porte du magasin s'ouvrit et laissa sortir un homme un peu fort, de petite taille, reconduit jusqu'au seuil par le boutiquier. Elle entendit le murmure de leurs adieux.

Aussitôt la porte fermée l'étranger se mit à marcher à grands pas. Il tourna dans la première rue à droite, où devant une maison affichée « à louer » stationnait une automobile basse gardée par un boy-scout en uniforme. Anna pressa le pas et passant tout près de l'auto, entendit l'étranger dire au petit gars en un anglais accentué à l'américaine :

— J'espère que tu n'as pas pris froid, mon ami? J'ai été retenu plus longtemps que je ne pensais.

Et la voix de l'enfant répondit gaiement :

— Oh ! non, m'sieu. J'ai pas eu froid du tout !

Le moteur poussa un son rauque et se mit en route brusquement dans la direction de Southampton.

Anna ne put s'empêcher de sourire. Pourquoi Manfred Hegner faisait-il tant le mystérieux? Qu'avait-il besoin de lui raconter cette histoire d'hypothèque? On savait qu'il avait

des œufs dans beaucoup de paniers et qu'il deviendrait riche à millions s'il continuait à jouir de la même chance.

Comme elle arrivait en face de Trellis House, elle s'aperçut que le salon était éclairé, et à peine avait-elle mis la clef dans la serrure, que Rose accourut, s'écriant avec agitation :

— Oh ! Anna, qu'êtes-vous donc devenue? J'ai cherché partout ma lettre à la cuisine et je ne l'ai pas trouvée...

— La voici, miss, — fit la vieille bonne, tirant les feuillets de la poche de sa jaquette. — La voilà ! la voilà ! Pourquoi vous inquiéter, ma chérie? En sortant, je l'ai emportée pour plus de sûreté.

— Et vous avez bien fait, — dit la jeune fille rassurée. — Mr Robey m'a demandé à la lire et je suis venue la chercher. Je resterai à souper chez eux; madame Robey et Sir Jacques ont tant insisté...

— Très bien, très bien, ma gracieuse demoiselle. Mais c'est dommage, j'étais allée chercher de quoi vous faire un bon petit plat.

— Eh ! bien ce sera pour demain, voilà tout. Et puis, Anna, je suis bien heureuse... Mr Robey m'assure que Mr Blake aura bientôt une permission de quinze jours.

Son cœur débordant de joie ne lui permit pas de cacher cette merveilleuse nouvelle.

— A la bonne heure ! — cria la vieille Anna cordialement. — Et alors, ma bien chérie, nous aurons tout de suite de vraies fiançailles.

— Je le crois, je l'espère, — fit Rose rougissante de bonheur.

— Et même peut-être ce qu'on appelle chez nous « un mariage de guerre » ! En Allemagne il y en a eu depuis le commencement de la campagne.

— Je sais, — dit Rose en souriant. — Un des fils du kaiser s'est marié comme cela. Vous m'avez montré le compte rendu dans un des derniers illustrés allemands qui sont arrivés ici. Mais il faut que je me sauve.

Et elle s'enfuit, toute joyeuse.

La vieille servante traversa la cuisine et l'arrière-cuisine et entra dans sa confortable chambre à coucher. Les murs de cette pièce d'ancienne construction et basse de plafond étaient

tapissés de gravures coloriées des illustrés allemands, parmi lesquelles plusieurs scènes de *Faust* et la scène célèbre de la Charlotte de *Werther*, distribuant des tartines à ses frères et sœurs.

A droite et à gauche sur la commode trônaient les bustes en biscuit de Bismarck et de Moltke rapportés de Berlin trois ans auparavant. Depuis quelques semaines, Anna se demandait si elle ne ferait pas mieux de les ranger dans une des vastes armoires qui garnissaient le mur derrière son lit. Une de ces armoires contenait déjà plusieurs gros paquets soigneusement ficelés qui avaient été remis à Anna avec injonction formelle de ne pas y toucher et de ne pas les remuer. Mais il ne manquait pas de place dans les deux autres armoires. Pourtant, comme personne n'entrait dans sa chambre, elle se décida à laisser les bustes à leur place.

Ayant ôté chapeau et jaquette, elle retira de sa poche la pièce de deux shillings et la serra dans une boîte en zinc qui lui servait de tire-lire, et où s'amassait déjà un petit tas respectable de monnaie d'argent. Puis elle alla ranger son fromage et son beurre dans la glacière dernier modèle, admirablement tenue, qui ornait l'arrière-cuisine.

Le lendemain matin, Mrs Otway, à qui l'agence de Londres avait promis de commencer ses recherches, rentrait chez elle, et quelques instants plus tard, la mère et la fille n'avaient plus de secrets l'une pour l'autre. Cette confession mutuelle, comme toute confession de ce genre entre gens qui s'aiment tendrement, fut amenée par un mot révélateur prononcé en quelque sorte par hasard.

Rose, mise au courant de la démarche que sa mère venait de faire à Arlington Street, s'était écriée :

— Mais pourquoi toute cette fatigue, maman, quand il aurait suffi d'écrire?

Devant le silence de sa mère dont le visage décelait tant de douloureuse anxiété, le cœur de Rose devina tout et se rapprochant d'elle avec une infinie tendresse, elle lui dit tout bas :

— Mère chérie... Je crois que vous aimez le major Guthrie comme moi j'aime Jervis Blake.

XX

Quelques jours plus tard, dans l'ambulance installée à Witanbury par Sir Jacques Robey, Jervis Blake, doublement blessé, fut amené par son père, le général Blake.

Un fragment d'obus avait atteint le jeune homme au bras gauche, mais l'autre blessure, plus grave était à la jambe droite. Ni l'une ni l'autre, d'ailleurs ne mettaient sa vie en danger. Aussitôt que le chirurgien l'eut permis, Rose Ottway vint s'installer au chevet de son fiancé.

En cette brillante après-midi d'un jour de novembre exceptionnellement radieux, Rose Ottway, assise près du lit de Jervis, se sentait si rassurée que rien en vérité ne semblait manquer à son bonheur. Les deux infirmières, choisies par Sir Jacques Robey pour donner à ses blessés les soins de leur vieille expétience, venaient d'annoncer à la jeune fille qu'elles considéraient Jervis Blake comme en voie de très prochaine convalescence. Il est vrai que le chirurgien n'avait pas confirmé cette espérance, et que le blessé portait sur son visage des traces persistantes de fatigue et de souffrance. Mais son épaule était presque guérie, et n'eût été son pied dont la guérison ne semblait guère avancer, on aurait vraiment pu le croire hors d'affaire. Le jeune officier lui-même, très encouragé par son état général, avait mentionné à diverses reprises sa joie de pouvoir bientôt retourner au front. Mais cet espoir amenait tant de douloureuse anxiété sur la figure de sa fiancée qu'il cessa bientôt de l'exprimer.

En attendant, une glorieuse nouvelle était arrivée au blessé. Le général commandant en chef le Corps expéditionnaire britannique avait cité le sous-lieutenant Blake à l'ordre du jour pour un brillant fait d'armes qui remontait à plusieurs semaines. Des amis regrettaient qu'il n'eût pas reçu à cette occasion la Croix de Victoria, la plus haute récompense décernée à la bravoure anglaise. Mais Jervis et son père, plus raisonnables, se déclaraient fiers et satisfaits du simple ordre du jour et Rose prenait sa part de cette joie.

Ce matin-là un chirurgien de Londres — une célébrité — était venu à Witanbury, appelé en consultation par sir Jacques Robey pour examiner plusieurs blessés, dont Jervis Blake. L'examen du pied endommagé avait duré longtemps et causé de cruelles douleurs au jeune homme. Un peu remis déjà, il jouissait en cet instant de la société de sa fiancée qui n'était pas encore venue de la journée ; car, chose assez singulière, Sir Jacques Robey avait insisté pour que Rose s'absentât durant la consultation entre les deux chirurgiens.

Sur le lit gisait une pile de lettres et de télégrammes signés pour la plupart de vieux camarades de Jervis à l'Institut Robey, le félicitant de sa première citation à l'ordre du jour, et cette chaude sympathie semblait faire oublier au blessé les tortures de l'examen chirurgical. Cependant il parlait peu, comme momentanément épuisé. D'ailleurs, ils auraient bien le temps de causer, les deux amoureux : sir Jacques n'avait-il pas annoncé, comme en passant, que le retour sur le front serait considérablement retardé, toute blessure au pied exigeant un traitement prolongé? Rose avait reçu ce verdict avec une joie profonde dont elle était un peu honteuse.

On frappa à la porte ; la plus jeune des infirmières entra doucement :

— On vous demande en bas, miss Otway, — dit-elle à demi voix. — Je crois que Mr Blake ferait bien de dormir une heure ou deux. Voulez-vous revenir prendre le thé avec lui, vers cinq heures? Il sera certainement réveillé.

*
* *

— Il faut qu'il comprenne bien que c'est vous et non lui qui désirez un mariage immédiat.

Ces instructions si nettes de sir Jacques Robey résonnaient encore aux oreilles de Rose lorsqu'elle atteignit la porte de la chambre de Jervis. Son père en sortait.

— Jervis a reçu avec le courage tranquille sur lequel je comptais la nouvelle qu'il fallait l'amputer du pied, — dit le vieil officier dont le visage portait l'empreinte des cruels moments qui venaient de s'écouler.

Il ne s'arrêta pas ; mais avant de rouvrir la porte, Rose se

recueillit un instant comme accablée par le conflit des émotions qui se partageaient son cœur : infinie tendresse pour le pauvre blessé condamné à la mutilation, timidité singulière devant le rôle qu'on lui demandait de jouer. Ce n'était pas aussi facile qu'elle l'avait cru de venir insister ainsi auprès de Jervis pour un mariage immédiat. Elle croyait que sir Jacques aurait préparé le terrain et qu'un seul mot d'elle suffirait; tandis que s'offrir ainsi...

Brusquement elle ouvrit la porte et, traversant la chambre, s'approcha de son fiancé. Elle s'attendait à le trouver pâle et comme désespéré : il lui apparut, au contraire, l'œil brillant et le teint plus animé que d'habitude. Et pourtant il se rappelait les dernières paroles qu'il venait d'échanger avec son père. Aussitôt informé de l'opération décidée et de ses conséquences :

— Alors mon père, — avait-il demandé sans hésitation, — d'après vous, je dois rendre à Rose sa parole?

— Oui, mon fils, d'après moi vous le devez.

Mais maintenant qu'il voyait la jeune fille s'avancer vers lui d'un pas ferme et à peine plus pâle que d'habitude, il comprit qu'une telle renonciation était impossible, aussi bien pour elle que pour lui, et qu'ils devraient supporter ensemble cette terrible épreuve. Seulement il décida à part lui que le mariage hâtif dont ils avaient fixé la date avant son retour au front ne devrait avoir lieu.

Quand elle se fut assise près de son lit, sur la chaise que son père venait de quitter, il prit sa main dans les siennes et dit :

— Ce que mon père m'a annoncé tout à l'heure, ma chérie, ne m'a pas grandement surpris. La consultation des deux chirurgiens m'avait mis sur la piste. Depuis quelques temps, les infirmières étaient toutes drôles... Mais je pouvais me tromper ; c'est pourquoi je ne vous ai parlé de rien.

Elle ne répondit pas, se bornant à serrer sa main plus tendrement.

— Mais mon père m'a dit quelque chose qui m'a fait grand bien. Il m'a assuré que des officiers... mutilés pouvaient rendre encore de vrais services. Il m'a montré une coupure d'un journal allemand — tenez, la voilà — dans laquelle on parle d'officiers estropiés qui dressent des recrues. Et mon père croit

que le ministère fera quelque chose de semblable pour nos jeunes soldats.

Comme elle continuait à se taire, il sembla mal à l'aise et ajouta un peu précipitamment :

— Venez donc plus près, chérie. Personne n'entrera. Mon père a donné l'ordre qu'on ne nous dérange pas ; jusqu'à ce que vous sonniez.

Elle lui obéit et il entoura ses épaules de son bras valide.

— Oh ! Rose, — murmura-t-il, — vous ne vous doutez pas de ce que c'est pour moi de vous savoir mienne... Vrai ! si je ne vous avais pas, je crois que je ne pourrais supporter cette épreuve.

Il la sentit qui tremblait d'une émotion encore incompréhensible pour lui.

— Oh ! Jervis ! cher Jervis, — dit-elle tout bas, — est-ce bien vrai?

— En doutez-vous, ma Rose?

— Alors, il y a quelque chose que je veux vous demander.

— Que pourriez-vous me demander au monde, ma chérie, que je ne fasse aussitôt?

— Eh ! bien je vous demande de m'épouser demain...

Et comme il ne répondait pas aussitôt, elle dit, éclatant en larmes :

— Oh ! Jervis, dites oui, à moins que vous n'aimiez mieux, beaucoup mieux dire non...

Les quarante-huit heures qui suivirent furent employées par sir Jacques Robey à organiser à sa façon l'ordre et la marche des événements.

Tout d'abord, il prit lady Blake sous sa direction et lui dicta en quelque sorte sa conduite et ses propos, durant sa première entrevue avec son fils. Grâce à lui, elle parvint à se montrer sans inquiétude exagérée et préoccupée, avant tout, des détails du mariage. Elle répéta plusieurs fois combien elle était heureuse de recevoir une telle fille des mains de son fils.

Mais l'esprit d'à-propos du chirurgien ne se manifesta jamais mieux que quand le général revint de sa visite au Doyen pour le prier de bien vouloir célébrer le mariage lui-même.

— Il a consenti, n'est-ce pas? — demanda sir Jacques.

— Certainement, il consent. Mais rappelez-vous que toute la responsabilité de l'affaire retombe sur vos épaules, non sur les miennes.

— Et je l'accepte d'un cœur léger. Mais, sir John, le cher Doyen vous a-t-il parlé de l'anneau?

— Il ne m'en a rien dit, — fit le général un peu interloqué.

— Alors, vous et lady Blake devez aller tout de suite en ville en acheter un. Vraiment nous ne pouvons pas faire faire cette commission par la pauvre Rose...

Presque avec mauvaise humeur, le général reprit :

— S'il le faut, je le ferai certainement. Mais je n'ai pas besoin de lady Blake pour cela.

— Mais si, mais si ; quand ce ne serait que pour essayer l'anneau. Je vais la chercher. Je crois qu'elle n'a pas quitté son chapeau.

Une minute après la vieille dame arrivait, souriante, et son mari ne put s'empêcher de constater combien ce mariage les avait tous deux distraits de l'anxieuse pensée de l'opération immédiate.

— Je me demande, — dit lady Blake, — si Rose préférera un anneau étroit à un anneau large. Mais je suppose qu'il n'y aura guère de choix dans une petite ville comme Witanbury.

Combien de menus incidents que nous croyions insignifiants quand ils se produisaient, nous deviennent précieux quand le temps les a transformés en lointains souvenirs !

C'est ainsi que Rose Otway se rappela toujours comment sa pauvre vieille bonne allemande, Anna Bauer, insista le jour de ses noces pour lui faire revêtir une robe et un voile blancs, alors qu'elle avait résolu de se marier en jupe de serge bleue et en blouse de soie rayée !

De tels détails ne pouvaient du reste faire oublier un instant à la jeune fille la redoutable épreuve que Jervis Blake aurait à affronter dans quelques heures. Ce mariage, ce n'était pas pour elle qu'on allait le hâter : elle sentait qu'aucune cérémonie ne pouvait la rapprocher davantage de son bien-aimé. Dès lors

elle ne comprenait pas pourquoi d'autres personnes seraient présentes que sa mère et les parents de Jervis. Mais ses désirs à ce sujet, timidement exprimés, ne trouvèrent point d'écho. Sir Jacques, son frère et sa belle-sœur se considéraient comme invités de droit, et madame Otway avait demandé à miss Forsyth de se joindre à eux.

C'était d'ailleurs un cadeau de l'excellente miss Forsyth, cette charmante robe blanche en mousseline des Indes brodée, que la vieille Anna retira du carton parfumé, pour en vêtir sa chère petite maîtresse. Une ceinture de soie bleu pâle appartenait à cette toilette et Rose insista pour qu'on la lui laissât mettre. « Le bleu porte bonheur aux mariés ! » déclara-t-elle avec un léger rire, le premier depuis la terrible nouvelle.

Pour Anna Bauer, ce jour de mariage de sa petite maîtresse chérie était une date à jamais mémorable, un événement bien autrement important que le mariage de sa propre fille Louisa. A cette occasion, Mrs Otway s'était déjà montrée pleine de générosité et de tact. Le trousseau de la compagne d'enfance de Rose avait été fourni par elle et décoré, naturellement, de l'éternelle guipure au crochet de la vieille servante. Puis dans les détails de la petite fête de noces, Mrs Otway s'était efforcée de reconstituer les cérémonies familiales de l'Allemagne, jusqu'aux friandises favorites et aux vœux adressés aux jeunes époux. Il était fâcheux seulement que le nommé Georges Pollit, le marié, se fût montré si vite indigne de l'intérêt qu'on lui avait témoigné.

Et Rose se mariait sans trousseau ! De cette brèche à l'arsenal des traditions dont elle était si fière, Anna Bauer ne pouvait se consoler. Mais, après tout, ce trousseau devrait bien lui être acheté un jour, et ce serait alors le mari qui le paierait ; ce serait tant mieux pour Mrs Otway dont la bourse — Anna ne pouvait s'empêcher de s'en apercevoir — semblait plus plate de jour en jour.

Que de fois, depuis quelques semaines, la vieille bonne trouvait-elle sa maîtresse en soucieuse contemplation devant une pile grossissante de factures non acquittées ! Et jamais Treillis House n'avait connu de pareils ennuis !

XXI

Quelques jours plus tard, Mrs Otway reçut la lettre suivante de Mrs Annabel Gaunt, la principale employée de l'agence londonienne :

« Ma chère Mrs Otway,

» Je suis très heureuse de pouvoir vous envoyer la lettre incluse. Naturellement je ne l'ai pas lue, ne sachant pas l'allemand. Mais j'en ai compris assez pour savoir qu'elle contient des nouvelles du major Guthrie et qu'elle a été écrite avec bienveillance. On espérait probablement qu'elle vous arriverait pour Noël.

» Croyez toujours, chère Mrs Otway, à ma sympathie sincère.

» ANNABEL GAUNT

» *P.-S.* — Votre réponse devra être envoyée ouverte. »

La lettre incluse, dûment censurée, était parvenue par l'intermédiaire du bureau de Genève.

Avec une indicible émotion, Mrs Otway sortit de l'enveloppe une missive sur papier mince écrite en fins caractères allemands qu'elle déchiffra facilement.

« Minden, 15 décembre 1914.

» Madame,

» Comme surintendant médical du lazaret de campagne de Minden, je vous écris au sujet d'un prisonnier de guerre anglais, le major Guthrie, qui est dans mon service depuis quatorze semaines.

» Je dois d'abord vous dire que le major a reçu de notre service médical les meilleurs soins. Peut-être les exigences du front n'ont-elles pas permis de lui accorder au début toute l'attention que notre haute compréhension des lois de l'humanité nous porte à donner à tous les blessés, amis ou ennemis.

Toutefois une blessure assez grave, reçue à l'épaule, a été si bien soignée, que je la considère comme en voie de guérison rapide.

» Mais je regrette de devoir vous annoncer, madame, que le major Guthrie a perdu la vue. J'ajoute aussitôt qu'il supporte cette épreuve avec un courage remarquable. J'ai passé une année d'études à l'Université d'Édimbourg, ce qui nous fournit un agréable sujet de conversation. J'aurais même pu vous écrire en anglais, si le major ne m'avait pas dit que vous compreniez parfaitement notre langue.

» Veuillez me croire, madame,

» Avec le plus grand respect,
» Votre très dévoué serviteur,
» KARL BRACHT »

Sous la signature du docteur se trouvaient ces mots, tracés en anglais d'une écriture vacillante et curieusement formée :

« Que Dieu vous garde.

» ALEXANDER GUTHRIE »

Et enfin la lettre se terminait pas un autre paragraphe en allemand :

« Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que le major Guthrie fera partie d'un groupe de prisonniers qui seront échangés dans quelques jours. Je ne lui en ai encore rien dit, car tout dépend du bon vouloir du Gouvernement britannique, et ce bon vouloir, nous n'y croyons guère dans ce pays-ci. »

Elle lut et relut cette lettre et il lui sembla que jamais elle n'avait souffert pareille agonie. Durant ces longues semaines d'attente, elle avait imaginé toutes sortes de terribles dénouements, mais l'idée de celui-ci n'avait pas même effleuré son esprit.

Étreinte par une inexprimable douleur, il lui sembla revoir encore, la regardant avec une si profonde affection ces yeux du major Guthrie, d'un bleu si intense et d'une expression si franche. Elle savait bien que la cécité est terriblement cruelle pour tous, mais combien plus intolérable pour un homme

habitué à la vie au grande air, aux grandes promenades, aux sports actifs, aux joies et aux travaux de la campagne !

Durant ces longs mois de silence et d'attente. Mary Otway avait rédigé dans sa tête bien des lettres à envoyer à son ami, aussitôt qu'elle connaîtrait son adresse ; des lettres qui sauraient dire beaucoup sans révéler à la censure anglaise ou allemande les détails intimes de leurs relations.

Mais la terrible nouvelle qu'elle venait de recevoir, chassa d'un coup toute pensée de réticence, et s'asseyant aussitôt à son bureau, elle écrivit la lettre suivante, dont chaque mot semblait jaillir tout brûlant de son cœur :

« Mon bien-aimé,

» Aujourd'hui, premier de l'an, j'ai eu la grande joie de recevoir des nouvelles de vous accompagnées de votre chère et précieuse bénédiction. Comme je désire que vous receviez ces lignes dans le plus bref délai possible, je n'écrirai que quelques mots.

» Il m'est défendu de vous donner des nouvelles. Je puis seulement vous assurer que Rose et moi nous nous portons bien. Sachez que je vous aime et que je pense à vous constamment, appelant de toute mon âme la venue du jour où le bon Dieu permettra que nous ne nous quittions plus. »

Elle hésita un instant avant de signer, puis écrivit :

« Votre MARY »

Relisant sa lettre, elle se demandait si elle devait y ajouter quelque chose, quand une inspiration lui vint :

« Je dépense l'argent que vous m'avez laissé ; il m'est d'un grand secours. »

Ce n'était pas encore exact, car elle n'avait pas touché aux cent livres du major, mais elle se promit d'en commencer aussitôt l'emploi.

Elle réfléchit ensuite longuement à ce qu'elle pourrait écrire au chirurgien allemand. Elle fit même trois brouillons de sa lettre, n'en voulant dire ni trop ni trop peu, et avant tout préoccupée de bien disposer le Herr Doktor à l'égard de son pensionnaire aveugle. Et puis, il fallait songer à la censure anglaise qui refuserait l'*exeat* à une missive trop

reconnaissante. Enfin le résultat de tout ce labeur ne fut pas perdu, puisqu'en lisant cette épître, rédigée avec un tact et une dignité qui ne donnaient que plus de valeur à l'expression d'une gratitude sincère, le fonctionnaire allemand ne put s'empêcher de s'écrier : « La gracieuse dame anglaise doit avoir été élevée en Allemagne : jamais ses compatriotes ne sauraient écrire ainsi ! »

Quelques lignes de chaleureux remerciements à l'adresse de la bonne Mrs Gaunt, accompagnaient ces deux lettres placées dans une enveloppe ouverte et confiée aux bons soins de la maison d'Arlington Street.

Cela fait, et avant de porter ces messages à la poste, elle alla prendre dans son secrétaire l'enveloppe contenant les bank-notes laissées par le major et la carte postale qu'il lui avait adressée de France. Elle en retira un billet de dix livres qu'elle glissa dans son porte-monnaie, à la fois doucement émue en pensant à la prévoyante tendresse de l'absent et agréablement soulagée en pensant que des dettes un peu criardes allaient enfin être réglées.

En traversant le hall pour se rendre en ville, faire ses achats quotidiens, Mary Otway évita d'entrer dans la cuisine, sentant instinctivement qu'il lui serait pénible de raconter à sa fidèle servante les nouvelles qu'elle venait de recevoir. Pour la première fois, elle se demanda s'il n'y avait pas quelque chose de juste dans le conseil que lui avait donné miss Forsyth, le jour de la déclaration de guerre, au sujet de sa domestique allemande. En renvoyant alors celle-ci dans son pays, auprès du jeune couple berlinois qui lui était si cher, on eût évité sans doute bien des tourments, car il devenait visible chaque jour davantage qu'Anna Bauer était malheureuse.

Bien plus malheureuse et mécontente que ses maîtresses ne le soupçonnaient. A Noël, quoique gratifiée de deux beaux cadeaux comme d'habitude, Anna avait été privée de ce cher arbre de Noël qui ne lui avait jamais manqué depuis sa petite enfance. Évidemment, ces dames ne songeaient guère à une fête quelconque en ces jours de deuil et d'angoisse. Et puis quel silence du côté du Vaterland ! Pas une lettre, pas un souvenir pour la vieille tante d'ordinaire si gâtée en cette saison !

L'année précédente, outre un paquet de massepains de toutes formes, n'avait-elle pas reçu un superbe zeppelin sous forme de saucisse, avec gouvernail, hélice, drapeaux à l'avant et à l'arrière ! Sûrement la méchante poste anglaise avait confisqué, cette année, les tendres messages et les savoureux présents !

Et aujourd'hui même, premier jour de l'an, Anna se rappelait qu'en Allemagne chaque domestique reçoit des étrennes en espèces, sous la réserve cependant de les rendre à ses maîtres s'il les quitte au cours de l'année. Mais en Angleterre, pas d'étrennes, pas d'argent, rien !

On serait injuste cependant à l'égard d'Anna Bauer, si l'on oubliait le réel chagrin dont son vieux cœur souffrait en ce triste jour de l'an 1915, quand ses yeux constataient la pâleur et les traits tirés de sa chère demoiselle. Elle la voyait d'ailleurs bien rarement, car « Madame Jervis Blake », comme chacun l'appelait maintenant, ne quittait le chevet de son mari que le plus tard possible pour venir coucher à Trellis House. Levée de très bonne heure, à peine prenait-elle un insuffisant déjeuner avant de retourner à la maison Robey. Les heures qu'elle ne lui consacrait pas, c'était aux œuvres de guerre qu'elle les donnait. Et ainsi s'écoulaient avec une triste lenteur ces semaines de douloureuse angoisse.

Un jour, Anna avait demandé à la jeune femme comment Mr Blake se remettait de son opération et vers quelle époque « il pourrait de nouveau marcher ». Mais à cette question, la pauvre Rose, fondant en larmes, avait supplié sa vieille bonne de ne plus jamais, jamais lui parler de cela.

Enfin, dernière déconvenue pour Anna Bauer : le sieur Alfred Head avait complètement changé d'attitude à son égard, ne l'invitait plus à le visiter le soir, et s'était carrément refusé à lui payer les cinquante shillings semestriels dont il lui avait garanti le versement régulier. Il prétendait impudemment que cette affaire conclue entre la tante et le neveu Willi, trois ans auparavant, les regardait eux seuls et ne le concernait en rien. Il était allé jusqu'à nier son payement de cinquante shillings en août dernier, et avait rabroué grossièrement la vieille servante lorsqu'elle lui avait témoigné son indignation ahurie. Il avait fini par dire que de tels rap-

ports entre eux pourraient avoir les plus graves conséquences et qu'il fallait en rester là, une fois pour toutes.

Convaincue que le rapace épicier, dont les affaires commençaient à péricliter, gardait par devers lui la somme qui lui était due, la vieille Anna lui voua dès ce jour, une vraie rancune d'Allemande.

Le 25 mars, une foule tumultueuse munie de pics, de haches et d'autres engins de démolition, se rua sur les boutiques des commerçants allemands, ou soi-disants naturalisés, et dévasta façades, comptoirs et marchandises. Voici comment surgit ce dramatique incident.

Il avait été tenu ce jour-là, sur la place du Marché, une réunion publique nombreuse et enthousiaste pour appeler des volontaires sous les drapeaux. D'une estrade érigée devant l'Hôtel de Ville, le Lord lieutenant du Comté, les dignitaires principaux de la Cathédrale et les notables de la ville avaient prononcé de vibrantes allocutions pour encourager la jeunesse à servir le pays en danger dans l'armée de Kitchener. Aucun de ces discours n'incitait à la moindre violence contre qui que ce fût, mais plus d'un orateur avait fait une allusion cinglante aux atrocités commises par les Allemands en Belgique et prédit à l'Angleterre un aussi terrible traitement, si tout Anglais en état de porter les armes ne venait pas au secours de la patrie en danger.

Le succès de la réunion avait été aussi complet que ses organisateurs pouvaient l'espérer, et sans une menace, sans la moindre apparence d'émeute possible, la réunion s'était dissoute au milieu des hourrahs patriotiques.

Mais à peine les principaux personnages rentrés chez eux, et la nuit tombée, des rassemblements tumultueux s'étaient formés, et finalement une cohue de véritables émeutiers, ayant à sa tête deux Irlandaises dont les maris faits prisonniers avaient été odieusement maltraités par les Allemands, commença une besogne de dévastation systématique.

Pendant une heure ou deux, il sembla que les pires excès fussent à craindre. Une fabrique de chaussures, propriété d'un Allemand et de son fils — tous deux naturalisés — avait déjà été mise à sac, lorsque quelqu'un hurla : « Chez le Kaiser !

chez le Kaiser! » — cri repris avec fureur par la foule entière qui reconnaissait sous ce sobriquet Manfred Hegner, le propriétaire des *Grands Magasins de Witanbury*. L'épicier, assez bien vu des classes aisées de la petite ville, était depuis longtemps détesté des quartiers pauvres pour ses façons autoritaires et sa rapacité.

En un instant, les glaces de la devanture furent pulvérisées et toutes les marchandises à l'étalage, beurre, œufs, fromages, charcuterie, distribuées entre les émeutiers et emportées en triomphe. L'arrivée de la police empêcha seul l'épicier lui-même d'être victime de cette brutale invasion. Réfugié au dernier étage de la maison, Manfred Hegner, tremblant de tous ses membres, croyait déjà sa dernière heure venue.

Polly, elle, s'était montrée infiniment plus brave, et sans bouger de la boutique envahie, avait adressé de virulentes apostrophes à la foule :

— Lâches ! Lâches que vous êtes ! — criait-elle.

Ce fut miracle que les énergumènes ne lui fissent pas un mauvais parti. En réalité, elle ne dut son salut qu'à l'intervention opportune des constables.

Les paisibles habitants voisins de la Cathédrale avaient entendu le vacarme ; à Trellis House, la vieille Anna, devenue toute blanche, puis toute jaune, s'évanouissait d'épouvante.

Dès le lendemain, Witanbury revenu au calme tran-tran de sa vie habituelle, manifesta quelque honte de ses exploits de la veille. Les cellules du violon municipal regorgeaient de monde et personne n'osait trop prendre le parti des coupables. Le Doyen, se déclarant personnellement fort humilié de ce que la Ville-Cathédrale se fût ainsi ravalée, avait poussé l'indignation jusqu'à offrir publiquement l'hospitalité à « Mr et Mrs Head » et à les envoyer chercher dans sa voiture. Acceptant l'invitation avec une humble gratitude, les deux époux s'étaient installés pour quelques jours dans la maison du Doyen ; du moins Polly y avait élu domicile, son mari passant ses journées au magasin à inventorier ses pertes.

Ces quarante-huit heures, durant lesquelles Witanbury fit connaissance avec les bouleversements causés par la guerre et avec l'abjecte contrition qui suit de tels excès dans une communauté bien organisée, furent marquées pour Mrs Otway

et sa fille par deux événements de bien autre importance à leurs yeux.

D'abord, un télégramme officiel annonça que le major Guthrie était compris dans le prochain échange de prisonniers et que ceux-ci étaient attendus dans deux jours, arrivant d'Allemagne, *via* Hollande.

Le même matin, sir Jacques Robey avait déclaré son blessé suffisamment guéri pour pouvoir se passer de ses soins et accompagner sa jeune femme au bord de la mer, dans un cottage mis à la disposition des deux époux pour la convalescence et la lune de miel.

(*La fin prochainement.*)

MRS BELLOC-LOWNDES

L'ÉLECTION DE LAMARTINE

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(DOCUMENTS INÉDITS)

Au moment où Lamartine, âgé de trente-trois ans, affrontait, pour la première fois, en 1824, les chances du scrutin académique, il avait publié les *Méditations Poétiques*, les *Nouvelles Méditations* et la *Mort de Socrate*. C'étaient des titres suffisants pour conquérir, doublement, l'immortalité. La nonchalance du poète ne s'était pourtant pas décidée sans effort à cette candidature. Il y avait fallu toute l'insistance d'une famille qui voulait, pour la gloire de l'auteur acclamé par le public, cette consécration traditionnelle.

Lamartine écrivit le 11 novembre 1824 à Raynouard pour le prier d'inscrire son nom sur la liste des candidats à la place laissée vacante par le décès de Lacretelle aîné. Il avait quitté Saint-Point pour faire ses démarches. « Je suis ici depuis hier, — mandait-il à un correspondant inconnu, dont il sollicitait le concours, — prétendant à l'Académie et manœuvrant en conséquence, c'est-à-dire pitoyablement. » Ses concurrents étaient Pongerville, Guiraud, Nodier et Droz, ce dernier le plus redoutable. Les premières démarches de Lamartine furent assez bien accueillies pour qu'il pût espérer le succès. Il avait pour

lui Villemain, Daru, Raynouard, Laîné, Michaud, Chateaubriand. Victor Hugo adressa à Villars et à François de Neufchâteau deux lettres charmantes et pressantes pour leur recommander son illustre aîné. L'opinion publique, que les *Méditations* avaient surprise et ravie, était favorable. Avec de tels titres, de tels parrains et une renommée qui s'était imposée par un coup de génie, d'où pouvait venir le péril? Lamartine, malgré sa confiance, l'avait, dès le premier moment, deviné. Il écrivait à Genoude, son confident et son ami, le jour même où il posait officiellement sa candidature : « Faites soigner Lacretelle et Campenon qui me menacent seuls. »

La menace de Lacretelle, le frère de l'académicien décédé, était aussi surprenante que certaine. Il était un de ceux qui, au témoignage même de la mère de Lamartine, lui avaient conseillé de songer à l'Académie et dont l'opinion avait déterminé son voyage. Son influence à l'Académie était grande. Il avait un talent réputé d'historien, mais il devait surtout son autorité à son titre de doyen, à ses relations et, dans l'élection présente, à sa parenté avec l'académicien dont la succession était en jeu. Entre Mâcon et Paris, entre la promesse et l'abandon, que s'était-il passé? Avec un homme comme Lacretelle, je ne crois pas à une trahison. J'aime mieux soupçonner un malentendu. Il n'est pas douteux, puisque l'affirmation en est consignée au *Manuscrit de ma mère*, qu'il avait encouragé les espérances de son jeune et déjà illustre compatriote, mais rien ne prouve qu'il lui eût particulièrement désigné le fauteuil de son frère. Un engagement certain le liait, au contraire, pour cette vacance envers Droz, l'ami de son frère et le sien.

Quel était ce rival? « C'est un homme inconnu », écrivait Lamartine, dont le dépit s'exprimait avec plus de concision que de justice. Moins connu que lui, moins célèbre, moins porté par l'opinion du dehors, Droz n'était, ni par ses titres, ni par ses relations, un étranger pour l'Académie. Elle avait distingué son *Éloge de Montaigne*, un essai gracieux et aisé, où il y avait plus de facilité que de profondeur, mais qui avait eu du succès. Il s'en fallait que ce fût son seul titre. Agé de cinquante et un ans, Droz avait à son actif un *Essai sur l'Art oratoire*; un roman alpestre, *Lina ou les Enfants*

du Pasteur Albert, « écho mêlé de Florian et de Werther, du Werther d'après Gessner et Oberlin », écrivait Sainte-Beuve; un *Essai sur l'Art d'être heureux*, et un pastiche de Gil Blas, fait en collaboration avec Picard, les *Mémoires de Jacques Fauvel*. C'étaient beaucoup d'essais. Plus d'essais que de titres évidemment, puisque Droz n'avait pas encore écrit son *Histoire du règne de Louis XVI*, dont le troisième volume en particulier, consacré à Mirabeau, témoigne d'une grande profondeur et mérite encore de survivre.

L'auteur de l'*Art d'être heureux* avait l'art, heureux pour un candidat à l'Académie, de se faire des relations. Son érudition, sa culture, l'aménité de son caractère et la sûreté de son commerce lui en facilitaient les moyens. Il faisait d'ailleurs partie du *Déjeuner à la Fourchette*, dont une page de la comtesse de Bassanville, dans les *Salons d'Autrefois*, nous a révélé la composition, les habitudes et les desseins : « Il y avait alors à Paris onze personnes, plus ou moins hommes de lettres, qui, se connaissant d'abord et s'étant liées intimement ensuite, convinrent de déjeuner ensemble tous les jeudis, non pour goûter les plaisirs de la table, mais pour s'entendre, se soutenir, s'appuyer mutuellement, en un mot se poser dans le monde à l'aide de cette devise : *L'union fait la force*.

« Ce *Déjeuner à la Fourchette*, qui était fort long, eut lieu durant quelques années chez un restaurateur de la rue Trévise. Les onze personnages étaient : le comte Daru, Arnault, Picard, Andrieux, Alexandre Duval, Charles de Lacretelle, Lemontey, de Jouy, Aignan, Roger et Droz. Ils s'augmentèrent dans la suite de MM. Auger, Parseval-Grandmaison. Les quatre premiers seuls étaient de l'Académie.

« A chaque séance, c'est-à-dire à chaque déjeuner, tous, la fourchette en main, renouvelaient l'engagement, le serment peut-être, de s'appuyer, de se produire, de se pousser mutuellement, et, tout en cherchant de hauts emplois, admirant les quatre premiers de la phalange, toute la *Société de la Fourchette* ambitionnait l'Académie. »

Seul des treize habitués du *Déjeuner à la Fourchette*, Droz, en 1824, n'était pas arrivé à l'Académie. Sa patience méritait une récompense dont le refus aurait pris le caractère d'une humiliation. Il ne semble pas pourtant que tous les convives

lui donnèrent leur suffrage. Le comte Daru, auquel Lamartine devait succéder cinq ans plus tard, fit à celui-ci un accueil encourageant. « Daru m'a reçu comme un dieu, — écrivait-il, — et montré ses intentions. » Roger lui écrivait pour l'assurer de son *dévouement*. Mais, à l'encontre, Lacretelle l'avertissait de son attachement à la candidature de Droz, autour duquel il formait un faisceau puissant d'adhésions décisives. Lamartine sentit le danger de cette coalition à laquelle, dans des lettres intimes, il ne ménageait pas les expressions de son mépris irrité. « J'ignorais qu'une cabale composée de cinq ou six animaux gouvernait tout le troupeau académique, et j'ai donné la tête baissée dans un piège. » Pour en sortir, et pour s'assurer, à défaut de la victoire qui semblait lui échapper, une défaite « avec un certain honneur », il prit le parti de s'adresser au chef même de la cabale et il écrivit à Lacretelle. Il n'escomptait plus son suffrage et il ne perdit pas son temps à le lui demander. Mais il sollicita « sa neutralité bienveillante » pour « laisser agir librement les dispositions qui lui étaient favorables ». De son côté, sa mère, après des hésitations qui trahissent les tourments d'une conscience loyale et inquiète, écrivit en secret à Lacretelle pour lui rappeler les espérances qu'il avait données à son fils. Ces lettres ne pouvaient modifier le vote de l'académicien, trop engagé en faveur de Droz, mais il y a des raisons de croire qu'au troisième tour de scrutin, déjà assuré du succès de son vieil ami, il donna sa voix à son jeune compatriote dont il voulait diminuer l'échec et atténuer l'amertume.

L'échec, quoique très honorable puisque Droz ne fut élu qu'à deux voix de majorité, n'en affecta pas moins très sensiblement Lamartine, qui envoya à Lacretelle deux lettres où il ne ménageait ni sa situation ni son âge. Dans l'une, il regrettait vivement la démarche de sa mère, faite à son insu, et qu'il avait ignorée jusque-là. « Du moment où j'ai connu vos procédés en cette affaire, je me suis tenu comme je me tiendrai toujours à la distance qui me convenait. » Il y avait à peine moins de vivacité dans le ton de l'autre :

Monsieur, je ne puis dissimuler : je ne vous adresserai ni remerciements pour votre vote, ni reproches pour votre conduite en cette affaire. — Je crois savoir que c'est uniquement à vous et à madame

Lacretelle que je dois mon exclusion. Mais quel que soit le chagrin de ma famille à ce sujet, j'interdirai constamment à mon cœur le moindre sentiment d'amertume ou de vengeance *et je professerai toujours pour votre beau génie l'estime et l'admiration qu'il m'a inspiré* (sic). *J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur* [1].

Pendant que les événements se précipitaient ainsi à Paris, la mère de Lamartine écrivait, à la veille même du scrutin, à Lacretelle une lettre, datée de Mâcon, où se révèlent les rares qualités de son esprit et de son cœur :

C'est moi, monsieur, qui ai été touchée plus que je ne puis le dire de votre trop aimable lettre. Hélas ! je me reprochais la mienne, et je me la reprocherais encore, si elle ne m'avait valu ces précieux témoignages de votre estime. Je suis cependant bien loin, monsieur, de croire un instant tout ce que vous me dites de si flatteur. C'est l'amitié que la famille de madame de Lacretelle veut bien m'accorder qui vous a donné cette heureuse prévention en ma faveur. C'est elle aussi qui m'a engagée à vous écrire avec cette ouverture de cœur qui m'est si naturelle et qu'il m'est d'ailleurs impossible de ne pas avoir avec ceux qui m'inspirent, comme vous, monsieur, tant de sentiments qu'il me serait bien difficile de bien définir, mais qui me portent si fort à la confiance. Pardonnez-moi, monsieur, si ma lettre a pu vous causer un instant de chagrin. Je conçois à merveille tout ce que vous me dites, je le concevais avant que vous ne me l'eussiez dit. Je n'avais pas besoin d'explication ; elle me prouve cependant encore davantage qu'on a voulu mettre des préventions entre mon fils et vous. Toute mon étude sera de lui en faire connaître l'injustice ainsi qu'à ceux à qui elles auraient pu se communiquer. Je ne veux cependant pas, monsieur, qu'il sache que je vous ai écrit à ce sujet, il croirait peut-être que j'ai manqué à sa confiance, et mon mari pourrait me reprocher aussi de ne pas lui en avoir témoigné assez, puisque j'ai agi dans cette circonstance tout à fait de moi-même ; je vous l'avoue, quoique ce puisse être un tort à vos yeux. *Vous voyez que vous en auriez un grand de me donner pour exemple à madame de Lacretelle. Oh ! monsieur, c'est elle qui est faite pour me servir en tout point. J'ai souvent arrêté ma pensée avec complaisance sur le bonheur de votre union, et c'est de tout mon cœur que je fais des vœux pour que rien ne puisse le troubler.*

Je vous supplie de nouveau, monsieur, d'être bien sûr que, quelle que soit l'issue des projets de mon fils, il ne s'élèvera jamais le moindre nuage dans mon esprit qui puisse nuire à mon entière confiance en vous et à ma reconnaissance pour l'intérêt que vous lui avez témoigné. Tout mon désir est que vous voudrez bien le lui conserver toujours : j'y attache le

1. Les passages soulignés dans cette lettre de Lamartine et dans celles de sa mère, qui suivent, sont inédits.

plus grand prix. Veuillez aussi, monsieur, me conserver les sentiments dont vous voudrez bien m'honorer et croire, ainsi que madame de Lacretelle, que j'y ai quelques droits par la juste appréciation que j'ai toujours faite des qualités si éminentes qui vous distinguent l'un et l'autre.

L'insuccès de son fils causa un vrai chagrin à madame de Lamartine. Quand elle connut ses incartades envers Lacretelle, qui s'en plaignit vivement à elle, ce chagrin s'accrut des appréhensions que lui causait la menace d'une rupture avec une famille qu'elle estimait. Elle comprit qu'il y avait eu en tout cela un malentendu et elle s'efforça, dignement et loyalement, d'en prévenir ou d'en atténuer les conséquences. C'est à madame de Lacretelle qu'elle écrivit le 13 décembre :

Combien je me reproche toujours, madame, d'avoir été la première cause, quoique bien innocente, de toute cette malheureuse affaire qui nous a tous si fort affligés. Pour moi, j'en ai eu la fièvre pendant deux jours ; mais j'aurais, je vous assure, voulu l'avoir bien plus longtemps et que rien de tout ce qui s'est passé n'ait eu lieu. Permettez-moi de ne plus entrer dans ces tristes explications, mais de vous supplier seulement de ne pas attacher trop d'importance à ce qui a été écrit dans des moments d'exaspération produits par des rapports qui ont exalté un esprit excessivement vif et sensible, et qui n'a certainement pas compris le sens offensant qu'on pouvait attacher à son premier billet, quoique hors de toute vraisemblance, et à mille lieues de son imagination. J'en serai bien contente, madame, je vous assure, et soyez assez généreuse pour tout oublier, et ce qui vous était personnel dans la seconde lettre. Votre caractère est trop connu, madame, pour pouvoir être affecté longtemps de l'injustice d'un premier mouvement de chagrin. Hélas ! j'en ai eu beaucoup moi-même ; mais, je le répète, j'aurais bien voulu qu'il fût tout pour moi, je devrais y être moins sensible qu'une autre, en ayant tant éprouvé !... *Je m'arrête, madame, j'affligerais votre bon cœur, le mien n'étant pas satisfait non plus de la lettre que je vous ai écrite après avoir reçu celle qui m'a fait tant de peine. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous exprimer encore tous mes regrets, de vous supplier, ainsi que monsieur de Lacretelle, de ne conserver aucune trace de tout ceci, d'être bien sûre que toute mon occupation sera de faire partager à tous ceux sur qui je peux exercer quelque influence, la parfaite estime, la considération si distinguée, enfin tous les sentiments que vous méritez si bien l'un et l'autre.*

Lamartine, déçu et irrité, passa plus de vingt-quatre heures à maudire ses juges. Quoiqu'il eût déclaré, dans une lettre à

Virieu, et sous une forme peu académique, qu'il « s'en fichait », sa candidature avait fini par le passionner. On n'est jamais indifférent, ni à l'Académie, ni ailleurs, au résultat d'un effort que l'on a volontairement tenté. Et l'on s'en prend aux autres d'un échec que l'on supporte mal. Lamartine ne manqua pas à la règle commune. « Si j'ai quelque chose en mépris et en haine, — disait-il, — ce sont les corps où la médiocrité se soutient pour écraser ce qui l'offusque. » Le jugement était sévère, mais il ne devait pas empêcher Lamartine de récidiver. Quelques jours après son revers, dont la poésie satirique s'empara contre Droz, Villemain avait dit à Lamartine : « Si jeune, si connu dans l'Europe, si souvent cité, vous nous reviendrez. » Pourtant un intervalle de cinq ans s'écoula entre sa première candidature et la seconde. C'est seulement en septembre 1829 que Lamartine se présenta de nouveau à l'Académie. Son bagage littéraire s'était accru du *Chant du Sacre*, médiocre poésie de circonstance, et de l'admirable *Dernier Chant du Pèlerinage de Childe Harold*. Il tenta la fortune sur le fauteuil de Daru, qui, lors de son premier essai, l'avait « reçu comme un dieu ».

Andrieux, auquel des comédies justement oubliées et des contes qui mériteraient de ne pas l'être, avaient ouvert, par arrêté consulaire en 1803, les portes de l'Académie, employait toute son énergie et toute son influence à les fermer aux novateurs. Lamartine n'avait pas trouvé grâce devant la sévérité intransigeante de son goût. Quand parurent les *Méditations*, il les accueillit avec des imprécations, traitant l'auteur de pleurard et de poitrinaire. Le quasi-succès de Lamartine dans l'élection du 2 décembre 1824 lui arracha ce cri de colère, dont Patin fut le confident : « Nous l'avons échappé aujourd'hui, monsieur. Est-ce assez de misères? » En 1829, son mépris n'avait pas désarmé. Il suscita, pour évincer Lamartine, la candidature de Maret, duc de Bassano, nommé en 1803 et exclu par l'ordonnance royale du 21 mars 1816, qui avait en même temps éliminé Arnault, Lucien Bonaparte, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, Garat, Cambacérès, Maury, Merlin de Douai, Sieyès, Roederer et Étienne. Arnault et Étienne avaient été réélus dans les premiers mois de 1829. L'opposition d'Andrieux s'aggravait de son titre de secrétaire perpétuel.

Lamartine vit la nécessité d'agir. Le 27 septembre 1829, il écrit à madame Amable Tastu, l'auteur d'un volume de *Poésies* paru en 1826, où une pièce *Les deux Poètes* célébrait sa gloire à l'égal de celle de Casimir Delavigne :

Vous avez bien voulu, une fois, avant que j'eusse le bonheur de vous connaître, employer un peu de votre crédit d'amitié en ma faveur. Je vous en ai gardé une vive et longue reconnaissance. Serez-vous moins bienveillante pour moi aujourd'hui?

Voilà ce que j'ai à vous demander. J'en suis un peu honteux, mais le motif m'excuse. J'ai un père qui a soixante-dix-sept ans. Il est par conséquent de l'ancien régime en tout et regarde comme l'apogée de la gloire humaine un fauteuil, comme cela s'appellait (*sic*) à l'Académie française. Je meurs de peur de mon côté de ne pouvoir lui procurer cette gloire pour son fils si je ne me dépêche pas de l'atteindre. Je voudrais donc demander la place de M. Daru, mais les circonstances me forcent de la demander d'ici. Je sais que M. Lemercier est de vos amis. Je voudrais que vous lui demandassiez sa voix, si elle est libre, et celles de quelques-uns de ses amis qui sont, je crois, le moins bien disposés pour moi, et je vous serais surtout extrêmement obligé de me faire savoir si je puis y compter ou non.

Mille pardons de ma sollicitation, mais je ne la crois point cependant trop indiscrette (*sic*). J'ai trop d'admiration et de dévouement pour vous pour ne pas espérer que vous ayez aussi quelque amitié pour moi. On ne se trompe jamais en jugeant des dispositions des autres par les siennes propres.

Veuillez, madame, me rappeler au souvenir de M. Tastu et agréer les assurances de mes sentiments de respect, d'admiration et même de reconnaissance.

ALP. DE LAMARTINE

Au château de Monculot, près Dijon, 27 septembre[1].

Lamartine ne précisait pas la nature des circonstances qui l'empêchaient de se rendre à Paris pour briguer les suffrages des académiciens. Ses amis, sans mettre en doute son succès, regrettaient une absence qui risquait d'en diminuer l'importance. Villemain, surtout, dont le dévouement s'employait avec la plus grande activité au profit du poète qu'il admirait et qu'il aimait, le mettait en garde. « Vous serez élu. Absent,

1. *Lettre inédite.* Les lettres de Lamartine que je donne comme inédites appartiennent toutes en original à ma collection particulière. Elles ne figurent pas dans la Correspondance générale et j'ai tout lieu de croire qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une publication séparée.

votre majorité est certaine. Présent, elle serait infaillible et nombreuse. Venez donc, si vous le pouvez. »

***

Lamartine ne vint pas. C'est à un autre académicien, Brifaut, qu'il donna la raison de sa détermination. Brifaut joua dans l'élection de Lamartine un rôle qui, à distance, peut surprendre. Son influence fut considérable. Nous ne connaissons pas Brifaut, dont nous savons à peine le nom et dont l'œuvre nous échappe. Cette œuvre eut pourtant avec *Ninus II*, tragédie jouée au Théâtre-Français le 19 avril 1813, une heure de célébrité. La scène se passait d'abord en Espagne, sous le règne de don Sanche, roi de Léon et de Castille. Quand nos troupes franchirent les Pyrénées, l'auteur, dont la moitié de la pièce était faite, en transporta le sujet à Ecbatane, capitale de la Médie. Le génie de Talma en assura le succès plus que sa valeur propre. Brifaut, Bourguignon d'origine modeste, dut à ce succès de développer dans le grand monde des relations que des contes en vers, une conversation brillante et l'art de plaire aux femmes lui avaient déjà ouvertes. *Aurélien*, dont la scène se passait à Rome, dans le palais des Empereurs ; *Cyrus et Artaxerxès*, qui avait son action en Perse, dans les plaines de Cunaxa ; *Alexis IV*, empereur de Constantinople ; *Lamech* ou les *Descendants de Caïn*, suivirent *Ninus II*, de 1817 à 1820, sans être exposés aux feux de la rampe et aux risques de la représentation. Brifaut s'en consolait en écrivant des vers badins, en faisant des visites et en rendant aux dames du noble faubourg des services dont elles appréciaient à la fois le zèle, le désintéressement et la discrétion.

La correspondance de cet homme d'esprit sentait un peu le petit abbé de l'ancien régime. Elle avait une préciosité enjouée dont telle lettre qu'il adressait à un évêque démissionnaire à Dijon, au début de 1819, donne bien le ton :

Monsieur l'Évêque,

Vous me donnez rarement de vos nouvelles et je n'ose vous prier de me mettre plus souvent au fait sur cet article dans la peur de vous fatiguer. Cependant vous avez toujours eu tant de bonté pour moi que je m'étonne quelquefois de recevoir si peu de marques de votre souvenir. Un mot, un seul mot : je me porte bien, est sitôt écrit !

Monsieur l'Évêque, ce mot-là ne vous coûterait guère et il me rendrait bien heureux. Oserai-je vous le demander? Voudrez-vous me l'accorder? Si vous ne me l'accordiez pas, ce serait le seul bienfait que vous m'auriez refusé. Votre main est-elle fatiguée d'écrire? Je suis persuadé que monsieur Silvestre vous prêterait volontiers la sienne pour une bonne action. Voilà du moins comme j'agirais à sa place, et il me vaut bien.

Quoique vous ne me demandiez jamais de comptes, je me plais à vous en rendre. Ma situation est assez douce : je n'ai ni ambition ni cupidité : je vis de ce que j'ai, en homme qui sait le prix de l'indépendance et qui ne se fera jamais esclave pour avoir un valet. Je travaille : j'ai sur le métier une tragédie dont le sujet est tiré de notre histoire ; je compte qu'elle sera faite et jouée dans l'année. Après le succès ou la chute, il est possible que j'aille faire une promenade en Suisse où j'ai promis d'aller au devant de la princesse Kourakin, une femme de mes amies partie dernièrement pour la Russie et qui doit revenir cet automne à Paris. Si mon voyage a lieu, j'aurai le bonheur de vous embrasser en passant par Dijon, et je n'éprouverai qu'un regret, celui de n'y pouvoir rester quelques jours.

Je viens de perdre un bon ami dans l'abbé Morellet qui était le contemporain du siècle dernier presque tout entier et dont l'esprit s'est maintenu ferme et lucide jusqu'au dernier moment. Il s'était singulièrement attaché à moi ; il disait : « Je ne croyais pas que mon vieux cœur pût encore s'attendrir et voilà que j'aime ce jeune homme avec toute la sensibilité d'un père. » Il avait quatre-vingt-douze ans quand il est mort ; j'espère que vous irez plus loin et que vous serez plus heureux que lui, car il ne marchait plus.

Le marquis de Marialva a passé par Dijon il y a dejà du temps et il a demandé comment vous vous portiez ; vous traversiez la rue dans le moment ; on vous a montré à lui et il m'a dit qu'il avait eu une grande envie d'aller à vous, mais il n'a pas osé. Il y a des ambassadeurs qui parlent aux rois et qui craignent d'aborder les hommes de mérite, mais celui-ci n'est pas du nombre ; il estime les talents ; il honore la vertu ; et s'il n'est pas allé chez vous, c'est qu'il a craint de vous embarrasser. J'imagine qu'il aurait été peu importun en vous parlant de moi. Je l'ai grondé de sa réserve ; une autre fois il fera mieux.

Adieu, monsieur l'Évêque. Je pense souvent à vous, à votre santé, à vos occupations, et malgré les beaux salons où je vis et les plaisirs brillants qui m'entourent, je regrette le coin du feu de votre cuisine et nos bonnes conversations. Je ne dirai pas comme mademoiselle Arnoult : « Ah ! le bon temps où j'étais si malheureuse ! » Je dirai : Oh ! le bon temps où j'étais si content de vivre auprès de la vertu et de l'éloquence !

Recevez les hommages tendres et respectueux de celui qui fut toujours, monsieur l'Évêque, votre plus dévoué serviteur.

BRIFAUT

Alexis IV, empereur de Constantinople, était la tragédie que Brifaut avait sur le chantier en cette année 1819. Trop modeste et trop homme de goût pour avoir une ambition démesurée ou prématurée, il ne songea que plus tard à l'Académie quand ses épîtres, ses contes et ses relations eurent augmenté ses chances. Mais j'imagine que cette idée le hantait déjà quand il écrivait, en septembre 1825, à Lacretelle une lettre empressée et même obséquieuse, où la flatterie tenait plus de place que la dignité. Lacretelle est ce même académicien dont le dévouement à la cause de Droz avait, une année avant, empêché l'élection de Lamartine. Il venait de publier une *Histoire de la Révolution*. Brifaut lui disait son admiration :

Vous ne concevez pas, mon cher maître, tout le plaisir que me font vos lettres et les jolis mots dont madame Lacretelle les embellit encore. Il me semble qu'elles sont datées de l'Éden. Je crois voir le Paradis ouvert ; je respire une odeur de vertu ; je me sens pénétré de je ne sais quelle douce paix que le monde ne donne point ; j'éprouve tous les ravissements que le ciel a mis dans votre cœur et dans celui de votre compagne : tant le tableau d'un bonheur pur et innocent influe puissamment sur les dispositions d'un esprit que la société n'a point corrompu ! Votre dernière missive est venue me consoler de bien des souffrances ; je sortais des accès d'une fièvre abominable qui m'avait fait prendre la vie en horreur. En vous lisant, j'ai oublié mes maux, je me suis senti charmé par la peinture de vos jouissances vraies, j'ai retrouvé du goût pour l'existence, et c'est, en grande partie, à vous que je le dois. Je vous remercie de ce service, ou plutôt de ce bienfait. Vos deux volumes, qu'on m'a remis à mon retour, ont charmé ma convalescence, malgré la triste horreur du sujet. Vous avez eu l'art de m'intéresser, même à des monstruosités. C'est bien de vous, mon cher maître, qu'on peut dire, comme de l'orateur : *vir bonus dicendi peritus*. Il y a dans tout ce que vous écrivez une fleur de probité qui parfume votre éloquence et la rend plus exquise. On partage tous vos sentiments, on entre dans toutes vos pensées. Vous vous indignez, on s'indigne ; vous admirez, on admire. Tel est l'ascendant du talent et de la vertu réunis. Je ne finirais pas si je vous disais tout ce qui m'a frappé dans ces deux derniers volumes, tant la narration est rapide et entraînante, tant chaque partie est bien traitée. Que de vigoureux coups de pinceau ! quelle énergie dans la peinture de cette immense variété de crimes que vous condamnez à subir, sous vos plumes, une horrible et inévitable immortalité ! Quelle suavité, au contraire, dans la description des derniers moments de la Reine, de madame Élisabeth et de tant de victimes, dignes de partager la fin de celles dont elles avaient partagé les malheurs ! Vous savez attendrir

l'âme après l'avoir consternée. Toutes les couleurs sont sur votre palette. Tous les moyens d'émouvoir sont dans votre talent. Grâce à vous, nous avons une histoire de la Révolution qu'on pourra lire avec un vif intérêt et c'est un tour de force que vous pourrez vous vanter d'avoir fait. Vous seul en étiez capable.

N'est-il pas vrai, madame, qu'il n'y avait que lui pour se tirer si bien d'un pas si difficile, comme il n'y a que vous pour le récompenser par une félicité sans borne d'avoir employé à cette louable entreprise un talent sans égal? Je vous trouve tous les deux bien faits l'un pour l'autre. Vos âmes sont jumelles ; elles ne pouvaient manquer de s'associer. Votre existence si douce, si heureuse, si tranquille, est un phénomène dans le siècle ; mais êtes-vous du siècle? Non, vous êtes tous les deux de l'âge d'or, et vous ne faites que vous promener, par hasard, dans l'âge de boue, mais sans vous y crotter. Pour moi, qui ai le malheur d'y barbotter un peu, à mon grand regret, je ne m'en console qu'en vous aimant l'un et l'autre, comme il faut aimer la vertu et comme je sais aimer la gloire.

Mille tendres hommages d'un cœur qui vous est tout dévoué [1].

Lacretelle aurait eu le cœur fermé à la gratitude s'il n'avait pas payé en monnaie académique l'encens d'un tel éloge. Brifaut, sollicité deux mois plus tard par un ami imprudent de poser sa candidature au fauteuil de Preameneu, se croyait déjà assuré de dix-huit voix et du succès lorsque la préférence marquée par Charles X en faveur du duc Mathieu de Montmorency le détermina à ajourner ses espérances. Il le fit avec une bonne grâce qui ne tarda pas à recevoir sa récompense. L'auteur de *Ninus II*, dont de Barante et Lebrun étaient les concurrents, fut élu le 10 mai 1826 en remplacement de d'Aguesseau. Guiraud, l'auteur des *Ramoneurs*, connut le même jour le même succès, ce qui inspira au *Figaro* une inoffensive épigramme :

Brifaut, Guiraud riment ensemble.
Le nom d'académicien
Avec ces deux noms-là ne rime pas trop bien :
Ces deux noms-là valent qu'on les rassemble,
Puisque l'on dit qu'ils ne riment à rien.

***

Lamartine, retenu dans ses terres, ne faisait pas des visites. Il écrivait, directement ou par intermédiaire, aux académiciens dont il croyait pouvoir escompter le concours. Il se

1. Ces deux lettres de Brifaut sont inédites.

garda bien d'oublier Brifaut. Il l'avait rencontré quelques années avant la publication des *Méditations*, dans l'hospitalière maison de Michaud, l'auteur des *Croisades*. A ce moment, Brifaut était célèbre, tandis que Lamartine, presque inconnu, débutait dans le monde où ses « paroles d'or » commençaient à attirer l'attention. Brifaut l'entendait avec un ravissement qui n'alla pas pourtant jusqu'à la curiosité de demander qui il était. Quand les *Méditations* parurent, sans nom d'auteur, il les dévora avec enthousiasme et il n'hésita pas à reconnaître dans leur talent l'ami anonyme qu'il avait connu chez Michaud, Convié à déjeuner chez Lagrené avec l'auteur « dont les trompettes de la Renommée répétaient chaque matin les louanges », il vit qu'il ne s'était pas trompé. Il a raconté cette entrevue dans un passage, qui mérite d'être reproduit, de ses vivants et pittoresques *Récits d'un vieux parrain à son jeune filleul*, la plus durable de ses œuvres. On y retrouvera l'écho de l'extraordinaire impression que les *Méditations* avaient produite dans un moment où, selon la remarque de Charles Nodier, les vers étaient tombés dans un tel discrédit que les libraires n'en voulaient plus.

Si je renouai bien vite avec lui, je n'ai pas besoin de le dire. Notre matinée se passa divinement. Il nous dit des vers nouvellement éclos de son génie ; il les débitait comme un prophète sur son trépied : l'inspiration lui donnait je ne sais quoi de surnaturel. Oh ! avec quelle religieuse attention chacun de nous recueillait dans son cœur ces magnifiques stances, qui le pénétraient des joies du ciel ! Cette étroite salle à manger se changeait pour nous en un sanctuaire où les anges faisaient la répétition de leurs concerts séraphiques. Je ne le loue pas bien ; mais qui peut louer dignement de telles poésies? Quelles paroles ont assez d'éloquence pour peindre les bouleversements de nos pensées, les ravissements de nos âmes, jetées par une magie inconnue dans cet ordre d'incomparables beautés ! La langue poétique semblait s'être agrandie, épurée, perfectionnée. Lorsqu'il eut achevé son hymne lyrique, nous nous regardions tous, muets, haletants, étonnés, éperdus, comme si quelque grand événement avait changé la marche des choses sur la terre. Et qui produisait ces merveilles? Un mousquetaire réformé de vingt-neuf ans.

Depuis cette époque, nous avons vécu, lui et moi, dans une heureuse et douce intimité. Cependant ses courses en province, ses voyages diplomatiques, mille circonstances contrariantes nous séparèrent trop souvent ; car il a toujours eu des goûts aériens qui le faisaient aller de çà, de là, à ballon perdu.

C'est Brifaut, s'il faut en croire les *Souvenirs* de Delécluze, qui avait révélé à Ch. Loyson le génie naissant de Lamartine et provoqué ainsi l'article élogieux qu'il publia, peu de temps après l'apparition des *Méditations*, dans *le Lycée Français*.

Il ne semble pas pourtant que cette « douce intimité » dont il parle fût déjà établie entre lui et Lamartine au moment où celui-ci sollicitait son suffrage et son concours pour remplacer Daru à l'Académie. Du moins le ton de la correspondance échangée entre eux ne l'indique-t-il pas. Les lettres de Brifaut, à l'exception d'une seule, que Valentine de Lamartine a publiée dans la correspondance adressée à son oncle, ont disparu. Au contraire, celles de Lamartine, jusqu'ici inédites, ont heureusement échappé à la dispersion.

Daru était mort le 5 septembre 1829. Dès le 27, Lamartine tâta le terrain et se mit sur les rangs. Il écrivit ce même jour sa première lettre à Brifaut en même temps qu'il sollicitait l'intervention de madame Tastu auprès de Lemercier. Lemercier était engagé pour le duc de Bassano. Brifaut était-il libre? C'est la question que Lamartine lui posait [1].

Monsieur, J'ai une requête éventuelle à vous présenter. Je désirerais remplacer M. Daru à l'Académie. Dans le cas où j'écrirais au secrétaire perpétuel pour lui manifester mes prétentions, appuyées de trop faibles titres, voudriez-vous m'accorder votre suffrage et m'appuyer auprès de vos amis? Si vous avez des engagements préalables, soyez assez bon pour me le dire avec une franchise dont je serai reconnaissant.

Je ne voudrais solliciter qu'à coup sûr : un second refus me paraîtrait trop pénible à supporter. Je ne me mettrai officiellement sur les rangs que si les chances me semblent assurées, et au dernier moment. M. Laîné a la bonté de me diriger dans mes tentatives. Je vous ai indiqué à lui comme un des académiciens que je croyais le mieux disposés par une ancienne bienveillance en ma faveur. Me suis-je trompé?

Comme j'ignore si vous êtes à Paris, et que je ne compte pas y aller moi-même, je prie monsieur de Villeneuve par monsieur de Narbonne de vous découvrir et de vous faire parvenir ce billet.

Agréez les nouvelles et constantes assurances de mes sentiments les plus distingués et, je dois peut-être ajouter, de ma reconnaissance.

ALP. DE LAMARTINE

Brifaut, comme Lemercier, était engagé en faveur du duc de Bassano. La lettre de Lamartine venait trop tard ! Était-ce

1. Lettre inédite.

un coup d'Andrieux? On peut le croire, quoique les *Souvenirs* de Brifaut ne révèlent pas entre eux une intimité particulière. Lamartine mettait tout son espoir dans le retrait de la candidature de Maret. Le 10 octobre, il écrivait à Brifaut [1] :

Je reçois votre affligeante réponse. Vous avez tort de me reprocher mon silence. Je n'y songeais pas quand je vous ai vu, puisque personne n'avait laissé de place vacante. Quelques-uns de vos collègues, parmi lesquels messieurs Lainé, Barante, Villemain, Châteaubriand, Cuvier, Feletz, me firent demander de me présenter à la première vacance. Je tiens ma promesse ; voilà tout. Je ne croyais pas qu'on s'engageât avant de savoir entre quels concurrents on aurait à prononcer. On me mande que monsieur le duc de Bassano se retirera vraisemblablement cette fois : il me reste cet espoir. Je suis dans l'impossibilité absolue d'aller solliciter moi-même, il ne faut pas présenter sa joue à trente soufflets. C'est assez d'un selon l'Évangile, et je l'ai reçu en 1824.

Je suis désolé de ne pas vous avoir pour moi. Mais j'aime votre franchise. Vous avez tort de me faire des reproches. Je vous ai toujours aimé d'esprit et de cœur. Nous nous sommes peu vus, parce que j'ai vécu ou à l'étranger ou dans la retraite et que vous êtes au plus épais du monde, mais je n'ai jamais douté d'une sympathie entre nous. Espérons que nous nous verrons plus et mieux dans l'avenir. Adieu.

Si on vous dit : pourquoi ne vient-il pas? répondez en ami : sa mère est malade, il l'est lui-même, il a fait ses visites rigoureusement en 1824. Faut-il en faire tous les ans? Je ne les referai jamais. Ce serait surrérogation d'humilité et de fatigue perdue. Je sais comment on est reçu.

Adieu encore.

LAMARTINE

Les nouvelles de la retraite du duc de Bassano se précisaient. Il ne voulait pas, par une rentrée inopportune, priver d'un droit escompté des candidats dont les titres avaient été retenus par l'Académie. Lamartine, heureux de cette décision presque certaine, en prévenait Brifaut par une lettre du 24 octobre et le mettait en garde contre la candidature annoncée du général Philippe de Ségur, l'auteur de l'*Expédition de Russie* [2].

Mon cher ami. Tout le monde me dit que monsieur de Bassano n'y compte plus. Souvenez-vous de moi. Je crains seulement monsieur de Ségur. Soutenez-moi, je vous prie, contre ceux qui se plaindront de mon absence, dites-leur même la vérité s'il le faut, la vérité est que

1. Lettre inédite.
2. Lettre inédite.

je n'ose pas m'exposer en face à ce refus, s'il a lieu : or quoi de certain sous le soleil et sous le dôme des quatre Nations?

Si j'ai votre voix, je me crois assuré du succès, ou même, si vous la donnez au duc, et puis au ballottage à moi, si cela est faisable. Adieu ; à revoir, j'espère, le 8 novembre.

LAMARTINE

Lamartine, encouragé par les lettres affectueuses de Brifaut, avait passé, en trois semaines, dans l'appellation qu'il lui donnait, du *monsieur* à *mon cher ami*. Il n'avait pas tort de « craindre » Ségur. Brifaut lui mandait que cette candidature, plus redoutable que celle du duc de Bassano, lui enlevait cinq ou six voix. Malgré ses relations avec le général et avec sa famille, Brifaut, cette fois, ne lui donnerait pas sa voix. « Cette voix, — écrivait-il à Lamartine, — je la réserve à un poète que je mets à part entre les poètes, qui a composé un nombre infini d'admirables vers, qui mérite de passer avant tout le monde et que je serai également fier et heureux d'appeler mon confrère. Je ne nomme personne, et pourtant j'espère qu'on m'entend. » Mais pourquoi ce poète, résistant aux sollicitations pressantes de ses amis les plus dévoués, s'obstinait-il à rester dans sa province et se refusait-il à des visites qui auraient fait de son succès un triomphe? Presque au même instant que Villemain, Brifaut, qui se disait le Cassandre de l'amitié, donnait à Lamartine un sérieux avertissement et de pressants conseils. « Est-il décidé que le génie des vers sera incompatible avec le don de la sagesse? »

Lamartine s'en tenait, pour justifier son absence, aux explications qu'il avait données à Brifaut dans ses lettres du 10 et du 24 octobre. Il les renouvela en ces termes le 3 novembre[1] :

Mon cher ami. Je suis bien touché de votre sollicitude vraiment admirable pour mes intérêts académiques. Soyez convaincu que je la sens vivement et que j'ai honte de voir mes amis si zélés et moi si inactif dans une affaire qui ne concerne que moi. Soyez de plus convaincu que j'ai un vif et sincère désir du succès, malgré mon apathie forcée ; cela ferait le bonheur de mon vieux père et non le mien, mais par là même ce serait du mien aussi. Votre lettre me désole donc. Mais je ne puis aller voir des figures négatives et rapporter de la honte toute chaude. J'aime mieux attendre dans ma paisible obscurité, ici où personne ne me dira rien du succès ou de la chute, où je travaille en paix le lendemain comme la veille du 5 novembre.

1. Lettre inédite.

Qu'est-ce que ma visite ferait à des gens qui sont décidés à me repousser toujours, parce que je ne marche pas sur leurs traces ou dans leurs rangs? J'ai écrit à plusieurs pour n'avoir rien à me reprocher : cela vaut bien une carte.

Adieu. D'après vos nouvelles, je n'attends plus rien. Je sais mon sort et je m'y résigne. Mais d'où vient cette défection? J'ai plus de vingt voix promises. Pourquoi me quittent-elles? Je n'y comprends rien. Adieu encore, et soyez sûr que je me souviendrai tant que je vivrai de ce que vous m'avez montré d'amitié en ceci. J'en ai une bien préparée et bien naturelle pour vous.

Mille compliments à monsieur Rocher. Rappelez-lui un recours en grâce pour un homme de Mâcon, il connaît l'affaire.

LAMARTINE

Lamartine, dont les inquiétudes augmentaient à mesure que l'on se rapprochait du scrutin, avait eu le tort de se décourager. Toutes les voix promises ne furent pas fidèles, puisqu'il en escomptait plus de vingt, mais l'écart ne fut pas considérable. Il réunit, au premier tour de scrutin, 19 suffrages contre 14 donnés à Philippe de Ségur, qui fut d'ailleurs élu, selon le vœu de Brifaut, quatre mois après.

La joie que Lamartine pouvait ressentir de son succès fut troublée par un grand malheur : il perdit, le 19 novembre, sa mère, qu'il adorait. Sa douleur s'exprima en termes émouvants dans une lettre du 11 décembre adressée à la princesse Adèle Borghèse [1] :

Je le pensais, chère Princesse, car on a l'instinct dans la douleur, surtout de ses vrais amis : je pensais que vous seriez atteinte du contrecoup de notre propre désolation. Je vous en sais si bon gré et j'en étais si sûr qu'en écrivant au marquis Caponi je lui en parlais. Vous aura-t-il fait mes douloureuses commissions? Je ne puis jamais dire à personne et jamais me dire à moi-même ce que c'est pour moi qu'une pareille perte ; il faut pour la comprendre avoir vécu trente ans avec une créature vraiment surhumaine et avoir été comme moi la pensée de toute sa vie, le sentiment de toute son âme ! Je ne puis dire que désormais je vivrai moitié moins. C'est la mort de tout mon passé et d'une partie si douce de mon avenir ! Je n'ai heureusement pas à me reprocher de ne l'avoir pas senti quand elle vivait, je le pensais comme aujourd'hui, je ne lui ai pas causé une minute de chagrin volontaire, excepté par les légèretés de ma jeunesse qu'elle me pardonnait avant que je ne me les fusse pardonnées à moi-même. C'était la vertu la plus indulgente que j'ai vue. Elle vous connaissait, elle vous aimait par nous et à cause de nous. Pleurez-la donc avec nous.

1. Inédite.

Je suis occupé ces jours-ci du douloureux devoir, de la triste consolation de transporter sous notre garde, sous nos larmes, à Saint-Point ce qui nous reste de ses reliques terrestres et de lui élever une petite chapelle où nous puissions au moins prier et pleurer sans témoins. Nous quitterons ce triste séjour de Mâcon pour passer à Paris mars et avril et être reçu à l'Académie, je ne sais après cela ce que nous deviendrons. Je m'y intéresse bien moins depuis que j'ai perdu un des principaux mobiles de ma vie. Si du moins vous étiez à Paris en avril ou mai? ce serait pour nous un plaisir indicible que de vous revoir un peu à loisir. N'y viendrez-vous pas?

Adieu, chère Princesse. Marianne n'est pas mal de santé, elle vous dit mille choses tendres ; plus elle est exclusive en affection, plus les siennes sont vives. Vous êtes une des principales.

Mille souvenirs et respects à Vous et au Prince et à nos amis qui vous parlent de nous.

A. DE LAMARTINE

La préoccupation de sa réception qui s'exprime dans cette lettre se retrouve dans celle que Lamartine écrivit à Brifaut le 2 janvier 1830. Elle est, à tous égards, le document le plus intéressant du dossier que je mets au jour [1] :

Si je ne vous aimais pas d'instinct et de jugement depuis que je vous ai connu, je vous aimerais maintenant où j'éprouve et dans le bien et dans le mal toutes les délicatesses de votre âme sensible et aimante. Rassurez-vous donc sur la nature du sentiment que m'inspirent vos lettres si affectueuses. C'est tout reconnaissance et sensibilité. J'y réponds bien mal parce que je n'ai plus de paroles, je suis triste jusqu'à la mort et les jours n'y font rien. J'ai trop perdu. Mais j'éprouve cependant en lisant les lettres que vous m'écrivez et celles de quelques vieux amis que c'est un bienfait de la Providence que cette sympathie à nos tristesses entendue dans l'âme des autres ! Cela ne console pas, mais cela rappelle que l'on vit, qu'il faut vivre et qu'on ne vit pas encore seul.

Je suis solitaire par nature, il est vrai, mais ce n'est que physiquement que je vis seul ; ma pensée a toujours été avec les autres, voilà pourquoi elle retombe si péniblement sur moi quand je perds ce qui l'occupait en grande partie. Écrivez-moi donc chaque fois qu'une bonne pensée vous viendra. Je répondrai inexactement et mal, mais vous pouvez être sûr que ces lignes de vous auront été lues avec un œil ami et heureux.

Je vais m'occuper, si je le puis, d'écrire mon discours de réception dans quelques semaines. On m'a envoyé force notes. Donnez-moi, je vous prie, les renseignements suivants à l'égard de tout ceci.

Combien faut-il que dure ce discours?

1. Inédit.

A quelle censure passe-t-il, et combien de temps y reste-t-il?

Suffira-t-il que j'aille à Paris dix jours avant de le prononcer?

Faudra-t-il être en uniforme de l'Institut, ce jour-là?

Qu'est-ce que l'uniforme, et combien coûte-t-il? Est-il long à se faire?

Lit-on le discours, ou le récite-t-on?

Pardon de tous ces minutieux détails, mais il faut les savoir. J'ai recours pour cela à votre bonté. Ne vous ennuyez pas à me les écrire ; faites-les-moi écrire par qui que ce soit sous votre dictée.

Adieu, que faites-vous? Avez-vous sur le métier quelque ouvrage qui occupe et amuse votre pensée? C'est l'essentiel : l'immortalité est une plaisanterie plus ou moins longue dont nous savons le fin mot. Se plaire à soi-même, voilà tout l'écrivain ; si on veut plaire de plus à quelques amis, c'est trop. Envoyez-moi donc quelques morceaux de vous. J'aime vos vers où l'esprit et la sensibilité sont si bien mariés que l'un ne fait jamais tort à l'autre.

Adieu encore. Je suis si malade que je ne puis écrire, mais griffonner. Je voudrais aller en Orient retrouver au moins du soleil ! Je ne puis vivre sous ce ciel. J'aspire à me faire réemployer depuis mon malheur. J'ai bien moins de liens ici. Adieu donc tout de bon.

LAMARTINE

Lamartine prit séance le 1er avril 1830. Il prononça un discours élevé et éloquent, magnifique et prophétique, qui fit une impression profonde. Dans quelle mesure profita-t-il des conseils qu'il avait demandés à Brifaut? Je ne saurais le dire, mais Sainte-Beuve, dont la place était marquée dans cette cérémonie, loua sa « voix sonore et retentissante, son timbre éclatant et pur, son geste simple ».

Ce discours de réception inspira à Brifaut, le 12 juin 1830, une *Épître à M. de Lamartine* dont les intentions généreuses ne rachètent pas la platitude. Il faut seulement en retenir l'invitation qu'il adressait à l'auteur des *Méditations* de sortir de la poésie de sentiment pour entrer dans l'action, une action qui l'opposerait à la fois au despotisme et à l'anarchie. Il l'appelait, d'un mot dont il ne mesurait certainement pas toute la portée, *législateur prophète* et il s'écriait dans un vers détestable :

Louange au fondateur d'un si riche avenir.

L'avenir de Lamartine dépassa et déconcerta souvent les prédictions politiques de Brifaut, mais ces divergences ne

troublèrent pas leur intimité. J'en trouve la preuve dans plusieurs billets de Lamartine[1].

Celui-ci, sans date :

Monsieur de Lamartine est venu pour avoir l'honneur de voir monsieur Brifaut et lui dire que madame de Lamartine est trop sérieusement indisposée pour qu'il puisse aller déjeuner demain chez lui. Il le prie d'agréer tous ses regrets et de croire à tout le plaisir qu'il a eu hier à le voir et à l'entendre ; il espère que ce plaisir se renouvellera dans un meilleur moment.

Le 11 janvier 1836, Lamartine écrivait à Brifaut :

Mon cher confrère et ami,

J'ai été en vain deux fois chez vous pour savoir si vous étiez assez généreux (ce dont pour ma part je suis sûr) pour avoir oublié votre petite brouillerie avec Hugo et le recevoir s'il allait chez vous solliciter votre suffrage. Répondez-moi un mot que je lui communiquerai. Mille sentiments affectueux et persévérants.

LAMARTINE

L'Académie préféra Dupaty à Victor Hugo. Brifaut prit sa part, malgré l'insistance de Lamartine, de cette sotte injustice. Il avait pourtant collaboré à la *Muse Française* avec l'auteur des *Odes*. Et même c'est lui qui avait prêté à Victor Hugo, en 1823, la culotte courte avec laquelle le poète, admis à une audience privée de Charles X, s'y était rendu pour lui offrir un exemplaire de son *Ode sur le sacre !*

Voici enfin une dernière lettre de Lamartine à Brifaut, dont je n'ai pu déterminer la date :

Mon cher ami. De toutes les consolations dont vous me parlez, il n'en est qu'une réelle, c'est l'affection qui reste au fond du cœur de quelques hommes qui savent comprendre, sentir et aimer. Celle-là, vous me la donnez. Soyez-en béni.

Je vois avec bonheur que vous allez mieux. Pour moi, je vais encore mal et je ne puis surtout tenir une plume. J'espère vous voir bientôt et vous dire alors en longues et bonnes causeries ce que je voudrais tant et ne puis vous griffonner.

Le monde va mal comme nous, mais Dieu est derrière qui répare tout et revivifie tout. Aimons-nous donc et fions-nous du reste en lui.

LAMARTINE

1. Tous inédits.

Lamartine, dans les *Nouvelles Confidences*, parues en 1851, n'oublia pas Brifaut. Il lui fit une place dans le tableau qu'il traçait de la littérature sous la Restauration. « Brifaut, après avoir tenté avec succès la scène française par des drames jetés au moule de Voltaire, renonçait, pour la gloire légère des salons, aux travaux austères du tragique et semait, comme Boufflers, son esprit et sa grâce au vent. » D'autres écrivains, plus célèbres que Brifaut, n'étaient cités que par leur nom dans une énumération rapide. Lamartine n'avait donc pas oublié le concours que Brifaut avait, en 1829, donné à sa candidature académique. Il payait publiquement sa dette, avec l'habituelle générosité de son cœur, mais sans exagérer les mérites d'un homme d'esprit dont la conversation ingénieuse, nourrie des souvenirs d'une longue vie, était supérieure à l'œuvre.

LOUIS BARTHOU

AU FRONT DE FRANCE[1]

XXIV

L'en-tête de cette lettre va vous donner un coup, si vous savez ce qu'il signifie. Je me hâte de vous dire que je me porte très bien, tout ce qu'il y a de mieux. « Station d'évacuation », cela ne sonne peut-être pas aussi mal qu'« hôpital », quoique ce soit la même chose. Mais l'essentiel, c'est que je vais bien. Je vous avais dit que je m'en tirerais, et je m'en suis tiré. Le fait que je suis alité — dans le plus luxueux confort — n'est qu'un incident. Je suis sauf et bien portant.

On me dit ici que, dès qu'un officier est blessé, on en informe sa famille. J'espère que c'est ma lettre qui arrivera la première ; et laissez-moi vous assurer qu'il n'y a pas de quoi vous tourmenter. Ces bonnes gens vont me remettre sur pied en un rien de temps ; et je compte être bientôt de retour à la compagnie, et dans la nouvelle ligne.

C'est un shrapnell qui m'a touché à la jambe gauche et un peu au bras, juste au moment où j'avais le plus besoin de l'un et de l'autre. J'espère qu'on ne vous a pas dit que j'allais perdre la jambe, ou quelque chose du même genre : parce que ce n'est pas vrai. Notre chirurgien — un type épatant et

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 août et 1er septembre 1916.

merveilleux — m'a expliqué ce que j'avais ; et ma jambe sera bientôt aussi bonne que jamais.

Je vous envoie juste un mot pour vous faire savoir que je me porte bien. Je vous écrirai plus en détail demain.

Je me demande si les communiqués vous ont dit quelque chose. L'attaque a été splendide. Nous avons enlevé le saillant, et le « Grand Boyau » est bien loin derrière notre première ligne.

***

Je voulais vous écrire longuement pour vous raconter notre attaque. Mais nous avons été occupés. Les docteurs m'ont fait un petit nettoyage : histoire de me débarrasser de quelques souvenirs superflus ; et il paraît qu'il vaut mieux que je me tienne tranquille pour aujourd'hui ; je n'en serai que plus vite sur pied. Cette place est un vrai paradis : plus un vestige de la musique des marmites, et tout est si propre et si doux et si calme ; point de responsabilité, rien que l'aise et le confort. Quelle luxueuse flânerie je me paie !

***

Je me porte comme le diable ; mais si abominablement paresseux ! Vous ne vous en faites pas idée. J'espère que vous pourrez lire mon griffonnage au crayon ; juste un mot pour vous faire savoir que tout va bien. Je suis trop paresseux pous vous en écrire plus long ; je me contente de me vautrer dans le confort et la propreté.

***

Encore un jour de paresse. Je me sens si solide que je devrais réellement être au travail. Je me contente de paresser dans ce lit délicieux, en suivant des yeux les infirmiers et les infirmières qui trottent affairés — comme si j'étais dans un rêve. Le bon vieux Pacificateur est venu me voir, et c'est lui qui écrit cette lettre, en partie parce que je suis trop paresseux,

et en partie parce que j'aime mieux vous épargner la peine de déchiffrer les hiéroglyphes que trace ma main gauche. Le bras droit ne va pas mal, mais il paraît qu'il sera plus vite guéri en lui épargnant les fatigues ; et puis c'est vraiment chic d'avoir votre commandant de compagnie qui travaille pour vous.

Il dit que, pendant que j'y étais, j'ai été un nigaud de ne pas récolter quelque chose de plus sérieux, qui me vaille au moins une bonne petite convalescence. En fait, je suis sûr qu'il est bien heureux de penser qu'il ne sera pas longtemps privé de mes précieux services. La compagnie « A » a été relevée hier soir par une compagnie du..., dans nos nouvelles tranchées, vous savez, celles qui étaient à monsieur Boche. Comme cela les camarades ont un peu de repos ; ce n'est point le repos luxueux que j'ai ici, naturellement ; mais c'est tout de même quelque chose.

J'avais une foule de choses à vous dire, mais je suis tellement paresseux que je ne songe qu'à sommeiller toute la journée. Il paraît aussi que c'est l'heure pour les visiteurs de partir, et le Pacificateur a un bon chemin à faire avant d'être rentré. Je vous écrirai demain comme il faut. En attendant, le Pacificateur a eu l'obligeance de me dire qu'il vous écrirait ce soir pour vous raconter comment j'ai attrapé mes égratignures.

***

Lettre du Pacificateur.

Comme je l'ai promis, j'ajoute quelques lignes à la lettre de notre cher ami. Je ne lui ai pas encore dit, mais le fait est que je suis le seul officier de la compagnie « A » non blessé ; on nous a relevés hier soir pour nous reformer. Le lieutenant Morgan, « Taffy », est tué, et les pertes de la compagnie sont de trente-deux tués et soixante-dix-huit blessés. Nous avons payé gros ; mais vous comprendrez que c'était inévitable, si je vous dis que notre compagnie non seulement a mené l'attaque, mais l'a menée en partant de la fameuse « Ruelle des

Cotillons » qui est un point particulièrement difficile. Nous étions très fiers d'avoir été choisis pour mener la danse, et comparées au gain final, nos pertes sont en réalité peu importantes. Je crois même que, si l'on tient compte de la position gagnée, l'ensemble des pertes sur tout le front d'attaque est tout à fait minime. L'avantage remporté est considérable, et il n'y a pas la moindre chance que les Boches reprennent leurs tranchées; elles étaient solidement aménagées, dans une position des plus favorables ; et depuis que nous les occupons, nous avons travaillé jour et nuit à faire de ce coin une véritable petite forteresse. Je crois que notre avance va en amener d'autres d'ici peu dans le même secteur. Nous avons appris que les pertes boches étaient très élevées. Mais assez de stratégie : ce sont des nouvelles de notre ami que vous attendez.

Tout d'abord je prends la liberté de vous dire, ce que vous avez sans doute deviné, que c'est un très bel officier, et de grande valeur. Je ne suis pas mauvais juge, non seulement parce que je commande sa compagnie, mais aussi parce que j'avais déjà quelque expérience militaire avant la guerre, ayant servi un bon nombre d'années dans les volontaires, puis dans les territoriaux, jusqu'au moment où, sept mois avant la guerre, je fus affecté à notre bataillon. Je n'hésite pas à dire et à répéter que notre ami est un officier de valeur. Si notre compagnie passe pour la compagnie d'élite du meilleur bataillon de la brigade, je suis sûr qu'une bonne part de la réputation qu'elle s'est faite par son bel entraînement et sa belle discipline est due au lieutenant du premier peloton. C'est une très grande perte pour moi que d'être privé de ses services pour le moment ; mais je suis si heureux de lui voir la vie sauve que je ne puis regretter sa blessure. J'espère très sincèrement qu'il pourra bientôt nous revenir à la compagnie « A » reformée, car je n'ai jamais eu un officier auquel je tienne davantage. Les hommes de son peloton, et, en fait, toute la compagnie, lui sont dévoués ; je suis réellement émerveillé de voir comment un homme qui n'avait jamais reçu auparavant la moindre instruction militaire a pu, en si peu de temps, faire un officier aussi capable, connaissant aussi bien son métier, et surtout un meneur d'hommes aussi ferme et aussi bien

suivi. Car c'est là sa grande force : ses hommes le suivront partout où il ira, et feront n'importe quoi pour lui.

Vous en savez sans doute plus long que moi sur son caractère ; mais je crois pouvoir dire que son caractère, tel que vous le connaissez, a été merveilleusement développé par la guerre et par son entraînement militaire. Il était sans doute auparavant le plus aimable des hommes ; mais la confiance, l'intrépidité, la décision, la force en un mot, voilà, je crois, les qualités qui se sont développées en lui, depuis qu'il est soldat. Je me fais quelquefois la réflexion qu'il n'y a rien de plus merveilleux, dans toutes les merveilles au milieu desquelles nous vivons actuellement, que l'étonnant changement qui s'est produit chez des milliers de jeunes Anglais ; ils sont maintenant d'excellents officiers, aimés et suivis de leurs hommes, et qui ne le cèdent en rien à aucun des officiers qu'a jamais eus l'armée anglaise, bien que la grande majorité d'entre eux n'aient point la moindre tradition militaire derrière eux, et n'aient jamais reçu, jusqu'au mois d'août 1914, la moindre instruction militaire. C'est vraiment merveilleux, et je suis persuadé qu'il n'est pas d'autre race ni d'autre nation au monde qui en eût été capable. Les hommes, quelque accomplis qu'ils soient, on aurait pu les produire ailleurs ; mais cette réserve inépuisable de beaux et capables officiers, je ne crois pas.

Je ne veux point vous importuner avec les détails de notre affaire, que vous avez dû voir dans les journaux. Vous savez que nous avons avancé sur un front très étroit, après un court mais intense bombardement. Notre ami menait le peloton de droite de la « A », à un pas assez vif, en dépit du terrain semé de trous et d'obstacles. Son peloton marchait même mieux que le mien, et il enleva la première ligne boche avec une vigueur et une impétuosité extraordinaires. Il semblait que rien ne pût arrêter leur élan ; et, au milieu de l'infernal vacarme, je perçus plus d'une fois leurs hourras.

Notre ami avait traversé la première ligne et mené ses hommes tambour battant jusqu'au parapet de la seconde, lorsqu'il tomba ; l'obus qui le toucha doit aussi avoir descendu quelques Boches : c'est une consolation, — s'il est vrai que nous ayons besoin de consolation, ce que je ne crois pas.

Mais je dois vous dire que les blessures du bras droit —

peu graves, je m'empresse de l'ajouter — ne provenaient pas du même obus. Il les reçut au voisinage de la première ligne boche. Ce même bras droit, bien que blessé, eut encore la force de détourner une baïonnette boche qui visait la poitrine d'un homme du premier peloton, et de soutenir un blessé sur le parapet de la tranchée boche jusqu'à l'arrivée d'un brancardier. Quelques secondes après, notre ami entraînait ses hommes vers la seconde ligne, tout cela après sa première blessure. J'ai pensé qu'il vous ferait plaisir d'apprendre cela. Notre chef de bataillon le sait ; et je ne crois pas m'avancer en disant qu'on en parlera dans l'ordre du jour.

Quant à son état, évidemment il n'est pas aussi près de la guérison qu'il le croit ; il ne sera pas capable, comme il se le figure, de reprendre son service dans quelques jours ; mais je pense qu'il n'y a point lieu de se tourmenter ; j'en ai l'assurance du médecin de l'ambulance lui-même. L'état général est excellent : point d'infection ; ce n'est donc qu'une question de temps. Le pire qu'il puisse arriver, c'est que sa jambe gauche reste légèrement plus courte que la droite ; on espère toutefois l'éviter. Sa compagnie — ce qu'il en reste — sera sincèrement heureuse de le voir de retour. En attendant nous nous réjouissons, et vous vous réjouirez avec nous, de la façon glorieuse dont il est tombé, et du repos bien mérité dont il va pouvoir jouir.

Fin de la lettre du Pacificateur.

XXV

Le bataillon étant maintenant au repos, mon commandant de compagnie a bien voulu m'envoyer mon ordonnance. Vous vous souvenez de mon ordonnance Lawson, que j'avais au camp de Salisbury. Il me sert de secrétaire ; je vous en préviens pour que vous ne soyez pas surpris de la beauté de mon écriture : Lawson, avant la guerre, était comptable dans une usine.

J'ai presque eu peur ce matin, quand, vers les 6 heures,

comme je reposais encore à moitié endormi, un infirmier est arrivé avec une épingle de sûreté telle que les Highlanders en mettent à leurs jupons, et une grande étiquette bleue qu'il a attachée au bout de mon couvre-pieds.

— Eh ! là, — m'écriai-je, — qu'est-ce que c'est que ça? Est-ce qu'on va me mettre en vente?

L'infirmier se contenta, tel le chat de l'histoire, de grimacer, et disparut. Je dus m'adresser à l'infirmière-major qui se trouvait à passer, pour avoir le mot de l'énigme.

— Oh! cela? c'est le billet d'évacuation.

On va m'évacuer, ni plus ni moins qu'une tranchée bombardée. C'est drôle, hein? A dire vrai, j'en étais plutôt ennuyé; car je me figurais qu'une fois évacué du secteur de la division, on était automatiquement rayé du contrôle de sa compagnie ; auquel cas Dieu sait quand j'aurais revu la compagnie « A », en supposant que je la revisse jamais. Le médecin traitant me rassura en me disant qu'il n'y avait rien de perdu tant qu'on restait en France. On n'est rayé de sa compagnie que si l'on quitte la France. Tout est donc pour le mieux. Seulement on est obligé, dans ces ambulances d'évacuation, de toujours faire de la place pour les nouveaux qui arrivent du front ; si bien que les gens comme moi, dont le raccommodage doit durer un peu plus de deux ou trois jours, sont évacués sur un hôpital quelconque.

Je ne sais encore quand on me fera partir. En tout cas je ne crois pas que nulle part on puisse être mieux qu'ici : ni fusillade, ni coups de canon, pas même la moindre petite odeur de Boche défunt.

J'avais promis de vous raconter notre attaque ; mais, bien qu'il n'y ait de cela que quelques jours, cela me semble déjà si lointain que les détails commencent à m'échapper ; et j'ai l'esprit si brumeux, que je ne me rappelle plus ce que je vous ai dit et ce que je ne vous ai pas dit.

Il est une chose qui me reste clairement présente à la mémoire : c'est la sensation que j'ai éprouvée lorsque nous avons reçu l'ordre d'avancer. Il y avait bien longtemps que nous nous y attendions, bien avant même le bombardement ; et quand cela est venu... mais, quoique la sensation me reste très nettement, je ne suis pas sûr de pouvoir vous en donner

une idée. Je viens de demander à Lawson ce qu'il avait ressenti, mais il déclare qu'il ne sait pas. J'ai dû murmurer quelque chose à ce moment-là ; Lawson dit que lui aussi. Il croit qu'il a marmotté : « Ah ! Ah ! » Mais cela ne jette guère de lumière sur le sujet.

Je crois que ma pensée, lorsque nous nous hissâmes par-dessus le parapet, fut qu'enfin nous allions laisser là ce malheureux trou de la « Ruelle des Cotillons ». C'est que nous le détestions, ce sale coin-là, avec ses trous de sable mouvant et cette espèce de poche qui servait de réceptacle à toutes les sortes d'explosifs qu'il plaisait aux Boches de nous envoyer en chandelle.

Nous eûmes du mal à nous dépêtrer de ces trous, et ce passage nous coûta un peu cher ; toutefois nous atteignîmes la lèvre la plus proche des entonnoirs avant que la danse ne commençât; cela grâce à la rapidité de notre démarrage et la précision du tir de barrage de nos artilleurs. Vous savez l'impression qu'on éprouve dans un cauchemar, lorsqu'on veut se sauver à toute vitesse et qu'on a une tonne et demie de suspendue à chaque pied : c'est à peu près celle que nous fit éprouver la traversée des entonnoirs.

La fête commença lorsque nous eûmes passé les entonnoirs et n'eûmes plus rien devant nous que les tranchées boches. C'est alors que nous commençâmes à ressentir cette impression de folle gaieté dont vous avez dû entendre parler — la glorieuse griserie de la charge. Et réellement, aucun récit ne saurait exagérer cela. Vous pouvez m'en croire : les chromos les plus éclatants n'exagèrent rien — je ne parle naturellement pas des détails. — Il est certain qu'il n'y a ni panaches qui s'agitent, ni brillantes couleurs, ni épées qui étincellent, ni bottes vernies; pour cela, non : nous étions tous, du haut en bas, de la couleur de la boue hideuse dont nous sortions. Mais le feu qui nous animait ! Je renonce absolument à essayer de vous le décrire, surtout dans une lettre. On dit que les Boches font avaler à leurs hommes de l'alcool et des drogues avant de les lancer à l'attaque. J'ai idée qu'il n'est point de drogue ni de champagne, même du plus sec, qui puisse vous donner cette gaieté folle que nous ressentions dans cette course des entonnoirs à la première

tranchée boche. Cette fois au moins, on vivait. On se sentait aux pieds des bottes de sept lieues ; la terre semblait voler sous nos pas. Je vois encore les figures sales, maculées de boue, qui se montrèrent alors dans la tranchée boche. Ils se hissaient et se poussaient pour sortir de leurs abris où ils s'étaient réfugiés pendant le bombardement, et se précipitaient vers leurs créneaux. On eût dit des marionnettes de jeux de massacre. Des choses comme cela nous arrêter, nous !

Et comme nous criions ! En sautant dans cette tranchée, je hurlais du plus haut de ma voix : « La compagnie « A » ! » J'avais à ma gauche le caporal Slade, et, au moment où nous atteignions le parapet, je l'entendais hurler, à travers le grondement des canons : « F... leur-en ! F... leur-en, les gars ! » Brr ! shocking !

Dans la tranchée, ce fut comme une mêlée au foot-ball, en plus glorieux. Oh ! beaucoup plus glorieux. Chose curieuse : ce qui me vint alors à l'esprit, ce fut la vieille histoire du Pacificateur sur le couteau de tranchée ; vous vous la rappelez : « Quand on l'entend tousser comme cela, on peut passer au suivant. Mettez-lui cela au bon endroit, et avec trois pouces de lame, il aura son compte. Inutile de perdre son temps davantage. »

C'est au galop que nous franchîmes l'espace ; entre parenthèses, ce fut le diable pour grimper par-dessus le parados boche, tant il était élevé et glissant. Juste comme j'étais grimpé à moitié, un animal m'attrapa par la cheville droite ; c'était ce que j'avais toujours redouté quand je rêvais des tranchées ; mais, par Dieu, je vous promets que j'aurais mieux aimé recevoir un coup de baïonnette que le coup de brodequin que je lui assénai sur la figure. L'espace suivant franchi, nous arrivions à la seconde ligne boche, — la seconde ligne, parfaitement. La petite impression de champagne était encore plus forte que jamais, car on sentait que le front boche était enfoncé. Une traversée du Rhin, quoi, en plus petit : on était en territoire allemand, pour ainsi dire. Et cette fois, on allait régler ses comptes !

Mais à cette enivrante gaieté de la charge — de beaucoup la plus belle impression que j'aie jamais éprouvée de ma vie —

se mêlait aussi une vague inquiétude indéfinissable. J'avais conscience que quelques-uns de nos hommes tombaient, et... « Sacrebleu, je devrais tout de même faire quelque chose pour sauver ces pauvres garçons-là. » Et cela me tourmentait ; j'avais comme l'impression qu'il manquait quelque chose à mes connaissances. « Ce sont vos hommes ; vous devriez savoir », voilà ce qui me trottait par la tête. Mais je crois qu'on n'en ralentissait pas l'allure pour cela. Cette griserie vous emportait. Sans doute les canons boches n'étaient pas un rêve ; mais leurs hommes ne me semblaient pas compter.

Arrivés aux fils de fer de la seconde ligne — il se passa quelque chose de curieux. Il s'en fallait qu'ils fussent aussi solides ou aussi étendus que ceux de la première, et j'ose dire que nos canons en avaient démoli une bonne partie. Néanmoins, il en restait encore pas mal, plus que je n'aurais cru pour une seconde ligne. Eh bien, figurez-vous que la compagnie « A » est passée à travers comme si c'eût été du papier. Ce fut glorieux ! Vous savez quelles précautions l'on prend pour s'approcher d'un fil de fer barbelé, autant que s'il s'agissait d'une haie d'épines. Et vous avez vu des baigneurs, sur la plage, galoper à travers les premières vagues en levant les pieds et en agitant les bras. C'est exactement comme cela que nos gaillards traversèrent ce fil de fer. Je vous garantis que pas un de nous ne sentit une égratignure. Et pourtant ma culotte et ma tunique étaient en dentelles depuis la ceinture jusqu'au bas quand j'arrivai à l'ambulance; et, de la ceinture aux genoux, je garderai longtemps sur la peau le dessin de ce fil de fer. Mais ç'aurait pu être du duvet; cela nous aurait fait le même effet.

C'est alors que malheureusement, sur le parapet de la seconde tranchée, je reçus ma petite dose. Dieu sait de quel côté venait cet obus! Toujours est-il qu'il coucha quelques Boches en même temps que moi. Je dois reconnaître qu'ils nous reçurent sur le parapet comme il faut. Mais la compagnie « A » avait des affaires urgentes. Nous avions à régler le compte de la « Ruelle des Cotillons » et autres lieux choisis du même genre ; et le kaiser n'a personne qui eût pu nous arrêter. J'aurais bien voulu voir l'affaire jusqu'au bout. Je sais qu'ils firent tous leurs efforts pour nous déloger de cette tranchée. Mais on ne déloge pas comme cela la vieille « A ».

Lawson me dit que, jusqu'au moment où je fermai les yeux, je criais comme un fou sur le parapet : « Je serai là dans une minute ! Je serai là dans une minute ! » Comme c'est bête tout de même...

Quand je me réveillai, on m'enlevait d'un brancard de tranchée, tout à l'arrière, au P. C. du bataillon, dans l'ancienne tranchée de soutien. Le vieux major du bataillon me piqua un peu de tous les côtés et me donna une cigarette, je me rappelle. Je me souviens aussi de lui avoir entendu dire : « Oh ! c'est bien, ça va ! » Et je dois m'être encore endormi là-dessus.

Je me rappelle m'être ensuite réveillé dans le brancard situé à droite et au bas d'une ambulance automobile, d'où l'on me sortit pour me mettre dans un lit de l'ambulance de... La même nuit je fus transporté ici ; car les ambulances de campagne ont toujours pas mal à faire. Ce n'était qu'un voyage de quelques milles. Je sais qu'il y avait partout de la neige lorsqu'on me sortit de l'ambulance automobile pour me transporter ici.

Maintenant, confort, propreté, tranquillité, le calme le plus merveilleux, et des infirmières anglaises. Bonté divine, ne sont-elles pas charmantes, ces infirmières anglaises? Toutes les Anglaises d'ailleurs. Et dire qu'il y a encore des hommes chez nous qui hésitent à s'engager ! N'est-ce pas étrange ?

Voilà que Lawson attrape la crampe des écrivains ; cela ne m'étonne pas !

XXVI

C'est aujourd'hui qu'on m'évacue. Nous sommes une douzaine d'officiers et presque une centaine d'hommes qui devons partir aujourd'hui pour l'une ou l'autre des bases. Ceux qui sont en permanence à ces stations d'évacuation doivent avoir une vie curieuse, à voir ce défilé continuel des épaves de la grande guerre. Et il faut voir avec quelle précision méthodique tout cela se passe. Partout plane cet esprit de bienveillante

réticence qui fait que l'on se sent un peu comme un colis postal recommandé, confié aux bons soins d'employés modèles. « Quand est-ce que nous partons? » Sourire bienveillant : « Tout de suite, tout de suite. — A quel hôpital allons-nous? » Sourire bienveillant : « Vous verrez bientôt. — Combien de temps resterons-nous en route? » Sourire bienveillant : « Oh! vous serez on ne peut mieux pendant le voyage. N'ayez crainte. — Eh bien, je vais mieux ce matin, n'est-ce pas? » Sourire bienveillant. « Pensez-vous que je pourrai bientôt m'asseoir dans mon lit? d'ici un ou deux jours, n'est-ce pas? » Sourire bienveillant : « Nous verrons. » Et c'est toujours ainsi. J'avoue que la curiosité des malades met souvent à rude épreuve la patience des autorités. Mais jamais on ne leur voit le moindre signe d'impatience. Elles n'oublient jamais le sourire bienveillant. Mon voisin de lit se préoccupe beaucoup de sa température ; c'est, je crois, le principal symptôme de son mal. Le sourire familier est la seule réponse qu'il reçoive, en dépit de ses efforts les plus obstinés. Je suis sûr qu'il fait monter sa température, à force de s'inquiéter si elle n'a pas descendu.

Plus tard.

Encore une nouvelle écriture. Mon secrétaire actuel est le lieutenant R... qui a reçu dans le bras gauche plus de schrapnells que moi dans le droit, et qui veut bien me prêter les services de son bras droit. Nous sommes l'un en face de l'autre dans de confortables couchettes d'un train de la Croix-Rouge; nous ne savons pas encore où l'on nous dirige. Il y a près de cinq cents évacués dans notre train. Il ne va pas vite, mais nous devons arriver à destination demain pour déjeuner. Nous avons trouvé des livres et des revues en entrant dans le train ; n'est-ce pas une délicate attention? Ils portent le cachet de la Bibliothèque de Campagne. Les docteurs et les infirmiers circulent parmi nous aussi librement qu'à l'hôpital. Le tout est un triomphe d'organisation.

Pendant que, sur le quai de la gare, nous attendions sur nos brancards le train qui devait nous emmener, nous avons vu

passer des kilomètres de trains chargés de toutes les choses possibles et imaginables pour le front français, depuis des troupes jusqu'à des conserves ; un vrai comptoir roulant ; un interminable film cinématographique qui a mis plus d'une heure à défiler et n'avait pas l'air de vouloir finir. Tous les soldats français, avec leurs cigarettes et leur chocolat, avaient de petits saluts aimables et pleins de bonne humeur pour nos blessés alignés sur leurs brancards ; les joyeux zouaves surtout étaient les plus endiablés. Bonne chance, et un bon repos ; prompt rétablissement et — à ce qu'il me semblait comprendre — prompt retour aux champs de gloire : tels étaient leurs souhaits ; et tout cela avec un air de camaraderie si sincère, des jeux de physionomie, de mains et d'épaules, qui supprimaient la différence de langues. Et nos hommes, beaucoup plus maladroitement, mais avec autant de bonne volonté, faisaient de leur mieux pour y répondre. La guerre est une grande dévastatrice, sans doute, mais elle a introduit entre Français et Anglais un esprit de camaraderie que la paix n'eût jamais enfanté.

Lendemain matin.

Je viens de passer une nuit étrange, que je ne suis pas près d'oublier. Je n'ai guère dormi, mais j'ai tout de même eu une assez bonne nuit, et j'avais de quoi m'intéresser. Quand le train s'arrêtait entre deux stations, comme cela lui est arrivé plusieurs fois, j'entendais des bribes de conversations de différentes parties du train, des docteurs, des infirmières, des malades, des employés du train, etc. Quelquefois, un autre train longeait le nôtre en grondant, et s'arrêtait près de nous ; la conversation s'engageait alors entre les deux trains, en français et en anglais, et dans ce curieux jargon qu'a fait naître l'alliance des deux pays. Il y avait aussi l'Anglais qui reste Anglais, ne possédant pas un seul mot de l'autre langue, mais qui pourtant se faisait comprendre rien que par le ton : « *Bong, très bong Woodbine. Much pang, savvy. You bong, très bong; compree? Bong swoor!* »

Il y a un pauvre garçon dans la couchette au-dessous de la

mienne qui a eu le délire toute la nuit. Il a l'air si jeune ! C'est un sous-lieutenant du ... Il a été rudement secoué dans une explosion de mine, et il a reçu une grenade par-dessus le marché. Le médecin dit qu'il s'en tirera. Il est sûrement en route pour le pays. Curieux, hein ! Demain à cette heure-ci il sera peut-être en Angleterre, ou bien près d'y être. L'Angleterre ! Comme cela me semble loin ! C'est qu'il y a eu quelques événements dans mon existence depuis que j'ai été en Angleterre ; et quant à l'homme que j'étais avant la guerre, ma parole, j'ai de la peine à me le rappeler. Il me semble bien que je n'avais rien d'un brave ; en tout cas j'errais dans un monde qui ne connaissait pas grand'chose de la réalité.

Nous savons enfin où nous allons ; en fait nous y sommes déjà. Le train manœuvre au milieu des rues de la banlieue du Havre depuis une demi heure. C'est rudement intéressant de voir des rues, et de voir des femmes qui se promènent, et de voir des rangées et des rangées de toits et de fenêtres sans interruption. Point de trace de trous d'obus par ici ; pourtant, de l'autre côté du train, le long du port, on voit des arpents et des arpents de matériel de guerre; je n'exagère pas, ce sont bien des arpents et des arpents de vivres, de fils de fer barbelé, d'approvisionnements de toutes sortes qui s'empilent à perte de vue.

On entend un remue-ménage dans le train ; nous approchons du terme du voyage.

10 h. 45.

Nous sommes dans ce qu'on appelle le baraquement des officiers, sur l'un des quais. C'est un hôpital ou une ambulance d'évacuation en miniature, construit en bois, et très gentiment aménagé. Un salon à l'une des extrémités, puis des lits, des baignoires, une cuisine et des bureaux ; le tout clair et reluisant, et d'une admirable propreté, avec des infirmières de la Croix-Rouge, des médecins, des infirmiers, et des sourires bienveillants à profusion. On a pris notre température, et on nous a installés très confortablement ; quelqu'un fait marcher un gramophone et je viens de prendre une tasse de ce breu-

vage glutineux et laiteux que je ne pouvais sentir, vous vous le rappelez. Maintenant j'aime bien cela, et je ne fais plus la grimace que pour la forme, et pour me donner une petite auréole de courage.

Tout le monde a demandé à tout le monde où nous allions après cela : tout le monde a reçu de bienveillants sourires, et s'est replongé dans un livre ou une revue de la Bibliothèque de Campagne. Les blessés qui peuvent s'asseoir se promènent dans le salon où il y a des fauteuils et le gramophone. Je les vois à travers la porte entr'ouverte. Je vois que notre baraquement est une sorte de lieu de repos où l'on met les blessés en attendant qu'il soit statué sur leur cas. Le médecin nous a tous examinés en détail : mon bras va beaucoup mieux; quant à ma jambe, je ne sais pas encore. J'ai demandé au médecin — un très chic type — qu'il tâche d'arranger les choses pour que je ne sois pas séparé de mon bataillon, et il m'a promis que cela s'arrangerait.

15 h. 30.

On m'embarque pour le pays. Le médecin vient de m'apprendre que la commission en avait décidé ainsi. Il vient de passer un moment assis sur mon lit : il est réellement très chic. Il m'a assuré que je n'avais pas besoin de me tourmenter pour mon bataillon ; il me donne une lettre pour un de ses frères qui est à Londres. Ainsi je m'en vais chez nous, et ce soir même. Hein! vous représentez-vous cela? Maintenant nous sommes tous triés ; je suppose que ce sont les plus endommagés qu'on renvoie au pays, et le reste est raccommodé sur place. Mais j'espère tout de même être debout dans une semaine ou deux au plus... Voilà qu'on nous apporte des fiches à remplir.

21 h. 30.

Me voici couché à bord d'un navire de la Croix-Rouge. Ce n'est partout que lumière électrique, émail blanc immaculé ;

partout circulent les infirmières à la blouse également immaculée, tout comme à l'hôpital. On vient de me faire mon pansement pour la nuit. D'après le dernier sourire bienveillant que j'ai pu recueillir, je ne serais pas surpris que nous jetions l'ancre vers les minuit ; mais il se peut que je me trompe. En tout cas, je me sens on ne peut mieux ; je suppose qu'il devait y avoir quelque chose de particulièrement calmant dans le médicament qu'on m'a mis en changeant mon pansement. Je vais dormir comme un sabot. Je crois que je ne me suis pas encore bien mis dans la tête que je suis en route pour le pays. Pourtant le fait est là : je suis sur le navire ; et il est fort possible que je vous voie avant que vous ne receviez mon griffonnage. Il est donc inutile que j'en écrive plus long. Je vais tâcher de dormir, car je n'ai guère dormi l'avant-dernière nuit. Le petit sous-lieutenant qui était mon voisin d'en dessous dans le train dort comme un petit enfant. Il a l'air très gentil ; je suis sûr qu'il y a quelqu'un au pays qui sera content de le voir demain. Demain !

Le lendemain.

Aujourd'hui est le grand jour. En me réveillant ce matin, j'ai eu des aperçus d'un rivage verdoyant : c'était l'île de Wight. Nous avons mis quelque temps à accoster. Puis il est venu des médecins du service à terre ; ils nous ont annoncé que nous allions à Londres.

Je suis maintenant dans un wagon sanitaire d'un express à destination de Waterloo Station ; je vous enverrai une dépêche dès que je saurai sur quel hôpital on me dirige. En attendant, nous voici à Winchester. La vieille Angleterre n'a pas changé. Il y a un peu de neige sur les hauteurs. Cela n'a pas changé, en un sens. Pourtant, ce ne sera plus jamais la même chose pour moi ; non, jamais. Peut-être pourrai-je vous expliquer cela quand nous nous verrons ; il me serait difficile de vous l'écrire. C'est drôle tout de même que rien qu'à voir ces campagnes par la portière d'un train, la larme vous vienne à l'œil. Oui, c'est drôle. On voit tout cela, pour ainsi dire, à travers une vision des tranchées.

Le vieux Pacificateur ne m'en avait rien dit ; mais je sais maintenant que presque la moitié de la compagnie « A » est restée par terre ; et il y en a pas mal qui sont partis du côté du couchant. Ce pauvre Taffy est parti : un garçon si remarquable ! Mon peloton ne sera plus jamais le même, n'est-ce pas? Le sergent du peloton, un autre sergent, deux caporaux et un bon nombre d'hommes sont tombés. C'est que, voyez-vous, nous étions aux premières loges. Oh ! je sais bien qu'il n'y a rien à regretter. Grâce à nous, la « Ruelle des Cotillons » est loin de la première ligne, et cela épargnera plus d'une vie d'ici la fin de la guerre.

Je ne me plains pas, mais tout de même cela vous change. C'est comme l'Angleterre : on ne la voit plus tout à fait du même œil quand on a passé par les tranchées. S'il est quelque chose dont l'Allemagne puisse se vanter, c'est de nous avoir transformé le monde ; et elle pourra peut-être bientôt s'apercevoir que ce n'est pas dans le sens où elle le souhaitait qu'elle nous a transformés. Naturellement, je ne sais pas grand'-chose : on sait juste ce qui se passe dans son petit coin de secteur. Mais, d'après le peu que j'ai vu, j'ai bonne idée que l'Allemagne, qui pensait nous casser les reins, n'a fait que nous rendre infiniment plus forts qu'auparavant. Regardez un peu nos hommes : il n'en est pas un qui ne se sente trois fois plus homme qu'avant la guerre. « Se battre pour l'Angleterre » n'avait guère de sens pour moi avant le mois d'août 1914. Tandis que maintenant... Et c'est pourquoi ces campagnes sont changées, c'est pourquoi l'Angleterre ne sera plus jamais tout à fait la même qu'auparavant. Je sais désormais que l'Angleterre est une partie de moi-même, ou plutôt que moi je fais partie d'elle. Je sais vraiment ce que c'est que l'Angleterre ; je vous jure qu'avant je ne le savais pas. Oui, vous savez, jusqu'à son sol même... Oui, quand je songe à la façon dont les Boches, là-bas, ont tout détruit, tout ravagé devant eux, et puis que je pense à notre Angleterre, à ce que ces Huns feraient ici, s'ils en avaient l'occasion... C'est comme si l'Angleterre était votre mère, et que d'infects individus aillent pour...

Mais ce n'est pas la peine, je ne puis vous écrire tout cela. J'essayerai de vous le dire de vive voix. Mais il a fallu que je

voie ces campagnes pour me rendre compte que je suis fier et heureux d'avoir ces précieuses blessures ; je suis heureux d'avoir aussi eu ma part. Je me demande si vous et ma mère vous en serez heureuses aussi; j'espère que oui, pour l'amour de

votre gentleman à titre temporaire.

UN OFFICIER ANGLAIS [1]

1. Les lettres de « l'Officier anglais », qui nous ont été communiquées par le *War Office*, ont eu en France un vif succès très mérité. La *Revue* publiera le 1er octobre une courte notice sur l'auteur.

LES EMPRUNTS

DE LA

DÉFENSE NATIONALE

A l'heure où le ministère des Finances prépare un nouvel emprunt de la Défense nationale, il est intéressant de rappeler le succès obtenu par l'émission de rentes perpétuelles 5 p. 100 qui a eu lieu du 25 novembre au 15 décembre 1915. Ce succès a été, en effet, considérable; il constitue un événement sans précédent dans notre histoire financière. Jamais opération aussi vaste, aussi difficile et aussi compliquée n'avait été tentée dans notre pays, ni en temps de guerre, ni en temps de paix. Au début des hostilités de 1870, le second Empire s'est borné à contracter, les 23 et 24 août, un emprunt de 750 millions. Plus tard, le Gouvernement de la Défense nationale a réalisé, à Londres, à la fin d'octobre 1870, le célèbre emprunt Morgan de 250 millions ; mais, pour se procurer d'autres ressources, il a dû s'adresser à la Banque de France. Quarante-cinq années plus tard et au cours d'une guerre provoquée par les mêmes ennemis, l'émission illimitée de rentes, qu'avait résolue M. Ribot, a dépassé en capital nominal l'énorme somme de 15 milliards.

Cette opération hardie n'avait aucun rapport avec les émissions antérieures. De 1871 à 1914, la France a contracté

ses emprunts perpétuels de la manière que voici : le ministère des Finances faisait connaître d'avance les capitaux dont il avait besoin et il fixait le prix de ses titres assez bas pour provoquer des demandes supérieures aux offres. En outre, il n'exigeait qu'un premier versement de garantie peu élevé et il accordait des délais successifs aux souscripteurs pour se libérer. De la sorte, les emprunts publics étaient plusieurs fois couverts, sinon par l'épargne, du moins par la spéculation, et les souscriptions se trouvaient d'autant plus réduites que le succès de l'emprunt avait été plus vif. Or ce succès provoquait nécessairement à la Bourse une hausse des nouveaux titres et les spéculateurs qui avaient souscrit très largement pouvaient ainsi les revendre sur le marché à terme et réaliser des bénéfices. Peu à peu, ces titres étaient absorbés par l'épargne et définitivement classés dans les portefeuilles des capitalistes gros ou petits.

C'est par ce procédé bien connu et dont nous avons ici même exposé le mécanisme [1], que le gouvernement de M. Thiers émit, après la guerre de 1870-71, deux grands emprunts en rentes perpétuelles. Lors du premier emprunt de 2 milliards en rente 5 p. 100, autorisé par la loi du 20 juin 1871, le taux de l'émission fut fixé à 82 fr. 50 pour 5 francs de rente, avec un simple versement de garantie de 12 francs ; les autres versements étaient échelonnés en seize termes mensuels, du 21 août 1871 au 21 novembre 1872, à raison de 4 fr. 50 pour le premier terme et de 4 fr. 40 pour les autres [2].

Ainsi les souscripteurs avaient un délai de près de dix-sept mois pour se libérer et, s'ils aimaient mieux se débarrasser de leurs titres, en bénéficiant d'une prime provoquée par la hausse, ils n'avaient qu'à les vendre à la Bourse. Le total des rentes souscrites s'éleva alors à un capital de 4 897 millions en numéraire ; 67 millions furent en outre souscrits par des prélèvements sur les livrets de caisses d'épargne ; le nombre des souscriptions avait été de 331 906.

L'émission du second emprunt de 3 milliards eut lieu les 28 et 29 juillet 1872. Le taux d'émission était fixé à 84 fr. 50,

1. Voir notre étude sur la Bourse de Paris, dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1915.

2. *Dictionnaire des Finances*, par Léon Say, chapitre intitulé : Emprunts.

pour un minimum de 5 francs de rente, avec un versement de garantie de 14 fr. 50 et vingt autres versements échelonnés. Le succès de cette opération fut énorme : le nombre des souscripteurs s'éleva à 934 276 en France et à l'étranger et, au lieu d'un total de 207 millions de rentes à souscrire, il en fut offert pour 2 592 millions, représentant un capital nominal de plus de 44 milliards, dont 26 étaient fournis par l'étranger. En se félicitant d'un pareil succès, qui témoignait de la confiance du monde dans les destinées de la France, M. Thiers reconnut, à la tribune de l'Assemblée nationale, que les souscripteurs qui avaient offert 44 milliards auraient été évidemment incapables de tenir leurs engagements. La plupart n'y avaient d'ailleurs jamais songé. S'ils avaient consenti à faire un premier versement qui s'élevait à la somme totale et considérable de 7 milliards 1/2, ils n'ignoraient pas qu'il s'agissait d'un dépôt provisoire et dont la plus grosse part leur serait remboursée. La plupart savaient en outre que, non seulement ils ne pourraient obtenir les titres souscrits, mais que, même s'ils en obtenaient plus qu'ils n'en désiraient, il leur serait facile de les revendre avant le terme fixé pour les futurs versements.

Dans des opérations de cette nature, il est sans doute intéressant de recueillir des souscriptions aussi nombreuses et aussi élevées que possible, puisqu'on provoque une hausse favorable au crédit public, mais il ne faut pas se laisser égarer par des chiffres qui n'ont qu'une valeur très relative. Il importe surtout de ne pas confondre les souscriptions faites dans un dessein de pure spéculation et celles qui sont apportées au Trésor par l'épargne dans un dessein de placement.

Le grand emprunt de guerre des mois de novembre et décembre 1915 ne pouvait pas être émis dans les mêmes conditions. La spéculation ne pouvait pas jouer le moindre rôle, puisque le marché à terme n'existe plus à la Bourse de Paris ou, pour mieux dire, qu'il est ouvert seulement pour les opérations restées en suspens depuis l'ajournement de la liquidation du 31 juillet 1914 et qui ont été reprises le 30 septembre 1915. Par conséquent, les souscripteurs ne sauraient être des spéculateurs ; ce sont des capitalistes ou des épargnants qui font un

placement définitif. Sans doute, ils pourront vendre une partie de leurs titres sur le marché au comptant ou obtenir de la Banque de France des avances de 75 p. 100, s'ils ont besoin d'argent. Mais, dans ce cas, ils ne feront évidemment pas une spéculation proprement dite ; ils se borneront à échanger leurs titres pour des capitaux dont ils ne peuvent se passer.

L'émission d'un emprunt contracté dans des conditions aussi nouvelles offre, par suite, de très grandes difficultés et présente un certain aléa. Si elle ne réussit pas, c'est le crédit tout entier du pays qui est ébranlé et il devient difficile de continuer la guerre au delà d'une durée limitée : il convient donc de la préparer avec soin et de ne l'engager qu'avec les plus grandes chances de succès. Nous avons déjà fait ressortir avec quelle sagesse M. Ribot avait géré les finances publiques depuis le 27 août 1914, date à laquelle il a accepté ses hautes fonctions [1]. On a pu, il est vrai, critiquer parfois son excès de prudence, mais de quelles malédictions n'aurait-il pas été accablé, si, ayant agi avec trop de précipitation, il avait échoué dans sa lourde tâche de ministre du Trésor, contraint de subvenir à des dépenses qui atteignent aujourd'hui, si même elles ne les dépassent pas, deux milliards et demi par mois? Avant d'émettre un grand emprunt en rentes perpétuelles, il fallait donc se résigner à des opérations de trésorerie de moindre envergure, placer simplement des bons du Trésor à court terme, puis des obligations remboursables dans un délai plus long. C'est ce qu'a fait, on le sait, M. Ribot. Mais cette expérience ne suffisait pas encore. Pour assurer le succès de l'emprunt, il fallait encore assainir le marché des capitaux, en procédant à la liquidation des opérations à terme dont le règlement était suspendu et fixer une date pour l'exécution des engagements en cours ou tout au moins restreindre le moratorium dont ils bénéficiaient : c'est ce qui a été décidé par le décret du 15 septembre 1915. Dès ce moment-là, on avait un moyen de connaître les dispositions du public. Si la liquidation du 30 septembre 1915 s'opérait sans difficulté et si l'épargne continuait à souscrire aux bons et aux obligations de la Défense nationale, le succès d'un emprunt en rentes perpétuelles ne devenait pas seulement probable, mais certain.

1. Les Finances pendant la Guerre : *Revue de Paris* du 1er février 1915.

Or la liquidation s'est faite le plus aisément du monde : la plupart des clients des agents de change n'ont même pas réclamé le remboursement des capitaux employés en reports et, d'autre part, il était démontré que des disponibilités assez abondantes se réservaient pour les placements en perspective. Dans ces conditions, il n'y avait plus aucun motif d'ajourner l'émission d'un grand emprunt.

*
* *

Préparée pour le mois d'octobre, elle n'a eu lieu cependant que le 25 novembre et elle ne pouvait pas avoir lieu plus tôt, en raison de l'incertitude de la situation ministérielle qui a pris fin le 29 octobre 1915 par la formation d'un nouveau cabinet présidé par M. Aristide Briand. Le projet d'emprunt n'a pu être déposé que le 11 novembre suivant et il a été voté par l'unanimité des deux Chambres. Les conditions offertes aux souscripteurs étaient les suivantes : la rente nouvelle était du type 5 p. 100, comme les bons et les obligations de la Défense nationale ; elle était exonérée de tout impôt et n'était pas convertible avant le 1er janvier 1931. Les titulaires de livrets de caisses d'épargne pouvaient prélever sur leurs dépôts la moitié de leurs souscriptions. Les porteurs de rentes 3 p. 100 étaient autorisés à se libérer, jusqu'à concurrence du tiers de leurs souscriptions, par la remise de leurs titres qui seraient annulés dans la même limite.

Dans le discours qu'il a prononcé le 12 novembre 1915 devant la Chambre des députés, le ministre des Finances a rappelé que, à cette date, le total des souscriptions aux bons de la Défense nationale s'élevait à 8 353 millions et celui des obligations à 3 659 millions. D'autre part, la Banque de France avait fait à l'État des avances de 7 milliards; un emprunt de 1 164 millions avait été contracté en Angleterre et un autre, de 1 250 millions, aux États-Unis. La Trésorerie n'était donc nullement embarrassée. Mais il y avait dans le pays de grandes réserves, beaucoup de capitaux disponibles dont quelques-uns se cachaient.

Les énormes dépenses que nous faisons pour la défense nationale, ajoutait M. Ribot, ne sont pas des capitaux entièrement perdus ; nous

ne payons presque rien pour le moment en espèces à l'étranger ; nous payons au moyen de crédits que nous avons obtenus. Presque tout ce que nous dépensons en France doit revenir au Trésor sous forme de souscriptions à l'emprunt ou aux bons et obligations ; cet argent doit servir de nouveau à la défense nationale. Voilà le but de l'emprunt. Nous l'indiquons nettement au pays ; nous faisons appel à ses réserves ; nous espérons qu'elles nous viendront au moins en partie, et nous ne voulons pas délimiter d'avance le chiffre des sommes qui seront versées au Trésor. C'est au pays de fixer lui-même sa contribution de guerre, à la fixer avec le sentiment profond qu'il a de la nécessité de soutenir la guerre non pas seulement les armes à la main, mais aussi par ce qui est le nerf de la guerre, par l'argent.

Et M. Ribot ajoutait encore qu'il confiait le sort de l'emprunt au pays, maître de ses destinées et qui comprenait que « la vie nationale et la vie morale de la France étaient en jeu, en présence de l'invasion qui le menaçait des pires retours à la barbarie ».

Enfin M. Ribot adressait au pays un vibrant appel, souvent cité au cours de l'émission de l'emprunt, mais qu'on ne saurait trop rappeler :

Il faut le dire à tous, aux plus humbles, aux moins instruits ; c'est un devoir qu'ils ont à remplir envers la patrie ; ils n'ont pas le droit de garder, de ne pas donner à la défense nationale leurs économies. Non, ils n'en ont pas le droit. Dans une lutte sans merci comme celle où nous sommes engagés, le salut d'un seul ne peut être trouvé que dans le salut de tous. Celui qui se refuserait ou qui se déroberait s'il a été éclairé, si on lui a dit la vérité, celui-là serait coupable envers la patrie. Il ne suffit pas de faire son devoir les armes à la main et d'être prêt à verser son sang sur un champ de bataille ou dans les tranchées : cela est beau, cela est héroïque, mais tout le devoir n'est pas rempli. Il faut en outre apporter les réserves dont on dispose au lieu de les garder jalousement comme un avare.

Ce qu'il faut dire au pays, c'est qu'à cette heure, l'égoïsme n'est pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais qu'il est la pire des imprévoyances. Que deviendraient ses réserves si la France devait être vaincue? *Elles seraient la rançon de la défaite, au lieu d'être le prix de la victoire.*

Je fais appel à tous ceux qui, dans le cercle où ils vivent, peuvent dire un mot qui éclaire leurs concitoyens ; ils ont le devoir de le faire.

Il serait impossible de décrire l'enthousiasme et les ovations que souleva, à la Chambre des députés, cet éloquent discours

dont l'affichage fut voté par l'unanimité des membres de l'Assemblée. Quelques jours plus tard, le 16 novembre, au Luxembourg, M. Ribot était accueilli par les mêmes acclamations; au moment où il se présentait à la tribune, le Sénat tout entier le saluait de longs applaudissements. C'est dans cette séance mémorable que M. Ribot prononça le mot qui devait avoir un si profond retentissement dans le pays : « Puisqu'on a donné au dehors à cet emprunt, dit-il, le titre d'emprunt de la victoire, j'accepte pour lui ce titre et j'espère qu'il assurera sa fortune auprès de nos viriles et admirables populations de France. »

L'emprunt de la victoire ! Ce mot résonnait bien, en effet, aux oreilles françaises et assurait d'avance le succès de l'emprunt. M. Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris, eut l'excellente idée d'inviter les professeurs et les instituteurs à lire à leurs élèves les patriotiques exhortations du ministre des Finances. Dans toute la France, les associations, les syndicats, les membres de l'enseignement et du clergé, les fonctionnaires, les banquiers se mirent à l'œuvre. Des conférences s'improvisèrent dans les grands centres pour la propagande en faveur de la souscription à l'emprunt de la victoire. Un article de M. Louis Barthou dans *le Matin* et un autre de M. Clemenceau dans *l'Homme Enchaîné* donnèrent le signal de la campagne. Parmi les affiches qui furent rédigées par les groupements corporatifs, il convient de signaler celle des cheminots qui faisait appel au patriotisme des ouvriers des chemins de fer et celle de la Chambre de commerce de Paris qui exposait en termes saisissants les avantages de l'emprunt et dictait son devoir à chaque négociant. Les sociétés de crédit et les banquiers sollicitaient largement leur clientèle. La Banque de France se signalait par une propagande fort bien organisée : elle faisait comprendre au public, par des notices très claires, que son devoir et son intérêt lui commandaient de souscrire ; elle multipliait les explications « de nature à mettre en lumière les avantages d'un emprunt dont les modalités nouvelles donnaient lieu à des calculs parfois complexes, auxquels les souscripteurs n'étaient pas accoutumés [1] »; elle

1. Compte rendu du Conseil général de la Banque de France à l'assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916.

ouvrait des guichets en aussi grand nombre que possible. A Paris, la Banque de France avait installé 75 guichets, dont 16 à la Banque centrale, 12 à l'annexe Ventadour, 27 dans les huit bureaux de recettes et 20 dans six locaux nouveaux qu'elle avait loués dans divers quartiers éloignés de son siège principal. Elle avait, en outre, utilisé ses relations avec les banques de l'étranger ; elle les avait chargées de recueillir sur place des souscriptions à l'emprunt. Enfin, le Conseil général avait adopté une série de mesures constituant d'importants avantages en faveur des souscripteurs : élévation de la quotité des prêts sur les titres de 50 à 75 p. 100 ; maximum des prêts élevé à 300 000 francs pour chaque emprunteur et pouvant être porté à 3 millions par décision du Conseil général, etc.

D'autre part, le ministère des Finances ne restait pas inactif. Il lui fallait agrandir le service des émissions, l'installer dans un local plus vaste au pavillon de Flore, accroître son personnel et le nombre de ses guichets. On ne s'imagine guère la complexité d'un pareil service chargé à la fois de recueillir des souscriptions et de se tenir en contact avec les intermédiaires du Trésor dans le département de la Seine ; de faire imprimer les innombrables formules nécessaires à une aussi vaste opération ; de préparer les certificats provisoires des nouveaux titres ; de former un personnel apte à recevoir les clients, à leur donner des explications et à les guider. Des efforts considérables ont été accomplis par la Caisse centrale du ministère des Finances en vue de donner satisfaction au public. Une méthode nouvelle a été adoptée : au lieu de laisser les souscripteurs s'entasser derrière les guichets et perdre parfois patience, on les faisait asseoir à côté d'une petite table et en face d'une employée qui prenait leurs ordres, rédigeait elle-même les bordereaux et faisait les calculs nécessaires. Cette première opération terminée — et elle était souvent assez longue, en raison de la multiplicité des modes de souscriptions — une seconde employée conduisait le « client » au guichet de versement : il n'avait plus ainsi qu'à remettre au caissier ses bons, ses obligations ou son numéraire et à recevoir en échange un reçu qui devait lui servir plus tard à retirer son certificat. De la sorte, il accomplissait les diverses formalités de la souscription dans le délai le plus

rapide ; il ne s'impatientait plus dans une attente prolongée. Le meilleur éloge qu'on puisse faire de l'organisation des services du pavillon de Flore est de constater que le public n'a émis aucune réclamation et qu'elle n'a donné lieu à aucun mécompte sérieux[1].

*
* *

Les décrets du 16 novembre 1915 ont fixé l'émission des rentes 5 p. 100 à 88 francs par 5 francs de rente. Les rentes portaient jouissance à partir du 16 novembre 1915 et les arrérages étaient payables aux dates des 16 février, 16 mai, 16 août et 16 novembre de chaque année. Le taux d'évaluation de rentes 3 p. 100 perpétuelles, qui étaient admises pour la libération du tiers des souscriptions, était fixé à 22 francs par franc de rente, coupon du 1er janvier 1916 détaché, ce qui faisait une bonification de 75 centimes par titre de 3 francs de rente. En outre, l'arrêt ministériel du 16 novembre 1915 décidait que la souscription publique serait ouverte le 25 novembre 1915 et serait close, au plus tard, le 15 décembre suivant, par un arrêté ultérieur.

Les souscriptions pouvaient être acquittées soit en numéraire, soit en bons de la Défense nationale, souscrits ou renouvelés avant le 20 novembre 1915, soit en obligations de la Défense nationale, soit en titres de rente 3 p. 100 dans les limites fixées par la loi du 16 novembre 1915, soit enfin par des prélèvements sur les livrets des caisses d'épargne. Les bons et les obligations de la Défense nationale ou les titres de rente 3 1/2 p. 100 étaient repris à leur valeur du 15 décembre 1915, et de la sorte les porteurs n'avaient plus aucun intérêt

1. M. Cerfberr de Médelsheim, chef des bureaux du service des émissions de la Défense nationale au ministère des Finances, ajoute dans son ouvrage intitulé *le Nerf de la Guerre*, les renseignements que voici :

« A défaut d'agents hommes, les caisses du pavillon de Flore furent tenues presque toutes par des femmes, et fort bien tenues. Malgré une installation de fortune ne présentant pour ainsi dire aucune des facilités et des sécurités que l'on trouve réunies dans les banques, à la Caisse centrale du Trésor et généralement partout où l'on manie de l'argent et des titres, l'encaissement a été rapide et bien fait. A ce point que, sur un maniement de près de 3 milliards, les déficits de caisse, ensemble, n'ont pas atteint 440 francs. Ce résultat est tout en faveur de l'utilisation des femmes dans les administrations de l'État. »

à différer leurs souscriptions. Enfin les souscriptions en numéraire pouvaient être, sauf celles reçues aux armées et aux guichets de la caisse d'épargne, libérées en quatre termes, à savoir par 5 francs de rente : 10 francs le jour de la souscription ; 26 francs le 15 janvier 1916 et la même somme les 15 février et 15 mars suivants. Toute souscription libérée à l'émission donnait droit à une bonification de 15 centimes par franc de rente, même si la libération était faite en bons, obligations, ou en rente 3 1/2 p. 100.

Ces décrets et arrêtés qui ont été publiés par le *Journal officiel* du 17 novembre 1915 ont été préparés un peu à l'avance par le ministère des Finances, mais surtout par M. Ribot en personne qui en a rédigé lui-même la plus grande partie, selon son habitude. M. Ribot voulait, en effet, justifier la confiance que le Parlement et le pays lui accordaient : il tenait à régler tous les détails de cette vaste opération : il n'a rien négligé pour accroître le nombre et l'importance des souscriptions ; il a surveillé jusqu'aux moyens de propagande employés pour solliciter le public, les affiches, les vues cinématographiques ; il a reçu tous ceux qui voulaient bien l'aider à recueillir des souscriptions, membres des Chambres de commerce, agents de change, banquiers, etc., et il les a fermement encouragés à se mettre à l'œuvre avec courage et confiance. En un mot, il a tout dirigé et il a donné l'élan qui devait entraîner tout le pays ; il a mis toute sa foi patriotique au service de cette cause avec une ardeur, une bonne grâce et une modestie qui ont produit la plus vive impression sur tous ceux qui collaboraient à l'œuvre sacrée.

M. Ribot a été d'ailleurs récompensé de tant d'efforts par un succès impressionnant. Nous ne croyons pas qu'il fût possible, quoi qu'on en ait dit, de dépasser le nombre et l'importance des souscriptions à l'emprunt national. L'empressement qui s'est produit dès les premières heures de l'ouverture des guichets et qui a été si considérable a pu sans doute faire croire à des résultats fantastiques, à des chiffres invraisemblables qu'on a parfois supposé devoir atteindre 20 milliards. Mais ceux qui se livraient à de telles exagérations ne réfléchissaient pas que les disponibilités du public et le numéraire lui-même sont forcément limités. Le seul indice sérieux sur lequel on pût se baser

pour faire des prévisions était, évidemment, le bilan de la Banque de France qui accusait, le 25 novembre, une circulation dépassant 14 millards. Or il est clair que tous les billets détenus par le public ne pouvaient pas être employés à des souscriptions, puisqu'il n'y aurait plus eu d'autre moyen de paiement pour les besoins économiques et les échanges commerciaux de la vie quotidienne. Toutes les affaires se faisaient au comptant ; d'autre part, le moratorium qui pesait sur les effets de commerce et sur les loyers, l'occupation par l'ennemi des régions les plus riches de la France constituaient de sérieux obstacles au placement des nouveaux titres de rente 5 p. 100. Est-il besoin d'ajouter que la pénurie du personnel accoutumé, dans les grandes sociétés de crédit et dans les banques, à solliciter la clientèle, était fort préjudiciable au succès de l'emprunt? Sans doute le public avait été averti, par tous les moyens de publicité en usage et qui avaient été, il est vrai, un peu hâtivement improvisés, qu'il pouvait souscrire dans un nombre immense de caisses publiques et privées ; on lui avait expliqué, sur des affiches et dans les journaux, la manière de souscrire. Mais l'intervention directe et personnelle d'un agent qualifié auprès des capitalistes et des épargnants donne des résultats très supérieurs à ceux de la publicité même judicieusement organisée. Les concours volontaires ne remplacent pas l'action personnelle exercée par des hommes du métier, par des professionnels qui savent convaincre et qui ont l'habitude du placement de titres.

D'autre part, les circonstances ne semblaient pas très favorables à l'émission de l'emprunt. L'opinion publique pouvait s'alarmer, à ce moment-là, de la lenteur des préparatifs militaires en vue d'un débarquement nécessaire à Salonique. Elle ne comprenait pas les hésitations de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de l'Italie à venir au secours de la Serbie et à barrer la route de Constantinople aux Austro-Allemands. Mais notre pays n'en restait pas moins animé du même souffle patriotique, de la même certitude de vaincre et il était résolu, quoi qu'il arrivât en Orient, à répondre à l'appel que le ministre des Finances lui adressait. L'élément moral a joué un rôle décisif dans le succès de l'emprunt. Ce ne sont pas les commentaires parfois singuliers que publiaient

quelques journaux financiers sur les avantages matériels de tel ou tel mode de souscription qui ont exercé une influence sur le public ; c'est le mot de M. Ribot qui sortait de toutes les bouches : l'emprunt de la victoire ! On souscrivait, en effet, pour la victoire, pour le retour des soldats du front, après la défaite de l'ennemi, pour la France dont le destin était en jeu et qui voulait affirmer sa volonté de vivre. Non certes, les gains que l'on pouvait retirer en échangeant ses rentes 3 p. 100 ou en les conservant n'étaient guère comparables aux bénéfices moraux que l'on devait attendre de larges souscriptions, du nombre des versements, de l'empressement des citoyens aux guichets des caisses publiques. Aux yeux de bien des souscripteurs, le certificat de patriotisme qui leur était délivré avait un sens précis : la gravure qui leur était offerte attestait qu'ils avaient fait leur devoir de Français et ils étaient très fiers de l'avoir méritée.

*
* *

L'expérience, dans tous les cas, a été concluante. Dans la séance tenue le 24 décembre 1915 par le Sénat, M. Ribot a fait un exposé des premiers résultats connus. Il a annoncé que le nombre des souscriptions atteindrait certainement 3 millions, que près de 700 millions de rente avaient été souscrits, ce qui équivalait à un capital de plus de 14 milliards. En Angleterre, 600 millions avaient été souscrits par 22 000 personnes. Dans tous les pays, en Suisse où nous avions recueilli plus de 100 millions, en Italie, en Espagne, en Hollande, dans les pays scandinaves, dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud, partout on avait donné à la France, à cette occasion, de grandes marques de confiance.

Comme je le disais à la Chambre, ajoutait M. Ribot, l'opinion du monde est avec nous et aussi sa sympathie. Il a le sentiment que si nous n'étions pas vainqueurs dans cette lutte que nous n'avons pas engagée, mais que nous soutiendrons jusqu'au bout, il y aurait quelque chose de perdu de la liberté et de l'honneur, de l'éclat de la civilisation et qu'un poids lourd s'abattrait snr l'univers.

C'est assurément ce qu'avait pensé la France quand elle avait si généreusement répondu à l'appel de M. Ribot, quand elle avait confié avec tant de joie ses capitaux et ses oboles à la défense nationale.

Des résultats plus complets, mais non encore définitifs, ont été donnés par le ministre des Finances dans l'exposé des motifs du projet de loi concernant l'ouverture des crédits sur l'exercice 1916 [1] et qui avait notamment pour objet d'ouvrir un crédit de 189 millions pour le paiement du premier arrérage de la nouvelle rente 5 p. 100.

Le total des rentes souscrites, disait cet exposé, atteint 756 millions et demi de rentes. Le montant des rentes souscrites ou centralisées à Paris s'élève à 496 millions ; 230 300 000 francs de rentes ont été souscrites ou prises en compte en province ; 30 100 000 francs de rentes ont été recueillies en Angleterre ; 572 000 francs de rentes proviennent des colonies ; quant aux opérations faites à l'étranger, en dehors du Royaume-Uni, elles ont été presque intégralement transmises à Paris aux correspondants des banques de l'étranger et, bien qu'elles représentent près de 200 millions, il n'en peut être parlé que pour mémoire afin d'éviter tout double emploi. Certaines corrections pourront être apportées à ces chiffres lors de la vérification des dossiers de souscription ; d'autre part, les résultats de l'émission n'ont pas été entièrement contrôlés en ce qui concerne les souscriptions recueillies soit sur les navires de la flotte, soit dans les colonies lointaines, soit dans certains pays étrangers, mais il ne semble pas qu'il puisse y avoir lieu à d'importantes rectifications.

Le capital des nouvelles rentes 5 p. 100 dépasse 15 130 millions de francs.

Au prix d'émission de 88 francs, ce résultat correspond à un versement effectif de 13 314 millions[2]. En réalité, une fraction de cette somme a été restituée, à titre de bonification de 0 fr. 15 par franc de rente, aux souscripteurs qui se sont entièrement libérés à l'émission ; les rentes qui ne comportent aucun versement complémentaire, ni au moyen de titres 3 p. 100, ni au moyen de numéraire, s'élèvent à 473 900 000 de francs en chiffres arrondis (soit près de 63 p. 100 du total) et les bonifications comprises à la fois en recette et en dépense représentent une somme de 71 millions de francs.

1. Ce projet a été déposé à la Chambre des députés le 13 janvier 1916 et voté le 15 février.

2. Ces chiffres ont naturellement subi plusieurs modifications et le résultat définitif de l'emprunt ne pourra être connu qu'en fin d'exercice. Le nombre des caisses ouvertes aux souscripteurs non seulement en France mais dans les colonies est, en effet, considérable et il faut nécessairement un long délai pour ras-

Le surplus, soit 13 243 millions, se décompose en numéraire et en valeurs comme il suit :

Numéraire	6 368 000 000	francs
Bons de la Défense nationale	2 227 900 000	—
Obligations de la Défense nationale	3 191 900 000	—
Rente 3 1/2 p. 100 amortissable	24 450 000	—
Rente 3 p. 100 perpétuelle	1 430 530 000	—

Des détails complémentaires et fort intéressants ont été en outre donnés au public ou nous ont été communiqués. Le compte rendu du Conseil général de la Banque de France à l'assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916 déclare que près du cinquième du montant total des souscriptions à l'emprunt 5 p. 100 de la Défense nationale a été recueilli par l'entremise de notre premier établissement de crédit : 2 963 millions et demi répartis en 300 798 souscriptions. Dans ce chiffre, l'apport en numéraire a dépassé 1 120 millions, soit 43 p. 100 du capital au prix d'émission ; celui des bons de la Défense nationale 567 millions, soit 22 p. 100; celui des obligations, 625 millions, soit 25 p. 100 ; celui des rentes 3 p. 100 et 3 1/2, 252 millions, soit 10 p. 100. Conformément à la loi du 17 novembre 1897, la Banque de France avait ouvert ses guichets gratuitement, sans commission ni rémunération d'aucune sorte. La Compagnie des soixante-dix agents de change de Paris a recueilli, de son côté, plus de 936 millions en capital nominal; le Crédit Lyonnais, 1 700 millions; la

sembler les éléments d'une comptabilité aussi dispersée. A l'heure où nous écrivons, le montant des souscriptions s'élève, à raison de 88 francs pour 5 francs de rente à

	13 380 369 809	fr. 48
Il a été restitué à titre de bonification pour les rentes libérées	70 595 633	89
Total net	13 307 774 175	fr. 59

Ce total se décompose de la manière que voici :

Numéraire	6 158 225 461	fr. 50
Caisses d'épargne	267 635 107	65
Bons	2 244 446 045	43
Obligations de la Défense nationale	3 181 387 802	73
Rente 3 1/2 p. 100	22 320 906	28
Rente 3 p. 100	1 435 758 852	»
	13 309 774 175	fr. 59

Société Générale près de 800 millions et le Comptoir national d'Escompte à peu près la même somme; le Crédit Industriel, 342. La Société centrale des Banques de province a déposé au Trésor des souscriptions s'élevant à 280 millions en capital nominal et plus de 270 banques de province lui ont transmis leurs versements : il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'ensemble des banques et établissements de province affiliés à la Société centrale a recueilli plus d'un milliard de souscriptions. Enfin, plus de 27 000 souscripteurs ont fait des versements à la Caisse centrale du Trésor, du 25 novembre au 15 décembre 1915.

Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants qu'ils représentent des souscriptions réelles et définitives. Ceux qui ont acquis par des versements immédiats ou différés des rentes 5 p. 100 avaient, en immense majorité, l'intention de les garder en portefeuille. Il est en outre à remarquer que la plupart des rentes souscrites ont été immédiatement libérées. Le nombre total des souscripteurs est plus élevé qu'on ne le pensait quelques semaines après la clôture des souscriptions : il dépasse à une heure où les calculs ne sont pas encore achevés, 3 130 000. Mais ce chiffre énorme des petits et gros capitalistes qui ont fait des versements pendant les trois semaines de l'emprunt ne peut donner qu'une idée approximative de l'empressement du public de toutes catégories. Tous ceux qui ont versé ne l'ont pas fait pour leur compte unique : ils s'étaient chargés, très souvent, des souscriptions de leurs parents ou de leurs amis. En outre, des chefs d'industrie ou de maisons de commerce n'ont fait qu'un seul versement pour l'ensemble de leur personnel dont ils avaient recueilli les souscriptions. Peut-être aussi, d'autres personnes n'ont-elles pas voulu qu'on connût le montant de leur souscription et ont-elles prié un intermédiaire discret de l'ajouter à la sienne. Il est donc impossible de savoir d'une manière précise le nombre exact des souscripteurs : on ne connaîtra que celui des versements, lorsque tous les comptes auront été établis et contrôlés. Par contre, on savait déjà, à la fin du mois de janvier dernier, le nombre des certificats provisoires qui avaient été réclamés à la Caisse centrale : il s'élevait à 12 718 000 ! Mais comme un même souscripteur peut recevoir plusieurs

coupures, par exemple lorsqu'il a versé pour le compte de plusieurs personnes, ou lorsque sa souscription ne correspond pas aux diverses coupures en usage — c'est-à-dire 5, 10, 25 50, 100 francs de rente et ainsi de suite —, il doit nécessairement recevoir plusieurs certificats provisoires en échange de son versement. Par conséquent, ce second chiffre de 12 millions de coupures ne peut pas non plus servir de base à une évaluation. Mais il résulte des explications que nous venons de donner que le nombre de 3 130 000 souscripteurs qui se sont présentés aux guichets est, en réalité, beaucoup plus élevé. Tenons-le, cependant, pour approximatif : cela suffit pour en conclure que, dans aucun pays du monde, ni chez nous à aucune époque de notre histoire financière, il ne s'était manifesté un si grand enthousiasme en faveur d'un emprunt national.

Le succès pouvait-il être plus éclatant encore? Ce n'est pas très sûr. En se rappelant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que la circulation de la Banque de France atteignait 14 milliards au moment de la souscription, comment pouvait-on supposer que plus de 6 à 7 milliards de billets reviendraient au Trésor? Le numéraire versé à l'État a dépassé 6 milliards, auxquels il faut ajouter les sommes perçues les 15 janvier, 15 février et 15 mars 1916 pour la libération d'une partie des titres souscrits. Il a permis au Trésor de rembourser à la Banque de France 2 400 millions et de faire face à des engagements considérables, à ses échéances du mois de décembre 1915 qui sont les plus fortes de l'année. Mais l'émission des obligations de la Défense nationale ayant été suspendue et le placement des bons ayant été peu important pendant la période de la souscription à l'emprunt, l'État a perdu de ce chef les ressources qu'il réalisait auparavant. Par contre, la conversion de plus de 3 milliards d'obligations et de 2 228 millions de bons de la Défense en rentes perpétuelles l'a dégagé du souci de rembourser cette portion de sa dette dont il n'aura plus à payer que les arrérages. Somme toute, l'emprunt a donné une élasticité nouvelle à notre trésorerie et le dessein poursuivi par le ministre des Finances, depuis le mois de septembre 1914, s'est pleinement réalisé,

grâce à l'empressement patriotique du pays à prendre une si large part à l'œuvre de la défense nationale.

*
* *

On se demande souvent, depuis le début des hostilités, comment il est possible de subvenir aux charges croissantes qu'elles entraînent, qui atteignent aujourd'hui 2 milliards et demi environ par mois et qui ne sont guère susceptibles de diminuer avant la conclusion de la paix. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler les explications très claires qu'a données à diverses reprises M. Ribot et qui permettent de comprendre le mécanisme de nos finances de guerre.

On sait que, notre pays ayant été pris au dépourvu par l'agression de l'Allemagne, l'État a été contraint de faire appel à la Banque de France et de lui réclamer les avances qu'elle s'était d'ailleurs engagée à lui fournir, par un contrat resté secret, le jour de la mobilisation générale. Mais si l'État avait fait des emprunts illimités à la Banque, sans se préoccuper de ménager son crédit, que serait-il arrivé? La circulation de la Banque n'aurait cessé d'augmenter et elle aurait pu atteindre des proportions inquiétantes. La valeur du billet repose sur la confiance qu'on lui accorde et cette confiance est d'autant plus grande, évidemment, que la circulation est plus réduite. Si on se laisse entraîner à un régime d'émission continue, on fait disparaître peu à peu le gage du billet ; on crée, à la longue, des assignats dont la valeur peut tomber à zéro, comme sous la Révolution. Un État qui commet cette imprudence marche à la ruine et il provoque la ruine du pays : dans cette hypothèse, il n'a plus le moyen de faire face à des dépenses de guerre ni d'ailleurs à aucune autre.

Pour éviter le danger de la dépréciation du billet, il est donc indispensable de maintenir la circulation dans des limites raisonnables. On y parvient aisément en offrant une prime, c'est-à-dire un intérêt plus ou moins élevé, à tous ceux qui voudront bien échanger leurs billets de banque pour des bons ou des obligations du Trésor à court terme et mieux encore pour des rentes perpétuelles. Au fur et à mesure que

les souscriptions sont recueillies, les billets reviennent à la Banque ; sa circulation diminue et la solidité de son crédit augmente.

D'autre part, quand l'État a de nouveaux besoins d'argent, il peut sans inconvénient s'adresser à la Banque d'émission, puis contracter de nouveaux emprunts publics, lorsque sa dette envers la Banque, qui a pour effet d'accroître la circulation, remonte à un certain chiffre. Ce mécanisme constitue tout le secret des finances de guerre. Grâce au circuit des billets qui sortent de la Banque pour payer les dettes de l'État et qui y reviennent lorsque l'État contracte des emprunts publics, le mécanisme peut jouer sans difficulté et aussi longtemps que les capitalistes et les épargnants consentent à échanger leurs billets pour des titres du Trésor.

S'ils s'y refusaient et s'ils aimaient mieux, sous un prétexte ou sous un autre, conserver les billets que de les faire rentrer à la Banque, ces capitalistes inintelligents consommeraient leur propre ruine. Ils obligeraient la Banque à accroître indéfiniment ses émissions, à diminuer par suite le gage de ses billets. Et au fur et à mesure que la valeur des billets viendrait à baisser, la fortune de ceux qui thésaurisent diminuerait dans les mêmes proportions. Il est donc de leur propre intérêt de ne pas laisser sans emploi leurs billets de banque, de les échanger pour des titres du Trésor chaque fois qu'on leur en offre l'occasion.

Ces notions élémentaires d'économie financière ne sont peut-être pas encore assez répandues, surtout dans nos campagnes où l'on continue à mettre en réserve l'or qui ne circule plus, la monnaie d'argent qui se cache encore et surtout les billets de banque gagnés ou épargnés. Il y a certainement, dans des bas de laine ou des coffres-forts, beaucoup plus de numéraire qu'il n'en faut pour les nécessités des transactions et des échanges. On a malheureusement perdu l'habitude, comme en Angleterre, de déposer tout son argent dans une banque, de se servir presque exclusivement du chèque ou du mandat de virement pour payer ses dettes. Beaucoup de ceux qui usaient de ce procédé si commode y ont renoncé depuis le moratorium des dépôts qui a si gravement altéré la confiance du public. Mais deux années se sont écoulées

depuis que cette erreur a été commise : elle a été du reste complètement réparée, puisque les dépôts sont aujourd'hui libérés de toute restriction de remboursement. Il faut donc répéter, une fois de plus, qu'il est absurde de thésauriser les billets de banque, qu'il est au contraire conforme à l'intérêt national et favorable au crédit du billet lui-même, que ses détenteurs en fassent le dépôt dans des caisses publiques ou privées, ou, ce qui est encore préférable, qu'ils souscrivent à des bons du Trésor. Par ces divers moyens, le public contribue à diminuer la circulation et consolide son propre crédit en augmentant celui de la Banque de France.

*
* *

Un État peut donc supporter pendant une très longue durée les dépenses de la guerre, à la double condition que sa banque d'émission possède un crédit dont la solidité aura été assurée en temps de paix, et que ses nationaux comprennent la nécessité de souscrire largement aux emprunts publics. Ces deux conditions sont admirablement remplies en France, ce qui a permis à M. Ribot d'affirmer à diverses reprises que notre pays ne manquerait jamais de ressources pour subir les charges de la guerre qui nous a été imposée. Sans doute, pendant toute la période des hostilités et même plusieurs années après la conclusion de la paix, l'État contractera de très lourdes dettes. Mais l'essor économique qui suivra la conclusion d'une paix glorieuse permettra aux contribuables d'en supporter le fardeau avec moins de gêne, et provoquera, dans notre laborieux pays, un accroissement continu de prospérité. De sérieux indices d'activité se manifestent déjà dans beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales. Notre agriculture produit des récoltes de plus en plus abondantes, bien qu'elle paye un si large tribut à la défense nationale par le nombre immense de combattants qu'elle fournit aux armées du front.

Pour citer des exemples de cette amélioration progressive de notre situation économique, on n'a que l'embarras du choix. Le produit des impôts a augmenté de près de 300 millions pendant les sept premiers mois de l'exercice 1916, par rapport

à la période correspondante de 1915. Le portefeuille de la Banque de France contenait, en novembre 1914, pour 3 771 millions d'effets prorogés : il en a été retiré, depuis, pour plus de 2 330 millions, ce qui en réduit le montant à 1 440 millions environ. Les nouvelles opérations d'escompte qui ont eu lieu depuis le début de la guerre faisaient osciller, en 1915, le mouvement du portefeuille non moratorié entre 200 et 250 millions : elles l'ont porté à une moyenne de 450 millions depuis le mois de février 1916. Les dépôts confiés aux grands établissements de crédit ont augmenté de plusieurs centaines de millions depuis le commencement de l'année. Les retraits des caisses d'épargne ont une tendance marquée à diminuer et les titulaires de livrets n'hésitent pas à convertir leur petite fortune en valeurs de la Défense nationale. Les recettes purement commerciales des quatre grands réseaux de chemins de fer — État, Orléans, Midi et P.-L.-M. — qui n'ont pas été touchés par l'invasion, n'ont été inférieures que d'une vingtaine de millions, soit 6 p. 100, pendant le premier semestre de 1916, aux recettes de la même période de 1914, c'est-à-dire d'une période de paix : elles s'accroissent, depuis, avec une régularité constante. Nos exportations de matières premières et d'objets fabriqués, qui s'étaient abaissées à 350 millions pendant le dernier trimestre de 1914, se sont relevées à 775 millions pendant le premier trimestre de 1916 et à 950 pendant le second [1].

Enfin l'importance des transactions mobilières au comptant à la Bourse de Paris est un indice plus frappant encore de la reprise des affaires et de l'accroissement de l'épargne publique. En décidant, par un décret du 10 août dernier, et comme nous l'avions demandé ici même dans un intérêt d'ordre général, le relèvement des courtages des agents de change, le ministre des Finances a donné, en effet, sur l'état de la Bourse des valeurs, les renseignements que voici [2] :

Déjà la liquidation du 30 septembre 1915 a dénoué la plus terrible crise que la Bourse ait jamais connue ; la cotation des valeurs s'effectue

1. Nous empruntons ces chiffres à la *Situation économique et financière* du 12 août 1916. Cette revue les a établis d'après les coefficients de majorations admis par l'administration des douanes, qui les évalue à 50 p. 100 à la sortie, en raison de la hausse des prix et de la hausse des frets.

2. *Journal officiel* du 13 août 1916.

en toute sincérité, alors qu'ailleurs toute cotation même est supprimée : la Bourse donne son concours aux opérations de crédit de l'État et son activité renaissante est entretenue de la plus heureuse manière par les transactions qui ont lieu sur les titres du grand emprunt national. La moyenne journalière des opérations au comptant se chiffre actuellement par une somme d'environ 14 millions de francs. Elle était, avant la guerre, d'environ 23 millions. Sur ce chiffre de 14 millions la part afférente aux négociations sur la rente 5 p. 100 dépasse chaque jour 6 millions de francs.

Le produit de l'impôt sur les opérations de Bourse atteste d'ailleurs cette reprise des affaires : d'un total de 325 000 francs pendant le premier semestre de 1915, il s'est élevé à 1 084 000 francs pendant le semestre correspondant de 1916. Enfin une hausse plus ou moins sensible s'est produite sur la plupart des valeurs françaises. Le tableau ci-dessous montre quelle en a été l'importance :

	Plus bas 1915	Plus haut 1916
5 p. 100	87 25 [1]	90 90
Banque de France	4 185	5 400
Banque d'Algérie	2 300	2 851
Banque de Paris	775	1 200
Crédit Lyonnais	885	1 310
Orléans	1 040	1 210
Suez	3 890	4 885
Transatlantique ord.	100	209
Boléo	550	922
Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt	1 511	2 400
Rio	1 460	1 815

Au surplus, nos disponibilités ont augmenté dans de telles proportions que les émissions de bons de la Défense nationale ont pris, au cours des derniers mois, un développement inouï : de 8 milliards en novembre dernier, le montant des bons en circulation dépasse aujourd'hui 13 milliards, bien que le taux d'intérêt soit moins élevé que celui des bons du Trésor anglais. Comment douter, dans ces conditions, que le succès du second emprunt de rentes perpétuelles ne s'affirme pas avec la même intensité que celui du premier? Ce nouvel emprunt est attendu

1. Cours d'émission pour les titres libérés. Le 5 p. 100 n'a été coté qu'en janvier 1916.

avec impatience, on peut le dire, par la foule des capitalistes français : gros ou petits, ils veulent y souscrire non seulement dans un but d'utile placement, mais dans un dessein de patriotisme dont l'élan ne s'était jamais manifesté avec plus d'unanimité qu'aujourd'hui.

Les événements diplomatiques et militaires de ces derniers mois justifient d'ailleurs amplement la confiance du pays tout entier dans une victoire complète et décisive. Est-il besoin de rappeler le nombre sans cesse accru des puissances qui se sont rangées aux côtés de la France, de la Russie, de l'Angleterre pour défendre leur indépendance? Après l'Italie, qui a renouvelé son adhésion loyale à l'Entente par une déclaration de guerre officielle à l'Allemagne, après le Japon, la Belgique, la Serbie, le Monténégro et le Portugal, la Roumanie entre en ligne : elle envahit la Hongrie et, en liaison avec les troupes russes, elle achève la déroute de ce qui reste des armées autrichiennes.

Que d'heureux progrès se sont, en outre, accomplis dans la direction des opérations militaires des Alliés ! L'unité d'action s'est réalisée sur tous les champs de bataille. A Verdun nos troupes ont héroïquement résisté, depuis le mois de février, à des attaques formidables et préparées par les plus puissants engins de destruction : avec des forces supérieures, avec une accumulation d'artillerie lourde et une prodigalité de munitions qui dépassent tout ce que l'imagination pouvait concevoir, les Allemands ont été impuissants à rompre les lignes françaises; leurs efforts n'ont pu triompher du courage que donne aux soldats d'une juste cause la certitude d'une victoire prochaine. Dans la Somme, les troupes franco-anglaises refoulent les armées allemandes par d'énergiques assauts. Sur le front oriental, l'armée russe accomplit des prodiges : par des manœuvres offensives d'une admirable hardiesse, elle a reconquis dans les Carpathes le terrain qu'elle avait momentanément abandonné ; dans le Caucase, elle délivre de l'horrible fléau des massacres et de la famine des populations décimées par la barbarie turque, — tandis que l'armée de Salonique, où se confondent des soldats français, anglais, russes, serbes et italiens, se porte en avant pour châtier la trahison bulgare et la fourberie ottomane. Enfin l'armée italienne chasse de ses

forteresses presque inaccessibles un ennemi séculaire : elle s'empare des villes et des territoires que l'Autriche avait arrachés à leur patrie.

Sur tous les fronts et dans toutes les régions de l'Europe et de l'Asie où la rapacité des ambitions germaniques a fait couler des flots de sang, l'ardeur des troupes alliées et la vigueur de leurs attaques augmentent, alors que celles de leurs adversaires diminuent. L'heure s'avance des réparations légitimes et des sécurités nécessaires pour empêcher de nouveaux crimes. Notre opinion publique a raison de ne se laisser décourager ni par la durée des hostilités ni par les deuils cruels dont elle a été accablée. Elle comprend que le dernier mot ne peut rester, dans cette effroyable lutte, qu'aux peuples les plus résistants. Elle sait que le devoir de ceux qui ne combattent pas dans les tranchées consiste à aider ceux qui prennent part aux batailles. En versant son or et ses épargnes à la France, elle montre qu'elle a foi dans ses destinées. Le succès du premier emprunt de la Défense nationale est, à ce titre, une preuve éclatante des véritables sentiments de notre pays. Le même empressement suivra l'émission prochaine du second emprunt et témoignera, une fois de plus, de notre ferme volonté de conquérir une paix glorieuse et durable.

GEORGES LACHAPELLE

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE[1]

(1871-1914)

III. — EN ALSACE-LORRAINE

Quelle fut, depuis l'annexion jusqu'à nos jours, l'attitude des Alsaciens-Lorrains? Toute la politique allemande, extraordinairement maladroite, fit surgir une antithèse vivante, un conflit de deux forces antagonistes qui a persisté depuis quarante-cinq ans.

La vieille Allemagne, sérieuse et mystique, pour laquelle les Alsaciens avaient pu nourrir une sympathie réelle, disparut à leurs yeux devant les procédés de gouvernement inaugurés par Bismarck. Il ne resta plus que le nouvel empire prussien avec son administration pesante. Ils supportèrent impatiemment la privation de leurs droits politiques; et cette atteinte à une tradition millénaire fit beaucoup pour enraciner chez eux un irrédentisme silencieux dont s'étonnèrent les fonctionnaires allemands.

Chaque fois que l'Alsace-Lorraine, escomptant une promesse du gouvernement de Berlin, crut pouvoir réclamer quelque adoucissement au régime, elle subit sans tarder, par réaction, une recrudescence d'oppression, un renforcement nouveau de la discipline prussienne, *das Faustrecht* — le droit du poing. Mais toutes les façons germanisantes, celle du « morceau de sucre » comme celle de la « cravache » échouèrent complètement. Toute pression allemande amena

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre 1916.

par contre-coup une progression concomitante du sentiment national alsacien-lorrain.

Il faut dire également que les provinces annexées connurent l'Allemagne par son plus mauvais côté, et que l'invasion des immigrés, gens de moindre valeur civile et morale, rendit odieuse la germanisation officielle. Inondées de brochures et de discours qui proclamaient la déchéance des races latines, froissées par les fêtes de Sedan et toutes les cérémonies commémoratives de nos désastres, elles sentirent leur plaie s'envenimer. Les hommes réfléchis de Strasbourg et de Metz se butèrent avec un entêtement farouche contre les efforts des germanisants. C'est ce même besoin de résister à tout prix, de sauver l'individualité alsacienne, que l'on a vu renaître dans ces dernières années et trouver sa formule dans la belle expression du docteur Dollinger : le *de oir alsacien*.

Jusque vers 1889, ce fut l'époque héroïque de l'intransigeance absolue, soutenue par l'opinion française, avec l'espoir d'une revanche prochaine. Les représentants alsaciens-lorrains à l'Assemblée nationale avaient crié leur indignation devant l'Europe; chacun se rappelle leur protestation fameuse :

> Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine... affirment de la manière la plus formelle, au nom de ces provinces, leur volonté et leur droit de demeurer françaises. Livrés, au mépris de toute justice et par un odieux abus de la force, à l'étranger, nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement.

Dès la signature du traité de Francfort, malgré les obstacles et les vexations de l'administration allemande, le cinquième des populations annexées émigra en France. Ceux qui ne purent partir conservèrent l'attitude définie par leurs représentants et tinrent pour nul le contrat qui règlait leur sort contre leur volonté. Ils réservèrent leurs droits à toutes revendications ultérieures et se déclarèrent étrangers à l'Allemagne. C'est dans cette pensée commune qu'ils devaient exprimer plus tard leurs demandes de libertés et réclamer, sans se lasser, une constitution à part.

Protestation et émigration, telle fut l'attitude immédiate des populations annexées. Plus de 300 000 Alsaciens émi-

grèrent sur une population de 1 100 000. En Lorraine, la proportion fut moins forte. Mais, d'après les statistiques allemandes mêmes, la population civile des territoires cédés, qui atteignait 1 517 494 habitants en 1871, tombait au nombre de 1 499 020 lors du recensement de 1875, malgré un excédent de 52 120 naissances en cinq ans et une forte immigration allemande. Les émigrants alsaciens appartenaient à toutes les classes de la société. Magistrats, fonctionnaires, ouvriers, particuliers de toutes conditions passèrent la frontière. Mais ce fut l'élite qui fournit le plus grand nombre de recrues à l'émigration, dans les deux capitales surtout, à Strasbourg et à Metz, — fait très grave, car le départ des dirigeants rendit plus difficile l'organisation délicate d'une résistance légale, mesurée, mais irréductible[1].

Quand le délai d'option vint à échéance (1er octobre 1872), l'émigration prit des proportions énormes. Bismarck, effrayé, résolut de l'enrayer à tout prix. Il refusa d'abord de traiter comme Français ceux des optants qui, même pour des raisons majeures, s'étaient attardés en Alsace après le délai fixé. La même année, il instaurait le service militaire dans les provinces conquises et provoquait un nouvel exode de jeunes gens. Le nombre en eût été plus grand encore s'il n'avait obtenu du gouvernement français l'assurance qu'ils seraient admis *seulement* dans la Légion étrangère. Ces deux mesures de rigueur, par un juste retour du sort, furent favorables à la cause alsacienne ; car ceux qui durent rester sous le joug allemand entretinrent l'opposition irrédentiste.

Les premières décisions administratives fixèrent définitivement les Alsaciens-Lorrains sur les sentiments qui animaient leurs nouveaux maîtres. Parmi quelques velléités de politique conciliatrice, on démêlait déjà des mesures dépourvues de toute équité. C'est ainsi qu'après les deux arrêtés du 22 mars et du 14 avril 1871, qui augmentaient le traitement des instituteurs et rendaient l'instruction primaire obligatoire, la législation du Reichsland s'enrichit très vite d'une série de décisions arbitraires, parmi lesquelles les lois du 14 juillet 1871

1. On s'en rendit compte plus tard, au moment de la germanisation à outrance et notamment sous l'administration du prince de Hohenlohe-Schilingfürst.

et du 23 mars 1872, qui commençaient la supplantation progressive de la langue française par la langue allemande. Et que penser de ce déni de justice qui obligea beaucoup de paysans alsaciens à payer une deuxième fois les impôts de 1869, parce qu'ils en avaient perdu les quittances pendant la guerre? Quant aux énormes indemnités attribuées pour dommages de guerre aux paysans, elles furent une mesure complémentaire de ce système de germanisation; mesure qui réussit en partie, du reste, mais qui exalta l'hostilité des annexés intransigeants.

Aussi, pendant toute la période qui s'étend de 1871 à 1889, jamais les Alsaciens-Lorrains ne s'en sont écartés de leurs principes protestataires. Leur irrédentisme sembla parfois se taire, par lassitude ou par crainte, ou modifier son programme, par nécessité politique ou par esprit de sacrifice. Jamais il ne s'est démenti. Il put s'apaiser sous l'influence d'une équivoque. Mais chaque fois que les circonstances politiques placèrent les populations annexées dans une situation telle que leurs décisions pouvaient prendre aux yeux de l'Europe l'importance et la signification d'un referendum, on les vit se ressaisir et proclamer à nouveau leur vivant irrédentisme. Rappelons, à cet égard, quelques faits intéressants. En 1875, les Alsaciens-Lorrains accueillent favorablement la création de la *Commission régionale*; mais, dès qu'ils apprennent que le serment de fidélité à l'empereur est exigé des élus, quinze cantons de Haute-Alsace et de Lorraine refusent de voter. En 1881, à la veille des élections au Reichstag, ils manifestent quelque sympathie pour les candidats *autonomistes*, grâce auxquels avait été instauré, en 1879, le premier essai de gouvernement local; mais dès que Manteuffel trahit, par un aveu inconsidéré, la politique germanophile qu'il compte obtenir des nouveaux élus, le scrutin assure le triomphe des *protestataires*. En 1887, par une sorte de chantage politique, le gouverneur leur fait entrevoir, d'une manière menaçante, qu'un vote défavorable à l'empire accroîtrait les chances de guerre; mais les Alsaciens-Lorrains, sentant l'attention de l'Europe fixée sur eux, votent en masse pour les candidats protestataires. Tous ces événements politiques, un peu oubliés aujourd'hui, sont pourtant remarquables, car ils montrent

comment ce peuple sut toujours deviner l'abîme, avec un clairvoyant sens politique.

L'indifférence que la France semblait manifester depuis 1880 déjà, et que beaucoup constataient chaque jour davantage, ne suffit pas à modifier l'attitude de l'Alsace-Lorraine : les fameuses élections de 1887 le prouvèrent bien, qui envoyèrent au Reichstag les quinze candidats protestataires, au complet. Beaucoup même l'ont conservée jusqu'à nos jours avec un entêtement farouche, et parmi ceux-là, on trouve un grand nombre d'Alsaciens émigrés. Ceux qui crurent que l'évolution du sentiment français, cette quasi-indifférence, était légitimée par l'évolution même du sentiment alsacien-lorrain, se trompèrent lourdement. L'excuse qu'ils cherchaient était une mauvaise excuse; c'est l'inverse qui est vrai. L'irrédentisme alsacien évolua douloureusement, on peut le dire, à la remorque de l'opinion française. Jusqu'en 1880, pendant la phase de l'exaspération française, ce fut, en Alsace, l'intransigeance absolue à l'égard du Prussien. Et cette obstruction formelle se poursuivit même jusque vers 1889, tandis qu'en France, depuis huit ou neuf ans déjà, depuis la mort de Gambetta tout au moins, l'opinion se préoccupait de plus en plus des seuls projets d'expansion coloniale.

A partir de 1889, cependant, les Alsaciens-Lorrains comprirent qu'il ne fallait plus espérer une guerre de revanche et que la politique française s'orientait vers d'autres destinées. Il semble qu'une telle déception aurait dû les amener à envisager l'hypothèse d'un compromis avec l'Allemagne. On escomptait, à Berlin, avec une impatience mal dissimulée, un revirement favorable à l'empire. Il n'en fut rien cependant. En fait il y eut bien, dans quelques classes de la société, dans la vieille génération notamment, une véritable vague de découragement. La politique de M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères de mai 1894 à juin 1898 (avec une courte interruption du 1er novembre 1895 au 23 avril 1896), semblait de moins en moins attentive à la grande question qui avait été longtemps le souci essentiel de nos hommes d'État. Les Alsaciens-Lorrains suivaient avec une émotion profonde, quoique intime et peu bruyante, la série des faits qui dessi-

naient cette évolution très sensible de notre politique étrangère vers une nouvelle fortune, et dont le plus retentissant, la participation d'une escadre française à l'inauguration du canal de Kiel, au printemps de 1895, prit à leurs yeux la valeur symptomatique d'une courtoisie franco-allemande et d'une tentative de rapprochement politique. Mais, chose étonnante, on vit alors intervenir la génération nouvelle, celle qui n'avait connu la guerre qu'à travers les récits de ses aînés; elle se montra plus intransigeante que sa devancière, au point que c'est dans celle-ci seulement que l'on retrouve quelques types d'Alsaciens résignés, accablés par les malheurs qu'ils ont vécus, et partisans d'une politique de conciliation avec l'Allemagne sur la base d'une vague autonomie. Ce phénomène historique, un des plus curieux parmi ceux que l'on découvre dans cette passionnante question, a d'ailleurs été mis en relief, à juste titre, par les nombreux biographes de l'Alsace-Lorraine [1]. — Au reste, nous verrons plus tard que la préparation laborieuse de la loi électorale qui accompagnera la réforme constitutionnelle de 1911 reflètera chez les dirigeants allemands une profonde méfiance à l'égard des jeunes générations alsaciennes. L'adoption du vote plural donnant une voix à l'électeur de plus de vingt-cinq ans, deux voix à l'électeur de plus de trente-cinq ans, trois voix à celui de plus de quarante-cinq ans, ne sera certes pas déterminée par le souci très louable d'attribuer une plus large part de pouvoir à la sagesse prudente qui est généralement l'attribut de l'âge. Personne, en Alsace, ne s'y trompera. Le gouvernement impérial voudra seulement parer par avance la menace des générations nouvelles qui se montreront, malgré l'école et la caserne, plus réfractaires que leurs aînées à l'idée allemande [2].

1. Voir, notamment, Dumont-Wilden : l'Ame alsacienne et la Germanisation. *Revue Bleue*, 28 janvier 1911.

2. Les députés alsaciens proclamèrent à la tribune même du Reichstag, cet irrédentisme nouveau des jeunes générations. Tel Preiss, député de Colmar, dans son grand discours du 31 janvier 1895 : « Nous autres, jeunes, nous ne sommes pas comme la génération de 1870 que l'option et l'émigration ont privée de ses éléments les plus résistants ; avec nous, on n'a pas affaire à un sentiment lassé et détendu qui se laisse comprimer et façonner. Dans les cœurs de la jeunesse vit avant tout un sentiment plus fort que tous les autres : la dignité personnelle, le sentiment de valoir autant que n'importe qui. Si vous n'introduisez pas un régime libéral, vous ferez l'expérience que cette jeune génération s'opposera bien plus énergiquement à la fusion que ce n'a été le cas depuis 1870. »

En Alsace, la génération de 1889 échappa au triste retour de « mal du siècle » qui sévit en France sur les jeunes gens de cette époque. Elle sut éviter le goût néfaste de l'indiscipline, le mépris du passé et ce snobisme d'opinions extrêmes, bonapartistes ou anarchistes. Elle s'intéressa au mouvement boulangiste, comme à un renouveau de l'irrédentisme français, mais avec un sens politique trop fin pour en escompter le succès. Aussi l'échec de la tentative boulangiste, loin de l'accabler, l'affirma-t-elle dans son intention de donner à son attitude protestataire une base plus solide et, dans un certain sens, plus logique.

Avec ces nouveaux protestataires, la thèse irrédentiste subit sa première évolution essentielle. Ils ne pouvaient plus faire état des droits historiques de la France, puisqu'elle semblait les abandonner. Ils déclarèrent alors que leur passé, leur culture et leurs besoins les liaient irrémédiablement à la France et que c'était leur volonté de lui être rattachés un jour. La France ne les réclamait plus : ils se réclamaient d'elle. Et ce nouvel irrédentisme, avec son principe simpliste, très vite répandu dans les grandes villes intellectuelles, porta le premier coup mortel à l'œuvre de germanisation.

Telle fut la formule qu'il conserva, d'une manière générale, jusque vers la fin du XIXe siècle. Mais le début du XXe apporta dans le programme irrédentiste la plus considérable transformation qu'il ait jamais subie. Cette transformation, à vrai dire, s'était déjà dessinée au cours des années 1892-1897. Bien que nettement nationalistes (11 élus protestataires sur 15 sièges à pourvoir), les élections de 1890 n'en avaient pas moins nommé quatre députés dits de « conciliation ». Le scrutin de 1893 avait accentué ce fait nouveau, avec 73 000 suffrages aux ralliés, 46 000 aux socialistes, pour 117 000 aux opposants irrédentistes. La tentative de M. Blumenthal, en 1896, pour restaurer le bloc alsacien par une entente entre les démocrates, les libéraux et les autres groupements politiques, avait échoué, à la satisfaction de l'ennemi commun. Et les consultations ultérieures, de plus en plus, avaient porté les débats électoraux sur des questions de politique générale (socialisme, libéralisme, cléricalisme), au détriment de la vieille formule irréden-

tiste du retour à la France. La lassitude de ceux qui, après vingt ans d'attente, désespéraient de la revanche française, les mesures rigoureuses qui frappaient les députés protestataires, avaient amené les électeurs à nommer des candidats qui pussent s'affilier aux grands partis politiques. Les ouvriers de Mulhouse et de Strasbourg avaient voté pour les socialistes, tandis que les élus ecclésiastiques entraient dans le centre catholique. Les Alsaciens, d'autre part, se rendaient compte de la responsabilité qui pesait lourdement sur eux du fait même de la question d'Alsace-Lorraine et de ses conséquences profondes, au moment des armements à outrance. Or, à dater des menaces de guerre nées des affaires du Maroc jusqu'à la promulgation de la Constitution « autonome » (1904-1911) et pour certains mêmes jusqu'aux événements de Saverne, ces causes diverses, intimement conjuguées, les amenèrent à faire le sacrifice douloureux de leurs affinités françaises, et à réclamer seulement une autonomie relative dans le corps de l'empire allemand. Ils espéraient ainsi sauver la paix. Mais leur conscience nationale, devant un tel sacrifice, ne s'affaiblit pas un instant. Elle se retrouva dans une foule de manifestations idéalistes de la tradition alsacienne, et notamment dans le succès des théâtres rustiques de Bussang et d'Oberammergau : des trains complets d'Alsaciens allemands venaient, comme à un pèlerinage, entendre des amateurs et des gens du pays interpréter dans un cadre évocateur les pièces tirées des vieilles légendes par Maurice Pottecher, telle le *Château des Hans*, où revivaient à leurs yeux l'histoire et l'âme de l'Alsace.

Pendant cette période, du reste, et surtout vers 1909, il apparut clairement que la germanisation aboutissait à une faillite complète. M. H. Lichtenberger [1], après en avoir étudié les procédés et les résultats, constatait non seulement la persistance de l'individualité alsacienne, mais une sorte d'assimilation des immigrés par les populations indigènes. Ainsi se trouvait réalisée la parole fameuse de l'abbé Wetterlé aux pangermanistes : « Vous parlez d'assimilation? Fort bien ! Seulement, c'est nous qui voulons vous assimiler, encore que vous soyez bien indigestes. » Tous ces faits montrent

1. *Revue de Paris* du 15 août 1909 : la Question d'Alsace.

surabondamment que l'abdication de l'irrédentisme absolu n'était en rien l'indice d'un triomphe de la germanisation.

A la Délégation d'Alsace-Lorraine, la question fréquemment posée des rapports entre les Alsaciens-Lorrains et les Allemands précisa bientôt la nouvelle attitude politique des premiers. En avril 1910, le sous-secrétaire d'État à la Justice, M. Pétri, ayant fait un appel à la conciliation, s'attira une véhémente réponse de M. Wetterlé, où deux arguments se trouvaient très nettement exposés : d'une part, une critique sévère de la politique prussienne qui, prêchant la conciliation, n'admettait cependant qu'une conciliation unilatérale, par la seule bonne volonté des Alsaciens; d'autre part, le droit pour les annexés de conserver intact leur patrimoine moral. « Nous n'empêchons personne de célébrer Bismarck, déclarait l'orateur ; mais qu'on ne nous empêche pas non plus de célébrer des fêtes comme celles de Wissembourg. Notre passé nous appartient. Nous avons le droit d'en être fiers... » Comme on le voit, il n'est plus question de sympathies françaises. En apparence, le patrimoine local seul est en jeu. Il s'agit d'enlever toute occasion de sévir à l'administration allemande, prompte à saisir le sens littéral des textes. C'est en ce sens que tous les efforts sont dirigés. La *Section alsacienne-lorraine du Souvenir français* devient, officiellement du moins, une institution toute locale, dépourvue d'attaches françaises, le *Souvenir alsacien-lorrain*. Le même esprit de sacrifice patriotique anime les récentes sociétés de jeunes gens, la *Lorraine sportive* et la *Jeunesse lorraine*, présidées par le patriote Alexis Samain. Et si les annexés consentent à donner aux cérémonies commémoratives de Wissembourg, de Gravelotte, de Vionville et de Noisseville un caractère intime et modeste, ils opposent néanmoins une résistance tenace aux efforts du germanisme et parviennent à conserver leurs noms français à ces dernières villes, malgré une violente campagne de débaptisation. On sait quelle protestation accueille, à l'inauguration du monument aux morts de Wissembourg, la suppression par les autorités allemandes des emblêmes historiques sculptés sur les angles du socle, les lys français, le soleil royal, le faisceau révolutionnaire, l'aigle de Napoléon. L'Alsace songe à la France, en dépit de son

attitude officielle : ce sont des soldats français qu'elle honore, et leur mémoire pèse plus que jamais sur ses volontés, sur ses destinées, sur ses espérances.

Mais un courant généreux en faveur de la paix souleva bientôt l'Alsace-Lorraine. Il trouva même son expression jusqu'au milieu de l'année 1913, dans les articles retentissants du *Journal d'Alsace-Lorraine*, dans les discours des grands patriotes alsaciens, Auguste Lalance, l'abbé Haegy, dans les conférences faites à Paris par Jacques Preiss et l'abbé Wetterlé, tous députés ou anciens députés au Reichstag. Le programme en fut élaboré dans la *Proclamation au peuple alsacien*, publiée à Mulhouse le 9 mars 1913, et surtout dans le retentissant meeting du 13 mars où se fit la fusion des partis, l'entente des catholiques, protestants, socialistes, libéraux, l'apaisement de toutes les questions annexes devant la grande question nationale. Rien de plus émouvant que cette assemblée solennelle, pleine de gravité douloureuse, qui sentait le poids de sa lourde responsabilité devant l'histoire. Renfermant au fond d'eux-mêmes leur peine infinie, les représentants adoptèrent à l'unanimité une motion généreuse qui devait, dans leur esprit, amorcer un règlement à l'amiable du problème alsacien-lorrain. Ils affirmaient d'abord qu'après quarante ans d'annexion, ils étaient restés Alsaciens. Mais ils déclaraient ensuite que le jour où ils seraient consultés, leur volonté politique assurerait une solution équitable du grand litige franco-allemand, « une entente franche et honnête entre la France et l'Allemagne ». Les années 1911-1912-1913, troublées par les bruits alarmants et les préparatifs de guerre, virent ces émouvantes manifestations qui révélèrent à la France l'attitude nouvelle des Alsaciens-Lorrains et le sacrifice très grave qu'ils voulaient faire pour la paix de l'Europe. Ce peuple, qui n'avait rien oublié, renonçait volontairement à toute idée de revanche, dans l'espoir que cette initiative douloureuse assurerait la tranquillité des nations voisines. C'est en ce sens que se prononçait à Mulhouse le pasteur Scheer, parlant au nom du peuple alsacien. Et c'est aussi ce qu'affirmait explicitement la Diète d'Alsace-Lorraine à la date du 6 mai 1913, en « invitant le statthalter à instruire les représentants d'Alsace Lorraine au Conseil fédéral... pour que

celui-ci examine les voies et moyens susceptibles d'amener un rapprochement entre la France et l'Allemagne ».

Cependant, déjà au lendemain de la promulgation de la Constitution de 1911, mais surtout à partir des événements de Saverne, des Alsaciens, désabusés, commençaient à retourner à l'intransigeance primitive. Avant même la promulgation de la Constitution pseudo-autonome, qui eut lieu en mai, ils avaient pu se convaincre de la duperie dont ils étaient l'enjeu. Le silence, le dédain, parfois même l'ironie injurieuse qui entouraient leurs représentants à la tribune du Reichstag, pendant la discussion du projet, leur avaient fait comprendre qu'ils devaient abandonner tout espoir d'obtenir une autonomie véritable. Les meilleurs, du reste, s'en réjouirent au fond d'eux-mêmes, parce qu'ils avaient craint qu'une politique allemande plus libérale ne rendît le joug allemand supportable. Ils continuèrent de réclamer l'autonomie avec la conviction que Berlin ne la concéderait jamais. Convaincus, par l'observation de la politique internationale, qu'une modification prochaine de l'Europe assurerait leur retour dans la communauté française, ils s'attachèrent à conserver l'intégrité de leur « autonomie morale ».

Au surplus, un événement significatif démontra l'inanité de leurs efforts pacifistes : l'échec de la Conférence interparlementaire de Berne, en mai 1913. Cette assemblée pacifiste, dont on attendait tant, se borna en effet à remercier la Diète alsacienne pour sa noble déclaration en faveur de la paix. Mais elle évita soigneusement, du reste avec une gêne mal dissimulée, d'aborder la question même. Il ne suffit pas de dire, pour l'excuser, que la conférence n'était pas qualifiée pour examiner ce sujet. Car enfin, la question d'Alsace-Lorraine n'était pas une question tabou. Elle pouvait être exposée, sinon résolue, à l'occasion d'un colloque aussi favorable à son éclaircissement. Mais on sentait fort bien, dans les deux camps, qu'il s'agissait là d'un mal incurable dont rien ne pouvait atténuer la gravité.

Une équivoque subsistait cependant dans l'opinion allemande. Après la généreuse campagne des Alsaciens contre la guerre et pour une entente franco-allemande, les optimistes

à l'esprit superficiel s'étaient flattés, en Allemagne, de voir prochainement une abdication définitive des irrédentistes et une politique loyaliste du Reichsland envers l'empire. Or, tout à coup, les événements de Saverne vinrent leur apporter un démenti retentissant. Les violences d'un officier prussien, l'étrange attitude de ses chefs, les manifestations de la population alsacienne, le verdict symptomatique du conseil de guerre de Strasbourg, au cours des premiers mois de l'année 1914, ranimèrent des deux côtés du Rhin toutes les rancunes endormies. La stupéfaction, du reste, fut générale en Europe. L'Alsace seule ne s'étonna point. Elle ne voyait là que des symptômes un peu plus criants que les autres du mal endémique dont elle souffrait. Cette lamentable affaire révéla au monde l'antipathie des provinces annexées pour l'Allemagne, leurs sympathies françaises que l'on croyait depuis longtemps disparues. Vainement, les optimistes d'au-delà du Rhin essayèrent de la ramener à un simple conflit entre civils et militaires, protestant que les civils molestés étaient en grande partie des immigrés, et qu'il était par conséquent illogique de soulever à nouveau la question nationale. Mais les immigrés ne se sentirent pas le moins du monde insultés par l'injurieuse appellation de *Wackes*, laquelle s'adressait aux seuls Alsaciens...

Il est hors de doute que, dans ces dernières années, l'irrédentisme alsacien accusait un retour très net vers l'opposition simpliste des vieux protestataires de 1871. On trouve, dans les paroles de ses dirigeants, ordinairement si modérés, une protestation violente contre les Forstner, les Reutter, les Deimling, une réclamation immédiate d'autonomie complète, et comme un vent de menace. Qu'on relise, à ce sujet, les déclarations véhémentes de l'orateur catholique abbé Muller, du député socialiste Peirotes, du démocrate mulhousien Drumm, au Parlement d'Alsace-Lorraine, pendant la séance mémorable du 15 janvier 1914. On voit alors l'union des partis se refaire comme aux temps héroïques des premiers protestataires. Boelhe, député socialiste de Strasbourg, préside. Peirotes accuse formellement l'Allemagne de préparer la guerre contre la France en faisant de l'Alsace « un véritable glacis militaire ». La voix enflammée de Drumm réclame une République

d'Alsace-Lorraine. Et l'Assemblée tout entière acclame un ordre du jour solennel dont le troisième paragraphe, pour ne citer que celui-là, ne demande rien moins que l'autonomie absolue des deux provinces.

Et cette opposition, en dépit des efforts des plus hautes magistratures civiles, ne fait que se dessiner de plus en plus. On recommence à parler ouvertement des droits imprescriptibles de l'ancienne patrie, la France. Le 9 mars 1914, la deuxième Chambre du Parlement d'Alsace-Lorraine refuse de voter le crédit de 10 000 marks qui avait été proposé pour doter des œuvres scolaires. Le député socialiste Emmel montre en effet que ces subventions ne seront allouées qu'à des sociétés germanophiles, à l'exclusion des autres. Et le nouveau statthalter, à peine installé, « constate amèrement que l'influence et les sympathies françaises sont plus fortes que jamais »! Ultérieurement, et jusqu'à la veille de la guerre actuelle, de très hauts personnages allemands, M. Zorn de Bulach par exemple, exprimeront à maintes reprises cet aveu symptomatique.

Tels sont les faits. Il importe maintenant de rechercher quels furent les grands éléments de la résistance alsacienne pour la conservation, à la fois, de l'autonomie morale et des sympathies françaises.

La population de l'Alsace-Lorraine, l'une des plus cultivées parmi les populations françaises, entra dans l'empire allemand comme dans un pays de barbares. Elle s'organisa immédiatement en une société fermée, impuissante devant le fait accompli, mais qui s'attacha, selon la formule de M. Eccard — « gardons l'autonomie morale ! » — à conserver les traditions de la petite patrie et à faire revivre les souvenirs communs de la grande tradition française. Œuvre ingrate, imparfaite à nos yeux, et qu'il faut juger à distance, avec cette sorte de sentiment que Renan appelle une « admiration historique », pour n'en point méconnaître l'austère et sobre grandeur.

L'Alsacien stigmatisa avec une ironie amère la lourdeur arrogante des immigrés. La caricature, le journalisme, la littérature s'imprégnèrent d'esprit particulariste et de mépris implacable. Nulle part les vitupérations de Schopenhauer et

de Nietzsche contre la grossièreté germanique ne trouvèrent plus d'échos qu'en Alsace-Lorraine. Le Lorrain semble plus timide et un peu sauvage. Les misères passées, une expérience millénaire, lui ont appris douloureusement à nuancer l'expression de sa pensée qui est empreinte de finesse délicate ; mais l'expression n'est qu'une ébauche, une ébauche voulue, où tranche le trait essentiel, comme dans un dessin du Lorrain Callot. A la fois avisé et froid, calme d'apparence et terriblement attaché à ses convictions, il constitua toujours en France, malgré les contingences de l'histoire, un des plus stables éléments moraux, sociaux et politiques. Quelqu'un a prononcé sur lui ce mot très juste : « Un esprit gai, sous un front sévère... »

L'esprit alsacien-lorrain possède toutes les qualités qu'imposent les circonstances. Il est flegmatique, plein d'à-propos, et ne recourt jamais à la grosse injure. Épars dans les anecdotes populaires, dans ces répliques et ces caricatures qui ont réjoui le monde depuis un demi-siècle, il est essentiellement de source traditionnelle. Le menuisier Nivoi, le ménétrier Coucou Peter répètent les bons mots de leurs ancêtres, dont l'ensemble constitue un des fondements de la tradition locale. Or, depuis que l'Alsace est annexée à l'empire, le fonds primitif s'est enrichi aux dépens de l'envahisseur prussien. L'ironie mordante était en effet la seule révolte possible pour ces hommes pétris de bon sens, depuis Émile Erckmann, le vieux conteur de Saverne, jusqu'au dernier paysan qui fait un bon mot en semant son avoine ; depuis le brave dessinateur Touchemolin, contemporain de l'annexion, jusqu'aux caricaturistes modernes Hansi et Zislin, qu'imite le gamin espiègle sur le tableau noir de sa classe. Cette raillerie presque sérieuse s'exerce soit aux dépens des immigrés, soit aux dépens des Prussiens de Prusse, avec la même vigueur froide et un calme sans égal, dans une foule d'écrits anonymes ou pseudonymes.

Un autre élément de résistance morale réside dans les récits des conteurs populaires, comme aussi dans les œuvres de certains auteurs dramatiques, tel Maurice Pottecher. N'oublions pas, surtout, Erckmann-Chatrian, dont toute l'œuvre, si populaire, constitue la véritable épopée de l'Alsace « fran-

çaise ». En écrivant une histoire naïve de leur pays, ils en révèlent l'âme et n'avancent rien qu'ils n'aient eux-mêmes senti. Le vieux Michel de l'*Histoire d'un Paysan* entreprend, au déclin de sa vie, le récit des grands événements qui consacrent, dans l'Histoire, l'union des peuples alsacien et français. Et c'est un lien de plus qui s'établit entre eux, le plus profond peut-être, car il exprime les aspirations et la volonté des gens du peuple.

Une renaissance artistique se développa également contre la germanisation. En Lorraine elle apparut nettement, à partir de 1909, dans la prospérité de l'« École de Nancy », dont les cours d'application, les conférences et les expositions furent suivis avec un égal intérêt des deux côtés de la frontière, à Metz comme à Lunéville ou à Nancy. Une pléiade d'artistes de haute valeur défendit la vieille tradition lorraine contre l'odieux modern-style et surtout contre le mauvais goût allemand. Nancy eut son *Musée national lorrain* qui devint bientôt une véritable résurrection de la vie nationale. Le *Musée alsacien*, d'autre part, institution annexe de la *Revue alsacienne illustrée*, né du même mouvement d'idées et pour un même but, s'enrichit, grâce aux efforts de généreux Alsaciens — le docteur Dollinger et le docteur Bücher notamment —, de superbes collections illustrant les mœurs familiales et les légendes du pays. Le Français qui, naguère, passant par Strasbourg, voulait échapper à l'obsession germanique des rues bruyantes, s'en allait jusqu'à la vieille maison du quai Saint-Nicolas, dans les salles discrètes du Musée alsacien, méditer devant les vestiges silencieux de la vieille Alsace. Il y gagnait un véritable réconfort. Chaque relique des aïeux disparus semblait commander aux générations nouvelles de ne point trahir leur mémoire. Et devant ces témoignages de la piété nationale, il devinait l'angoisse, l'attente, l'espérance d'un peuple suspendu et immobile.

Mais c'est peut-être dans la lutte pour la conservation de la langue française et du dialecte local que la résistance des populations annexées, surtout à partir de 1878, montra les signes les plus manifestes. Le patois lorrain trouva des défenseurs éclairés et tenaces qui multiplièrent les fondations et les publications destinées à en généraliser l'usage. Citons le

docteur Estre, éditeur de l'*Ermonèk Loûrain*[1] (1876-1884), dont les efforts pour perpétuer les coutumes locales et la pratique littéraire du dialecte lorrain, connues du poète Frédéric Mistral, présentent cet intérêt d'être liés à la belle renaissance des littératures locales que l'on vit se manifester à la fin du dernier siècle. Ces efforts pour la conservation de l'autonomie morale de la Lorraine furent poursuivis jusqu'à nos jours par des hommes comme le chanoine Collin, fondateur du *Lorrain*, réfugié en France depuis la guerre, rayé des cadres du clergé de Metz par l'évêque Benzler, et dont le grand sermon patriotique prononcé à Notre-Dame (*Debout, les morts !*) a soulevé naguère dans le pays messin une émotion profonde.

La *Revue alsacienne illustrée*, née dans un cercle d'étudiants, conquit très vite un succès bien différent de la vogue éphémère de ces feuilles audacieuses que publient les jeunes gens. Présentée comme un recueil destiné à faire revivre les souvenirs de la vieille Alsace, elle correspondait à un besoin national, et c'est ce qui lui valut sa fortune littéraire. Aujourd'hui encore, il faut la feuilleter pour retrouver en elle ce lien vivant qui unit les souvenirs de la petite patrie à la grande tradition française. Elle devint en même temps un élément d'opposition contre la langue allemande. Dans certains pays, dans le Luxembourg par exemple, l'invasion de l'idiome germanique avait suivi immédiatement l'invasion économique. D'autres avaient tenté de l'enrayer, tel le pays wallon, qui organisa les congrès de Liége, d'Arlon, de Bruxelles et de Mons. Mais en Alsace-Lorraine la résistance s'exaspéra. A partir de 1910, la pression de la langue allemande fit conquérante la langue française. Les quotidiens rédigés en français se multiplièrent et comptèrent bientôt trois grands organes, *le Journal d'Alsace-Lorraine* à Strasbourg, *le Nouvelliste d'Alsace-Lorraine* à Colmar et *l'Express de Mulhouse*, avec plusieurs revues fort intéressantes, comme les *Carnets alsaciens*, tandis que de véritables campagnes de presse, où l'on relève les noms de MM. Eccard et Wilmoth[2], expliquaient au peuple alsacien « pourquoi il

1. *Lo Pia Ermonèk Loûrain* (le petit Almanach lorrain), Strasbourg, Fischbach.
2. *Carnets alsaciens*, n° 1 (Strasbourg).

devait parler français ». Parmi tous ceux qui menèrent ainsi le bon combat, il faut aujourd'hui rendre un hommage à l'un des plus méritants, à M. Léon Boll, qui donna, depuis 1882, une impulsion particulière à l'*Union d'Alsace-Lorraine*, qui lutta sans arrêt pour la conservation des sentiments nationaux, qui fonda en 1905 le grand organe quotidien en français (*le Journal d'Alsace-Lorraine*), et qui fut poursuivi pour haute trahison pendant la guerre actuelle, après avoir vu ses biens confisqués par les autorités allemandes.

L'Alsacien se plaît à montrer, après Erckmann-Chatrian, l'impossibilité de traduire en allemand toute idée qui touche aux arts délicats ou à la politesse des mœurs. Il aime à faire valoir la supériorité de son idiome local, qui est, dit-il, le véritable allemand, sur le « patois barbare » que l'on parle à Berlin. Mais il place au-dessus encore la langue française.

Or, il a bien fallu se rendre compte de cet état de choses, en Allemagne, et l'accepter bon gré mal gré. Seulement, si l'on en croit l'opinion des milieux officiels et des pangermanistes, le fait est sans importance ! Il ne fait que continuer le travers national d'un peuple frondeur et illogique, qui s'attache, par simple esprit de contradiction, à singer les mœurs étrangères [1] !... A poursuivre cette œuvre vaine, écrivent-ils encore aujourd'hui, les Alsaciens usent leurs dernières forces de résistance. Les illusions allemandes, en Alsace comme ailleurs, accusent vraiment d'étranges pérennités...

Le sens de la tradition, le respect du passé est un des traits les plus touchants de la mentalité alsacienne. Chaque aspect du monde sensible évoque à la pensée un merveilleux cortège de légendes et de souvenirs. Tout y est empreint de profonde personnalité : les merveilles du paysage, les maisons pittoresques avec leurs volets bleus, leurs rampes ajourées, leur mobilier antique, vieilles horloges, vieux rouets, buffets, huches, crédences chargés d'une vaisselle éclatante. Tout y atteste le culte des coutumes ancestrales et la volonté d'en conserver le patrimoine intégral. Mêmes façons de parler qu'avant l'annexion, mêmes légendes diversement contées, parce que chaque conteur veut orner ce qu'il aime, où vivent

1. Voir l'*Alldeutscher Katechismus*, von Heinrich Cahmbach-Mainz.

ces personnages familiers qu'enfanta l'imagination populaire, *le Fantôme de Schlittenbach, Hans le Curieux, les Femmes de Rouffach, Sainte Odile...*, dont il faut lire, dans les recueils de M. Hinzelin, les aventures merveilleuses et touchantes.

En Lorraine non plus, les mœurs rurales ne se sont pas écartées de la tradition. La ferme est toujours une grande bâtisse toute en surface, avec son rez-de-chaussée commode, les écuries voisines, les greniers énormes, et surtout la grande salle familiale parfois encore garnie de meubles héréditaires, sculptés par des artistes villageois.

Cependant, il faut reconnaître que, pour l'observateur superficiel, les grandes villes d'Alsace et de Lorraine apparaissent comme de véritables villes allemandes. Les monuments publics construits depuis l'annexion rappellent ceux de Cologne, de Hambourg ou de Munich. Les grandes artères sillonnées de militaires raidis sont bordées de cafés et de magasins dont le luxe criard, autant que les enseignes, révèle l'emprise germanique. Le français et l'alsacien semblent abdiquer devant la langue allemande, qui triomphe dans les établissements publics, dans les tramways, dans la rue. Mais il suffit de pénétrer dans les quartiers tranquilles, loin de la grande artère bruyante qui est comme l'enseigne allemande de toute ville annexée, pour découvrir la survie inattendue de la langue, des coutumes et des sympathies françaises. A la veille de la guerre actuelle, cette résurrection morale était nettement constatée par les Français qui se trouvaient dans les provinces annexées (11 000 environ), et qui s'étonnaient de rencontrer, au sein de nombreuses familles bourgeoises, un véritable snobisme de tradition française, exprimé dans les manières, dans la tenue, le goût, la politesse et dans les mille finesses de la conversation.

Un fait intéressant à noter à cet égard, c'est que la persistance du souvenir français en Alsace-Lorraine est dû en grande partie à l'influence des émigrés. Beaucoup d'entre eux s'installèrent en effet dans les petites villes frontières de France et de Suisse et firent beaucoup pour maintenir chez leurs compatriotes, devenus sujets allemands, la formule du vieil irrédentisme. Le nationalisme français lui-même a subi leur influence et il suffit de signaler la campagne conduite au

cours de la guerre actuelle par des Alsaciens-Lorrains réfugiés en France, tels l'abbé Wetterlé, le chanoine Collin, MM. Laugel, Blumenthal, Helmer..., et par des sociétés spéciales comme la *Société de protection des Alsaciens-Lorrains*, présidée par le comte d'Haussonville, la *Fédération des sociétés alsaciennes-lorraines*, présidée par M. Sansbœuf, l'*Association générale d'Alsace-Lorraine*, présidée par MM. Risler et Wilmoth, la *Société de réintégration des Alsaciens-Lorrains*, présidée par M. S. Marx, la *Société de prévoyance des Alsaciens-Lorrains*, fondée par le docteur Niessen, la *Société des patriotes de la Moselle*, présidée par M. Ch. Vuillaume... On sait, du reste, qu'au début du conflit actuel l'armée allemande comprenait seulement trois officiers alsaciens, tandis que l'armée française en comptait un très grand nombre, parmi lesquels trois généraux d'origine alsacienne ou lorraine. Nombreux sont les Alsaciens-Lorrains qui servent aujourd'hui dans les rangs français, émigrés ou déserteurs de l'armée allemande, et chacun connaît leur conduite héroïque. Leurs noms remplissent les colonnes de la *Strassburger Correspondenz*, et telle liste du mois de février 1916 en contient à elle seule plus de trois cents. La promotion récente du colonel Scheuch, originaire de Schlestadt, au grade de général-major, n'a pas couvert la disette symptomatique d'officiers alsaciens. Et les gazettes allemandes, qui commentaient avec emphase cette première promotion d'un *Altelsæsser* authentique au généralat prussien, révélaient involontairement l'étrangeté de la chose.

En Allemagne même, du reste, certains écrivains et polémistes moins forcenés que les autres avouaient depuis quelques années que les territoires annexés manifestaient une curieuse antipathie pour la Prusse, et que l'esprit public inclinait nettement, en Lorraine, vers le libéralisme français, en Alsace, vers la démocratie suisse. Mais ils se refusaient désespérément à rattacher cet échec à la nature même de la domination allemande. Ils incriminaient la maladresse de l'administration et des immigrés, en s'appuyant sur ce fait que le contingent considérable de Polonais et d'Italiens, qui peuple aujourd'hui les villes industrielles du Reichsland, nourrit de plus en plus des sentiments anti-allemands. « Ils n'ont pourtant point pour cela, disaient-ils, les mêmes raisons que les

populations indigènes. » Mais cette nouvelle excuse, comme toutes les autres, n'était qu'un sophisme patent.

Quoi qu'il en soit, la recrudescence incontestable des sympathies françaises, qui se manifestait en Alsace-Lorraine depuis plusieurs années, donnait raison aux vieux irrédentistes, à ceux qui n'avaient jamais admis d'autre solution qu'un retour intégral à la France, et dont la thèse avait paru longtemps surannée et ridicule. En laissant, après quarante-cinq ans d'efforts, toute son acuité à la plus angoissante des questions internationales, la politique de germanisation ouvrait le champ aux pires catastrophes et justifiait une fois de plus les craintes de ceux qui avaient considéré l'annexion comme une calamité pour la France, pour l'Allemagne et pour l'Europe. Les prophéties de ceux qui, depuis David Strauss et Henri de Treitschke jusqu'au prince de Bülow, attestaient qu'un petit nombre d'années suffirait à convaincre les Alsaciens-Lorrains de leur germanisme, recevaient un démenti éclatant. Ainsi se trouvait réalisée la parole prophétique de Mgr Freppel au roi Guillaume, en février 1871 : « Croyez-en un évêque qui vous le dit devant Dieu et la main sur la conscience : l'Alsace ne vous appartiendra jamais [1]. »

*
* *

En analysant les sentiments respectifs des trois peuples depuis le traité de Francfort, nous avons étudié les conditions essentielles qui modifièrent, au cours du demi-siècle écoulé, l'aspect du problème alsacien-lorrain. Il est possible maintenant d'examiner et de critiquer les diverses solutions proposées.

Il n'y a pas lieu de prendre en considération les prétendues solutions allemandes : telle l'étrange proposition de M. Geffken tendant à donner l'Alsace au duché de Bade qui deviendrait royaume, en laissant la Lorraine à la Prusse ; tel encore l'étrange

1. Rappelons aussi le grave témoignage du député Liebknecht, rentrant en Allemagne le 23 juillet 1914 après avoir participé au congrès socialiste contre la guerre et avoir vu à Belfort une foule d'Alsaciens venus en France pour prendre part à la fête nationale et rentrant dans les provinces annexées. « Ces souvenirs sont gravés dans mon esprit comme avec un fer chaud, écrit-il depuis la guerre. Ils m'accompagnent où que je me trouve... »

projet du député particulariste bavarois Sigl, demandant la cession du Reichsland aux descendants du duc François-Étienne de Lorraine, dépossédé en 1738 par le traité de Vienne ! De telles billevesées n'ont jamais eu d'autre intérêt que de montrer aux neutres qu'en Allemagne même, malgré une façade d'indifférence, la situation anormale des deux provinces oblige les hommes politiques à reconnaître la réalité de la question d'Alsace[1].

Nous ne nous arrêterons pas davantage aux solutions factices basées sur un partage empirique du Reichsland en territoires allemands et en territoires français, sur le critérium du langage et des traditions historiques. Les faits contredisent violemment cette théorie, car, en Alsace-Lorraine, les sentiments francophiles et la langue française ne s'accompagnent nullement. Les plus forts contingents d'Alsaciens émigrés en France ont été fournis par les cercles de Wissembourg (23 p. 100), de Schlestadt (22 p. 100), de Haguenau (20 p. 100), qui sont, sous le rapport du langage et des mœurs, les plus nettement germaniques. On vit pourtant à plusieurs reprises des neutres proposer à l'amiable des arrangements de ce genre ; c'est ainsi qu'en 1895, une pétition de la *Peace Union de Philadelphie*, inspirée de très bonnes intentions, pensait résoudre la question en décidant le gouvernement de Berlin à rendre à la France Metz avec le territoire environnant. Mais, outre que l'Allemagne, même reconnaissant le caractère français du territoire messin, ne saurait se résoudre à rendre la forteresse de bon gré[2], la France et l'Alsace-Lorraine repousseraient avec indignation cette réparation pitoyable. Certains neutres, qu'inspire un pharisaïsme misérable, proposent encore aujourd'hui cette étrange solution...

A dater de l'échec de la tentative pacifiste et des essais de limitation des armements, la question d'Alsace devint par excellence la question dangereuse, menaçante, celle qui suffit

1. Les projets d'annexion à la Prusse ou de partage entre la Prusse, la Bavière et le grand-duché de Bade ont soulevé en Allemagne, depuis la guerre, de violentes discussions, d'abord privées, puis officieuses et publiques. Le point de vue prussien a été exposé dans un retentissant article de quatre colonnes, publié par la *Frankfurter Zeitung* du 10 novembre 1915.

2. Déclaration de M. Franz Wirth, président de la Société de la Paix de Francfort-sur-le-Mein, 1895.

à maintenir dans une tension angoissante non seulement la France et l'Allemagne, mais, par contre-coup, presque toute l'Europe. Il est facile de montrer qu'elle est devenue une sorte d'impasse où la versatilité naturelle de Guillaume II s'est exaspérée peu à peu, et qu'elle explique en grande partie cette étrange succession d'avances maladroites, de provocations brutales, de variations et de soubresauts qui constitue sa politique envers la France. Dans les provinces annexées, la moindre manifestation francophile, ou simplement commémorative, est un prétexte immédiatement saisi par l'autorité allemande pour ajourner *sine die* les réformes projetées ou promises. Et l'on voit grandir rapidement le besoin impérieux de trouver une solution définitive et de sortir à tout prix de cette situation sans issue. Or, avec des modalités innombrables, toutes les solutions envisagées se ramènent à ces trois types essentiels : l'autonomie relative, dans le corps de l'empire allemand ; l'autonomie absolue ; le retour à la France.

La question pouvait-elle être résolue par l'octroi aux deux provinces des libertés et prérogatives dont jouissent les autres États allemands?

A la veille même de la guerre, nombreux étaient les esprits généreux qui, se refusant à admettre l'éventualité d'un conflit armé, prêchaient encore cette solution pacifique qu'ils croyaient réalisable et prochaine parce qu'ils la désiraient [1]. Ils espéraient arriver à un statut alsacien-lorrain équitable, à une charte de libertés essentielles supprimant les humiliations du régime dictatorial, par l'amélioration progressive de la Constitution octroyée en mai 1911, par une entente entre les partis libéraux, tenant compte des opinions religieuses et des conflits locaux entre les catholiques et les immigrés protestants, conflits qui créent en Alsace-Lorraine une véritable question annexe. Il semblait que la décision qui aurait donné aux provinces un gouvernement autonome aurait satisfait du même coup les désirs de l'opinion éclairée, en France et en Allemagne, et aussi, croyait-on, la tradition alsacienne elle-même, en permettant la reprise des liens d'affection qui rat-

1. Voir notamment une étude de David Starr Jordan dans *The Atlantic Monthly* (mars 1914).

tachent les populations annexées à la France. L'Alsace eût ainsi conservé son patrimoine.

Des Alsaciens réfléchis, qui aimaient et connaissaient leur pays, essayèrent pendant longtemps de faire admettre cette solution à la fois digne et résignée : F. Eccard, en cultivant, dans toutes les classes, l'attachement au dialecte alsacien et à la langue française ; A. Legrand, en étudiant les résultats heureux d'une alliance entre les divers partis libéraux ; Oscar Muller, en exaltant cette autonomie morale que peuvent toujours conserver les peuples conquis, et qui s'acquiert bien moins par des lois écrites que par la valeur civique et par le caractère.

Or la thèse de l'autonomie relative était déjà le but que poursuivaient, à partir de 1887, les premiers élus « autonomistes » aux conseils généraux et au Reichstag. Mais il est extrêmement intéressant de rappeler ici quelle fut la destinée de cette formule politique. Elle était pour eux, d'abord, bien plus un moyen qu'un idéal. Lorsqu'ils demandaient pour l'Alsace-Lorraine un régime analogue à ceux dont jouissaient les autres États de l'empire, ils se gardaient toujours de reconnaître publiquement comme légitime l'annexion des deux provinces. Au surplus, l'éphémère parti autonomiste était loin d'être une expression fidèle de la mentalité alsacienne-lorraine ; et ce serait une grave erreur de croire qu'il avait réellement l'appui des populations. La Basse-Alsace seule fournit des élus autonomistes, tandis que dans quinze cantons de Haute-Alsace et de Lorraine, les électeurs refusèrent de voter. Leur déconfiture s'acheva lamentablement en 1881, lorsque Manteuffel eut publiquement déclaré qu'il fondait sur eux ses espoirs de réconciliation avec l'Allemagne. Pas un seul ne fut réélu !

Perdant l'espoir d'échapper avant longtemps à la domination allemande, les Alsaciens se rallièrent plus tard à cette solution, en se donnant pour mot d'ordre de conserver intact le patrimoine historique, les traditions alsaciennes devant les mœurs germaniques. Pour étendre le champ de leurs libertés, ils décidèrent d'entrer dans la vie politique de l'empire en s'alliant aux autres protestataires — Guelfes et Polonais — et parfois aux partis libéraux. On vit alors ce curieux spectacle d'une Alsace, province bourgeoise et modérée, se plaçant

dans l'empire à l'avant-garde des idées nouvelles. Disons tout de suite que cette méthode ne réussit ni aux Alsaciens, ni aux Guelfes, ni aux Polonais. L'alliance des protestataires et des social-démocrates fut une éternelle duperie. Mieux eût valu peut-être la brutalité des *Franzosenfresser* ou l'intransigeance dogmatique des *scholars* prussiens. Les Polonais, il est vrai, parvinrent à faire aboutir certaines de leurs revendications nationales, parce que, se rencontrant avec les partis modérés du Reichstag sur la question confessionnelle, ils obtinrent à plusieurs reprises l'appui du centre catholique. Mais ils ne doivent rien à la social-démocratie.

L'Alsace libérale, avec ses villes jalouses encore du souvenir de leurs anciennes franchises, aurait pu s'encadrer dans une fédération allemande réellement libérale; mais elle se révoltait contre son annexion par la force des armes à un empire prussien. Et l'on peut croire qu'elle n'aurait pas été satisfaite même par l'octroi de toutes les libertés plus ou moins fallacieuses que la Prusse laisse aux autres États allemands. L'humour alsacien se donna libre carrière lors de la seule tentative qui fut faite dans ce sens, à l'apparition de la Constitution de 1911. Non qu'elle fût pour eux une déception véritable : ils connaissaient trop bien le gouvernement de Berlin pour espérer une charte définitive. Mais elle fut une occasion d'exercer très à propos leur froide ironie par une foule de bons mots et d'anecdotes mordantes, comme celle de la « machine à coudre », dont M. Émile Hinzelin nous a conté l'histoire : une dame de Strasbourg attend une machine à coudre de Berlin... Le temps passe... Elle s'impatiente, jusqu'au moment où on lui apporte enfin une caisse formidable. Elle déballe fiévreusement, trouve une seconde caisse. Dans la seconde, une troisième, puis une autre, et, pour finir, un minuscule objet qui se trouve être un dé, avec l'inscription judicieuse : « machine à coudre ». Telle fut en effet cette fameuse constitution autonome que le kaiser octroya en 1911, à grand renfort de réclame, comme une largesse magnifique.

En Allemagne il y eut bien, pendant un certain temps, quelques partisans sincères d'une Alsace-Lorraine autonome, ceux-là mêmes qui désiraient un rapprochement franco-

allemand : le prince Lichnowsky, M. Rathenau, A. Keer et le célèbre polémiste Maximilien Harden qui fulmina dans la *Zukunft*[1], au lendemain de la promulgation de la Constitution d'Alsace-Lorraine, contre les pangermanistes odieux qui, disait-il, « entretiennent la guerre dans les pays annexés ». Les personnalités dirigeantes du monde commercial et industriel, les Thyssen, les Siemens, les Rathenau, ne lui étaient pas irréductiblement hostiles. Des intellectuels mêmes, instruits par la leçon d'Algésiras et par les avertissements de Delbrück dans les *Preussische Jahrbücher*, s'y étaient ralliés, en dépassant de beaucoup, sur ce point, la pensée du fameux professeur. L'idée fut même reprise, à la veille de la guerre actuelle, par un certain nombre de libéraux qui étudièrent d'une manière précise les voies et moyens éventuels[2]. Les Assemblées fédérales auraient invité la Diète alsacienne, ou une Assemblée constituante élue, à commencer l'élaboration des lois constitutionnelles de l'État nouveau. Mais à tous les prétextes soulevés par le gouvernement impérial, ils sentirent sa volonté bien arrêtée de faire échouer le projet. La Constitution de 1911, disait le gouvernement, était une étape vers cet idéal, mais une étape trop récente pour qu'on pût la dépasser sitôt. Une abrogation prématurée risquait aussi de discréditer le chancelier, qui en était l'auteur. D'autre part la rivalité croissante de la Triple-Entente et de la Triple-Alliance la rendait inopportune, car, dans l'éventualité d'une guerre, l'Alsace autonome pourrait conspirer avec la France. Mais ce dernier argument, qui était aussi l'aveu de l'échec de la germanisation, ne sortait guère des conversations officielles. La pièce de résistance du chancelier, la grosse objection, résidait dans l'esprit démocratique de l'Alsace-Lorraine. Berlin déclarait que les vingt-six États de l'empire ne voulaient pas d'un vingt-septième État qui serait une république. A quoi les libéraux répondaient très justement que l'ancien empire germanique avait autrefois conféré la prérogative de villes libres

1. *Zukunft*, septembre 1912.

2. Il faudrait également citer de très hauts représentants de la noblesse, comme le prince Hatzfeld et le prince Henckel von Donnersmarck, connus pour leur prudence politique, les mêmes qui fondèrent, en 1915, sur un programme anti-annexionniste, cette « Union de la Nouvelle Patrie » (*Neues Vaterland*), dont la destinée semble avoir été très éphémère...

à Francfort, à Mayence, à Trêves, à Worms, et que Brême, Hambourg et Lübeck conservaient encore la forme républicaine dans l'empire actuel. Mais leur protestation était vaine, car leurs idées perdaient chaque jour du terrain. A la veille de la guerre actuelle, les derniers zélateurs de cette politique ne rencontraient plus qu'hostilité.

Il faut reconnaître pourtant qu'en rénovant la tradition millénaire des cités libres alsaciennes, en transformant le Reichsland en une fédération de villes libres, Strasbourg, Metz, Mulhouse..., l'Allemagne avait quelque chance de les amener à une attitude de conciliation. Mais, pour tous ceux qui connaissent bien les mobiles essentiels de la politique allemande, l'instauration d'un tel régime n'offrait aucune sécurité. C'est un fait qu'en Allemagne les lois constitutionnelles les plus solennelles n'ont qu'une valeur contingente et que leur force disparaît devant la nécessité des faits, ou même devant la seule volonté du pouvoir exécutif. Nous en avons aujourd'hui des preuves abondantes. L'immunité parlementaire n'a point suffi à couvrir Peirotes et Liebknecht, députés au Reichstag. Et le ministre de l'Intérieur Delbrück n'a-t-il pas confirmé l'arrestation du socialiste Jean Martin, député de Mulhouse à la Diète alsacienne, et de sept conseillers municipaux socialistes, au mépris des fameuses lois d'autonomie? L'Alsace est redevenue le pays du *carce e durissimo*, voué, pendant la guerre, à un véritable esclavage.

En France, des penseurs éminents, des hommes politiques, M. Sembat par exemple, se prononçaient récemment encore pour la formule de l'autonomie relative. La crainte légitime d'une guerre les poussait même à faciliter cette entreprise en prêchant dans l'opinion française le renoncement à tout projet de revanche. Mais ce renoncement formel ne pouvait rencontrer l'approbation publique, parce qu'il ressemblait plus à une abdication humiliante qu'à une action généreuse en faveur de la paix. L'Alsace-Lorraine, pensait-on, libre comme la Bavière ou le Wurtemberg, n'en resterait pas moins allemande. Et cette « autonomie allemande » lui serait concédée sans que sa volonté eût été entendue !... Une telle hypothèse soulevait des colères obstinées. L'opinion française ne pouvait se défendre d'une rancœur profonde, d'un remords

même, qu'un referendum alsacien-lorrain aurait seul pu calmer.

L'idée de demander aux populations annexées de fixer elles-mêmes leur sort par un plébiscite général fut émise souvent depuis une vingtaine d'années[1]. Il semblait que le moyen le plus chevaleresque et le plus équitable de résoudre le problème était d'instituer un referendum solennel qui aurait permis de connaître l'exacte volonté des deux provinces. Des personnalités averties, comme M. Novicow, le préconisaient encore en 1913 et à la veille même de la guerre. Quel que fût le résultat de la consultation, il n'en pouvait sortir, pensaient-ils, qu'une détente heureuse du conflit latent. En cas de victoire allemande, la décision des intéressés aurait du moins permis à l'opinion française de se désintéresser sans bassesse de leur destinée politique.

Mais au contact des choses, ce beau principe de justice internationale n'allait pas sans de très grandes difficultés. Du côté allemand, d'abord, il n'y avait pas à espérer un avis favorable, non par crainte du résultat (l'opinion officielle, à Berlin, affirmait volontiers que la communauté des intérêts industriels et commerciaux, jointe à l'influence des immigrés et des ralliés, assurait le succès de l'Allemagne), mais pour une autre raison plus profonde dont un diplomate prussien donnait lui-même la formule : « En acceptant le referendum, nous mettrions nous-mêmes en doute la légalité de notre conquête. » Raisonnement faux, à coup sûr, mais qui reflète à merveille la thèse invariable de la diplomatie impériale. Pour l'Allemagne, en effet, il n'y a plus de question alsacienne, puisque la véritable question, issue des traités de 1648, a été résolue définitivement en 1871 ! Sur les bases historiques établies par Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke, maints historiens de l'Allemagne nouvelle ont usé leur vie à édifier cette thèse.

1. Remarquons aussi que cette idée se rattache étroitement aux traditions historiques de la France, particulièrement à l'égard de l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion, en 1648, fut ratifiée par le traité spécial d'Illkirch, et dont la réintégration, en 1793, ne fut acceptée par la Convention nationale qu'après la résolution décisive votée le 21 mars 1793, à la presque unanimité des voix, par la Convention rhénane.

Et combien d'inconvénients spécifiques cette solution, ou mieux ce moyen d'arriver à une solution, n'aurait-il pas soulevés? Il s'imposera — c'est, du moins, notre opinion personnelle, et qui n'engage que nous — à la fin des luttes horribles qui lui donnent aujourd'hui une sorte de préparation tragique. Les conditions auront alors changé ! Le vote présentera de véritables garanties de sincérité et il exprimera, d'autre part, la volonté des seuls intéressés, Alsaciens-Lorrains d'origine, les immigrés étant bien entendu exclus du suffrage [1]. Mais avant la guerre, la solution plébiscitaire était pleine d'aléas. Gardons-nous d'abord de croire qu'un gouvernement allemand quelconque aurait pu la tolérer sans la fausser par des ingérences secrètes. L'idée plébiscitaire est proprement une idée française, tout à fait contraire à la mentalité politique allemande. En cas d'extrême nécessité diplomatique, Berlin l'eût acceptée comme il avait accordé aux Danois, par une clause du traité d'août 1866, la faveur d'être consultés sur leur annexion à la Prusse. Grâce aux instances de Napoléon III, les Slesvigois avaient obtenu le fameux paragraphe V du traité de Prague, qui réservait leur droit de disposer d'eux-mêmes. Mais

1. Des esprits avertis sont très loin de se rallier à cette opinion. Nous nous faisons un devoir de citer les paroles que M. André Weiss, un Alsacien, prononçait à l'issue de la séance de l'Académie des sciences morales du 16 octobre, après l'émouvante manifestation qui avait accueilli une communication de M. Henri Welschinger intitulée : *Souvenirs de Strasbourg*. « Un plébiscite serait un contresens, déclarait M. Weiss, car le traité de Francfort a été déchiré du seul fait de l'agression brutale de l'Allemagne : mais, même si on faisait ce plébiciste, il prouverait que le sentiment presque unanime de la population est attaché à la France... »

L'opinion de beaucoup d'Alsaciens émigrés en France est favorable à la restitution pure et simple, sans consultation préliminaire. Certes, les raisons qu'ils invoquent ne sont point négligeables. Mais l'on se demande si la balance des avantages immédiats qui résulteraient de cette solution très simple, d'une part, et des conséquences très graves qu'une telle façon d'opérer pourrait faire naître dans la conscience nationale alsacienne et française, d'autre part, permet en définitive de lui attribuer une valeur absolue.

Ceux qui, en France, préconisent aujourd'hui le moyen plébiscitaire, qui apparaissait avant la guerre comme un véritable piège allemand, considèrent que les conditions auront changé au moment de son application. Après le départ des immigrés allemands, lorsque les Alsaciens-Lorrains seront débarrassés de la pression administrative, le referendum se résoudra en une décision sincère qui consacrera le retour à la France. Au surplus, la morale républicaine, qui reconnaît aux peuples la liberté de choisir leur nationalité, pourrait-elle se dispenser d'appliquer à l'Alsace-Lorraine ce grand principe de justice internationale?

qu'advint-il de cette promesse? La Prusse ne tint aucun compte de l'acte solennel au bas duquel était apposée sa signature. La consultation fut une bouffonnerie lamentable, et Krüger, qui protesta pendant des années à la tribune du Reichstag, y gagna seulement d'être interné. Les Danois durent se taire et subir l'annexion. Pense-t-on qu'il en pouvait être autrement des Alsaciens-Lorrains?

D'un autre côté il n'était pas possible, le cas échéant, d'éluder les obstacles qu'auraient fait naître toutes les questions annexes. Les Alsaciens-Lorrains émigrés, plus du cinquième de la population, avec tous leurs descendants, n'auraient pas été consultés. Or n'est-ce pas chez ceux-là que la consultation était le plus légitime, puisqu'ils avaient affirmé publiquement leur protestation contre le régime imposé? L'exception qui les frappait était d'autant plus odieuse que le Reichsland contient maintenant plus de 300 000 immigrés allemands ou descendants d'immigrés, qui se disent Alsaciens, mais dont le vote germanophile est connu d'avance. En somme, avant la guerre, l'œuvre de germanisation, qui n'avait pas réussi à pénétrer l'âme même des populations, avait cependant assez de puissance et d'artifice pour diminuer la force d'une décision majoritaire, et peut-être pour fausser complètement le plébiscite.

Trop d'obstacles s'opposaient donc à l'institution d'un referendum, et la situation paraissait à nouveau sans issue. Un coup de théâtre effrayant s'est produit, qui la résoudra sans doute. Dans quel sens? Par la constitution d'une Alsace-Lorraine jouissant d'une complète autonomie politique, ou par le retour à la France?

La thèse d'une Alsace-Lorraine pleinement autonome a été quelquefois abordée et discutée outre-Rhin, surtout à partir de 1884, date de la publication des premiers mémoires du docteur Maass, professeur à Breslau, sur les conditions politiques d'une Alsace indépendante. Ce fut la solution le plus souvent préconisée par des neutres éminents, tels le pacifiste italien Mazzoleni, l'ancien député danois Frédérik Bajer, et surtout le président de l'*International Arbitration and Peace Association*, Hodgson Pratt, qui ne s'est point lassé,

pendant des années, de réclamer la neutralisation de l'Alsace-Lorraine [1].

Par sa position géographique, son histoire, ses mœurs et ses besoins essentiels, l'Alsace semble faite pour devenir une sorte d'État tampon, de lien démographique, plutôt qu'une menaçante *marche* militaire. Participant de deux cultures très différentes, elle en pourrait, semble-t-il, faciliter le contact et la co-pénétration ; d'autant que l'Alsacien se trouve être, par son passé et sa culture propre, un élément très assimilateur. Des deux côtés de l'Alsace, nombre d'écrivains se sont plus à reconnaître le mérite de ce peuple intermédiaire comme interprète du génie étranger ; en Allemagne, le poète Friedrich Hebbel par exemple ; et du côté français, Renan, qui proclamait cette idée en 1857 en faisant l'éloge de l'École de Strasbourg. Michelet avait bien vu ce caractère de l'Alsace, qu'il regardait comme une sorte de pont entre deux civilisations différentes et dont il disait que sa mission historique était d'être « l'intermédiaire, la bonne conciliatrice entre deux races ».

C'est pourquoi il s'est trouvé un certain nombre d'Alsaciens éminents pour croire, au milieu des situations les plus critiques, et notamment après l'échec de la tentative autonomiste de 1911, que la question pouvait se résoudre autrement qu'avec une guerre, par une révision pacifique du traité de Francfort qui aurait abouti, dans l'avenir, à la création d'un État alsacien-lorrain parfaitement indépendant de la France et de l'Allemagne, échappant, en conséquence, aux obstacles qu'eût infailliblement rencontrés, dans la Fédération allemande, un État alsacien participant à la politique générale de l'Empire. A mesure que la tension franco-allemande devenait plus aiguë, pendant ces dernières années, la thèse de l'autonomie absolue apparaissait, aux yeux de nombreuses

1. Cette forme politique n'eût point été pour l'Alsace une innovation purement imaginaire, car les mœurs sociales de ses habitants se sont formées sous un régime pratiquement autonome, au temps du Saint Empire germanique. Au reste, il s'en fallut de peu qu'elle ne devînt une province indépendante au cours de la guerre de Trente ans. La mort prématurée de Bernard de Saxe-Weimar (1639) empêcha la réalisation de ce plan politique que le général allemand, pourtant à la solde de la France, avait conçu dans son propre intérêt, et qu'il eût probablement exécuté.

personnalités, comme MM. Léopold Emmel[1], H. Lichtenberger, les docteurs Kiener, Dollinger, de Strasbourg, comme l'idéal qu'il importait de poursuivre si l'on voulait éviter la catastrophe. Et l'on peut dire que leur opinion, malgré l'apparent démenti des faits, était non seulement une opinion généreuse, mais une possibilité de l'avenir. La guerre actuelle, dont nous connaissons maintenant les origines odieuses, ne prouve pas le moins du monde qu'ils avaient tort.

Et pourtant, la thèse de l'autonomie absolue rencontrait des obstacles essentiels, un obstacle interne, latent, dans l'opinion publique et la tradition alsacienne-lorraine, un obstacle immédiat et brutal dans la politique pangermaniste. Il importait d'abord de distinguer les aspirations spéciales de la Lorraine et celles de l'Alsace. L'autonomie, avec une sorte de dépendance économique à l'égard de l'Allemagne, avait toujours semblé une maigre consolation aux vieux Alsaciens comme à la masse rurale nourrie dans le souvenir des souffrances et des humiliations de 1871. S'il est vrai que de très hautes personnalités du Reichsland ont essayé de la faire prévaloir, il faut dire cependant qu'elles n'exprimaient pas le vrai témoignage de l'opinion alsacienne. Et même dans le discours émouvant que le pasteur Scheer prononçait à Mulhouse le 13 mars 1913, au nom du parti progressiste, en faveur d'une entente entre la France et l'Allemagne, on relève cette affirmation solennelle : « Nous ne renonçons absolument pas pour cela à nos sympathies pour la France ! » Il traduisait, par ces paroles, la pensée intime des Alsaciens scrupuleux, dont les efforts restaient tendus, dans cette douloureuse alternative, vers la sauvegarde de leur conscience intime.

Au surplus, il n'était pas possible d'admettre un instant que l'Allemagne moderne, avec sa constitution, ses appétits, son organisation militaire, pût consentir jamais à abandonner sa Terre d'Empire, la table sur laquelle fut édifié le monument impérial! c'eût été une contradiction violente à sa politique

1. *Action nationale* (octobre 1909). Il convient de faire des réserves sur l'attitude du député socialiste Léopold Emmel, devenu un adepte de la vérité révélée à Berlin, un serviteur de la *militœrische Schutzhaft*, et qui joua récemment, dans une circonstance connue, le rôle d un véritable inquisiteur pangermain.

moderne, l'abandon d'énormes avantages militaires, un dangereux froissement pour l'opinion publique allemande. Peut-on oublier que Bebel lui-même, le courageux protestataire de 1871, interrogé par les socialistes français à l'occasion du dernier congrès international auquel il ait participé, répondait par ces paroles tranchantes : « La question d'Alsace-Lorraine a été réglée définitivement par le traité de Francfort » ? Et ne voit-on pas aujourd'hui les efforts de tous les partis allemands, spécialement ceux de la Social-Démocratie (auquel il faut joindre ceux des démocrates neutres germanisants, et même de l'*Independent Labour Party*), pour faire admettre aux neutres, selon l'expression du *Temps*, la fiction du germanisme foncier de l'Alsace-Lorraine?

Comment penser enfin qu'une république d'Alsace-Lorraine puisse subsister à côté d'un empire pangermaniste, quand on trouve sous la plume d'un économiste écouté d'outre-Rhin, cette étrange profession de foi : « Où est-il donc écrit que toute petite nation ait droit à une autonomie politique? Les grands empires servent à un degré plus considérable le maintien de la paix que de nombreux États politiquement autonomes, existant l'un à côté de l'autre, comme c'est le cas en Europe occidentale [1]. »

Reste donc le retour à la France.

En Allemagne, l'hypothèse d'une rétrocession des provinces annexées n'a jamais été envisagée d'une manière sérieuse. A peine peut-on citer, à partir de 1895, quelques voix isolées et sans crédit, comme celle du docteur Schwann et du professeur von Müller. Encore leurs formules sont-elles pleines de réticences et très prudentes au sujet des garanties, dont la première serait le désarmement volontaire de la France. Le gouvernement allemand ne se contentait pas d'opposer à l'idée d'une rétrocession un *veto* absolu ; il prétendait démontrer qu'elle serait un désastre pour le Reichsland.

Depuis 1913, il répandait cette opinion que l'Alsace-Lorraine, participant à la richesse économique de l'empire, perdrait cette prospérité en se séparant de l'Allemagne. Les

1. Richard Calwer, dans le *Tag* (juin 1915).

meilleurs savants d'outre-Rhin développaient cette thèse avec une assurance olympienne. Or des économistes ont pu montrer que, loin d'être compromise par un retour à la France, la fortune économique des deux provinces prendrait un essor splendide et inattendu. On en peut trouver une autre preuve dans ce fait que le parti socialiste alsacien-lorrain [1], organisé depuis 1871 sur un programme essentiellement économique, est très attaché au retour à la nationalité française. Mais beaucoup d'autres liens déterminent l'affinité intime des deux peuples : le plus curieux peut-être réside dans la correspondance des partis politiques. Les conservateurs, seuls en Alsace, restent en général attachés à la fortune de l'empire ; mais ils ne comprennent guère que des immigrés. Les progressistes sont très favorables au régime républicain français, et il est à noter, fait curieux, qu'on trouve parmi eux un certain nombre d'immigrés chez lesquels on constate de véritables sympathies françaises. Le parti démocratique, faible numériquement, mais puissant par son influence, possède un programme analogue à celui de nos républicains de gauche. Quant aux socialistes, leur francophilie n'est un mystère pour personne. A travers l'expérience actuelle, l'attitude des personnalités marquantes de ces divers partis, de l'abbé Wetterlé, de MM. Blumenthal, Georges Weill, Peirotes, Grumbach... illustre éloquemment ces observations collectives.

Le retour à la France serait-il vraiment, selon l'expression du Dr Schwander, premier bourgmestre de Strasbourg, « une noix dure à casser » ? Le farouche germanophile qu'est Schwander a sans doute de bonnes raisons pour déclarer qu'une telle solution serait à la fois néfaste à la France et à l'Alsace. Les Alsaciens-Lorrains perdraient, nous dit-il, la prospérité merveilleuse dont ils jouissent maintenant et qu'atteste la progression des dépôts d'épargne (14 millions en 1875 ; 180 millions aujourd'hui), et la sécurité précieuse que leur assurent les bienfaisantes lois sociales allemandes. Il y a lieu cependant d'observer les choses de plus près. La fameuse prospérité industrielle des provinces annexées n'apparaît guère, à l'examen, comme une communauté d'intérêts économiques avec

1. Dr Blumenthal, les Sentiments de l'Alsace-Lorraine, *Revue de Paris* du 15 janvier 1914.

l'empire, mais plutôt comme une absorption rapide par les firmes allemandes. Et la raison économique, du point de vue allemand même, est un argument démonétisé. Quant aux difficultés que la France rencontrerait pour regagner l'âme alsacienne, elles paraissent, pour le moins, fort exagérées...

Remarquons, du reste, que jamais, en France, l'espoir de retrouver les vieilles provinces ne fut complètement perdu. On chercherait vainement une reconnaissance officielle, formelle, du « fait accompli » dans les écrits ou les discours des dirigeants de l'opinion publique, à quelque parti qu'ils aient appartenu. Au moment même où l'attitude respective des trois peuples les poussait à l'idée d'un *modus vivendi* qui eût été une solution empirique de la question, vers 1909, on trouvait dans les déclarations des hommes politiques français une retenue instinctive qui se traduisait par des restrictions significatives. Et lorsque Jaurès, dans son discours du 18 novembre 1909, adressait aux populations annexées des louanges pour la dignité de leur attitude, en montrant que leur salut était de conserver l'originalité de leur culture sous la domination du vainqueur, il ajoutait que c'était là leur seul devoir, « *du moins, dans les cadres territoriaux de l'Europe actuelle* ».

On s'est aussi demandé parfois si le retour à la France ne ferait pas surgir une nouvelle question d'Alsace, une sorte de problème à rebours, pour la raison qu'après un demi-siècle de germanisation, la population des pays annexés compte près de 400 000 immigrés. A ceux qui seraient arrêtés par l'état de choses nouveau créé par le peuplement et le gouvernement prussiens, on peut répondre, avec M. Émile Vandervelde, que le droit est imprescriptible et que la situation actuelle, quelle qu'elle soit, ne saurait justifier la spoliation passée. Mais il est facile de réfuter le sophisme en observant d'abord que les militaires, les fonctionnaires et leurs familles comptent dans le total des immigrés pour plus de 250 000 habitants : on peut être sûr que ceux-là quitteraient le pays sans difficulté. Les autres appartiennent surtout à la population industrielle et commerçante ; il n'y a pas de doute qu'ils s'assimileraient très vite.

Le retour à la France aurait une autre conséquence heureuse : la solution de la question confessionnelle. La popula-

tion des deux provinces, qui atteint presque aujourd'hui deux millions d'habitants, compte près d'un million et demi de catholiques. Nulle opposition n'existait entre les confessions religieuses avant l'annexion. Mais les catholiques éprouvent aujourd'hui une antipathie croissante pour les immigrés protestants. Or, cet état de choses gênant, propice aux vexations réciproques, ne subsisterait pas dans l'hypothèse du retour à la France, puisque l'opposition catholique va seulement aux immigrés et aux fonctionnaires, et non point aux Alsaciens protestants.

Pour tous ceux qui, avant la guerre, étaient partisans d'une *restitutio in integrum*, la question était donc seulement de savoir comment se réaliserait cette restitution légitime, par le moyen de compensations coloniales ou par une guerre. Les événements actuels nous tirent d'incertitude.

Si l'on doutait aujourd'hui du loyalisme français de l'Alsace-Lorraine, il suffirait de considérer les faits innombrables qui révèlent, au cours de la guerre, l'attitude odieuse de l'administration prussienne et les sentiments véritables des Alsaciens-Lorrains. Témoignages éclatants de leur vraie nature historique et de leurs aspirations actuelles, les méthodes abominables du *Kriegsbrauch im Landkriege* ont été appliquées dans les deux provinces *comme en pays conquis*. Des mesures ont été prises pour les isoler du reste de l'Europe. Jamais le *Faustrecht* germanique n'a surpassé la rigueur du régime appliqué par le gouverneur von Dallwitz, par le secrétaire d'État von Rœdern et par les tribunaux militaires. Le chancelier était vraiment mal inspiré lorsqu'il se félicitait bruyamment, au début de la guerre, du bon loyalisme des Alsaciens-Lorrains.

Mais les condamnés de Strasbourg, de Mulhouse, de Saverne n'auront pas souffert en vain. L'Allemagne impériale a beau affirmer sa volonté de conserver l'Alsace-Lorraine, ses polémistes ont beau accumuler les arguments qui font subir à la vérité un étrange travestissement, ses historiens ont beau répéter que la conquête allemande a été pour les deux provinces une véritable bénédiction, *wahrer Segen* : la volonté formelle des Alsaciens-Lorrains, le droit imprescriptible de la France, l'opinion même du monde dominent ces controverses.

L'Allemagne argumente parce qu'elle est vaincue. Déjà s'appesantit sur elle la main de la justice. Et l'Alsace-Lorraine peut voir approcher maintenant la fin prochaine de sa captivité douloureuse et le retour à son ancienne patrie, selon la loi infaillible des traditions interrompues.

JULES DUHEM

L'UNITÉ D'ACTION

SUR L'UNITÉ DE FRONT

La troisième année de guerre est commencée.

Pendant vingt-cinq mois déjà, sans une heure de répit de jour ni de nuit, sur un champ de bataille gigantesque qui chevauche sur trois continents, se sont entretué des peuples appartenant aux cinq parties du monde ; des millions d'hommes ont été massacrés ; d'autres millions ont été mutilés ; des millions de familles ont été précipités dans le désespoir et dans la ruine ; des horreurs, comme on n'en avait pas vu depuis Attila, ont été froidement conçues et méthodiquement accomplies par la volonté d'un empereur du XXe siècle de notre ère ; par système des contrées ont été ravagées, des villes détruites ; des milliards d'or, perdus pour le progrès humain, se sont engouffrés dans la tourmente ; les dettes nationales se sont accrues dans des proportions dépassant toute imagination ; l'activité économique a été suspendue ; l'avenir a été grevé de lourdes hypothèques ; le mieux-être, vers lequel on marchait, se trouve pour longtemps ajourné... Et après ces vingt-cinq mois de sang répandu, de férocité déchaînée, de souffrances, de misère, de larmes et de cris, le même problème se dresse devant l'humanité :

La Force brutale, aux mains d'une race de proie, arrivera-t-elle à courber sous son joug le reste de l'Univers, ou bien

le Droit, la Justice et la Liberté abattront-ils la Barbarie pour le salut du monde civilisé?

Mais il y a aujourd'hui quelque chose de changé.

La première année de guerre a été pour nos ennemis une année de succès. Leur préparation militaire, poursuivie sans relâche depuis plus de quarante ans et accélérée en 1911, 1912, 1913 grâce à des crédits spéciaux, leur formidable armement constitué et accumulé en secret, leurs énormes stocks de matériel et de projectiles en magasin, leur organisation industrielle puissante en vue d'une fabrication abondante et rapide d'armes et de munitions, leur réseau de voies ferrées stratégiques combiné de longueur, leurs plans minutieusement étudiés et pour ainsi dire piquetés sur le terrain dès le temps de paix, et leur absence de scrupule et de conscience venant brocher sur le tout, leur assuraient sur nous une écrasante supériorité. De quelle hauteur leurs moyens ne dominaient-ils pas les nôtres ! La France n'était pas prête ; son armée manquait d'artillerie lourde et n'était ni outillée ni instruite en vue de la guerre moderne ; elle n'avait pas su prévoir l'étendue des besoins en munitions et n'avait pas institué une mobilisation industrielle propre à y parer. La Russie était en posture encore plus mauvaise : elle avait des hommes, beaucoup d'hommes, mais n'avait pas les ressources pour en faire des soldats, c'est-à-dire pour les équiper et les armer ; à court de canons, de munitions, même de fusils, sans arsenaux ni usines en nombre suffisant pour fabriquer le nécessaire. On n'en eut que trop la preuve en 1915, lors de la pénible retraite des armées du grand-duc Nicolas, où les caissons étaient vides d'obus et où les mains de beaucoup de soldats étaient vides de fusils. Quant à l'Angleterre, elle n'avait rien : ni effectifs, ni armes, ni sources de production ; en tout et pour tout, six divisions régulières, qu'elle s'empressa de nous envoyer et que, du haut de son dédain, l'omnipotent kaiser de Berlin eut l'imprudence et le goût douteux de saluer du mot de « méprisable petite armée du général French » ; il fallait donc, dans l'Empire britannique, tout créer, tout improviser, tout monter, y compris l'esprit public. Entre les deux camps, il y avait un tel déséquilibre que l'on put craindre un instant qu'en quelques semaines ne nous fût infligé, à nous et à nos amis, le prompt

et irrémédiable désastre dont nous menaçait le programme du grand État-major impérial. On frissonne au seul souvenir de ces heures tragiques. Nous étions endormis dans une léthargie d'imaginatifs et de rêveurs. Ce ne fut pas la fée à baguette dorée des contes de notre enfance qui vint nous en tirer, ce fut l'affreuse figure de l'Invasion, toute couverte de sang. Si la France a échappé à la catastrophe, c'est que celle-ci n'était pas inscrite au livre de la destinée. Ce fut une sorte de miracle, comme son salut au temps de Jeanne d'Arc, miracle bientôt complété par cet autre non moins étonnant : malgré l'infériorité flagrante de leur outillage et de leur artillerie, nos soldats, s'accrochant au sol sacré de la mère-patrie, opposaient, à coups d'héroïsme, une digue infranchissable aux flots précipités de la tempête furibonde. De leur côté, nos bons et solides alliés les Russes, refoulés de Prusse Orientale, de Pologne et de Galicie, trouvaient dans leur stoïcisme atavique et dans leur esprit de sacrifice de quoi poser de la Baltique au Dniester une barrière qui ne cédait plus devant les poussées obstinées de Hindenburg et de Mackensen. Dès lors, sur le front oriental d'Europe comme sur le front occidental, la bataille se stabilisait.

Durant la deuxième année, sous la protection de ces infrangibles murailles de braves, sur lesquelles, en dépit des millions de vies humaines et de tonnes de fer prodigués vainement, se brisaient les régiments austro-allemands, nous nous hâtions, nos amis et nous, avec une volonté farouche, de rétablir l'équilibre. L'effort fut prodigieux. Anglais, Russes, Français rivalisèrent de courage, de constance et de travail, tous les citoyens ayant conscience de la grandeur de la tâche et chacun venant offrir avec empressement, qui sa bourse, qui son intelligence, qui son dévouement. Jamais peut-être, aux plus grandes époques de l'Histoire, peuples ne montrèrent un tel ensemble de vertus ! Les ressources entre nations étaient mises en commun, l'aide mutuelle organisée, la fabrication, sous l'impulsion en France de M. Albert Thomas et en Angleterre de M. Lloyd George, prenait un essor extraordinaire et elle était accrue d'appoints appelés de l'étranger, notamment du Japon. Bientôt les lacunes étaient comblées, les retards regagnés ; de la généreuse terre russe jaillissaient des masses innom-

brables d'hommes jeunes et vigoureux, bien armées, pourvues de tout le nécessaire, et du sol de la vieille Angleterre la main ferme du noble lord Kitchener faisait surgir divisions sur divisions qui, jointes à celles existant dès le début, atteignaient peu à peu la centaine. Si bien que « la méprisable petite armée » envoyée sur le continent était plus que décuplée et dépassait le million de soldats, avec surabondance d'armes dotées des derniers perfectionnements. Il n'était pas jusqu'à l'armée serbe qu'on ne parvînt, après son écrasement par les Impériaux, complices du roi félon de Bulgarie, à arracher pantelante des griffes de son vainqueur et à reconstituer à Corfou — encore une des merveilles de cette guerre, qui en est si pleine. De celle-ci, c'est notre marine qui est le principal auteur ; l'habileté et l'audace qu'elle a montrées en cette circonstance sont au-dessus de tout éloge.

Cependant, au cours de cette seconde année, il se produisait un événement d'une importance capitale ; je veux parler de la longue bataille de Verdun. Dans les derniers mois de 1915, des bruits avaient couru que les Alliés préparaient une offensive générale pour le printemps suivant. Reposaient-ils sur quelque fondement? Les armées de l'Entente se seraient-elles réellement trouvées en état, comme effectifs, comme armement, comme munitions, comme instruction, de passer à l'attaque sur tous leurs fronts à l'époque indiquée? Ces informations n'étaient-elles, au contraire, qu'inventions de gens empressés à lancer des nouvelles? ou bien étaient-elles destinées à donner le change à nos ennemis? Autant de questions auxquelles il serait oiseux de chercher à répondre. Ce qu'il importe seulement de retenir, c'est que la presse germanique, en enregistrant avec soin ces renseignements, s'en faisait l'écho et que l'État-major impérial semble en avoir été impressionné. Aussi, dès l'hiver, prenait-il toutes les mesures pour prévenir toute attaque possible des Alliés et la désorganiser en frappant le premier. Dans le Nord de la France, une masse de manœuvre était constituée devant le front tenu par les Anglais ; une autre, dans l'Est, en arrière des armées du kronprinz de Prusse. Sur le front oriental, une concentration se faisait dans la région de Suwalki, zone arrière des armées de Hindenburg ; en Pologne étaient relevés des

déplacements de troupes importantes ; même dans les Balkans Autrichiens et Allemands se remuaient fort. Puis, dans le public étaient jetées les annonces d'attaques prochaines : tantôt ce devait être sur Calais, tantôt sur Soissons ; une autre fois, c'était sur Dwinsk ou sur Kiew ; il était aussi question de Salonique, de l'Égypte et même du golfe Persique. Un beau jour, le 21 février, c'était devant Verdun que le canon allemand ouvrait un assourdissant concert. De cette attaque-là, on n'avait pas parlé, ce fut une surprise. Je n'ai pas l'intention de rappeler les événements, ils sont présents à la mémoire de tous.

Mais il paraît utile de résumer les conséquences, heureuses pour nous, de la durée fabuleuse de cette bataille qui, depuis plus de six mois, se continue sans interruption sur les positions du grand camp retranché de notre frontière de l'Est.

« En trois semaines, avaient prononcé le prince royal de Prusse et son acolyte le chef du Grand État-major, Falkenhayn, Verdun sera tombé et nous serons sur la route de Paris. » Et l'on avait donné un violent coup de bélier à l'aide d'une masse de divisions, parmi lesquelles huit provenaient du grand réservoir placé en face de l'armée anglaise. Le choc, contre toute attente, avorta. Il fallut le répéter une fois, deux fois, trois fois... et pour cela toujours amener d'autres divisions, qui venaient fondre tour à tour dans l'infernal creuset. On en rappela six des Balkans, on en prit trois au maréchal de Hindenburg, malgré ses protestations ; on en draina quatre de-ci de-là, en Champagne, en Lorraine, en Alsace, à Pont-à-Mousson ; à la fin de mai, on en soutira cinq de plus au grand rassemblement contre-britannique, puis on en tira de partout, morceau par morceau : plus de quarante différentes ont été successivement identifiées devant Verdun. Cinq cent mille fils du Deutschland ont déjà succombé là, et encore et toujours il faut de la chair fraîche. Et tandis que s'accomplit cette effroyable consommation d'hommes, l'État-major impérial, accroché à son entreprise à laquelle il ne peut renoncer sans faillite, use ses réserves, appauvrit ses autres fronts, devient incapable de rien tenter ailleurs et est obligé d'abandonner les plans qu'il avait concertés. Il a dû renoncer aux offensives projetées contre sir Douglas Haig et contre Kouropatkine, livrer

à peu près à eux-mêmes ses complices autrichiens bousculés par Broussiloff, s'abstenir d'aider les Turcs dans leurs contre-attaques en Arménie, se retirer de la garde des Balkans, désormais confiée aux seuls régiments du loyal feld-maréchal prussien Ferdinand de Cobourg.

Grâce au prolongement incroyable de cette lutte épique aux bords de la Meuse, nos alliés ont joui de toute la liberté qui leur était nécessaire pour leurs créations ou leurs restaurations et le temps nous a été donné à nous-mêmes de mener à bien l'accroissement de nos propres moyens. Chez nous, l'outillage guerrier, la canonnerie, les munitions, l'aviation, l'instruction même de la troupe ont reçu les développements utiles ; des contingents ont été amenés de nos possessions d'outre-mer ; nos réserves, qui ont été, par comparaison, beaucoup moins entamées que celles de nos ennemis, ont conservé l'étoffe pour nous permettre de monter, à notre heure, avec assurance, de fructueuses offensives et des milliers de soldats moscovites arrivent dans nos camps français les renforcer de leur jeunesse, de leur vigueur et de leur vaillance. En Russie, c'est l'armée tout entière qui a été reconstituée, agrandie dans des proportions en rapport avec le chiffre de la population, bien approvisionnée, assise sur des réserves d'hommes aux fonds inépuisables. En Angleterre, cinq millions de citoyens ont été mis sous les drapeaux et le service militaire obligatoire, rompant avec une tradition séculaire chère à l'âme britannique, a été institué du libre consentement de la nation pour alimenter les régiments au gré des besoins et sans limitation de temps. A Salonique, notre armée d'Orient a été portée au point de puissance correspondant à son rôle actuel, et l'armée serbe, ressuscitée de ses cendres, se revoit en état de reconquérir sa patrie en infligeant au Bulgare le châtiment mérité de sa trahison. Enfin, les Alliés sont forts de la certitude réconfortante de pouvoir compter sur une fabrication soutenue d'armes et de munitions, capable de satisfaire aux exigences les plus grandes dans la quantité et dans la durée.

Au moment où s'est ouvert la troisième année de guerre, l'équilibre rétabli au cours de la seconde n'existait plus ; mais, s'il est détruit, c'est cette fois à notre bénéfice. Sur tous les fronts, sauf à Verdun où leurs attaques, même si elles gagnent

encore du terrain, ne peuvent plus avoir de résultat décisif pour l'évolution de la guerre, sur tous les fronts les Allemands sont condamnés à la défensive et leurs forces donnent des signes indiscutables de fléchissement [1]. Nos moyens, au contraire, à nous Alliés, n'ont jamais été si grands, chaque jour qui vient les accroît, et le privilège de l'offensive, dont les Allemands s'étaient fait un monopole, quitte leur camp pour passer dans le nôtre. C'est à nous maintenant qu'il appartient d'imposer notre volonté à l'adversaire. Quel revirement !

Tout aussi bien que nous, notre ennemi s'en rend compte. Mais il se gardera bien d'en convenir et, fidèle à sa manière, il

1. La *Gazette de Lausanne* du 23 juillet 1916 constate qu'il résulte de l'examen des livrets de solde des troupes allemandes et du rapprochement des dates d'incorporation et d'envoi au front que l'usure en hommes devient de plus en plus certaine.

Jusqu'en novembre 1915, les ressources provenaient toutes du jeu normal des incorporations successives des jeunes classes et de l'appel des hommes instruits et aptes au service. C'est au mois d'octobre 1915 que commencent l'incorporations de récupérés, l'appel des hommes se trouvant en position de sursis et des hommes du landsturm deuxième ban, non intruits.

Quant aux recrues de la classe 1916, dont l'incorporation est de la même époque, elles apparaissent sur le front en février 1916, après les premières affaires de Verdun, dans la proportion de 20 p. 100 environ des renforts envoyés aux armées. La proportion augmente rapidement, et, après l'attaque de mars, elle atteint le chiffre de 50 p. 100 pour certains corps particulièrement éprouvés, comme le IIIe et le XVIIIe.

Cette usure de la classe 1916 entraîne, dès le mois de mai, l'arrivée, dans les dépôts du front de certaines régions, de contingents de la classe 1917. Dans certains corps, la classe 1917 est même déjà entrée en ligne. Des hommes de cette classe ont été faits prisonniers et, dans les dépôts de l'Allemagne du Sud, notamment à Dresde, on signale les premières incorporations de recrues de la classe 1918, appelées pour remplir les dépôts presque vides.

En résumé, l'usure des ressources de l'Allemagne augmente de plus en plus. Les nouvelles formations, créées en 1914 et en 1915, disparaissent dans l'extension des différents fronts, et, de plus, contribuent à absorber les ressources restantes.

D'autre part ce qui vient d'être dit accuse la part considérable prise par l'Allemagne du Sud dans les pertes subies.

Enfin tous les jeunes Allemands de la classe 1919 qui ont atteint 17 ans à la date du 30 juin dernier ont été appelés à se présenter dernièrement aux bureaux de recrutement.

Notons qu'en France, la classe 1917 est encore dans les dépôts ou les camps de l'intérieur et que la classe 1918 n'est même pas recensée.

Une classe de recrues allemandes compte un effectif à peu près double d'une classe française; mais elle a deux fronts de bataille à alimenter et, par suite, elle subit, dans le même laps de temps, une usure au moins double de celle de la classe française.

essaye de se tromper lui-même en trompant les autres. La *Gazette de l'Allemagne du Nord,* du 22 juillet dernier, dit dans un article, dont on devine l'inspiration, intitulé : *Qui a l'initiative des opérations militaires?* « Il est inexact de la part de nos adversaires de vouloir prétendre que les puissances centrales ont perdu l'initiative des actions par l'offensive actuelle [1]. Aussi bien par le moment dans lequel elle s'est produite que par la façon dont elle est conduite, l'offensive actuelle est non le résultat de l'initiative de nos ennemis, mais la conséquence des succès allemands devant Verdun et autrichiens dans le Tyrol; ce ne sont pas les puissances de l'Entente, mais les puissances centrales qui sont les maîtresses de la situation stratégique et, aujourd'hui comme auparavant, elles ont l'initiative des opérations. »

L'État-major impérial sent où le bât le blesse. Pauvre subterfuge, pauvres arguties pour masquer la déconvenue et le dépit ! On ne saurait plus délibérément ni plus maladroitement nier l'évidence.

Le changement est donc complet. Qui ne comprendrait qu'il est gros de conséquences et de victoires futures pour nos armes? N'oublions jamais que nous en sommes redevables aux héros de Verdun. Leur résistance, qui est à elle seule une épopée, a été le pivot sur lequel a tourné la situation stratégique. Le général Joffre s'est plu à le proclamer lui-même dans le bel ordre du jour qu'il leur a adressé le 12 juin. Leur nom figurera en lettres d'or dans les annales de la Patrie.

***

Depuis qu'au mois de février dernier, en Italie, M. Aristide Briand, comme président du Conseil des ministres de la République française, a prononcé la formule : unité d'action sur unité de front, le mot a fait fortune. Mais tout le monde se rend-il bien compte de l'ensemble et de la complexité des choses qu'il a l'intention de définir ?

Ce qu'on désigne par le terme vague et un peu mou d'Entente, auquel tend à se substituer dans le langage courant

1. Il s'agit de l'offensive russe de Broussiloff en Volhynie, Galicie, Bukovine, et de l'offensive franco-anglaise sur la Somme.

celui d'Alliance, que nous emploierons de préférence, comprend aujourd'hui dix nations : France, Angleterre, Italie, Russie, Japon, Portugal, Roumanie, Belgique, Monténégro et Serbie, représentant plus de la moitié de la population mondiale. Toutes prennent part à la guerre dans des proportions plus ou moins grandes et sous des formes dissemblables. Quatre en portent principalement le poids et y jouent un rôle prépondérant. Il va de soi qu'elles doivent un peu absorber dans leur rayonnement celles qui, par suite des circonstances ou de leur position géographique, ont dans le drame une place de second plan. Les différences de race, de tempérament, de traditions, d'aspirations nationales, de régime gouvernemental, d'intérêts économiques pourraient nuire à l'intimité de l'union entre un si grand nombre de parties contractantes. Je me hâte de dire qu'aucune difficulté n'a surgi et M. Winston Churchill, représentant M. Llyod George à une matinée donnée à Londres à l'Empire-Théâtre, au profit de l'hôpital anglo-russe de Pétrograd, se faisait dernièrement un plaisir de le signaler : « Jamais l'histoire d'une fédération entre États n'a fourni un exemple de loyalisme et d'union pareil à celui que donnent les puissances alliées depuis le début de la guerre... Jamais la jalousie et la suspicion, souvent si fatales aux alliances, ne sont venues contrarier nos plans ; aucun ennemi, aucune intrigue n'ont jamais pu semer la dissension et la désharmonie entre les puissances alliées... »

C'est déjà un beau succès, dont il y a lieu d'être fier. Mais il en reste d'autres à remporter dans l'organisation matérielle de la coopération. L'unité d'action en vue de la victoire commune comporte la mise en commun des pensées, la mise en commun des moyens, c'est-à-dire l'entente étroite dans la direction respective de l'opinion publique, dans l'ordre diplomatique, dans l'ordre financier, dans l'ordre économique, enfin dans le domaine militaire. Diplomatiquement, financièrement et économiquement, les rouages ordinaires de gouvernement et les modes de relations du temps de paix peuvent suffire, complétés, s'il y a lieu, par quelque conférence, quelque déplacement de ministre ou quelque envoyé spécial. Il n'en va pas de même pour la conduite des opérations de guerre.

Là, il faut un véritable organe de direction constitué de

manière permanente et composé de représentants de chacune des puissances alliées. En possession de tous les renseignements et de tous les états de situation relatifs aux théâtres où leurs armées combattent, au courant des ressources et des possibilités de leur pays, ces hommes doivent être investis de pouvoirs les qualifiant pour prendre, le cas échéant, une rapide résolution. Mais encore faut-il que dans ce conseil, où il peut se produire des avis divergents, il y ait quelqu'un qui décide pour tous. C'est à ce seul prix que, dans la conduite d'armées, opèrant dans des régions parfois très éloignées et séparées les unes des autres, peuvent être réalisées la coordination des actions dans l'espace et dans le temps et leur juste appropriation aux besoins de l'ensemble. On conçoit que pour qu'un pareil instrument fonctionne sans grippements, la condition *sine qua non* est qu'il y ait chez tous ses membres et chez les nations dont ils sont les délégués, une extrême bonne volonté, une absence totale d'amour-propre, un dévouement absolu à l'intérêt général.

Ce fut le vice constitutionnel de presque toutes les coalitions que de se trouver impuissantes à réaliser cette unité de direction dans la conduite de leurs armées. On ne la rencontre ni dans la guerre de Trente ans, ni dans les trois coalitions qui ont combattu Louis XIV, pas davantage dans celle qui se proposait de dépouiller de ses États Marie-Thérèse d'Autriche, ni dans celle qui prit à partie le roi de Prusse Frédéric II. Si l'on se représente l'état politique, social et militaire, les mœurs, les idées, la précarité et la lenteur des moyens de transport et de communication en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles, joints à la fragilité et à la versatilité des alliances de l'époque, on reconnaîtra qu'il ne pouvait guère en être différemment. C'est à ce manque de cohésion et de synchronisme dans les efforts de leurs ennemis conjurés que Louis XIV, Marie-Thérèse et Frédéric durent leur salut dans des crises où tout semblait perdu, comme celles que traversa le Grand Roi en 1704, après le désastre d'Hochstett, et en 1709, après la défaite de Malplaquet; celle de 1741 pour la reine de Hongrie; celle de 1757, année de Rosbach et de Leuthen, pour le roi de Prusse, et celle de 1762, où ce même souverain, au bord de l'abîme, en fut arraché soudain par une volte-face imprévue de l'auto-

crate de Russie. Les victoires mêmes des coalisés, si brillantes qu'elles fussent, demeuraient infécondes, faute d'être exploitées par des mouvements d'ensemble : un succès remporté dans une zône d'opérations restait localisé, sans répercussion sur les autres théâtres ; jamais il n'y avait d'événement décisif et la guerre se prolongeait indéfiniment : six ans lors de la première coalition contre Louis XIV (1672-1678) ; dix ans lors de la seconde (1688-1698) ; douze ans pour la troisième (1701-1713). Contre Marie-Thérèse la lutte dura cinq ans, et contre Frédéric, ce fut la guerre de Sept ans. La manière de guerroyer alors en usage contribuait, du reste, pour sa part à la longueur et à l'absence de décision des hostilités : on ne se battait que dans la belle saison, puis on prenait, d'accord tacite, ses quartiers d'hiver[1], et l'on attendait le printemps suivant pour repartir sur de nouvelles bases ; d'une année à l'autre, les plans changeaient selon les circonstances, les possibilités et le jeu des alliances, et tantôt l'effort principal portait sur un théâtre, tantôt sur un autre.

La Révolution française, à son tour, eut sur les bras une grande coalition de 1792 à 1797. Celle-ci, pas plus que ses devancières, ne sut constituer l'unité d'action. Ce fut, au contraire, la République qui en joua de main de maître, en centralisant tous les pouvoirs au profit de son Comité de Salut public, qui fut à la fois organisateur, administrateur, pourvoyeur et généralissime des armées de la Patrie. C'est à cette grande œuvre que Carnot gagna son immortel surnom d'Organisateur de la Victoire. On sait quels furent les résultats.

Plus tard, en 1805, puis en 1806-1807, les coalitions nouées contre Napoléon sont vaincues parce que leurs armées ne sont pas prêtes simultanément, se présentent l'une après l'autre et sont écrasées chacune à son tour : en 1805, les Autrichiens à Ulm en octobre, les Russes à Austerlitz en décembre ; en 1806-1807, les Prussiens à Iéna (octobre 1806), puis les Russes à Eylau et Friedland (février et juin 1807). Mais à partir de

1. La campagne de Turenne en Alsace, au plein de l'hiver de 1774, qui fut le chef-d'œuvre du grand capitaine, fut considérée à l'époque comme une anomalie, renversant toutes les idées admises et fut regardée par les Autrichiens, qui en furent victimes, comme une sorte de tricherie aux règles du jeu.

1813, la médaille montre son revers. Cette fois, les armées de la coalition, juxtaposées dans l'Allemagne Centrale, obéissent à une seule impulsion et l'Empereur, malgré son génie et les forces dont il dispose encore, se voit obligé de plier sous le nombre. En 1814, dans sa campagne de France, il se surpasse lui-même. Vainement. — L'énorme masse de ses ennemis, aux mouvements coordonnés, le refoule jusque dans sa capitale, jusqu'à l'abdication. En 1815, les armées de Wellington et de Blücher n'en forment qu'une et opèrent leur concentration sur le champ de bataille même, le jour de Waterloo. A l'école même de Napoléon, ses ennemis ont appris la guerre.

Au début du conflit mondial que vit s'ouvrir le mois d'août 1914, l'unité d'action n'avait pas été concertée entre nos alliés et nous, et pour cause. Nous n'étions liés qu'à la seule Russie, avec qui nous nous étions entendus sur une convention militaire. Puis cette alliance s'élargit à la demande des événements. L'Italie n'y fit son entrée qu'au mois de mai 1915.

Nos ennemis, au contraire, dans leur minutieuse et méthodique préparation de la guerre, avaient non seulement fait fonds commun de leurs ressources militaires, mais ils avaient concentré sous une main unique, celle du Grand Quartier Général de Berlin, la direction supérieure des opérations. C'est grâce à cette unité d'impulsion qu'ils ont pu remporter leurs premiers succès. Le plan était simple : profiter de la soudure en un eul bloc, de la position centrale parmi les adversaires et, à l'aide des nombreuses voies ferrées courant de l'Est à l'Ouest, se jeter en masse tour à tour sur l'armée française et sur l'armée russe, les deux seules qu'ils supposaient avoir à combattre. La France, d'abord ; la Russie, ensuite, la mobilisation de celle-ci devant être plus lente et laisser, avant d'être terminée, le temps nécessaire — deux ou trois semaines, supputait-on — pour en finir avec les régiments de la République. C'était, dans t ute sa pureté, la manœuvre par lignes intérieures, renouvelée de Frédéric II et de Napoléon avec des moyens modernes. Au prix de la violation de la Belgique, le coup faillit réussir. Mais deux surprises se produisirent : la bataille de la Marne et l'entrée en action, beaucoup plus prompte qu'on ne l'imaginait, des armées de l'empereur Nicolas. Avant de courir sus à celles-ci, qui franchissaient les

frontières prussienne et autrichienne, on voulut asséner un coup mortel à l'armée française, coup qui serait en même temps une menace à l'Angleterre ; d'où les batailles furieuses et précipitées des Flandres et de l'Yser, la poussée sur Calais. Cependant le territoire de la Prusse Orientale était violé, les Carpathes attaquées ; la Hongrie criait au secours. Le jeu des navettes commence. De France vers la Russie, en grande vitesse, des masses sont transportées, s'accroissent en route de réserves prises à l'intérieur et constituent les phalanges de Hindenburg et de Mackensen. Après les victoires de celles-ci, on estime que les Russes sont hors de cause pour bon nombre de mois, sinon jusqu'à la fin des hostilités, et l'on pense à reprendre avec l'armée française, qu'on qualifie de principal adversaire, le duel à mort interrompu. Auparavant, on donne en passant, à l'automne 1915, un coup d'épaule à la Bulgarie et à l'Autriche pour dépecer la Serbie et l'on rend la vie à la Turquie expirante en se reliant à elle par la prise de possession du chemin de fer de Belgrade à Constantinople. Puis les trains se mettent de nouveau à circuler à travers l'Allemagne ivre de gloire, qui les acclame et les couvre de fleurs au passage, et l'on se précipite tête baissée sur les lignes de Verdun.

Aujourd'hui c'en est fini pour l'empereur d'Allemagne de toutes ces manœuvres, de toute cette stratégie remuante. L'amusement des navettes est loin, pour cela, d'être retiré aux divisions allemandes. Bien au contraire. Plus que jamais, les voici appelées à en faire, mais cette fois ce n'est plus au bon plaisir de leur Grand État-major, c'est sous la pression des besoins de leur défense, c'est à la commande des armées de l'Alliance.

Pendant toute cette première phase de la guerre, y avait-il pour nous, Alliés, matière à faire fonctionner un organe chargé du jeu de l'unité d'action? Il ne le semble pas. Tant que, sur tous les points de nos fronts, nous étions réduits à la défensive ou à des offensives locales de petite envergure, il n'y avait pas d'opérations d'ensemble à coordonner. Chacun, sur son théâtre particulier, n'avait qu'à résister de son mieux, pour son compte, et à s'efforcer de durer, en attendant que soient forgés les moyens qui permettraient plus tard de changer de rôle.

Que soient rassurées les âmes chagrines qui inclineraient à penser qu'en attendant jusqu'au printemps de cette année pour instituer réellement son Grand Conseil directeur de la guerre, l'Alliance a trop longtemps tardé. Il a surgi en temps opportun, au moment où nos armées, élevées au point nécessaire pour passer à l'offensive, allaient avoir besoin de l'Unité de commandement [1].

Notre coalition a entre les mains cette arme puissante, que celles du temps passé étaient inaptes à saisir. C'est sa force et son honneur.

***

Mais est tout que d'avoir acquis la capacité offensive et d'avoir créé l'unité de direction qui doit en régler l'emploi? On n'a fait jusqu'alors que forger l'outil et réserver son maniement à un seul ouvrier, reconnu particulièrement apte. Reste à voir ce qu'il peut en faire.

L'Allemagne répète à qui veut l'entendre, soit par ses journaux, soit par la voix de ses hommes politiques, qu'elle est en ce moment, au milieu de l'Europe, une place forte assiégée par les armées de terre et de mer des peuples de l'Alliance. Il va de soi qu'en l'espèce le terme d'Allemagne englobe aussi ses satellites, Autriche, Turquie et Bulgarie. L'image est sans doute un peu outrancière et elle est surtout destinée à impressionner l'opinion publique, principalement celle des pays neutres ; le gouvernement impérial se propose de la convaincre de la véracité de ses paroles quand il atteste en bon apôtre, la main sur le cœur, qu'il était loin de souhaiter la guerre et qu'elle lui a été imposée par l'obligation de se défendre contre des voisins méchants.

Cependant il faut convenir que cette assimilation de l'Allemagne à une place assiégée enferme un fond de vérité. L'investissement, à franchement parler, est encore à très grande distance et est coupé par de larges fissures, qui laissent passer bien des choses. Mais le groupe des puissances centrales ne s'en trouve pas moins entouré de toutes parts ; le blocus maritime commence à le faire souffrir de la faim comme une garnison

1. Le Conseil, dont la présidence a été reconnue à la France, a commencé à siéger au mois d'avril dernier.

de citadelle privée de communications avec l'extérieur et depuis longtemps la guerre en pleins champs a revêtu le caractère d'opérations obsidionales. On peut donc, sans trop s'écarter de la vraisemblance, accepter la comparaison.

Le gigantesque périmètre d'encerclement, au long duquel se développent les forces armées des alliés, part de la Baltique pour passer par les marais du Pripet, la Volhynie, la Bessarabie, la Transylvanie, la mer Noire, l'Arménie, la Mésopotamie, l'Égypte, la Méditerranée, Salonique, les Alpes, les Vosges, la France septentrionale, et aboutir à la mer du Nord. Il mesure à vol d'oiseau dix mille kilomètres de longueur, c'est-à-dire le quart du méridien terrestre. Jamais sur notre planète ne se vit pareil champ de bataille. Le théâtre de la guerre s'étend bien plus loin encore, puisque le Japon est intervenu en Chine, que les colonies ont leur place dans le conflit et que la surface mouvante des océans est elle-même journellement la scène d'épisodes sanglants. Mais notre regard doit, pour l'instant, se contenter de ce modeste quart de méridien, que nous venons de tracer sur la mappemonde, parce qu'il représente le cordon d'investissement proprement dit. Il convient même que nous rétrécissions encore notre panorama.

Tout en faisant normalement partie de l'ensemble, le secteur asiatique en forme en quelque sorte un appendice; il en est séparé par les mers ; les armées qui y combattent ne sont pas matériellement reliées à celles qui agissent en Europe et les événements qui s'y passent, bien qu'ayant une répercussion importante sur la situation générale, s'y déroulent en une manière de champ clos. L'Égypte constitue, de son côté, un petit écart, où il n'y a aucune raison, actuellement, de fixer l'attention. Limitons-nous donc maintenant, quitte à revenir plus tard en Asie, au champ de bataille européen.

Sa figure est caractéristique. Sur une carte géographique tirons une ligne de Riga à Salonique et une autre de Salonique à Nieuport, sur la mer du Nord. Nous dessinons ainsi un angle qui a un peu plus de 50 degrés d'ouverture et dont Salonique est le sommet. Le côté vertical Riga-Salonique marque le front oriental tenu par les Russes et les Roumains. L'autre côté, nettement Nord-Ouest Sud-Est, passe de façon générale par le front austro-italien, puis par celui qui, en Occident, s'inscrit

entre Belfort et le littoral belge. A la pointe, monte la garde notre armée d'Orient, qui a dans son voisinage l'armée italienne de Valona. A l'intérieur se dressent les puissances centrales, en posture de place investie.

Voilà la ligne sur laquelle s'allonge l'immense corps de siège constitué par les armées alliées. Serait-il logique de la morceler en segments indépendants les uns des autres, dont chaque commandant aurait la liberté de ses opérations, sans les marier à celles de ses collègues, si éloignés qu'ils soient? Ce serait vouloir le désordre, la confusion, le gaspillage d'efforts isolés et infructueux et, pour finir, l'avortement! L'expérience du siège de Sébastopol par des forces coalisées et celle plus récente du siège d'Andrinople par les Serbo-Bulgares — deux noms qui aujourd'hui jurent ensemble — ont démontré péremptoirement la nécessité de centraliser la direction. Est-ce parce que les côtés de notre angle ont une grande dimension, 3 600 kilomètres en les mettant bout à bout, que cette vérité deviendrait caduque? En quoi les 450 lieues qui séparent l'armée de Salonique de l'armée franco-anglaise de Picardie empêcheront-elles les actions de l'une d'avoir une influence sur celles de l'autre? Bien au contraire, plus les parties sont distantes les unes des autres ou difficiles à relier, plus il y a intérêt à s'efforcer d'en établir la soudure et la dépendance mutuelle. Ici plus que jamais s'impose impérieusement la conception de l'unité de front.

Mais ce grand corps de siège relevant d'une volonté unique, à quelle phase de ses opérations en est-il arrivé aujourd'hui ?

Il est de règle traditionnelle, lorsqu'une place est menacée, que sa garnison commence par se jeter hors des limites de son camp retranché et par organiser une première résistance sur des positions avancées ; elle doit même se montrer agressive, aller au-devant de l'ennemi, retarder sa marche le plus possible et s'efforcer de gêner ses travaux de contrevallation. C'est ce qu'en langage militaire on appelle la défense extérieure : Meusnier et Kléber au fameux siège de Mayence en 1793, Masséna à celui de Gênes en 1800, Todleben à Sébastopol en 1854-55, Denfert-Rochereau à Belfort en 1870, Osman-Pacha à Plewna en 1877, Stœssel à Port-Arthur en 1904, en ont donné d'illustres exemples.

La garnison de la place forte Allemagne n'avait pas manqué à ces principes et le 1er juin de cette année la trouvait installée partout au delà de la zone de son camp retranché, c'est-à-dire, en l'espèce, hors de ses frontières. En face d'elle le corps d'investissement l'immobilisait sous son canon, n'ayant pu jusque-là, faute de moyens suffisants, commencer à la refouler. Mais on entrait dans cette période où l'assiégeant, considérablement renforcé et enfin armé de la puissante artillerie qu'il faut pour réduire une grande place moderne, va passer à l'attaque.

Il s'agissait maintenant de chasser l'assiégé de ses positions avancées. De quelle manière les occupait-il? On savait, à quelques unités près, que le 1er juin les Allemands avaient sur pied un total de 171 divisions, sur lesquelles 119 étaient sur le front franco-anglais, 49 sur le front russe septentrional, c'est-à-dire entre le golfe de Riga et les marais du Pripet, enfin 3 aux Balkans ou en Asie. Celles établies sur le front français formaient une masse de 40 devant l'armée britannique, entre la mer du Nord et la Somme, une autre d'une trentaine devant Verdun et un cordon de 49 échelonnées sur le reste du front. Celles du front russe étaient divisées en deux grands groupes, l'un entre Riga et la haute Vilia, sous les ordres du maréchal Hindenburg, l'autre entre Vilia et Pripet, sous le commandement du prince Léopold de Bavière.

Les Autrichiens comptaient 76 divisions, dont 38 sur le front italien (16 spécialement affectées au corps d'expédition parti de Trente dans la direction de Vicence), 34 devant les Russes, entre le Pripet et la frontière roumaine, et 4 aux Balkans.

Les Turcs avaient sous les armes 52 divisions, presque toutes en Asie, sauf une masse oscillant entre 50 000 et 100 000 hommes, maintenue en Thrace et à Constantinople.

Enfin, l'armée bulgare était forte de 14 divisions, dont 3 sur la frontière roumaine et le reste réparti devant notre armée d'Orient entre Monastir et Xanti.

La division allemande est évaluée à 12 000 baïonnettes, l'autrichienne à 16 000, la turque est probablement équivalente à la division allemande, l'armée ottomane ayant été prussifiée par von der Golz et ses successeurs ; enfin la

bulgare serait forte et comprendrait, suivant certains, jusqu'à 20 000 fantassins [1].

La longueur des fronts occupés était :

Front anglo-franco-belge, entre Nieuport et la Somme	150 kil.
— français, entre Somme et Belfort (défalcation faite de 45 kil. occupés par l'armée allemande de Verdun) ..	400 —
— russe septentrional, entre Riga et Pripet.....	780 —
— russe méridional, entre Pripet et Roumanie.....	550 —
— italien (moins le Trentin, 50 kil.).....	400 —
— germano-bulgare, de Florina à hauteur de Sérès, environ.....	300 —

Les densités des fronts étaient donc à peu près les suivantes :

Front anglo-franco-belge, plus de trois fantassins *par mètre* courant.
— français (sauf Verdun), plus de deux fantassins *par mètre* courant.
— russe septentrional, un fantassin 1/2 pour *deux mètres*.
— russe méridional, un fantassin 1/2 pour *deux mètres*.
— italien (sauf le Trentin), un fantassin 1/4 pour *deux mètres*.

Dans l'ensemble de ces secteurs, front unique de l'assiégé, où allait-on frapper? Où étaient les défauts de l'armure?

Les densités en soldats ne représentent qu'une simple indication, car, à la guerre, d'autres éléments interviennent pour faire la force d'une position : la situation topographique, la fortification, l'armement, la valeur combative des troupes. Cependant leur examen confirmait que les Austro-Allemands n'avaient laissé devant les Russes qu'une couverture pour les tenir en respect. Aveuglés par leurs victoires de 1915, ils étaient loin de soupçonner qu'il avait suffi d'un semestre à nos alliés, non seulement pour se relever de leurs défaites, mais pour acquérir une supériorité offensive. Toujours l'orgueil teuton ! Piètres psychologues, ils se sont trompés en cela comme en tant d'autres occasions depuis le début de la guerre. Mésestimer son adversaire est une faute qui se paye généralement très cher ; ils n'allaient pas tarder à s'en apercevoir.

1. Dans cette énumération, il n'a pas été fait état des divisions de cavalerie. Elles comptent chacune, *grosso modo*, 3 000 chevaux et ont à peu près toutes, jusqu'à présent, été tenues en réserve en arrière des fronts.

Poussant à l'excès ces illusions, les Autrichiens ne balançaient même pas, au printemps de 1916, à s'offrir la fantaisie d'appauvrir encore leur front russe pour monter la folle équipée du Trentin. S'ils n'y diminuaient que de peu les effectifs, ils y prélevaient du moins nombre de canons et le meilleur de leurs troupes, qu'ils remplaçaient par des formations de landsturm, de valeur infiniment plus basse. Il était évident que là se créait un point vulnérable.

Le 15 mai, les Austro-Hongrois, conduits par l'archiduc héritier, bourraient sur les Italiens, entre Adige et Brenta. Le 1er juin, ils recevaient de la rude main de Broussiloff, en Volhynie et en Bukovine, la réponse que méritait leur outrecuidance. La riposte était foudroyante et imprévue. Comment, il y avait là des armées russes en état d'attaquer avec pareille fougue? Mais d'où sortaient-elles? L'assiégeant avait saisi l'occasion. Il avait frappé l'ennemi à une place où il s'était imprudemment découvert et, peu après, en l'assaillant sur la Somme, en l'un de ses points forts, il lui liait les bras et lui enlevait la liberté de courir au secours du secteur fléchissant. Manœuvre classique.

Un mois plus tard, autre coup, non moins dur et plus douloureux peut-être, asséné aux Autrichiens. Cette fois, c'est sur l'Isonzo : Gorizia prise par les Italiens, l'accès du Carso ouvert. Là encore l'assiégeant a profité d'une faute. Des régiments avaient été retirés de cette région pour grossir le corps du Trentin ; l'irruption de Broussiloff avait empêché de les remplacer ; un point faible s'était formé. Cadorna, par une habile manœuvre sur lignes intérieures, s'est jeté dessus et l'a enfoncé.

Au même moment (août), dans la muraille ennemie ainsi battue, une autre lézarde apparaisait. Aux Balkans, l'étai germain avait abandonné l'armée bulgare. Les Allemands ne lui laissaient plus pour soutien que trois régiments d'infanterie, quelques escadrons et des canons lourds. Les Autrichiens se bornaient à deux divisions d'occupation en Serbie, Monténégro et Albanie, et encore y consacraient-ils des troupes d'ordre très secondaire, destinées à faire office de garnisons territoriales bien plutôt que d'éléments de combat. C'était même maintenant — ô ironie ! — les Impériaux,

naguère si hautainement arrogants, qui étaient réduits à quémander des soldats à leurs vassaux de Constantinople et de Sofia. Le premier, en se saignant, arrivait à leur en fournir quelques milliers [1], probablement extraits de sa réserve de Thrace. Quant à l'autre, il faisait la sourde oreille et même, sentant que ses affaires se gâtaient, il s'empressait de rappeler sous son giron ceux qu'il avait détachés au front moscovite.

Le chef de notre armée d'Orient ne voyait donc plus devant lui qu'une dizaine de divisions ennemies, soit 200 000 à 250 000 hommes échelonnés sur un front d'environ 300 kilomètres. Si la densité était mince, sa faiblesse était plus que compensée par les avantages offerts à la défense par la configuration du sol ; mais, dans tous les cas, elle accusait l'étroitesse des moyens dont disposait le tzar Ferdinand en face de ses adversaires.

Salonique est le point le plus lointain du théâtre d'opérations européen, comme perdu au bout de l'angle d'investissement. L'armée qui s'y trouve paraît exiguë en regard de celles qui combattent sur les fronts d'Italie, de Russie et de France ; elle forme un tout séparé ; elle n'est pas, comme les autres, épaule contre épaule.

1. A la fin d'août, la répartition des forces ennemies, modifiée par les événements de juin et de juillet, était la suivante :

Allemands. — Sur le front occidental : 123 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie ; sur le front russe : 53 divisions d'infanterie et 10 de cavalerie ; sur le front balkanique : 1 division (3 régiments).

On remarquera que le total de ces divisions atteint 177 (infanterie), c'est-à-dire 6 de plus qu'en juin. Ce n'est qu'un trompe-l'œil, car les Allemands ont créé un nombre assez élevé de divisions dites « *d'assaut* », qui ne comprennent plus que trois régiments d'infanterie au lieu de quatre, mais sont par contre très notablement renforcées en canons.

Autrichiens. — Sur le front italien : 31 divisions d'infanterie ; aux Balkans : 2 divisions d'infanterie ; sur le front russe : 47 d'infanterie et 11 de cavalerie.

Le nombre de divisions d'infanterie s'est augmenté de 4. Il est à présumer que les Autrichiens ont fait comme les Allemands des divisions à 3 régiments. Mais de combien sont réduites maintenant les divisions affectées au front russe et dans quel état sont celles qui subsistent ?

Turcs. — Ils n'ont plus que 48 divisions, et même dans celles-ci les bataillons sont tombés à l'effectif de 500 hommes au lieu de 1 000. 38 divisions sont en Asie, dont 28 opposées aux Russes, 10 occupées au soulèvement arabe ; 10 en Europe, dont 2 en Galicie, 4 sur la frontière roumaine et 4 à un emplacement non précisé.

Un coup vigoureux porté par elle pourrait cependant avoir des conséquences incalculables. Il déciderait peut-être du sort de la guerre. Imagine-t-on le front bulgare enfoncé, Sofia occupée, puis, suivant la bissectrice de l'angle, qui est tracée par le Vardar, la continuation sur Belgrade ; Buda-Pest n'en est qu'à 350 kilomètres et l'on va vite quand on n'a plus d'ennemi devant soi... encore dix ou douze étapes et l'on touche à Vienne... Qui, en France, au mois de mars 1796, eût supposé que, de toutes les armées de la République, ce serait celle d'Italie qui irait, par delà les plaines du Pô et les montagnes du Tyrol, dicter la paix à la toute-puissante Autriche sous les murs de sa capitale? Comme aujourd'hui celle de Salonique, elle était alors la plus petite, la plus éloignée, un peu oubliée sur ses Alpes au bord de la mer...

Mais nous nous égarons. *Paulo minora canamus.* La Bulgarie ni la Turquie ne sont outillées pour fabriquer leurs armes et leurs munitions au gré des besoins de la guerre. Elles sont en cela étroitement tributaires des empires du Centre. Les envois se font soit par le Danube, sur chalands, soit par trains circulant, par Nich et Sofia, entre Belgrade et Constantinople. La voie fluviale ne dessert d'emblée que la Bulgarie ; pour y recourir, la Turquie est obligée de la joindre par lignes ferrées à travers le territoire de sa voisine occidentale. L'utilisation du Danube est d'ailleurs subordonnée à la bonne volonté de la Roumanie, puissance riveraine. En tout état de cause, la ligne Belgrade-Constantinople joue, pour le ravitaillement militaire de la Bulgarie un rôle prépondérant et, pour la Turquie, elle est l'organe indispensable. Faute de l'avoir, celle-ci s'est vue, l'an dernier, au bord de l'agonie, et demain, voici des Allemagnes, l'armée ottomane d'Arménie — nous coupée revenus en Asie, tout se tient dans l'unité de front — serait vouée à un prompt et irrémédiable désastre.

Pour notre offensive dans les Balkans, cette voie ferrée est donc le premier objectif à atteindre et à atteindre au plus vite. — Eh quoi ! — diront les doctrinaires — un objectif géographique? Quelle hérésie ! A la guerre on ne doit viser que l'armée ennemie, qu'il faut détruire avant tout. — C'est entendu. Mais est-ce courir à un objectif géographique que de se jeter sur la ligne de communications de l'adversaire, que d'aller

tarir son cordon nourricier? De toutes les manœuvres, c'est la plus fertile en résultats, c'est celle qui eut, si loin que l'on remonte dans l'histoire, la préférence des plus grands capitaines, y compris Napoléon. Et puis, ne faisons-nous pas un siège et ne serait-ce pas un beau succès que de couper du corps de place une bonne partie de sa garnison?

La prise de Sofia serait la mort immédiate de la Bulgarie, puis, à brève échéance, celle de la Turquie. A défaut, la saisie de Nich, qui pourrait peut-être se faire moins attendre et être réalisée avant la défaite complète des Bulgares, aurait le même résultat, à terme un peu plus lointain. Du coup, sur nos quatre adversaires, deux seraient à terre ; l'Autriche ne vaudrait guère mieux. Il n'y aurait plus que l'empire d'Allemagne seul contre toute l'Alliance !... Quelle faute a commise notre diplomatie en laissant, par sa mauvaise politique dans les Balkans, tomber cette artère de Belgrade-Constantinople entre les mains de ceux pour qui elle était une question de vie ou de mort !

L'offensive de nos forces dans cette région était impatiemment attendue. D'aucuns trouvaient même qu'elle était trop lente à venir. Le 20 août, l'armée de Salonique, renforcée de contingents russes et italiens [1], sortait de ses lignes, et à huit jours de distance la Roumanie [2] se rangeait à nos côtés, en même temps qu'elle livrait passage sur son territoire à une armée serbo-moscovite allant attaquer la Bulgarie par sa frontière du Nord. Trois actes évidemment liés ensemble. Peut-être est-ce dans la coordination de leur synchronisme plus encore que dans des transports d'effectifs et de matériel, qu'il faut chercher le secret de l'expectative dont certains se plaignaient à tort.

Aujourd'hui l'attaque du secteur balkanique est commencée. Est-ce la flèche au talon d'Achille?

1. Elle est forte de plus de 400 000 hommes parfaitement armés et équipés : 120 000 Français ; 120 000 Anglais ; 130 000 Serbes ; 25 000 Italiens ; 8 000 Russes.

2. La Roumanie peut mettre 800 000 hommes sous les armes. L'armée de première ligne compte 500 000 hommes, plus de 650 canons de campagne de 75 millimètres, des pièces de 87 millimètres, un matériel d'artillerie lourde des calibres de 105, 120, 150, 210 millimètres, enfin des batteries de montagne de 75 millimètres.

Le périmètre d'investissement autour du camp allemand se complète et se ferme — voici bouchée la grande fissure roumaine. L'œuvre à accomplir maintenant est son resserrement, ce qui signifie le rejet de l'ennemi en deçà des positions avancées où il se cramponne. C'est la phase du siège où l'on procéde par attaques échelonnées, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, les unes poussées à fond, les autres méthodiques et lentes, mais toutes en liaison. Nous l'avons entamée le 1er juin. Elle se poursuivra plus ou moins longtemps. Dans tous les cas, l'offensive générale et simultanée sur tout le front serait prématurée : c'est la dernière opération à laquelle on a recours; on attend, pour l'ordonner, que la garnison, sentant la faim, ait été refoulée sur la ligne de ses forts.

Nous n'en sommes pas là. Mais cela ne veut pas dire que la fin doive fatalement se produire sous cette forme et n'arriver que tardivement. Tel coup de fortune peut conduire une attaque montée contre une position avancée à pratiquer dans la défense une brèche qui lui ouvre le champ et lui permette de pousser jusqu'au cœur de la place. Le cas s'est vu déjà et, en dernier lieu, à la prise de Liége par les Allemands en 1914. Qui oserait prophétiser que devant les armées de Broussiloff, ou celles des Balkans, ou celles de Roumanie, ou en tout autre point encore dans l'ombre, rien de pareil ne se présentera? Tous les espoirs sont autorisés.

L'échiquier est vaste sur lequel doit travailler l'Unité d'action. Mais il ne dépasse ni ses moyens ni ses capacités. Les succès dont viennent d'être couronnées depuis le 1er juin les opérations combinées de Broussiloff en Russie, des Franco-Anglais en Picardie, de Cadorna en Italie, et même de Judenitch en Arménie, en sont l'irréfutable témoignage. Ils sont aussi la promesse d'autres succès à venir et l'annonce certaine que nous marchons d'un pas sûr vers la solution tant souhaitée du terrible problème qui depuis plus de deux ans oppresse la conscience du monde civilisé.

GÉNÉRAL FONVILLE

SIDNEY SONNINO

Sonnino est le nom d'une petite localité de la province de Rome. Il y a une famille d'ancienne aristocratie romaine, les princes de Sonnino, à laquelle Sidney Sonnino n'est pas apparenté. En Italie les noms de famille qui sont en même temps des noms de lieux, indiquent généralement une origine israélite : Sonnino fait donc penser à une provenance juive, en même temps que Sidney révèle une ascendance anglaise.

Il en est bien ainsi. Le ministre des Affaires étrangères auquel fut confiée la tutelle et la direction, tout au moins diplomatique, des destinées de l'Italie dans cette période culminante de 1914-1916, a dans les veines du sang juif et du sang anglais. Il est né le 11 mars 1847, à Pise, il va donc avoir soixante-dix ans : il en porte allègrement le fardeau. Droit, sec, l'allure presque militaire, une grosse moustache blanche barrant une figure rouge, les yeux vifs, les cheveux blancs massés dru autour d'un front haut, il donne une impression de santé vigoureuse, de franchise et de finesse. Il est sobre de paroles dans un pays où les bavards sont nombreux. Il est réservé, discret, peu communicatif et distant, dans un pays où la familiarité est la tradition des relations politiques. Il est, dans ses discours, sec et précis, alors qu'on aime par-dessus tout ici le lyrisme et l'envolée des belles phrases sonores. Ses exposés ont la netteté froide d'un rapport d'affaires, sans jamais le moindre de ces élans sentimentaux ou idéalistes qui ont tant d'action sur l'âme italienne. Dans un pays où les partis poli-

tiques rappellent souvent l'ancienne clientèle romaine, il a peu d'intimes et refuse impitoyablement toute faveur ou complaisance.

Il a donc presque l'air d'un étranger dans le monde où il vit. Si sa valeur intellectuelle n'est pas discutée, sa popularité est faible. Deux fois appelé par ses talents à la présidence du conseil, deux fois il dut la quitter après un court règne de cent jours environ.

Il a fallu la guerre européenne pour lui créer une situation indestructible. Avec Antonio Salandra, il a partagé le gouvernement dans les circonstances les plus graves qu'ait connues l'Italie. Il a dirigé les pourparlers qui ont abouti à l'intervention; il a orienté toute la diplomatie italienne depuis la déclaration de guerre. Lors de la crise ministérielle de juin 1916, qui amena le départ de M. Salandra, il voulut le suivre dans sa retraite, mais on fit appel à son patriotisme pour qu'il affirmât, en restant, vis-à-vis du pays et de l'étranger, la continuité de la politique extérieure de l'Italie.

C'est donc une des grandes figures de l'Italie d'aujourd'hui. Son nom restera indissolublement attaché à l'histoire italienne. Il est évidemment trop tôt encore pour hasarder une appréciation sur son rôle ; mais il ne l'est pas, certes, pour nous renseigner de notre mieux sur une personnalité aussi importante que celle-là.

***

Le père de Sidney Sonnino, Isaac Sonnino, après avoir vécu à Livourne, s'en fut tenter la fortune en terre d'Égypte. Le moment était favorable ; Mohammed Ali voulait y apporter des réformes à l'européenne et Isaac Sonnino put, dans l'organisation du service douanier et du régime bancaire, faire apprécier son activité et le réalisme de son esprit. Il rencontra en Égypte miss Georgina Tewy, de vieille famille anglaise et l'épousa. Il ne faut pas être grand observateur pour trouver dans cette ascendance l'explication des qualités les plus visibles de Sidney Sonnino; c'est de ses parents qu'il tient cet esprit pratique des affaires, ce sens des valeurs précises, ce flegme, cette ténacité loyale et silencieuse qui lui

font une physionomie morale si particulière. Au réalisme hébreu s'ajoute chez lui un peu de réalisme anglo-saxon. A la perspicacité juive, habile à distinguer les avantages et les inconvénients, se joint cette rigide et stricte honnêteté, ce mépris des compromissions, ce souci du « fair play » qui sont presque toujours les règles de l'homme d'État et du commerçant britanniques. Enfin, ces prédispositions héritées ont été cultivées dans la religion protestante, qui était celle des siens, à laquelle il n'a cessé d'appartenir, et qui a contribué à consacrer comme une obligation religieuse les tendances de son cœur à la droiture et à la correction.

***

Après 1848, Ebbas Pacha ayant remplacé le fils de Mohammed Ali, les Européens cessèrent d'être recherchés en Égypte et Isaac Sonnino ramena sa famille en Italie. Le petit Sidney avait un an. Il passa son enfance à Livourne, fit son éducation à Florence et à l'Université de Pise, qui le reçut docteur en droit en 1865, à dix-huit ans.

On conte qu'il se sentit peu d'inclination pour la profession d'avocat, à raison de son besoin de rectitude, et qu'il renvoya à un client un dossier, en lui disant qu'ayant trouvé l'affaire mauvaise, il ne pouvait la plaider [1]. L'anecdote témoigne chez ceux qui la rapportent d'une étrange conception du rôle de l'avocat. Retourner le dossier d'une affaire qui paraît implaidable est l'accomplissement très simple et banal d'une des règles mêmes de la profession d'avocat, et l'exercice de celle-ci peut et doit se concilier avec la plus scrupuleuse rectitude.

Je préfère croire que ce fut la fortune paternelle qui, dégageant le jeune Sonnino de la nécessité de gagner sa vie, lui permit de continuer à s'orner l'esprit et de compléter son éducation de parfait gentleman. Entré dans la diplomatie, il fait, de 1867 à 1873, des séjours à Berlin, à Madrid, à Paris et à Vienne.

Il serait assez ridicule de vouloir trouver dans cette courte carrière diplomatique une sorte de stage pour sa destinée

1. Helen Zimmern. *Italian Leaders of to Day*. London, Williams et Norgate, 1915. — Guido Biagi. *Sonnino*, dans la *Lettura* de Milan, juillet 1915.

ultérieure ; Sidney Sonnino venait d'avoir vingt ans et sa diplomatie d'alors se borna vraisemblablement à la culture des relations mondaines et officielles. Mais s'il est vrai que les voyages forment la jeunesse, il ne l'est pas moins qu'un séjour dans les différentes capitales d'Europe était particulièrement propice à la formation d'un homme d'État. Même en ne regardant des pays visités que ce que pouvaient apprendre les salons, il y avait là une préparation intellectuelle précieuse, de nature à élargir considérablement les horizons.

Au surplus, les biographies qu'a fait naître son actuelle célébrité nous présentent le jeune Sonnino comme singulièrement studieux et précoce. C'est un fort en thème, un étudiant appliqué et constamment dé ireux de savoir davantage. Et ce sont ses études qui le conduisent, par degrés, à la politique active, à la différence de tant d'autres qui commencent par la politique et étudient après — quand ils étudient.

Ses travaux, tournés surtout vers les sciences politiques et sociales, sont très variés pourtant, puisque nous y trouvons un commentaire du sixième chant du *Paradis* de Dante, à côté de traductions des ouvrages de Thornton sur les *Problèmes du travail* et de Cairnes sur les *Principes fondamentaux de l'Économie politique*, ainsi que deux volumes originaux sur les *Paysans de Sicile*. Ces deux volumes, parus en 1877, étaient le résultat d'une enquête personnelle, poursuivie sur place, avec l'aide du baron Léopold Franchetti, alors député, et, comme Sonnino, juif d'origine. Tous deux avaient été frappés par la condition misérable du prolétariat agricole sicilien, et cette délicate question du Midi, qui est encore aujourd'hui l'une des plus intéressantes de la politique intérieure de l'Italie, les avait sollicités il y a quarante ans déjà. Un certain nombre de réformes relatives à l'émigration, au travail des femmes et des enfants, notamment dans les mines de soufre, ont été la conséquence législative de ces recherches généreuses et de cette publication. Les questions du suffrage universel — et notons en passant que Sidney Sonnino fut un des premiers à préconiser nettement ce système électoral —, celle du gouvernement représentatif, celle de l'organisation interne des communes rurales, celle de l'instruction publique requirent également son attention, et tout un groupe de cher-

cheurs curieux d'économie sociale se forma autour de lui, constituant la rédaction de cette *Rassegna Settimanale* qui parut de 1878 à 1882 sous son inspiration et sa direction constantes. Il la conçut sous la forme des revues anglaises d'essais, s'efforçant de donner, sous une forme brève et pour une élite, des aperçus essentiels sur les questions de politique nationale et internationale.

La *Rassegna* était un organe conservateur et ce fut comme conservateur que S. Sonnino fut élu député, le 26 mai 1880. Mais son conservatisme a une nuance spéciale. Il n'entend pas consacrer les abus et les privilèges iniques ; s'il veut conserver la société actuelle et un État à pouvoir fort, c'est à condition qu'ils concèdent graduellement des réformes sociales; et bien des initiatives de ce conservateur pourraient être celles d'un socialiste étatiste.

Ce furent les électeurs du collège de San-Casciano, en Toscane, qui le firent entrer à la Chambre; et depuis, ils ont renouvelé invariablement son mandat. Les questions étrangères, coloniales, financières, agricoles et sociales l'intéressèrent principalement, et la clarté de ses exposés laconiques ne tarda pas à lui assurer une réelle autorité. Crispi l'appela, en 1893, à faire partie du gouvernement, en qualité d'abord de sous-secrétaire d'État au Trésor, ensuite de ministre des Finances.

Il y resta trois ans, jusqu'à la chute du cabinet Crispi, dans les circonstances les plus ingrates et les plus difficiles. Les finances nationales étaient en très triste état, et pour les rétablir, il ne recula point devant l'impopularité qui s'attache toujours aux méthodes de sévère économie et aux établissements de taxes nouvelles. Par surcroît, ce fut le temps du grand scandale de la *Banca Romana* dont le monde parlementaire, et notamment M. Giolitti, sortit tout éclaboussé.

Sonnino, redevenu député, soutint d'abord les ministères qui lui succédèrent ; mais il se forma autour de lui un parti qu'on appela centre gauche et dont le programme n'était pas sensiblement différent de celui du parti libéral constitutionnel dont Antonio Salandra devait être le plus brillant représentant. En 1897, Sonnino, s'expliquant devant ses électeurs de San-Casciano, affirmait « vouloir écarter successivement des

lois et des institutions tout ce qui s'opposait à la transformation graduelle des conditions juridiques et sociales en conformité avec les besoins du moment, et inspirer de plus en plus toute l'action gouvernementale de fraternité humaine et de solidarité, en veillant également à éviter toute violation du droit des minorités par le plus grand nombre, comme toute violation des droits de la masse par des minorités ».

Il se trouva amené ainsi dans l'opposition, spécialement contre Giolitti et ses partisans, auxquels il fit une guerre constante et tenace. Giolitti étant tombé en 1906, Sonnino fut appelé à constituer le nouveau ministère, mais il ne put s'y maintenir que quelques mois (8 février-27 mai). La même expérience décevante survint en 1909 (11 décembre 1909-31 mars 1910). Il n'avait pas la souplesse qu'il fallait pour se ménager longtemps la sympathie des majorités parlementaires. Mais ces échecs ne le diminuaient point. Il suivait opiniâtrement la voie qu'il s'était tracée et, depuis 1900, il était appuyé par un grand journal quotidien, *Il Giornale d'Italia*, qu'il avait fondé avec son ami Salandra et qui ne tarda pas à devenir un des journaux les plus influents de Rome et du Midi.

En mars 1914, Giolitti, un peu effrayé des ennuis que pouvait présenter pour son prestige la liquidation de la campagne de Lybie, préféra résigner le pouvoir, se flattant d'y revenir bientôt. Son successeur naturel était Sonnino, mais celui-ci, mis en défiance par ses mésaventures antérieures, recommanda un ministère Salandra auquel il promit tout son appui. Le ministre des Affaires étrangères dans ce cabinet était le marquis de San-Giuliano qui mourut en octobre 1914. L'heure était redoutable, car chacun avait compris que la neutralité de l'Italie dans la guerre européenne, proclamée au mois d'août, était une solution précaire et pleine de dangers. La direction des Affaires étrangères, en ce moment, était plus importante que la présidence du conseil. Salandra réclama le concours de Sonnino, et les deux hommes unis par une ancienne amitié, une heureuse similitude de tempérament, une rare conformité de vues, assumèrent courageusement les lourdes responsabilités dont les événements les chargeaient.

***

Il peut être utile de bien faire connaître en France la position qu'eut l'Italie dans la Triplice. L'opinion la plus généralement répandue, la plus commode, un peu grossière en sa simplicité, préfère esquiver pareil examen. Nous considérons souvent l'Italie comme une coquette, et puisque c'est nous qui bénéficions aujourd'hui de ses faveurs, pourquoi ne point fermer les yeux sur le passé?

Pareille opinion est offensante pour l'Italie, et ce pardon facile, qu'elle ne demande pas et n'a pas de raison de demander, est humiliant au lieu d'être amical.

D'autre part, les réconciliations ne sont sincères et durables qu'après des explications qui anéantissent, ou tout au moins atténuent, les causes de la querelle. Si deux nations ont fai partie, pendant trente ans, de deux groupements rivaux, leur hostilité latente a laissé nécessairement entre elles des souvenirs fâcheux, des froissements d'intérêts ou d'amour-propre, des préjugés tendancieux, et il ne suffit pas de quelques déclarations officielles pour effacer tout cela.

J'entends bien qu'à l'heure actuelle, il y a un motif pressant d'entente et de fraternité : le péril commun. Mais c'est là une situation passagère. Et ce n'est qu'une bien petite et bien misérable fraternité, celle qui est commandée seulement par le danger. Il faut qu'elle subsiste au delà de l'épreuve, au contraire, et pour établir la sympathie souhaitée, rien ne vaut la compréhension réciproque [1].

***

Ce que les triplicistes italiens cherchèrent dans l'alliance des empires centraux, ce fut surtout de la considération internationale. Plus que tout autre État d'Europe, le jeune royaume d'Italie avait besoin d'autorité et de prestige pour se faire admettre à son rang dans la société des nations. Mais la Triplice était pour eux une alliance *pour la paix*; tandis

1. Des livres clairs et précis comme celui de M. Pingaud y peuvent contribuer. Nous y trouvons bien expliquée l'histoire de la Triplice.

que, pour les empires centraux, l'alliance était conçue et préparée *pour la guerre*, la guerre qui devait leur assurer l'hégémonie du monde. Si l'on veut bien remarquer ce point essentiel, on reprochera moins à l'Italie de s'être rangée parmi ceux qui devaient devenir nos aggresseurs, et l'on comprendra mieux qu'elle se soit détachée d'eux, naturellement et logiquement, le jour de l'agression.

Sonnino fut un partisan déclaré de la Triple Alliance, dans les conditions que je viens de rappeler. Il n'y a pas à le dissimuler, il n'y a pas à l'en excuser. Il faut laisser aux Allemands l'accusation de palinodie et de trahison. En dénonçant la Triple Alliance, Sonnino restait fidèle à son passé, il déduisait les conséquences nécessaires de la conception qu'il en avait toujours eue, conception à ce point exacte et d'accord avec le texte et l'esprit des conventions, que la déclaration de neutralité a été acceptée, en août 1914, sans critique et sans protestation, par les empires centraux.

Dès le 10 mars 1883, Sonnino, en donnant son adhésion à la Triplice, avait dit qu'il ne pouvait l'admettre qu'à condition que les trois puissances fussent sur un pied d'égalité et accordées pour la réalisation d'un programme concerté.

Nous ne pouvons pas, disait-il, nous soumettre pieds et poings liés à des desseins qui ne nous sont pas révélés et à des buts qui nous sont étrangers. Là où il n'y a pas entente préalable et coopération, il ne saurait y avoir part aux avantages. Il n'y a pas égalité entre celui qui sait et celui qui ignore, entre celui qui est prêt et celui qui ne l'est pas. Il n'y aurait ni profit ni dignité dans une pareille situation. Et les plus chauds partisans de l'alliance la repousseraient, si elle devait se réduire à une dépendance aveugle et forcée aux projets de nos alliés.

Si la conduite de Sonnino avait besoin d'être disculpée du reproche de volte-face, ces paroles d'autrefois, véritablement prophétiques, y suffiraient. Ce discours fit, en son temps, grande impression, car il revendiquait fièrement pour l'Italie le droit et le devoir de ne pas se désintéresser des questions de politique internationale, et notamment de l'avenir de la Méditerranée. Il qualifiait sévèrement la politique de Pasquale Mancini, alors ministre des Affaires étrangères, « de politique peureuse et de verbeuse impuissance ».

Il disait :

Au lieu de répéter stérilement que l'Italie veut être un élément précieux de paix et d'ordre en Europe, phrase creuse, déterminons hardiment, une fois pour toutes, le programme de nos véritables aspirations, notre idéal pratique, et déclarons-nous décidés à le défendre *unguibus et rostris.*

Ce langage-là, après plus de trente ans, sonne encore virilement.

J'ajoute un dernier trait : Sonnino ne conçoit la Triple Alliance que parallèle à l'entente anglo-italienne. Sur ce point, il a toujours été très catégorique : ses affinités naturelles, non moins que sa claire compréhension des nécessités nationales, lui ont présenté un conflit avec l'Angleterre comme une éventualité impossible.

La Triplice, selon sa façon de voir, était double : sur terre, elle comprenait l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; sur mer, l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie. Ce point de vue fut défendable aussi longtemps que l'empire allemand et l'empire britannique suivirent une politique concordante ; mais avec Édouard VII, l'Angleterre s'éloigna de l'Allemagne pour se rapprocher de la France et conclure l'Entente Cordiale (1904). A partir de ce moment, la combinaison tripliciste telle que l'avait rêvée Sonnino perdait ses principaux avantages, et il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que, si les événements l'obligeaient un jour à choisir entre l'Angleterre et l'Autriche, ses hésitations ne seraient pas longues.

Encore fallait-il justifier son choix et le trouver en accord avec les textes des traités. N'oublions pas que les empires centraux avaient commencé la guerre par la plus cynique violation de leurs promesses solennelles et avaient ainsi soulevé contre eux la réprobation morale de l'univers civilisé ; il ne fallait pas s'exposer à un reproche analogue.

***

On a réuni sous une couverture verte, les documents diplomatiques qui ont précédé la déclaration de guerre à l'Autriche. Le *Livre vert* est l'œuvre de Sonnino ; on peut même dire

que c'est son œuvre principale. Il fut présenté aux Chambres italiennes le 20 mai 1915 et le *Livre rouge* autrichien, qui le complète sur divers points sans le contredire, montre à son tour la maîtrise avec laquelle, des deux côtés, ces négociations furent conduites.

Mais si l'Autriche eut l'heureuse fortune d'être servie par des diplomates habiles et avisés, elle ne put, au point de vue de la loyauté et de la bonne foi, se tenir en aussi bonne posture que l'Italie. Il y avait, en effet, dans le traité de la Triple Alliance, un certain article VII en vertu duquel toute action de l'Autriche dans les Balkans, même pour des occupations temporaires, ne pouvait se produire qu'après accord préalable avec l'Italie et octroi à celle-ci de compensations. Ce fut cet article VII que Sonnino invoqua péremptoirement, aussitôt que les armées autrichiennes envahirent la Serbie. L'Autriche avait incontestablement méconnu le traité et devait non moins incontestablement des compensations à l'Italie.

Ce point de départ était parfait. L'avoir choisi est un coup de maître. Si la guerre devait s'en suivre, elle avait ainsi une base juridique. C'était indispensable pour l'opinion nationale, indispensable pour le prestige et l'honneur italien à l'étranger. Qu'on ne croie pas que ce besoin de juridicité soit à négliger ; j'ai pu, pendant les mois qui ont précédé l'intervention, constater chez beaucoup d'Italiens résolument interventistes, le délicat scrupule du respect des traités ; j'ai pu deviner leur angoisse, qui venait de ce qu'ils ignoraient les stipulations de la Triple Alliance ; certes, il fallait s'en détacher et agir, mais le pouvait-on sans félonie?

A ces consciences inquiètes et honnêtes, le *Livre vert*, lorsqu'il fut connu, enleva un grand souci : il démontrait que l'Autriche, elle-même et la première, ayant violé les conventions, avait rendu à l'Italie sa liberté.

La première dépêche du *Livre vert* est du 9 décembre 1914. Le ministre des Affaires étrangères d'Italie prie son ambassadeur à Vienne de faire au gouvernement autrichien la communication suivante :

L'actuelle avance militaire de l'Autriche-Hongrie en Serbie constitue un fait qui doit au moins faire l'objet d'un examen entre nos deux

gouvernements sur la base des stipulations contenues dans l'article VII de la Triple Alliance. De cet article découle pour le gouvernement austro-hongrois l'obligation d'un accord préalable avec l'Italie et l'obligation de compensations, même s'il ne s'agit que d'occupation temporaire. Le gouvernement impérial et royal, avant de faire franchir la frontière serbe par son armée, aurait dû nous aviser et se mettre d'accord avec nous. En cette occasion et pour mieux justifier notre attitude, nous devons rappeler au gouvernement impérial et royal que lui-même s'est prévalu de ce même article VII pour nous interdire pendant notre guerre contre la Turquie, diverses opérations militaires qui auraient certainement abrégé la durée de cette guerre.

L'Italie a un intérêt de premier ordre à la conservation de la pleine intégrité et de l'indépendance politique et économique de la Serbie. Le gouvernement austro-hongrois a bien déclaré à diverses reprises qu'il n'avait pas l'intention de faire d'acquisitions territoriales aux dépens de la Serbie, mais pareille déclaration ne constitue pas un engagement formel, et les assurances générales elles-mêmes qu'a faites le gouvernement austro-hongrois, lors de l'entrée en guerre de la Turquie, laissent prévoir, comme possibles, des modifications politiques dans la péninsule balkanique.

D'autre part, la seule invasion de la Serbie, même si elle devait n'être que passagère, suffit à troubler sérieusement l'équilibre de la péninsule balkanique et à ouvrir le droit aux compensations. Il doit être retenu que la stipulation de l'article VII ouvre ce droit à l'Italie, même si les avantages obtenus par l'Autriche-Hongrie dans les Balkans ne sont pas territoriaux.

Le gouvernement italien croit donc nécessaire de procéder sans aucun retard à un échange d'idées et ensuite à un accord concret avec le gouvernement impérial et royal au sujet d'une situation qui touche de si près les intérêts politiques et économiques de l'Italie. Des signes non douteux d'inquiétude se constatent au Parlement et dans l'opinion publique italienne, qui manifeste clairement le désir de voir satisfaire les aspirations nationales italiennes. De ces inquiétudes et de ces aspirations, le gouvernement est contraint de tenir un compte sérieux. L'entente que je demande, sur ces bases, aurait pour résultat d'éliminer pour l'avenir toute occasion d'incidents irritants, de frictions et de méfiances, qui sont aujourd'hui si tristement fréquents et de rendre possibles et naturelles, entre les deux peuples, ces relations de cordiale et constante amitié qui sont dans nos désirs communs et sans lesquelles tout accord officiel reste nécessairement incomplet et stérile.

Le même jour, Berlin est avisé et vers la mi-décembre, le prince de Bülow arrive à Rome. L'Autriche ergote sur la portée de l'article VII et cherche à esquiver la demande italienne.

Nous trouvons dans le *Livre vert*[1] un intéressant compte rendu de la première démarche du prince de Bülow chez Sonnino.

J'ai reçu hier (19 décembre 1914), pour la première fois, le prince de Bülow. Il m'a dit qu'il était venu en Italie avec le projet de mieux faire connaître à Berlin notre mentalité et notre point de vue, et de mieux expliquer ici les intentions de l'Allemagne. Il se propose de travailler à améliorer les bonnes relations et les ententes entre les deux pays. Avant de quitter Berlin, il a eu connaissance de la démarche que nous avons faite à Vienne au sujet de l'article VII du traité de la Triplice. Il a dit à Berlin que nous étions dans le vrai et que nous avions toutes les raisons de vouloir cette discussion au sujet des compensations, qui devraient nous être consenties dès que l'Autriche aurait obtenu certains résultats. Et son appréciation a eu son effet aussi à Vienne.

J'ai fait remarquer au prince de Bülow que la situation en Italie pouvait se résumer en quelques mots. La majorité du pays était favorable au maintien de la neutralité et à l'appui au gouvernement, mais dans la supposition que, par cette neutralité, pouvait s'obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales. Ce but, dont je reconnaissais toutes les difficultés pratiques, était celui que le gouvernement s'était proposé.

La solution pouvait entraîner des répercussions fâcheuses dépassant le sort d'un ministère, chose négligeable. La monarchie de Savoie prend sa plus grande force dans la représentation du sentiment national. Et le prince de Bülow qui connaît notre pays se serait rapidement rendu compte de la vérité de ces observations. Il avait dit un jour au Reichstag que la Triple Alliance était le meilleur moyen d'empêcher une guerre entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. A cela, le prince répliqua qu'il avait cité un mot du comte Nigra, que l'Autriche et l'Italie ne pouvaient être qu'alliées ou ennemies. Je répondis qu'il y avait en cela un peu d'exagération, mais beaucoup de vrai. L'alliance ne pouvait être utile et féconde s'il n'y avait pas entre les alliés une parfaite cordialité et s'il fallait à chaque instant aller vérifier la lettre des traités. Il fallait prendre des mesures pour l'avenir et même au delà de la présente guerre et mettre les choses sur une base plus sûre et plus stable.

Peu à peu, l'Autriche finit par céder et admettre, en principe, le bien fondé de la réclamation de l'Italie, et le droit de celle-ci à des compensations ; mais elle se révolte à l'idée que ces compensations pourraient être stipulées aux dépens de ses

1. N° 8.

territoires. Sous la pression de l'Allemagne, elle pactise encore sur ce point et demande à l'Italie de formuler nettement ses prétentions.

Le 10 mars, Sonnino indique comme conditions[1] : 1° secret absolu des négociations ; 2° exécution immédiate de l'accord à intervenir ; 3° règlement définitif pour toute la durée de la guerre de toutes applications de l'article VII. Il propose, afin d'éviter tout soupçon de vouloir traîner les choses en longueur, que tout soit réglé en quinze jours.

Les négociations continuent. Le 27 mars[2], le gouvernement austro-hongrois met à son tour comme conditions : 1° engagement de l'Italie d'observer jusqu'à la fin de la guerre actuelle vis-à-vis de l'Autriche et de ses alliés, une neutralité bienveillante au point de vue politique et économique ; 2° liberté d'action entière à l'Autriche dans les Balkans et renonciation par l'Italie à toute compensation nouvelle.

Nouvelles négociations. Le 8 avril 1915[3], Sonnino s'explique sur les compensations qu'il exige : 1° cession du Trentin avec les frontières de 1811 ; 2° rectification de frontière jusqu'à l'Isonzo, comportant la cession de Gradisca et Gorizia ; 3° Trieste et les environs érigés en État autonome et indépendant, le port franc ; 4° cession à l'Italie du groupe des îles Cuzzolari, Lissa comprise ; 5° occupation immédiate par l'Italie des territoires cédés ; 6° reconnaissance par l'Autriche de la souveraineté italienne sur Valona, la baie de Sasseno et l'hinterland requis pour leur défense ; 7° désintéressement en Albanie.

L'Autriche continue à discuter. Elle ne semble pas éloignée d'accepter, mais repousse en tous cas, d'une manière absolue, l'exécution immédiate. Rien n'est plus caractéristique de sa mauvaise foi : en promettant pour tenir seulement après la guerre finie, elle se réservait un moyen commode de remettre tout en question et de ne faire que ce qui lui plairait selon l'issue de la guerre. Elle avait espéré acheter la neutralité italienne au prix d'une promesse. Mais une promesse de l'Autriche, c'était vraiment trop peu ! Sonnino se décida à rompre

1. N° 42 du *Livre vert*.
2. N° 56.
3. P. 64.

et il dénonça l'alliance, le 3 mai 1915, par cette communication[1] qui est une sorte de résumé :

L'alliance entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie s'affirma, dès son origine, comme un élément et une garantie de paix et visa, d'abord, au but principal de la défense commune. En présence des événements ultérieurs et de la situation nouvelle qui en résultait, les gouvernements des deux pays durent se proposer un autre but non moins essentiel, et au cours des renouvellements successifs du traité, s'appliquèrent à sauvegarder la continuité de leur alliance, en stipulant le principe des accords préalables relativement aux Balkans, en vue de concilier les intérêts et les tendances divergentes des deux puissances.

Il est de toute évidence que ces stipulations, loyalement observées, auraient suffi à fournir une base solide pour une action commune et féconde. Par contre, l'Autriche-Hongrie, au cours de l'été 1914, sans prendre aucun accord avec l'Italie, sans même lui faire parvenir le moindre avertissement, et ne faisant aucun cas des conseils de modération qui lui étaient adressés par le gouvernement royal, notifia à la Serbie l'*ultimatum* du 23 juillet qui fut la cause et le point de départ de la présente conflagration européenne.

L'Autriche-Hongrie, en négligeant les obligations découlant du traité, troublait profondément le *statu quo* balkanique et créait une situation dont elle seule était appelée à profiter, au détriment des intérêts, de la plus grande importance, que son alliée avait tant de fois affirmés et proclamés.

Une violation aussi flagrante de la lettre et de l'esprit du traité non seulement justifia le refus de l'Italie de se ranger du côté des alliés dans une guerre provoquée sans son avis, mais enleva du même coup à l'alliance son contenu essentiel et sa raison d'être.

Le pacte même de la neutralité bienveillante prévue par le traité se trouvait compromis par cette violation. La raison et le sentiment s'accordent en effet à exclure que la neutralité bienveillante puisse être maintenue, lorsqu'un des alliés prend les armes pour la réalisation d'un programme diamétralement opposé aux intérêts vitaux de l'autre allié, intérêts dont la sauvegarde constituait la raison principale de l'alliance même.

Ce nonobstant, l'Italie s'est efforcée, pendant plusieurs mois, de créer une situation favorable au rétablissement entre les deux États de ces rapports amicaux qui constituent le fondement essentiel de toute coopération dans le domaine de la politique générale.

Dans ce but et dans cet espoir le gouvernement royal se déclara disposé à se prêter à un arrangement ayant pour base la satisfaction, dans une mesure équitable, des légitimes aspirations nationales de l'Italie et qui aurait servi en même temps à réduire la disparité existante dans la situation réciproque des deux États dans l'Adriatique.

1. N° 76 du *Livre vert*.

Ces négociations n'aboutirent toutefois à aucun résultat appréciable.

Tous les efforts du gouvernement royal se heurtèrent à la résistance du gouvernement impérial et royal, lequel après plusieurs mois, s'est seulement décidé à admettre des intérêts spéciaux de l'Italie à Valona et à promettre une concession non suffisante de territoires dans le Trentin : concession qui ne comporte aucunement le règlement normal de la situation, ni au point de vue ethnique, ni au point de vue politique ou militaire.

Cette concession, en outre, ne devait avoir son exécution qu'à une époque indéterminée, c'est-à-dire seulement à la fin de la guerre.

En cet état de choses, le gouvernement italien doit renoncer à l'espoir de parvenir à un accord et se voit contraint de retirer toutes ses propositions d'arrangement.

Il est également inutile de maintenir à l'alliance une apparence formelle, qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens.

C'est pourquoi l'Italie, confiante dans son bon droit, affirme et proclame qu'elle reprend dès ce moment son entière liberté d'action, et déclare annulé et désormais sans effets son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

Tel est, en ces grandes lignes, le *Livre vert* qui sortit avec bonheur l'Italie d'une situation difficile. On peut regretter que sa diffusion à l'étranger, et spécialement dans les pays neutres, n'ait pas été plus complète. La seule lecture de ces documents officiels faisait justice du reproche que les germanophiles n'ont cessé de diriger contre l'Italie, en l'accusant d'avoir trahi son ancienne alliée. Sonnino avait admirablement réussi au contraire à démontrer que les torts étaient du côté de l'Autriche.

***

Une fois le traité dénoncé, les événements allaient se précipiter. Les neutralistes, à l'instigation de l'Allemagne et de l'Autriche, essayèrent une manœuvre désespérée. Ils trouvèrent pour la patronner l'ancien président du conseil, le rival de Sonnino, M. Giolitti. Celui-ci, dans une lettre adressée à son ami, le député Peano, le 4 janvier 1915, avait déjà lancé la formule du « parecchio », mot difficile à traduire en français, mais dont le sens essentiel était que si l'on pouvait obtenir certaines choses en restant neutre, il fallait accepter. Il semble, bien qu'il s'en soit défendu, être resté en négociations

avec le prince de Bülow et le baron Macchio, peut-être même après la rupture officielle. Sa très haute situation dans l'État rend d'ailleurs le fait assez vraisemblable. C'est évidemment à lui que le baron Macchio fait allusion quand il parle de « l'homme de l'avenir », dans la dépêche du 4 mai [1]. Une autre pièce du même livre [2] (lettre du comte Berchtold au baron Macchio) dit encore : « L'ambassadeur d'Allemagne m'a donné lecture par ordre de son gouvernement, de deux longs rapports du prince de Bülow sur des conversations avec le baron Sonnino et l'honorable Giolitti concernant l'attitude de l'Italie dans ses rapports avec la monarchie. »

Le 10 mai, le baron Macchio écrit à Vienne [3] qu'il est encore possible d'éventer le jeu de Salandra-Sonnino en faisant des propositions concrètes nouvelles, ouvrant la possibilité de concessions ultérieures. Il a rédigé d'accord avec le prince de Bülow une liste de ces concessions sans en référer à Vienne, vu l'urgence. Cette rédaction a été faite « sous l'inspiration de personnages compétents », partisans en partie tout au monis de la Triple Alliance.

Cette liste de concessions qui ne s'éloignait guère de celles demandées par Sonnino, fut distribuée à certains députés italiens par le député allemand Erzberger qui quitta Rome vers le 15 mai. Elle fut rappelée dans un discours du 19 mai de M. Bethmann-Hollweg au Reichstag. Et le 20 mai, l'ambassade d'Autriche communiqua aux journaux de Rome que si ces propositions étaient acceptées, elles pourraient être réalisées dans le mois.

M. Giolitti avait déclaré ouvertement son intention de proposer la réouverture des négociations avec l'Autriche. Les journaux dévoués à sa politique firent savoir qu'il avait reçu de nombreuses adhésions parlementaires : c'était la crise. Le gouvernement annonça de son côté qu'il acceptait la bataille, mais le caractère de l'insurrection parlementaire devint si grave qu'il offrit sa démission au roi. Ce furent quelques jours d'angoisse.

Des manifestations tumultueuses se produisirent dans toutes

1. *Livre rouge*, p. 73.
2. *Livre rouge*, n° 88.
3. *Livre rouge*, n° 178.

les grandes villes, principalement à Milan, à Rome et à Gênes. Elles eurent une telle ampleur que le roi refusa d'accepter la démission du ministère Salandra-Sonnino et que les Chambres, n'osant pas résister au sentiment populaire, lui accordèrent les pleins pouvoirs. C'était la déroute de M. Giolitti, le démenti à sa prédiction que les ministères de son rival ne seraient jamais que de courte durée.

Les germanophiles, à la suite du baron Macchio, ont prétendu ne voir dans les journées de mai qu'une habile mise en scène par laquelle le cabinet Salandra-Sonnino, jouant le tout pour le tout, avait réussi à vaincre et les intrigues giolittiennes et les résistances d'une Chambre hésitante. Mon impression est toute différente, Certes, les manifestations de mai n'étaient pas pour déplaire aux ministres démissionnaires, et il serait extraordinaire qu'ils les eussent réprimées avec sévérité; mais je suis persuadé qu'ils y sont restés étrangers.

L'esprit qui animait ces manifestations était d'ailleurs tout à fait différent de celui qui avait inspiré la politique du ministère. L'opinion populaire se prononçait violemment pour la guerre aux côtés des Alliés. Quand je dis : opinion populaire, entendons qu'il ne s'agit pas de l'opinion de la majorité de la nation, mais de l'opinion de cette minorité d'avant-garde, agissante et entraînante qui, dès mai 1915, avait compris ce que la majorité de la nation ne devait comprendre qu'un an plus tard : c'est-à-dire l'impossibilité politique, économique et surtout morale qu'il y avait pour l'Italie à se désintéresser du conflit européen. Elle s'indignait, avec une violence inouïe, avec une abondance dans l'injure qui m'a parfois péniblement surpris, du marché que M. Giolitti avait rêvé. Le « parecchio » lui paraissait un pourboire ramassé dans le sang et la boue, le prix d'une trahison de ses affinités latines, la rétribution d'une complicité dans les crimes des empires centraux. Le parti socialiste lui-même dans son congrès de Bologne répudiait la neutralité « mercantile ». Sentiments très nobles, en vérité, et qui sont à l'honneur de la foule qui a pu les ressentir, de la nation qu'ils ont pu entraîner.

Mais cette révolte sentimentale atteignait en même temps l'idée directrice du gouvernement. Quand, dans la dépêche du 20 décembre 1914, Sonnino dit que le ministère « se pro-

pose de maintenir la neutralité s'il peut en échange obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales », il énonce la thèse même du « parecchio » si bruyamment reprochée à M. Giolitti. D'où cette conséquence assez singulière que les interventistes ont soutenu le ministère Sonnino en raison de l'échec de ses négociations et l'auraient combattu si elles avaient réussi. L'honorable marquis de Viti de Marco, député de Gallipoli et professeur à l'Université de Rome, le déclarait nettement dans une assemblée du parti radical, en janvier 1916 :

N'oublions pas que la guerre est née du *Livre vert*, qui est le traité le plus habile et le plus complet de la politique du « parecchio ». Nous n'avons pas soutenu le ministère Salandra parce que le « parecchio » de Sonnino était un peu plus gras que le « parecchio » de Giolitti. Nous l'avons soutenu à raison de l'insuccès des pourparlers diplomatiques, insuccès qui nous menait à la guerre. En résumé, le parti radical a prévu que la guerre d'Italie, commencée avec ce programme restreint, deviendrait, par la force des choses, guerre européenne en accord intime et complet avec les Alliés contre l'Allemagne.

Je ne saurais trouver voix plus autorisée à l'appui de mon opinion.

Une dernière réflexion : j'ai entendu des admirateurs de Sonnino contester que sa pensée ait été dépassée par l'opinion populaire, et affirmer qu'au contraire, dès le début des négociations, il avait l'intention de les faire échouer. Voilà un éloge lourd comme un pavé. Pareille habileté ressemblerait fort à de l'astuce, et tout ce que nous savons de la droiture de l'homme doit nous écarter de cette supposition.

Pourquoi ne point admettre, au lieu de ce machiavélisme perçant l'avenir, une évolution infiniment plus vraisemblable? Quand, en décembre 1914, Sonnino parle au prince de Bülow, je le crois d'autant plus sincère que je retrouve là l'écho de convictions anciennes, par exemple, du discours de mai 1883 sur la nécessité d'une Triplice cordiale. Sans doute, il prévoit que pareille entente est peu vraisemblable, mais il ne fait rien pour en diminuer les chances. Les concessions qu'il demande à l'Autriche sont tellement modestes (n'oublions point qu'elles ne comprennent même pas Trieste) qu'il n'était pas impossible de les voir accepter.

Mais, au cours des pourparlers, il constate la mauvaise volonté, la déloyauté du partenaire, l'inutilité des négociations : il se décide et choisit. Voilà qui est peut-être moins extraordinaire, mais qui est plus humain.

***

Lorsque j'essaie ainsi de connaître et d'expliquer cette personnalité de premier plan, je songe involontairement à ces poissons brillants qui apparaissent un instant à la surface des ondes, y font un éclair dans la lumière, puis continuent leur vie dans l'obscurité des profondeurs. Le *Livre vert* est un de ces éclairs. Ce qu'il y a avant? après? autour? Mystère. On le saura sans doute un jour ; actuellement, c'est le secret de la diplomatie.

Les diplomates sont, par essence, sibyllins ; cela fait partie de leur prestige et déguise souvent leur indigence. Mais Sonnino est, parmi les diplomates mêmes, un taciturne. Il est rebelle à l'interview et ses confidences sont rares. On connaît le mot du prince de Bülow : « Parmi ces trente-cinq millions de bavards, il y avait un silencieux et ma déveine a voulu qu'il m'échût. » Les correspondances du baron Macchio nous apprennent aussi le dépit de ce fin Autrichien de n'avoir pu faire parler Sonnino ; il rend compte d'un entretien à la Consulta et ajoute : « A la vérité, cet entretien ne fut qu'un monologue au cours duquel je ne pus obtenir de mon partenaire aucun signe d'adhésion ni de désapprobation. » Savoir se taire ainsi est évidemment une force, et nous n'avons pour connaître l'avis de Sonnino sur la guerre européenne que de rares points de repère.

Il était resté quelque chose de l'idée inspiratrice du « parecchio » même après la déclaration de guerre à l'Autriche (23 mai 1915). Certains esprits avaient pu se flatter de voir l'Italie poursuivre sa guerre, *la guerra nostra*, comme disaient les journaux, parallèlement à la guerre des Alliés et à la faveur de celle-ci, en en profitant sans s'y compromettre. Ce fut pendant quelques mois le désir et l'espoir des neutralistes de jadis.

Sonnino était trop avisé pour partager cette illusion. Il avait compris de suite que la guerre d'Italie ne pouvait se poursuivre

qu'en fonction de la guerre des Alliés. Dès la fin d'avril 1915, il avait pris avec la Triple Entente certains arrangements et dès le 30 novembre 1915, il faisait adhérer l'Italie au pacte de Londres, par lequel l'Angleterre, la France et la Russie s'étaient interdit toute paix séparée.

Cette adhésion avait sans doute été décidée dès le début, mais on jugea nécessaire d'y préparer l'opinion italienne. Deux grands discours sensationnels, celui de S. Barzilai à Naples (septembre 1915), et du ministre de la Justice Orlando, à Palerme (novembre 1915), en exposèrent les raisons, mais sans l'annoncer encore en termes formels.

La communication en fut faite au Parlement et au pays par le discours de Sonnino dans la séance de la Chambre du 2 décembre 1915. Discours capital, nu et bref comme un procès-verbal, dans lequel on peut mesurer tout le chemin parcouru depuis le *Livre vert*. Après la guerre à l'Autriche, la guerre à la Turquie (20 août 1915) et la guerre à la Bulgarie (octobre 1915) sont justifiées comme conséquence de la première et des violations de traités commises par ces alliés des empires centraux. La nécessité de l'indépendance politique et économique de la Serbie est affirmée, plus énergiquement encore que dans le *Livre vert* et l'Italie joindra son action à celle des Alliés pour l'assurer. L'adhésion au pacte de Londres est le corollaire logique de toutes ces actions communes.

Mais le discours de décembre précise encore une autre indication du *Livre vert* : il s'agit de la maîtrise de l'Adriatique. « C'est pour l'Italie une nécessité de vie, une nécessité absolue de légitime défense que d'obtenir dans l'Adriatique une situation qui compense la défavorable configuration de son littoral oriental. »

De plus, le gouvernement afirme son intention de veiller attentivement à la défense des intérêts italiens dans la Méditerranée occidentale.

On voit combien le programme des aspirations nationales s'est élargi. Mais son exécution n'est concevable que dans le cadre de la guerre aux côtés des Alliés :

L'Italie est fermement décidée à poursuivre cette guerre avec toutes ses forces et au prix de n'importe quel sacrifice jusqu'à la

satisfaction des sacro-saintes aspirations nationales, comme aussi des conditions d'indépendance, de sécurité et de respect mutuel des peuples qui seules peuvent fournir la base d'une paix durable et qui représentent la raison d'être du pacte qui nous lie, nous et nos alliés.

Ce discours fut très chaleureusement accueilli. Il n'y eut aucune des protestations que la timidité du ministère avait craintes. Une fois encore, l'opinion, mûrie par les événements, l'avait dépassé.

Et des actes suivirent qui démontrèrent que les déclarations de Sonnino n'étaient pas de creuses paroles. Si quelque défiance pouvait subsister dans l'opinion des peuples alliés, avant la déclaration de guerre à l'Allemagne, elle dut disparaître lorsqu'on vit l'Italie se joindre aux Alliés pour prendre acte de leur déclaration de garantie vis-à-vis de la Belgique (février 1916) et assister à la Conférence de Paris qui établit l'unité d'action militaire et économique des Alliés.

A Paris, comme ailleurs, si Sonnino rassura par son allure de sincérité, il étonna par sa froideur et sa sécheresse. Ne lui demandez pas l'élan ou l'enthousiasme ! Jamais il n'a daigné auréoler d'idéalisme une argumentation ; jamais il n'a voulu réchauffer d'une flamme sentimentale ses froids calculs patriotiques.

Et pourtant cet homme-là connaît la valeur des facteurs moraux. N'est-elle pas de lui, cette phrase profonde que me citait un jour Raimondo, l'éloquent député de San Remo : « Lorsqu'un peuple ne vit et ne lutte que pour son pain, il finit par perdre celui-ci même [1] ? »

JULES DESTRÉE

1. Jules Destrée. *L'Italie avant la guerre*, Paris, Van Œst, 1915, p. 83.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LIVRES NOUVEAUX

LA CARRIÈRE D'UN AVEUGLE,
par **Winifred Holt.**

C'est une pensée bien touchante qui a conduit miss Winifred Holt à écrire ce livre : en retraçant la vie d'Henry Fawcett, qu'un accident de chasse rendit aveugle à vingt-cinq ans et qui, soutenu par sa volonté propre et la sollicitude de sa femme, devint professeur d'économie politique, député au Parlement anglais et ministre des Pos es, elle s'adresse « aux braves qui ont perdu la vue en défendant leur patrie » et « espère que chaque soldat ainsi affligé trouvera en Fawcett un camarade qui l'aidera à gravir d'un pas sûr le sentier abrupt de l'espérance, du savoir, du succès... » Ce bon livre, comme le dit M. de Vogüé dans sa préface, « est en même temps une bonne action ».

LE JALOUX,
par **Antoine Bibesco.**

La pièce de M. Antoine Bibesco a été fort appréciée au théâtre pour des mérites qui ne se trouvent pas très souvent réunis chez le même auteur : un dialogue alerte et nuancé, une façon habile de conduire chaque scène à son entier développement par une progression d'effets justes, une psychologie délicate indiquée par des traits précis. A la lecture ce sont surtout les qualités d'ordre littéraire que l'on remarque ; on en trouvera assez pour goûter un vif plaisir à ce *Jaloux* qui renoue la tradition de la comédie de caractère.

L'ITALIE EN GUERRE,
par **Henri Charriaut et M.-L. Amici-Grossi.**

C'est l'analyse de la « tragédie intérieure » qui amena la presque unanimité des Italiens à vouloir en mai 1915 la guerre contre l'Autriche, que très peu désiraient en août 1914. Les auteurs nous expliquent comment « l'alliance contre nature » de l'Italie avec les empires centraux s'est dénouée peu à peu par la force même des choses et avec quelle sûreté, malgré la complexité apparente d'une période si troublée, le grand peuple latin s'est orienté de nouveau vers sa mission traditionnelle.

QUELQUES SABRES DANS LA MÊLÉE,
par **Jean Ravennes.**

C'est un recueil de contes très variés, des histoires de guerre, des histoires fantaisistes. L'auteur est, nous dit-on, un des plus jeunes combattants. Ces récits, écrits tantôt dans l'ardeur de la bataille et tantôt dans la mélancolie de ses trêves, ne manquent ni d'intérêt ni de couleur. Le lecteur préférera, croyons-nous, les tableaux militaires, qui sont vivement brossés.

L'ARMÉE DE LA GUERRE,
par le **Capitaine Z.**

Un officier d'infanterie, qui a toujours vécu avec le troupier, « dans la bonne infanterie qui creuse des trous et qui trinque », a voulu donner son avis sur des questions militaires qu'après vingt et un mois d'expérience il a la prétention de connaître : « de quels éléments l'armée de la guerre est-elle composée? Comment l'a-t-on organisée? Pourrait-on l'organiser mieux? » La rude franchise de ce livre puissant et réconfortant, que la censure n'a pas toujours respectée, mérite à son auteur la reconnaissance de tous les bons Français qui estiment avec lui que la « critique intelligente » est plus utile à l'heure actuelle que « l'approbation niaise » et que « le silence imbécile ».

L'EFFORT DE LA FRANCE.

Préfacée par M. Alfred Croiset, cette brochure contient, sous des signatures autorisées, de brèves études sur l'effort diplomatique, militaire, industriel, moral de la France. Notons particulièrement le chapitre sur l'organisation industrielle et l'œuvre du sous-secrétariat de l'artillerie, que M. Lévy-Bruhl était particulièrement qualifié pour écrire, et la conclusion, où M. Basch montre l'admiration suscitée aux États-Unis par l'effort français.

L'IDÉE DE DIEU ET L'ESPRIT HUMAIN,
par **Arthur James Balfour.**

La thèse essentielle de ce livre original et suggestif est, d'après son auteur même, « que la culture humaine, dans tout ce qu'elle a produit de supérieur, soit dans le domaine du beau, soit dans celui du bien, soit dans celui de la science, réclame Dieu pour soutien ; que l'Esprit humain, sans l'Idée de Dieu, perd plus de la moitié de sa valeur. » C'est un rajeunissement de la vieille preuve de l'existence de Dieu par l'ordre et l'harmonie du monde, qui fait servir au théisme, par des vues très curieuses, les plus récentes conclusions d'une théorie pragmatiste de la connaissance.

LES JEUNES FILLES FRANÇAISES ET LA GUERRE,
par **Jules Combarieu.**

M. Combarieu, qui vient de mourir avant d'avoir vu paraître son livre, apporte une contribution importante à la question si actuelle du rôle des femmes ; il l'a traitée surtout en éducateur et s'est demandé, avec une documentation particulièrement abondante et une grande largeur de vues, quelles transformations urgentes la situation nouvelle née de la guerre devait faire subir à l'enseignement secondaire et supérieur des jeunes filles.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS	48 »	24 »	12 »
SEINE ET SEINE-ET OISE	51 »	25 50	12 75
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	54 »	27 »	13 50
ÉTRANGER (UNION POSTALE)	60 »	30 »	15 »

PRIX DE LA LIVRAISON : **2 fr. 50**

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Wagram* 16.20), *dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, Faubourg Saint-Honoré, Paris.